

UN MUNDO DE OPORTUNIDADES
SAOL DE DHEISEANNA

無限機遇

EINE WELT VOLLER MÖGLICHKEITEN
A WORLD OF OPPORTUNITY

一个充满机会的世界

UN MONDO DI OPPORTUNITÀ

अवसर की एक दुनिया

UN MONDE DE POSSIBILITÉS

FINANCIÈRE CANACCORD INC. RAPPORT ANNUEL 2012

CANACCORD | Financière

À PROPOS DE FINANCIÈRE CANACCORD INC.

Financière Canaccord Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui, par l'entremise de ses principales filiales, exerce ses activités dans deux grands segments du secteur des valeurs mobilières : les marchés des capitaux mondiaux et la gestion de patrimoine. Canaccord compte plus de 60 bureaux dans 12 pays à l'échelle mondiale, dont plus de 40 bureaux de Gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe. Canaccord Genuity, division internationale des marchés des capitaux de la Société, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Irlande, en Italie, en Chine, à Hong Kong, à Singapour, en Australie et à la Barbade.



Table des matières

Atteindre nos objectifs	2	Rapport des auditeurs indépendants	69
Points saillants financiers	3	États financiers consolidés	70
Canaccord en un coup d'œil	4	Notes des états financiers consolidés	75
Expansion de nos activités	5	Informations supplémentaires	118
Message aux actionnaires	6	Glossaire	124
Canaccord Genuity	8	Gouvernance d'entreprise	127
Gestion de patrimoine Canaccord	16	Conseil d'administration	130
Historique de la croissance de Canaccord	20	Bureaux	133
Valeurs de la Société	21	Renseignements à l'intention des actionnaires	137
Rapport de gestion	23		

Pour de plus amples renseignements sur Financière Canaccord Inc. ou pour consulter le rapport annuel en ligne 2012 de la Société, consulter le site Web www.canaccordfinancial.com.





Singapour

Canaccord fournit des idées de placement pertinentes faciles à mettre en œuvre à partir de plusieurs des grands centres financiers d'aujourd'hui, dont Singapour, où la Société a ouvert un bureau en mars 2012.

Signification : Possibilités

机会

Il y a des possibilités d'affaires partout dans le monde, et nous sommes là pour aider nos clients à les saisir. Présente dans 12 pays et forte d'une solide expertise dans 18 secteurs clés de l'économie mondiale, Canaccord est stratégiquement positionnée pour répondre aux besoins de sa clientèle de sociétés, d'institutions et de particuliers qui voient de plus en plus les choses dans une perspective globale.

Nous mobilisons des capitaux. Nous proposons aux sociétés des solutions qui correspondent à leurs intérêts. Nous analysons les sociétés. Nous créons de la richesse pour nos clients.

Nous interprétons pour nos clients les occasions offertes sur les marchés mondiaux.

Atteindre nos objectifs

À l'exercice 2012, nous étions déterminés chez Canaccord à atteindre les objectifs que nous nous étions fixés. Ce fut une année productive, et nous sommes fiers de ce que nous avons accompli.

1^{er} OBJECTIF RENFORCER NOTRE POSITION CONCURRENTIELLE DANS CHACUN DE NOS MARCHÉS CLÉS

- Expansion de nos activités de financement de sociétés au Royaume-Uni et aux États-Unis par l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP)
- Mise à profit des capacités de notre groupe élargi de fusions et acquisitions et de consultation au Canada afin de dégager des produits record des activités de consultation
- Maintien de notre leadership sur les marchés des capitaux au Canada en étant chef de file ou co-chef de file au cours de l'exercice de plus de transactions que toute autre banque d'investissement canadienne ¹

2^e OBJECTIF ÉTENDRE NOTRE PRÉSENCE DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

- Expansion de nos activités en Australie et à Hong Kong par l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Equities, l'une des petites sociétés de conseil en financement à la croissance la plus rapide en Australie, qui a fourni à Canaccord la possibilité d'inscrire des sociétés à la cote de la Bourse d'Australie
- Acquisition d'un bureau stratégiquement important à Singapour, assorti d'autorisations nous permettant d'inscrire des sociétés à la cote de la Bourse de Singapour ainsi qu'à celle de sa branche SGX Catalist

3^e OBJECTIF DIVERSIFIER NOS PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES AU NIVEAU DES RÉGIONS, DES DIVISIONS ET DES SECTEURS

- Expansion de notre couverture de recherche pour y inclure 18 importants secteurs de l'économie mondiale
- Élargissement de notre réseau de distribution mondial qui offre maintenant des services de vente et de négociation à partir de 15 parquets de la Bourse dans 14 villes
- Accroissement de nos capacités de négociation en Bourse grâce à l'obtention de trois nouvelles autorisations nous permettant d'inscrire des sociétés à la cote de dix Bourses dans le monde
- Lancement de nouvelles activités dans des régions clés, assurant ainsi la présence de la Société dans 12 pays
- Implantation d'activités de gestion de patrimoine solides et toujours rentables au Royaume-Uni et en Europe ²

4^e OBJECTIF DÉVELOPPER NOS ACTIVITÉS DE CONSULTATION AFIN DE TIRER PARTI DU CYCLE FAVORABLE DES FUSIONS ET ACQUISITIONS

- Acquisition de CSHP, groupe de consultation européen très respecté, ayant des bureaux à Londres, Paris et Francfort

5^e OBJECTIF MAINTENIR UNE SOLIDE POSITION FINANCIÈRE ³

- Préservation de notre solide bilan liquide afin de soutenir les volumes d'affaires en pleine croissance et les investissements dans des occasions de croissance
- Capitaux propres de 992,1 millions \$
- Valeur comptable de 8,26 \$ par action ordinaire

¹ FP Infomart. Transactions de plus de 1,5 million \$.

² Selon les données sur le rendement de Collins Stewart Wealth Management des 14 dernières années.

³ Tous les chiffres sont en date du 31 mars 2012.

Points saillants financiers

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES ^{1, 2}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)

	2012	2011	Variation 2012/2011	
	IFRS	IFRS		
Financière Canaccord Inc.				
Produits des activités ordinaires				
Commissions	252 877 \$	294 650 \$	(41 773) \$	(14,2) %
Financement de sociétés	175 225	327 499	(152 274)	(46,5) %
Honoraires de consultation	107 370	84 914	22 456	26,4 %
Négociation à titre de contrepartiste	10 647	43 644	(32 997)	(75,6) %
Intérêts	31 799	24 040	7 759	32,3 %
Divers	26 946	28 884	(1 938)	(6,7) %
Total des produits des activités ordinaires	604 864	803 631	(198 767)	(24,7) %
Charges				
Rémunération au rendement	304 908 \$	389 046 \$	(84 138) \$	(21,6) %
Charges salariales	63 924	64 420	(496)	(0,8) %
Autres charges indirectes ³	200 842	194 953	5 889	3,0 %
Frais connexes aux acquisitions	16 056	12 740	3 316	26,0 %
Frais de restructuration ⁴	35 253	—	35 253	négl.
Total des charges	620 983	661 159	(40 176)	(6,1) %
Résultat avant impôts sur le résultat	(16 119)	142 472	(158 591)	(111,3) %
Résultat net	(21 346) \$	99 743 \$	(121 089) \$	(121,4) %
Résultat net attribuable aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.	(20 307) \$	99 743 \$	(120 050) \$	(120,4) %
Participations ne donnant pas le contrôle	(1 039) \$	—	(1 039) \$	négl.
Résultat par action ordinaire (RPA) – de base	(0,33) \$	1,37 \$	(1,70) \$	(124,1) %
RPA – dilué	(0,33) \$	1,22 \$	(1,55) \$	(127,0) %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)	(3,1) %	14,2 %	(17,3) p.p.	
Dividendes par action	0,40 \$	0,275 \$	0,125 \$	45,5 %
Valeur comptable par action ordinaire diluée ⁵	8,26 \$	8,79 \$	(0,53) \$	(6,0) %
Compte non tenu des éléments importants ⁶				
Total des charges	564 182 \$	643 293 \$	(79 111) \$	(12,3) %
Résultat avant impôts sur le résultat	40 682 \$	160 338 \$	(119 656) \$	(74,6) %
Résultat net	25 193 \$	114 126 \$	(88 933) \$	(77,9) %
Résultat net attribuable aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.	25 591 \$	114 126 \$	(88 535) \$	(77,6) %
RPA – de base	0,28 \$	1,56 \$	(1,28) \$	(82,1) %
RPA – dilué	0,25 \$	1,40 \$	(1,15) \$	(82,1) %
Données tirées du bilan				
Total de l'actif	5 762 723 \$	5 097 500 \$	665 223 \$	13,0 %
Total du passif	4 753 144	4 340 608	412 536	9,5 %
Participations ne donnant pas le contrôle	17 454	—	17 454	négl.
Total des capitaux propres	992 125	756 892	235 233	31,1 %
Nombre d'employés	2 428	1 684	744	44,2 %

¹ Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire diluée, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés.

² Les données comprennent les résultats de Genuity depuis le 23 avril 2010, date de clôture de l'acquisition. Elles comprennent également les résultats de Canaccord Genuity Asia depuis la date de clôture du 17 janvier 2011, et ceux de Canaccord BGF depuis la date de clôture du 1^{er} novembre 2011. Les résultats opérationnels de Canaccord BGF ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de CSHP depuis le 22 mars 2012 sont également compris.

³ Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

⁴ Comprennent les frais de restructuration liés au personnel et les charges de restructuration liées à l'acquisition de CSHP, ainsi que les frais de restructuration liés à la restructuration de certaines de nos activités de négociation et autres au Canada.

⁵ La valeur comptable par action ordinaire diluée correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation.

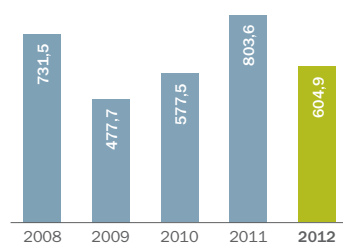
⁶ Le résultat net et le résultat dilué par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte de l'incidence des impôts sur les ajustements découlant de ces éléments.

Se reporter au tableau «Principales informations financières compte non tenu des éléments importants» à la page 32.

p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

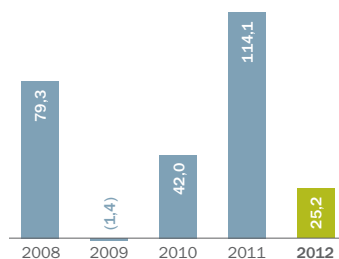
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES POUR L'EXERCICE 2012

(en millions \$ CA)



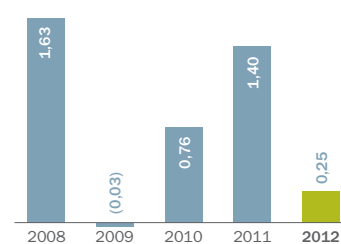
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE 2012

(en millions \$ CA, compte non tenu des éléments importants)



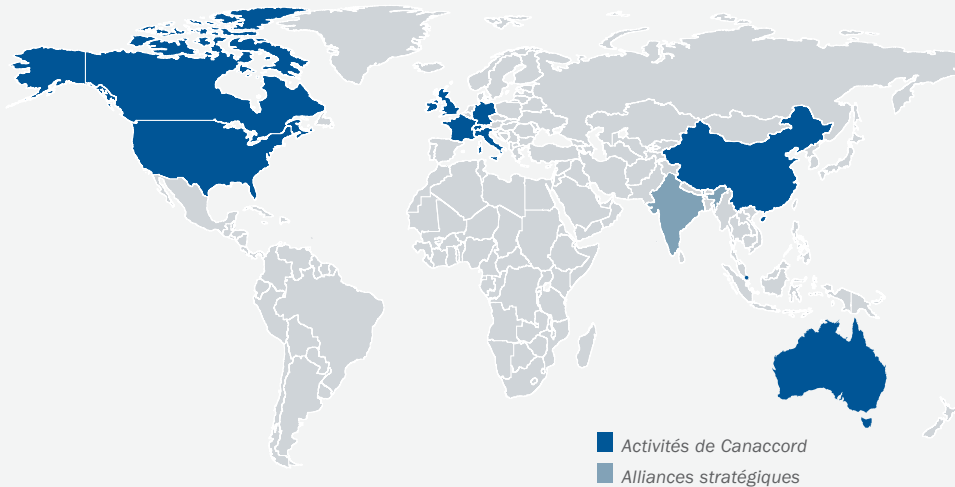
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

(compte non tenu des éléments importants)



Canaccord en un coup d'œil

Financière Canaccord Inc. est la société mère cotée en Bourse d'un groupe d'entreprises de services financiers qui fournissent des services de financement de sociétés, de gestion de patrimoine et de courtage de correspondance à une clientèle de sociétés, d'institutions et de particuliers. Les deux principales divisions opérationnelles de la Société sont Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord.



Canaccord Genuity¹

Canaccord Genuity, division des marchés des capitaux de Canaccord, fournit à des sociétés et institutions clientes partout dans le monde des idées de placement pertinentes faciles à mettre en œuvre.

- Activités mondiales de financement de sociétés / courtage auprès des sociétés, et capacité d'inscrire des sociétés à la cote de dix bourses de valeurs dans six pays
- Groupe très respecté spécialisé dans les fusions et acquisitions, la consultation et la restructuration comptant des bureaux dans 19 villes de par le monde
- Services de vente et de négociation offerts à partir de 15 parquets de la Bourse dans six fuseaux horaires
- Équipe de recherche primée visant plus de 800 sociétés
- Environ 1 090 employés, dont plus de 175 spécialistes de haut niveau en financement de sociétés, 85 analystes de recherche et 260 experts en vente et en négociation

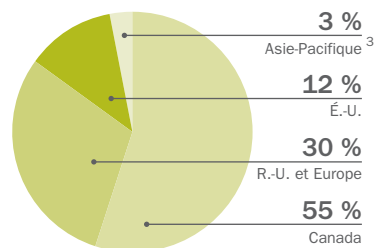
Gestion de patrimoine Canaccord¹

Gestion de patrimoine Canaccord est la division qui offre aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires des solutions de placement, des services de courtage et des conseils en planification financière personnalisés.

- Activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, en Europe et en Australie répondant aux besoins particuliers des clients dans chacun de ces marchés
- Actifs sous administration au Canada et actifs sous gestion au Royaume-Uni totalisant 27,9 milliards \$ CA²
- 280 équipes de conseillers en placement réparties dans 35 bureaux de gestion de patrimoine d'un bout à l'autre du Canada
- Plus de 100 experts en placement en poste dans cinq bureaux de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe
- Activités menées sous le nom de Gestion de patrimoine Canaccord (au Canada) et de Collins Stewart Wealth Management (au Royaume-Uni et en Europe)

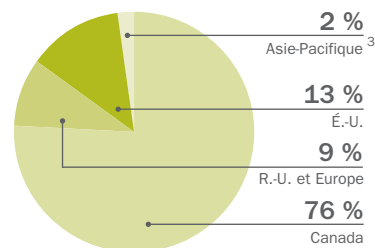
EMPLOYÉS PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE

(au 31 mars 2012, comprend les employés issus de l'acquisition de CSHP)



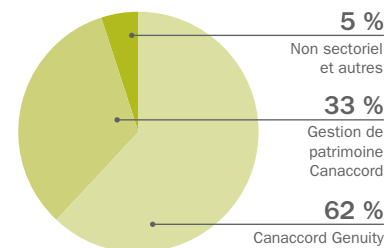
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES POUR L'EXERCICE 2012 PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE

(comprend les résultats découlant de l'acquisition de CSHP pour la période du 22 mars au 31 mars 2012 seulement)



PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES POUR L'EXERCICE 2012 PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(comprend les résultats découlant de l'acquisition de CSHP pour la période du 22 mars au 31 mars 2012 seulement)



¹⁾ Tous les chiffres sont en date du 31 mars 2012.

²⁾ Se reporter à la rubrique «Mesures non conformes aux IFRS» à la page 23.

³⁾ Comprend les autres établissements à l'étranger.

Expansion de nos activités

Le 21 mars 2012, Financière Canaccord Inc. a conclu l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc.

Comme l'acquisition a été conclue juste avant la fin de l'exercice 2012 de Canaccord, les résultats des activités de CSHP nouvellement acquises n'ont été comptabilisés que pour la période du 22 mars au 31 mars 2012. Pour permettre de mieux cerner l'envergure de nos activités regroupées, nous présentons des données comparatives pour Canaccord et CSHP dans le tableau ci-dessous.

PERFORMANCE FINANCIÈRE COMBINÉE – FINANCIÈRE CANACCORD INC. ET CSHP ¹

Pour les exercices clos les

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	31 mars 2012	31 décembre 2011	31 décembre 2011
	Financière Canaccord Inc. ²	Financière Canaccord Inc. ²	Collins Stewart Hawkpoint plc ³
	IFRS	IFRS	IFRS
Produits tirés des marchés des capitaux			
Financement de sociétés / courtage auprès des sociétés	135 664 \$	177 580 \$	20 094 \$
Services de consultation	107 331	108 435	67 876
Titres, à revenu fixe et autres	130 482	138 163	153 761
Gestion de patrimoine	201 290	219 470	85 122
Non sectoriel et autres	30 097	31 116	—
Total des produits des activités ordinaires	604 864	674 764	326 853
Charges			
Rémunération au rendement	304 908 \$	328 650 \$	184 529 \$
Charges salariales	63 924	63 832	25 447
Autres charges indirectes ⁴	200 842	198 101	107 338
Frais connexes aux acquisitions	16 056	5 656	—
Frais de restructuration	35 253	6 292	—
Total des charges	620 983	602 531	317 314
Résultat avant impôts sur le résultat	(16 119) \$	72 233 \$	9 539 \$
Résultat net	(21 346)	51 771	7 538
Participations ne donnant pas le contrôle	(1 039)	(495)	—
Résultat net attribuable à la société ouverte	(20 307)	52 266	7 538
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(25 122)	48 558	7 538
RPA – dilué	(0,33)	0,57	0,03 ⁶
Compte non tenu des éléments importants ⁵			
Total des charges	564 182	586 026	317 314
Résultat avant impôts sur le résultat	40 682	88 741	9 539
Résultat net	25 193	65 357	7 538
Résultat net attribuable à la société ouverte	25 591	65 538	7 538
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	20 776	61 830	7 538
RPA – de base	0,28	0,82	0,03 ⁶
RPA – dilué	0,25	0,73	0,03 ⁶

Le rendement passé n'est pas nécessairement représentatif du rendement futur.

¹ Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

² Les données comprennent les résultats de Genuity depuis le 23 avril 2010, date de clôture de l'acquisition. Elles comprennent également les résultats de Canaccord Genuity Asia depuis la date de clôture du 17 janvier 2011, et ceux de Canaccord BGF depuis la date de clôture du 1^{er} novembre 2011. Les résultats opérationnels de Canaccord BGF ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de CSHP depuis le 22 mars 2012 sont également compris pour la période close le 31 mars 2012.

³ Le taux de change applicable utilisé pour la période de douze mois close le 31 décembre 2011 pour CSHP était de 1,0 £ : 1,5822 \$ CA.

⁴ Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

⁵ Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte de l'incidence des impôts sur les ajustements découlant de ces éléments.

Se reporter au tableau «Principales informations financières compte non tenu des éléments importants» à la page 32.

⁶ Les données sur le RPA de Collins Stewart Hawkpoint plc ne sont pas auditées. Les données sur le RPA sont calculées à l'aide du nombre d'actions de CSHP pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Chers actionnaires,

Canaccord a connu à l'exercice 2012 une expansion qui nous positionne au premier plan parmi les grandes sociétés d'investissement indépendantes axées sur la croissance. Canaccord est une société d'envergure mondiale par sa portée et son offre de services, mais qui demeure très orientée client. Aujourd'hui, nous offrons à notre clientèle toujours croissante des possibilités dans un nombre de secteurs et de régions du monde plus vaste que jamais. Et nous combinons les principales forces, compétences et relations d'affaires que nos professionnels ont développées dans nos divers marchés pour créer une réelle valeur pour nos clients et nos actionnaires.

«Au cours de l'exercice 2012, nous avons mené à bien plusieurs initiatives importantes afin de bâtir une assise solide pour assurer la réussite à long terme de Canaccord. Ce fut pour notre société une année charnière qui marquera à jamais notre avenir.»



Au cours de l'exercice 2012, nous avons considérablement élargi notre portée mondiale et notre offre de services en faisant des acquisitions en Europe et en Australie. Au chapitre des activités de consultation, nous avons réalisé des produits record pour le deuxième exercice d'affilée, ce qui témoigne de la valeur de nos investissements dans la mise en place de solides équipes de fusions et acquisitions et de consultation. De plus, nous avons renforcé notre division de gestion de patrimoine, en augmentant nos produits tirés des honoraires et en implantant des activités de gestion de patrimoine solides et rentables au Royaume-Uni. Plus important encore, nous avons fait tout cela en appliquant une approche rigoureuse, avec l'engagement ferme de respecter les critères établis en matière d'acquisition.

BÂTIR UNE ASSISE SOLIDE POUR ASSURER NOTRE RÉUSSITE À LONG TERME

Nos activités d'expansion à l'exercice 2012 ont été centrées sur l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), transaction conclue à la fin de l'exercice qui a transformé Canaccord. Grâce à cette acquisition, nous avons considérablement élargi la plateforme mondiale de Canaccord Genuity et étendu la portée de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis, et nous nous sommes dotés d'activités de gestion de patrimoine rentables au Royaume-Uni et dans d'autres territoires d'outre-mer.

Comme les résultats découlant des activités maintenant intégrées de CSHP ont été comptabilisés seulement pour les sept derniers jours de notre exercice, nos résultats de 2012 ne reflètent pas

fidèlement les capacités que notre société élargie possède maintenant. Nous prévoyons que le plein potentiel de notre capacité d'accroissement des produits deviendra évident au cours des prochaines années, lorsque les synergies de coûts et de produits de ce puissant regroupement convergeront avec des conditions de marché plus favorables pour créer une réelle valeur à long terme pour nos actionnaires.

SOLIDE RENDEMENT FINANCIER

À l'exercice 2012, Canaccord a généré des produits des activités ordinaires de 605 millions \$ à l'échelle mondiale, des résultats respectables compte tenu du contexte économique précaire et de la volatilité des marchés qui ont prévalu durant la majeure partie de l'exercice, un recul de 25 % cependant par rapport aux produits record enregistrés à l'exercice précédent dans un contexte de marché beaucoup plus favorable. Les produits tirés des activités de consultation ont contribué plus que jamais aux produits à l'échelle mondiale, 18 % des produits à l'exercice 2012 provenant des activités de fusions et acquisitions et de consultation, générés principalement par notre équipe canadienne de financement de sociétés. En fait, 2012 est le deuxième exercice d'affilée que nous enregistrons des produits record au chapitre des activités de consultation. Et nous croyons que cette performance exceptionnelle est un signe précurseur de ce que notre équipe de consultation élargie peut produire dans les années à venir grâce au solide groupe de consultation que nous nous sommes adjoint en Europe en acquérant CSHP.

Les activités liées aux acquisitions et aux restructurations ont entraîné la comptabilisation de 57 millions \$ d'éléments importants au cours de l'exercice. Compte tenu de ces éléments, Canaccord a comptabilisé une perte nette de 21 millions \$, ou (0,33) \$ par action ordinaire, à l'exercice 2012. Sur une base normalisée, exclusion faite de tous les frais connexes aux acquisitions et frais de restructuration, Canaccord a dégagé au cours de l'exercice un résultat net de 25 millions \$, ou 0,25 \$ par action ordinaire diluée.

SOLIDE BILAN

Le bilan de Canaccord demeure solide et liquide. Les initiatives d'expansion de la Société que nous avons entreprises au cours de l'exercice 2012 ont été financées en grande partie par l'émission d'actions privilégiées non convertibles à dividendes cumulatifs, source de financement qui nous a permis de déployer des capitaux à faibles coûts pour renforcer considérablement nos activités. Environ 18 millions d'actions ordinaires ont également été émises en complément de la transaction de CSHP le 21 mars. Nous ne pouvons sous-estimer la valeur que nous avons reçue de cette émission d'actions. En émettant 20 % plus d'actions ordinaires, nous avons pratiquement doublé le potentiel des résultats de nos activités mondiales grâce à l'acquisition.

Au 31 mars 2012, Canaccord avait des capitaux propres de 992 millions \$, en hausse de 31 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, un fonds de roulement de 331 millions \$ et une valeur comptable par action de 8,26 \$.

CAPACITÉS SUR LES MARCHÉS DES CAPITAUX MONDIAUX

Les capacités de notre équipe des marchés des capitaux mondiaux se sont accrues considérablement au cours de l'exercice grâce à nos initiatives d'expansion. À l'exercice 2012, nous nous sommes dotés de capacités pour pouvoir être actifs sur les marchés boursiers d'Australie, de Hong Kong, de Singapour et de Singapour Catalist. Nous avons maintenant des équipes de financement de sociétés dans quatre pays de plus qu'à l'exercice précédent. Et nous avons ajouté cinq bureaux de négociation dans quatre nouveaux centres financiers.

La vigueur de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada est évidente cette année encore. Générant 62 % des produits de Canaccord Genuity à l'échelle mondiale, cette division demeure une assise solide qui nous permet de développer nos activités dans d'autres régions. Aux États-Unis, notamment, nous entrevoyons des possibilités d'accroître nos marges de manière significative et d'améliorer notre potentiel de produits avec l'équipe élargie issue de l'acquisition de CSHP. Comme l'économie américaine continue de reprendre de la vigueur, nous croyons que les investissements que nous faisons pour développer nos activités dans ce marché produiront une valeur à long terme.

Au Royaume-Uni, nous nous détournons progressivement des activités d'intégration initiales au profit d'initiatives visant à créer de nouvelles synergies de coûts et de revenus. Nos équipes ont uni leurs forces avec succès, et nous voyons déjà des résultats positifs de nos activités regroupées au Royaume-Uni. En fait, deux nouvelles sociétés clientes ont adopté Canaccord Genuity comme leur courtier dans les semaines qui ont suivi l'intégration, nous positionnant fermement comme une société d'investissement de premier plan au Royaume-Uni, soit la deuxième dans ce marché quant au nombre de sociétés clientes¹.

Au cours de l'exercice 2012, nous avons également étendu nos activités en Asie-Pacifique en acquérant une participation de 50 % dans BGF Equities, maintenant appelée Canaccord BGF. Notre nouveau partenariat en Australie nous assure un meilleur

accès au marché florissant des ressources en Australie et nous a permis d'étendre nos activités à Hong Kong. L'acquisition a été une composante clé de notre stratégie en Asie-Pacifique, et grâce à nos activités de financement de sociétés déjà en place en Chine continentale et à de nouvelles activités à Singapour, nous proposons maintenant à nos clients de la région une offre de services inégalée par les autres sociétés de financement tournées vers le marché intermédiaire.

FAIRE ÉVOLUER NOTRE PLATEFORME DE GESTION DE PATRIMOINE

La croissance de la plateforme de gestion de patrimoine de Canaccord au Royaume-Uni et en Europe, en plus d'accroître la taille des sources de produits de cette division et d'en améliorer la stabilité, nous place en bonne position pour tirer parti de la dynamique changeante des marchés de ce secteur au Royaume-Uni. Nous croyons que des possibilités d'accroître les actifs de notre clientèle émergeront face aux coûts opérationnels élevés auxquels sont confrontés les petits participants du secteur du fait des exigences réglementaires de plus en plus rigoureuses. Par conséquent, nous investissons de manière proactive dans l'infrastructure TI de notre division de gestion de patrimoine, en prévision d'une intensification de nos activités.

Nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont continué de faire des progrès marqués pour accroître les produits tirés des honoraires. À 18,5 %, la division génère maintenant plus de produits provenant de sources récurrentes qu'à tout autre moment de son histoire, et affiche une croissance de ses actifs tarifés plus rapide que tout autre courtier canadien². Si l'on ajoute à cela les solides produits récurrents de Collins Stewart Wealth Management, la division est maintenant en bien meilleure position pour résister aux fluctuations du marché, tout en continuant d'exercer un effet de levier suffisant pour tirer profit des activités de négociation traditionnelles dans de meilleurs contextes de marché.

L'AVENIR

Au cours de l'exercice 2012, nous avons mené à bien plusieurs initiatives importantes afin de bâtir une assise solide pour assurer la réussite à long terme de Canaccord. Ce fut pour notre société une année charnière qui marquera à jamais notre avenir. Pour l'exercice qui vient, nous nous sommes donné comme priorité de tirer parti de la valeur inhérente des investissements que nous avons faits en 2012, en nous assurant de positionner et de soutenir le mieux possible notre équipe élargie pour déployer le pouvoir d'accroissement des produits et des résultats qui existe aujourd'hui, comme nous le savons, au sein de notre société.

Notre détermination à créer une valeur à long terme pour les actionnaires demeure à la base de toutes nos décisions stratégiques, compte tenu particulièrement du contexte économique mondial dynamique d'aujourd'hui. Nous bâtissons une société qui pourra mieux résister aux fluctuations du marché et qui est mieux positionnée pour répondre aux besoins plus larges d'une clientèle mondiale en pleine croissance. Nous bâtissons une société qui fidélise ses clients, dont les employés sont fiers et qui fait profiter ses actionnaires du fruit de ses efforts.

Le président et chef de la direction,



Paul D. Reynolds
Mai 2012

¹) Source : Hemscott. En date du 17 mai 2012.
²) Source : *Investor Economics*



CANACCORD Genuity

Canaccord Genuity, division des marchés des capitaux de Canaccord, s'est transformée à l'exercice 2012 avec l'ouverture de bureaux en France, en Allemagne, en Irlande, en Italie, en Australie, à Hong Kong et à Singapour. De plus, nos initiatives de croissance ont beaucoup renforcé nos activités au Royaume-Uni et aux États-Unis, grâce au regroupement des talents et des services de nos activités existantes avec ceux issus de l'acquisition de CSHP. Et au Canada, notre traditionnel bastion des marchés des capitaux, Canaccord Genuity a une fois de plus démontré la puissance de notre équipe élargie en dégagant, pour les services de consultation, des produits record pour le deuxième exercice d'affilée.

Aujourd'hui, la plateforme de marchés des capitaux de Canaccord fournit des services de financement de sociétés, de fusions et acquisitions et de consultation, de vente et de négociation, et de recherche à une clientèle mondiale grandissante, qui apprécie la qualité de nos idées, l'étendue de nos connaissances du secteur et la force de nos relations avec les sociétés et les institutions.

Canaccord Genuity est le nom de la division des activités sur les marchés des capitaux de Canaccord. Cette division comprend également Canaccord Genuity Hawkpoint, Canaccord BGF et Canaccord Genuity Asia.

Francfort, Allemagne

Canaccord a considérablement étendu ses activités sur les marchés des capitaux au cours de l'exercice 2012, en ouvrant notamment un nouveau bureau à Francfort, l'une des villes parmi d'autres où est établi Canaccord Genuity Hawkpoint, notre nouveau groupe de consultation européen.

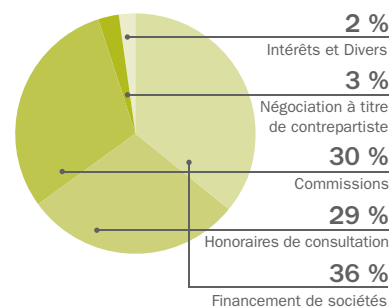
Signification : Possibilités

MÖGLICHKEITEN

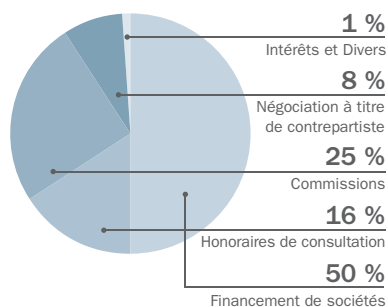
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY PAR ACTIVITÉ (MONDIAL)

(comprend les résultats découlant de l'acquisition de CSHP pour la période du 22 mars au 31 mars 2012 seulement)

Exercice 2012

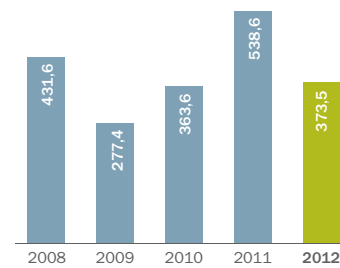


Exercice 2011



PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY (MONDIAL)

(en millions \$ CA, par exercice; comprend les résultats découlant de l'acquisition de CSHP pour la période du 22 mars au 31 mars 2012 seulement)



Plateforme des marchés des capitaux intégrée à l'échelle mondiale

La portée géographique élargie de Canaccord Genuity nous permet d'aborder dans une perspective mondiale les relations clients que nous avons dans chacun de nos marchés locaux. En misant sur nos compétences, notre savoir-faire et nos réseaux d'affaires sur des marchés partout dans le monde, Canaccord Genuity est particulièrement bien placée pour proposer les meilleures possibilités qui soient à notre clientèle avertie et de plus en plus diversifiée en pleine croissance.

Les initiatives d'expansion entreprises par Canaccord au cours de l'exercice 2012 donnent déjà de bons résultats. Nos équipes de fusions et acquisitions et de consultation au Canada, en Asie, au Royaume-Uni et en Europe travaillent en collaboration afin d'assurer que nos sociétés clientes bénéficient des meilleures options de développement pour elles, que ce soit dans leur propre marché ou à l'autre bout du monde. Et cette stratégie intégrée crée une valeur inestimable pour nos clients et a une incidence notable sur l'activité de notre groupe de consultation. Au cours de l'exercice 2012, Canaccord Genuity a généré des produits des activités de consultation sans précédent de 107,3 millions \$, en hausse de 27 % par rapport au record de l'exercice précédent. Plus révélateur encore de la valeur que notre portée mondiale génère pour nos clients est le nombre de transactions importantes transfrontalières qui ont eu lieu au cours de l'exercice. En fait, les deux plus importantes acquisitions dans le cadre desquelles Canaccord Genuity a été conseiller au cours de l'exercice étaient transfrontalières.

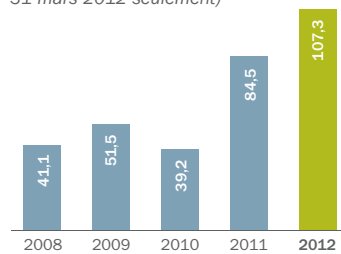
Durant l'exercice 2012, nos efforts d'expansion nous ont aussi permis d'améliorer considérablement nos capacités de mobilisation de capitaux à l'échelle mondiale. Avec des autorisations lui permettant d'inscrire des sociétés à la cote de dix Bourses et des bureaux de négociation dans six pays, Canaccord Genuity offre maintenant à une clientèle grandissante de sociétés l'accès à un réseau vraiment mondial d'investisseurs avertis.

Et pendant que notre équipe grandissante d'experts en vente et en négociation continue de fournir des idées de placement sur mesure à leurs institutions clientes de confiance, par notre portée mondiale, nous donnons à nos clients accès aux meilleures possibilités nationales et internationales dans un nombre croissant de secteurs clés et une gamme élargie de sociétés respectées ciblées pour la recherche.



PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS DE CONSULTATION RECORD (MONDIAL)

(en millions \$ CA, par exercice; comprend les résultats découlant de l'acquisition de CSHP pour la période du 22 mars au 31 mars 2012 seulement)



38 %
des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity ont été générés à l'extérieur du Canada au cours de l'exercice 2012

Augmentation de **27 %** des produits des activités de consultation à l'échelle mondiale par rapport au record de l'exercice précédent

15 parquets de la Bourse dans 14 villes réparties dans six fuseaux horaires différents

18 secteurs clés de l'économie mondiale sont visés par l'équipe intégrée des marchés des capitaux de Canaccord Genuity

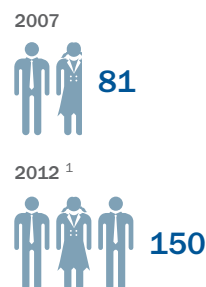
Plus de 2 750 comptes institutionnels visés

Exercice 2013 : Portrait de nos activités mondiales élargies

Juste avant la fin de l'exercice 2012 de Canaccord, soit le 21 mars 2012, la Société a fait l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc, un point tournant dans l'évolution de Canaccord Genuity. Nous prévoyons que notre plateforme élargie changera considérablement la diversification géographique de nos sources de revenus à l'exercice 2013.

EMPLOYÉS DES MARCHÉS DES CAPITAUX :

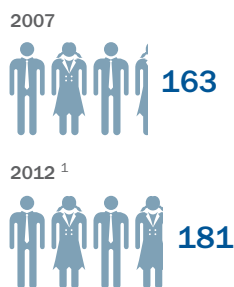
R.-U. ET EUROPE



À compter de 2013



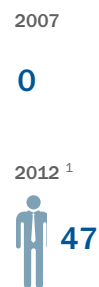
ÉTATS-UNIS



À compter de 2013



ASIE-PACIFIQUE



À compter de 2013



Par exercice

¹) Effectif moyen pour l'exercice avant l'acquisition de CSHP

Alliances stratégiques

Deux importantes alliances stratégiques offrant d'excellentes possibilités à de nombreux clients de Canaccord Genuity viennent compléter les activités de Canaccord à l'échelle mondiale :

EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA (CHINE)

En 2010, Canaccord a signé une entente mutuellement avantageuse avec l'Export-Import Bank of China (Eximbank), qui permet aux clients de Canaccord admissibles de bénéficier d'un meilleur accès à du financement par emprunts en Chine. De plus, en février 2012, Canaccord et Eximbank ont annoncé leur intention d'établir un fonds conjoint de 1 milliard \$ US destiné à l'investissement dans le secteur des ressources naturelles au Canada et dans des sociétés du secteur des ressources inscrites à la cote de Bourses canadiennes.

ICICI SECURITIES LTD. (INDE)

Dans le cadre de l'acquisition de CSHP par Canaccord, nous avons fait une importante alliance avec la filiale de financement de sociétés de la plus grande banque privée d'Inde pour inscrire des sociétés indiennes sur les marchés boursiers de Londres, offrir des placements de titres indiens ou à double cotation au Royaume-Uni et en Europe, et promouvoir et offrir conjointement les titres de plus de 100 sociétés inscrites à la cote de Bourses indiennes au Royaume-Uni et en Europe.



Beijing,
Chine

Canada

Le marché canadien a toujours été le bastion des marchés des capitaux de Canaccord et cela n'a pas changé à l'exercice 2012. Ayant généré 62 % des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity durant l'exercice, notre équipe canadienne demeure, par son dynamisme, une assise solide des activités mondiales de Canaccord.

Plus que jamais auparavant, Canaccord s'est imposée comme une société de financement de sociétés de plein exercice au Canada. Les produits record tirés des activités de consultation à l'exercice 2012 témoignent de la valeur des investissements que nous avons faits au cours des deux derniers exercices pour élargir notre offre de services, les secteurs que nous couvrons et les relations avec les sociétés et institutions que nous entretenons dans notre marché national. Canaccord Genuity compte plus de transactions de fusions et acquisitions à titre de conseiller que tout autre courtier indépendant au Canada, et la taille et l'importance des transactions n'ont jamais été aussi notables. Au cours de l'exercice 2012, l'équipe canadienne de financement de sociétés a généré des produits des services de consultation de 78,8 millions \$, soit 25 % de plus que les produits record enregistrés à l'exercice précédent. Mieux encore, la valeur moyenne des transactions pour lesquelles Canaccord Genuity a été conseiller a pratiquement doublé.

Malgré une baisse des transactions sur actions dans l'ensemble du secteur au Canada par rapport à l'exercice précédent, Canaccord Genuity domine toujours le marché quant au nombre de transactions pour lesquelles elle a été chef de file ou co-chef de file pour des clients, soit 82 transactions¹ d'une valeur totale de plus de 1,5 milliard \$ au cours de l'exercice 2012. De plus, au cours de l'exercice, Canaccord Genuity a été chef de file ou co-chef de file pour cinq transactions sur titres à revenu fixe au Canada qui lui ont permis de mobiliser 327,5 millions \$ pour des clients.

Les capacités de l'équipe de recherche canadienne de Canaccord Genuity ont été soulignées dans le sondage de Brendan Wood International de cette année, où nous nous sommes classés au sommet des banques de financement indépendantes et ex æquo au premier rang pour la qualité de nos idées de placement. De plus, les sociétés émettrices ont classé les analystes de

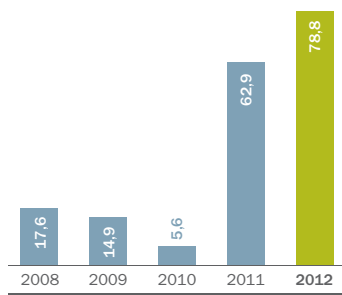


Canaccord Genuity au deuxième rang quant au respect et à la confiance qu'ils suscitent dans la communication de données financières sur leur entreprise. En fait, cinq analystes de Canaccord Genuity se sont classés parmi les cinq premiers de leurs secteurs respectifs, et nous sommes arrivés au premier rang pour notre couverture des secteurs de l'assurance et des télécommunications et du sans-fil.

Pour la septième année d'affilée, plus de sociétés font davantage confiance à Canaccord Genuity qu'à toute autre banque d'investissement canadienne pour leurs besoins de financement par capitaux propres.

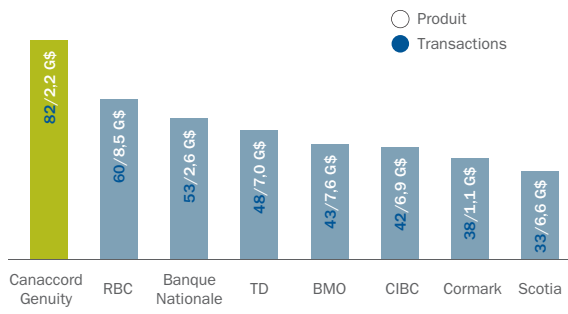
PRODUITS DES ACTIVITÉS DE CONSULTATION RECORD - CANADA

(en millions \$ CA, par exercice)



LEADERSHIP SUR LE MARCHÉ CANADIEN

Nombre de transactions à titre de chef de file ou de co-chef de file au Canada au cours de l'exercice 2012¹



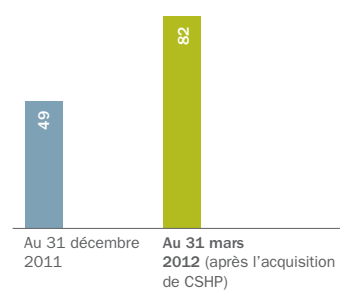
¹) Transactions de plus de 1,5 million \$ dans le marché canadien. Source : FP Infomart.

Royaume-Uni et Europe

Au cours de l'exercice 2012, Canaccord Genuity a renforcé sa présence au Royaume-Uni et a établi une assise importante en vue de prendre part activement à l'éventuelle reprise des marchés au Royaume-Uni et en Europe. Avec l'acquisition de CSHP, notre plateforme des marchés des capitaux s'est considérablement transformée, regroupant le meilleur de nos experts en financement de sociétés et en vente et négociation, de nos services et de notre expertise sectorielle pour offrir à notre clientèle croissante des services de la plus haute qualité.

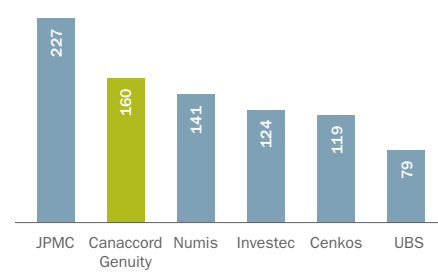
Déjà reconnue comme l'une des grandes banques d'investissement indépendantes au Royaume-Uni, Canaccord Genuity est devenue l'une des deux premières banques au pays pour le nombre de sociétés clientes; un leader sur l'AIM pour ce qui est de la capitalisation boursière, du nombre de clients et de la valeur des actions négociées; et une source reconnue pour la recherche qualitative et quantitative indépendante. En fait, avec l'acquisition de CSHP, la couverture de recherche de Canaccord Genuity au Royaume-Uni a plus que triplé, et le nombre d'experts en vente et en négociation au Royaume-Uni et en Europe a augmenté de 67 %, optimisant l'étendue des secteurs et des capitalisations boursières que nous couvrons, et resserrant encore davantage les relations avec nos institutions clientes.

NOMBRE D'EXPERTS EN VENTE ET EN NÉGOCIATION – R.-U. ET EUROPE



DEUXIÈME RANG DES BANQUES POUR LE NOMBRE DE SOCIÉTÉS CLIENTES – R.-U.

(nombre de sociétés clientes de Canaccord Genuity et de ses pairs au R.-U., au 17 mai 2012)



Présentation de Canaccord Genuity Hawkpoint

CANACCORD GENUITY HAWKPOINT

Avec l'acquisition de CSHP, Canaccord s'adjoint un groupe de consultation très respecté du Royaume-Uni et de l'Europe. Exerçant maintenant sous la bannière Canaccord Genuity Hawkpoint, ce groupe améliorera considérablement nos capacités de services-conseils, non seulement dans cette région, mais aussi à l'échelle mondiale, puisque notre équipe de conseillers mondiale tirera parti de ses compétences et de ses relations clients.

Bien que l'apport de ce groupe aux produits des activités ordinaires n'ait été comptabilisé que dans la dernière semaine de l'exercice 2012 de Canaccord, nous prévoyons que la contribution des activités de consultation augmentera de manière importante dans les années à venir. Du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012 (exercice de Canaccord), nos nouveaux collègues de Canaccord Genuity Hawkpoint ont été conseillers dans le cadre de 45 transactions d'une valeur totale de 12 milliards £.

Transactions dignes de mention pour lesquelles l'équipe de Canaccord Genuity Hawkpoint a été chef de file :

Bank of Ireland

Conseiller auprès de Bank of Ireland dans le cadre de la cession d'un portefeuille de prêts hypothécaires au Royaume-Uni à Nationwide Building Society

2 décembre 2011

1,1 milliard £

CONVERTEAM

Conseiller auprès de Converteam dans le cadre de la cession de la société à GE

2 septembre 2011

2,5 milliards €

Hamworthy

Conseiller auprès de Hamworthy plc dans le cadre de l'offre au comptant recommandée formulée par Wärtsilä Corp de la Finlande

31 janvier 2012

383 millions £

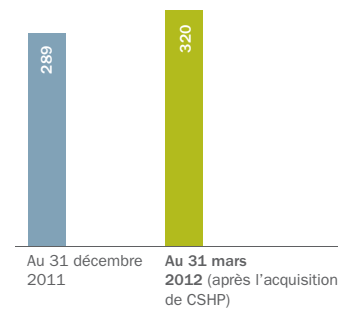
États-Unis

Au cours de l'exercice 2012, nous nous sommes attachés, aux États-Unis, à renforcer ce groupe en augmentant la portée de ses activités de guichet et en mettant sur pied des équipes sectorielles clés.

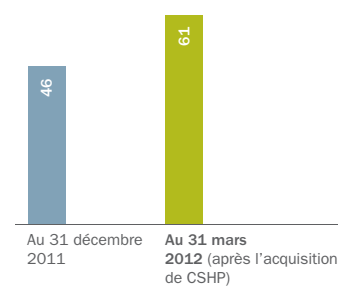
À la fin de l'exercice 2012, en faisant l'acquisition de CSHP, Canaccord a fait d'importants ajouts à ses activités de vente et de négociation et de recherche, améliorant considérablement notre couverture client et notre offre de services dans ce marché, tout en faisant relativement peu d'investissements additionnels dans notre infrastructure technologique et de conformité. La portée et l'envergure accrue de nos activités aux États-Unis devraient permettre à ce groupe de dégager un rendement plus stable grâce à des sources de revenus plus solides et plus diversifiées, en bénéficiant du soutien de l'infrastructure d'arrière-guichet déjà en place.

Grâce à une couverture sectorielle particulièrement forte et à une intégration verticale en financement de sociétés dans les secteurs de la technologie, des sciences de la vie et des technologies propres, les activités de Canaccord Genuity aux États-Unis sont stratégiquement positionnées pour répondre aux besoins des sociétés en croissance dans ces secteurs clés. En fait, Canaccord Genuity a une solide équipe dans le secteur du développement durable et des technologies propres depuis plus de 10 ans, un engagement plus long, plus profond et plus stable envers ce secteur que toute autre société américaine.

NOMBRE DE SOCIÉTÉS VISÉES PAR LA RECHERCHE – ÉTATS-UNIS



NOMBRE D'EXPERTS EN VENTE ET EN NÉGOCIATION – ÉTATS-UNIS



Conférence sur la croissance annuelle

Chaque année, l'équipe américaine de Canaccord Genuity organise une conférence sur la croissance, ce qui démontre son intérêt pour les sociétés émergentes et en pleine croissance. À cette occasion, des idées novatrices et faciles à mettre en œuvre proposées par plus de 300 sociétés ouvertes et fermées à petite et moyenne capitalisation sont présentées aux investisseurs institutionnels. La conférence de cette année a été particulièrement réussie, plus de 580 clients institutionnels, 100 souscripteurs privés et investisseurs en capital de risque et 300 sociétés ouvertes et fermées ayant été jumelés dans le cadre de quelque 3 400 rencontres individuelles. La conférence de 2012 de Canaccord Genuity est prévue du 14 au 16 août.

Groupe des actions internationales – Offre de négociation d'actions internationales aux clients de Canaccord

En faisant l'acquisition de CSHP, Canaccord s'est dotée d'une équipe bien établie d'une vingtaine de négociateurs chevronnés spécialisés dans les actions internationales, les CAAÉ et les titres négociés sur les marchés hors cote. Depuis près de 20 ans, le groupe des actions internationales fournit un service spécialisé aux institutions et courtiers américains qui désirent négocier des actions autres que des actions américaines. Basée à New York, cette équipe agit à titre de teneur de marché auprès de plus de 600 détenteurs de CAAÉ hors cote.

QU'EST-CE QU'UN CAAÉ?

Un certificat américain d'actions étrangères est un titre négociable représentant les titres sous-jacents d'une société non américaine qui négocie des titres sur les marchés financiers américains. De nombreuses sociétés non américaines négocient leurs titres sur les marchés américains au moyen de CAAÉ.

Asie-Pacifique

Au cours des deux derniers exercices, Canaccord a étendu sa plateforme mondiale dans la région de plus en plus influente de l'Asie-Pacifique et a maintenant des bureaux dans six des plus importants centres financiers de la région.

Aujourd'hui, nos bureaux en Asie-Pacifique proposent des services de financement de sociétés en Chine, à Singapour et en Australie, et offrent une expertise spécialisée aux sociétés et institutions de chacun de ces marchés, en bénéficiant du soutien et des relations de l'équipe mondiale de financement de sociétés de Canaccord.

Les relations commerciales de Canaccord en Asie continuent d'apporter une valeur considérable à l'ensemble de nos activités, du fait surtout de l'appétit soutenu de la région pour les possibilités de placement dans les secteurs des ressources et produits industriels. Plus que partout ailleurs, cet appétit se reflète dans nos activités en Chine continentale, où Canaccord Genuity Asia offre des services de fusions et acquisitions et de consultation aux sociétés chinoises acquéreuses ainsi qu'aux sociétés internationales cherchant des possibilités d'affaires en Chine ou auprès d'investisseurs chinois. L'acquisition de la

société canadienne Daylight Energy par Sinopec en décembre 2011, dans le cadre de laquelle Canaccord a agi à titre de conseiller, est un bon exemple des possibilités qui existent dans cette région.

Récemment, Canaccord a fait l'acquisition d'un bureau établi à Singapour et a obtenu des autorisations lui permettant d'inscrire des sociétés à la cote de la Bourse de Singapour et de sa branche SGX Catalist. En tant que promoteur auprès de plus de 20 sociétés inscrites à la cote de Catalist, Canaccord Genuity est devenue un joueur clé sur les marchés boursiers, et est en bonne position pour servir les sociétés à forte croissance qui souhaitent être cotées en Bourse en Asie.

Canaccord BGF – Australie et Hong Kong

CANACCORD | BGF

En novembre 2011, Canaccord a fait l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Equities, l'une des sociétés offrant des services de financement de sociétés à la croissance la plus rapide en Australie. Sous l'appellation Canaccord BGF, nos nouvelles activités en Australie et à Hong Kong assurent à Canaccord d'importantes autorisations de négociation sur les Bourses d'Australie et de Hong Kong, et lui ont permis de faire une percée dans cette région stratégiquement importante pour avoir ainsi accès au secteur florissant des ressources en Australie.

Tournée principalement vers les sociétés émergentes des secteurs des produits industriels et des ressources, Canaccord BGF est un courtier en placement de plein exercice qui offre des services de vente et de négociation, de financement de sociétés, de recherche et de gestion de patrimoine, et qui est en bonne position pour poursuivre sa croissance. Des initiatives ont cours actuellement pour établir ses activités de gestion de patrimoine et ses capacités de financement de sociétés.

Canaccord BGF a été nommée le courtier en transactions minières de l'exercice 2012 par l'Asia Mining Congress, titre attribué à la maison de courtage spécialisée dans le secteur des ressources naturelles qui a le plus contribué à l'exécution de transactions parfaitement réussies pour les sociétés minières.



Melbourne,
Australie

Gestion de patrimoine Canaccord

Les activités de gestion de patrimoine de Canaccord offrent aux clients le service personnalisé et attentionné auquel ils s'attendent d'un gestionnaire en placement local, avec en plus les avantages et le soutien d'une institution financière d'envergure mondiale.



CANACCORD Gestion
de patrimoine

 **Collins Stewart**
Wealth Management

La plateforme de gestion de patrimoine de Canaccord s'est considérablement élargie avec l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc, entreprise solide du Royaume-Uni et de l'Europe qui tire la majeure partie de ses produits des honoraires. À l'échelle mondiale, la division de gestion de patrimoine de Canaccord a maintenant des actifs sous administration estimés à environ 28 milliards \$ et compte plus de 40 bureaux.

L'expansion de notre plateforme de gestion de patrimoine devrait générer un apport plus constant au rendement global de Canaccord, compte tenu des produits plus stables qu'affiche cette division. Avec notre objectif avoué d'accroître la proportion de nos produits tirés des honoraires, le dynamique secteur de la gestion de patrimoine au Royaume-Uni s'est imposé à nous comme une excellente occasion de tirer parti de nos compétences en gestion de patrimoine et de nos relations avec les fournisseurs, selon un modèle d'affaires britannique axé surtout sur les activités tarifées. Aujourd'hui, nos activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, aux Îles de la Manche, à l'Île de Man et à Genève consistent toutes en des services de placement et de planification financière spécialisés adaptés aux besoins particuliers de nos clients dans chaque marché. Nous sommes fiers de proposer des solutions de placement sur mesure et complètes qui aident nos clients en gestion de patrimoine à atteindre leurs objectifs financiers.

Gestion de patrimoine Canaccord est le nom de la division des services aux particuliers de Canaccord. Cette division comprend également Collins Stewart Wealth Management qui devrait être renommée Gestion de patrimoine Canaccord au cours de l'exercice 2013.

Genève, Suisse

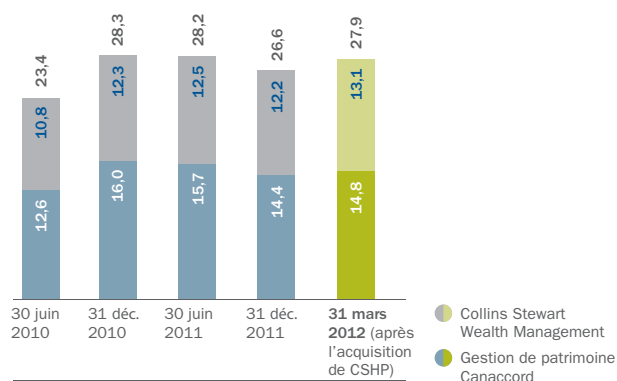
En mars 2012, Canaccord a étendu ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni, aux îles de la Manche, à l'île de Man et à Genève, élargissant ainsi sa base d'actifs et assurant une source de revenus d'honoraires plus constante à notre division de gestion de patrimoine.

Signification : Possibilités

OPPORTUNITY

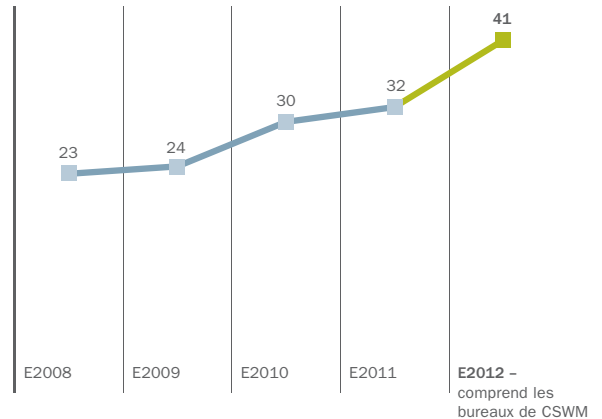
ACTIFS DE CLIENTS (MONDIAL)

(en millions \$ CA)



BUREAUX DE GESTION DE PATRIMOINE (MONDIAL)

(au 31 mars de chaque exercice)



Comprend les actifs sous administration des activités de gestion de patrimoine de Canaccord au Canada et les actifs sous gestion des activités de gestion de patrimoine de Canaccord au Royaume-Uni et en Europe.

Royaume-Uni et Europe

En faisant l'acquisition de CSHP, Canaccord s'est dotée d'une entreprise de gestion de patrimoine solide et primée qui compte des bureaux à Londres, aux Îles de la Manche (Jersey et Guernesey), à l'Île de Man et à Genève.

L'expansion de la plateforme de gestion de patrimoine de Canaccord sur les marchés au Royaume-Uni, à l'étranger et en Europe témoigne d'une importante évolution de la division, qui la place en bonne position pour tirer parti de la dynamique changeante du paysage de la gestion de patrimoine au Royaume-Uni et poursuivre sa croissance.

Comptant plus de 100 experts en placement et gestionnaires de fonds en contact avec la clientèle répartis dans six bureaux, Collins Stewart Wealth Management fournit une gamme complète de services indépendants de gestion de patrimoine à des particuliers fortunés, à des intermédiaires et institutions et à des organismes de bienfaisance. Sa présence à l'étranger lui permet d'offrir aux investisseurs une approche de placement véritablement multi-actifs mise en œuvre dans le cadre d'un processus de placement rigoureux de qualité institutionnelle. L'intérêt de la société pour le service à la clientèle et l'innovation, conjugué à sa capacité de répondre aux objectifs de chaque client, a été l'un de ses principaux facteurs de croissance.

Près de 50 % des produits des activités ordinaires de Collins Stewart Wealth Management sont tirés des activités tarifées, de sorte que cette source de revenus est plus stable que celle qui est générée par l'entreprise canadienne de gestion de patrimoine de Canaccord. En effet, Collins Stewart Wealth Management affiche des rendements constants et significatifs depuis plus de 14 ans.

Déjà axée sur la croissance au moment de son acquisition par Canaccord, Collins Stewart Wealth Management a activement achevé, au cours de la dernière année, l'intégration de Corazon Capital et d'Andersen Charnley, deux sociétés acquises en 2010. Comme le fardeau réglementaire de plus en plus lourd pour les plus petits courtiers sur le marché fragmenté de la gestion de patrimoine au Royaume-Uni continuera de donner lieu à des regroupements au sein du secteur, d'autres occasions de croissance de la base d'actifs et de la clientèle de la société devraient se présenter au cours des prochaines années. Entre-temps, Canaccord investit de façon stratégique dans l'infrastructure opérationnelle et de TI de Collins Stewart Wealth Management de façon à jeter des bases solides pour la croissance prévue des actifs et des activités des clients de la société.

La croissance en interne a été et continue d'être l'un des principaux facteurs de succès de la société, particulièrement sur le plan des actifs discrétionnaires tarifés. Pour soutenir cette croissance, la société a continué d'investir dans ses gens, ayant procédé à plusieurs embauches clés au cours de l'exercice, afin d'étendre son réseau de distribution à des bassins de clientèle nouvelle de grande valeur.



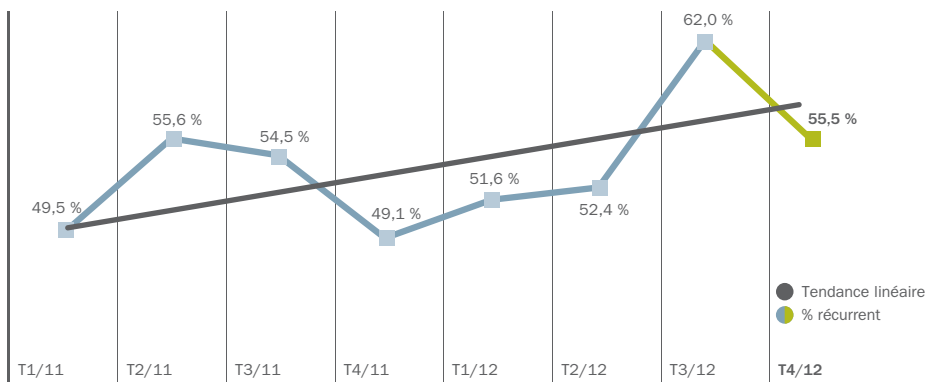
Plus de 10 000 comptes clients

106 experts en placement

6 bureaux

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES EN POURCENTAGE DU TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE COLLINS STEWART WEALTH MANAGEMENT – ROYAUME-UNI ET EUROPE

(par trimestre de Canaccord)



Mentions récentes :

Meilleur conseiller en gestion discrétionnaire 2012 : Money Marketing Financial Services Awards

Meilleurs services de consultation 2012 : City of London Wealth Management Awards

Meilleur courtier d'obligations : Financial Times/Investor Chronicle Investment Awards

Gestionnaire de placement hors du Royaume-Uni de l'année 2011 : Citywealth Offshore Awards

Canada

Grâce aux initiatives de l'équipe de direction de Gestion de patrimoine Canaccord, la performance de la division a été beaucoup plus constante au cours des derniers exercices. À l'exercice 2012, Gestion de patrimoine Canaccord a généré des rendements positifs pour un deuxième exercice d'affilée, a enregistré une hausse des produits tirés des honoraires et a perfectionné ses programmes de formation visant à développer et à promouvoir le talent au sein de l'entreprise canadienne.

Les activités canadiennes de gestion de patrimoine de Canaccord ont dégagé des produits des activités ordinaires de 199,3 millions \$ et un résultat opérationnel net ¹ de 3,7 millions \$ au cours de l'exercice 2012, soit une baisse de 12,1 millions \$ par rapport à l'exercice précédent, alors que les marchés étaient beaucoup plus vigoureux, mais un excellent rendement compte tenu de la volatilité du marché et du contexte économique mondial précaire qui ont marqué la majeure partie de l'exercice.

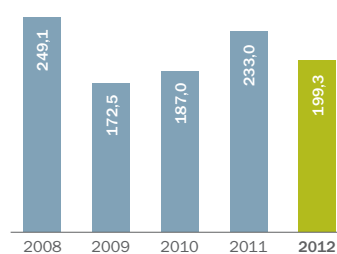
Les efforts visant à accroître notre base d'actifs discrétionnaires continuent de donner de bons résultats. Les produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires se sont accrues de 18,5 % au cours de l'exercice, ce qui montre que les améliorations apportées au programme de formation, au soutien et aux produits créent une valeur considérable pour nos clients, qui se tournent de plus en plus vers Canaccord pour leurs besoins en gestion de patrimoine. En effet, au cours de l'année civile 2011 ², Canaccord a affiché la plus forte croissance sur le plan des actifs tarifés parmi tous les courtiers canadiens, et cela se reflète dans notre rendement. Les actifs détenus dans le cadre du programme de gestion privée des placements de Canaccord ont plus que doublé par rapport à l'exercice précédent, et le total des actifs tarifés a bondi de 96 % au cours des deux derniers exercices.

Canaccord continue d'entretenir un réseau de services et de soutien destiné à nos conseillers en placement privilégiant des solutions tant classiques que complètes en matière de gestion de patrimoine, ce qui permet à la Société de répondre aux besoins d'un plus grand nombre de clients et d'investisseurs. Pour cette raison, et afin de faciliter le recrutement de nouveaux professionnels, Canaccord a remanié son programme de formation de nouveaux conseillers et accueillera le premier groupe de professionnels triés sur le volet au premier trimestre de l'exercice 2013.

Nous continuons également d'investir de manière stratégique dans les activités, l'infrastructure de TI et la stratégie numérique de notre entreprise canadienne de gestion de patrimoine. Les relevés à l'intention des clients ont été améliorés afin de faciliter la compréhension de l'information relative aux comptes, de nouveaux outils ont été conçus à l'appui des services de planification financière et de planification de la retraite, et des initiatives visant à offrir aux clients plus d'information et de services en ligne sont bien avancées.

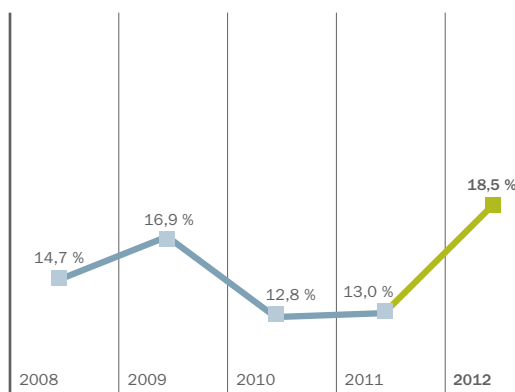
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD – CANADA

(en millions \$ CA, par exercice)



PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES EN POURCENTAGE DU TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE GESTION DE PATRIMOINE – CANADA

(par exercice)



280 équipes de conseillers

Résultat net avant impôts sur le résultat de **3,7 millions \$** à l'exercice 2012, compte non tenu des éléments importants

35 bureaux de gestion de patrimoine partout au Canada

¹) Résultat net avant impôts sur le résultat, compte non tenu des éléments importants.

²) Source : *Investor Economics*

Historique de la croissance de Canaccord

Canaccord, qui était au départ un petit courtier en valeurs mobilières indépendant canadien, s'est transformée au fil des décennies en une société de financement de sociétés indépendante de plein exercice d'envergure mondiale. Grâce à des acquisitions qui ont apporté de la vigueur à nos marchés clés ou qui ont étendu nos activités dans de nouvelles régions stratégiquement importantes, Canaccord exerce maintenant dans 12 pays et plus de 60 villes dans le monde. Aujourd'hui, la Société est plus en mesure que jamais de servir sa clientèle mondiale en pleine croissance.

Acquisitions récentes

Au cours des six dernières années, Canaccord a réussi à faire l'acquisition de cinq sociétés et à les intégrer.



MARS 2012 : ACQUISITION DE COLLINS STEWART HAWKPOINT PLC

(R.-U., Europe, États-Unis et Singapour)

L'acquisition la plus importante de Canaccord a été Collins Stewart Hawkpoint plc, entreprise de services financiers indépendante dont le siège social se trouve au Royaume-Uni. Cette acquisition a permis à Canaccord d'accroître la portée de ses activités au Royaume-Uni et aux États-Unis, et de s'établir en Europe et à Singapour. Par l'ajout d'un groupe de consultation européen très apprécié et de solides activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, Canaccord a grandement accru les capacités de sa plateforme mondiale.



NOVEMBRE 2011 : ACQUISITION D'UNE PARTICIPATION DE 50 % DANS BGF EQUITIES

(Australie et Hong Kong)

Notre placement dans BGF, courtier en valeurs mobilières indépendant en pleine croissance établi en Australie, place Canaccord en bonne position pour tirer parti de notre expertise dans les secteurs des mines, de l'énergie et des produits industriels de la robuste économie de ressources de l'Australie. Il nous a permis également d'étendre nos activités mondiales à Hong Kong et de bénéficier d'importantes autorisations de négocier sur les Bourses de l'Australie et de Hong Kong.



JANVIER 2011 : ACQUISITION DE THE BALLOCH GROUP

(Chine)

L'acquisition par Canaccord de The Balloch Group, petite société de services de financement de sociétés en Chine, a été une étape cruciale dans l'évolution de Canaccord, qui nous a permis d'étendre notre plateforme jusqu'en Asie. Nos activités dans cette région continuent de favoriser les relations clients et de fournir des compétences régionales importantes au groupe de fusions et acquisitions et de consultation de Canaccord.



AVRIL 2010 : ACQUISITION DE MARCHÉS DES CAPITAUX GENUITY

(Canada)

L'acquisition de Genuity, reconnue sur les marchés des capitaux au Canada comme une société de conseils indépendante de premier plan, a permis à Canaccord d'accroître considérablement les compétences de sa division de financement de sociétés, et plus particulièrement son groupe de fusions et acquisitions, de consultation et de restructurations. Ce regroupement a créé une société de financement de plein exercice puissante et renforcé considérablement les activités de Canaccord au Canada.



JANVIER 2006 : ACQUISITION D'ADAMS HARKNESS

(États-Unis)

L'acquisition de ce courtier en valeurs mobilières de Boston a permis à Canaccord d'étendre ses activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et d'élargir les secteurs qu'elle couvre, dont ceux de la technologie, des sciences de la vie et des produits de consommation dans lesquels elle possède de solides compétences.

Les employés et la direction de Canaccord sont guidés par **SEPT GRANDES VALEURS** dans leurs efforts visant à offrir des résultats à nos actionnaires, à nos clients et aux collectivités où nous œuvrons. Nous tirons une grande fierté de nos efforts à réaliser ces valeurs et à vivre en accord avec elles.

1^{re} VALEUR **NOS CLIENTS PASSENT AVANT TOUT**

Nous tissons un profond lien de confiance avec nos clients en leur offrant des services-conseils minutieux, des idées de placement appropriées et des services à valeur ajoutée.

2^e VALEUR **UNE BONNE RÉPUTATION EST NOTRE BIEN LE PLUS PRÉCIEUX**

Toutes nos relations sont fondées sur les valeurs d'intégrité et de respect de la confidentialité du client.

3^e VALEUR **LES IDÉES SONT LE MOTEUR DE NOTRE ENTREPRISE**

Notre capacité à produire des idées originales et de qualité – pour les clients et pour nous-mêmes – nous a permis de prendre une longueur d'avance sur la concurrence à l'échelle mondiale.

4^e VALEUR **NOUS FAVORISONS UNE CULTURE ENTREPRENEURIALE QUI VALORISE LE TRAVAIL**

Nous croyons que des professionnels hautement qualifiés et motivés travaillant ensemble dans un environnement entrepreneurial assurent un service à la clientèle supérieur et créent une plus grande valeur pour les actionnaires.

5^e VALEUR **NOUS SOMMES TOUJOURS À L'ÉCOUTE DU CLIENT**

Mieux nous comprenons les besoins et les objectifs de nos clients, plus nous sommes en mesure de les satisfaire.

6^e VALEUR **NOUS SOMMES RÉSOLUS À CRÉER UNE VALEUR EXEMPLAIRE POUR L'ACTIONNAIRE**

Nous sommes déterminés à aligner les intérêts de nos gens sur ceux des actionnaires de Canaccord par l'actionnariat, car nous croyons que cette forme de participation encourage les idées et les efforts qui conduisent à la création de valeur.

7^e VALEUR **NOUS VISONS L'EXCELLENCE DANS NOS SECTEURS CIBLES**

Nous sommes une firme de placement diligente qui offre à ses clients, sociétés, institutions et particuliers, une expertise spécialisée dans les secteurs clés de l'économie mondiale.

Revue financière

23	Rapport de gestion	57	Centre financier international
23	Présentation de l'information financière et des mesures non conformes aux IFRS	57	Change
24	Vue d'ensemble des activités	58	Transactions entre parties liées
25	Données sur le marché	58	Méthodes comptables critiques et estimations
26	Événements importants au cours de l'exercice 2012	61	Modifications futures aux méthodes comptables et aux estimations
29	Conjoncture du marché à l'exercice 2012	63	Regroupements d'entreprises
30	Perspectives pour l'exercice 2013	64	Contrôles et procédures sur l'information à fournir et contrôle interne à l'égard de l'information financière
30	Aperçu des exercices précédents – exercice 2011 par rapport à l'exercice 2010	64	Gestion des risques
31	Aperçu financier	68	Politique en matière de dividendes
35	Résultats par région géographique	68	Déclaration de dividendes
37	Informations financières trimestrielles	68	Renseignements supplémentaires
40	Résultats des secteurs d'activité	69	Rapport des auditeurs indépendants
53	Situation financière	70	États financiers consolidés et notes
54	Arrangements hors bilan	118	Informations supplémentaires
54	Situation de trésorerie et sources de financement	124	Glossaire
55	Données sur les actions ordinaires en circulation		
55	Actions privilégiées		
56	Données sur les actions privilégiées en circulation		
56	Régimes de paiement fondé sur des actions		

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS :

Le présent document peut contenir des «énoncés prospectifs» (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les croyances, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que «peut», «sera», «devrait», «prévoir», «projeter», «anticiper», «croire», «estimer», «prédire», «éventuel», «continuer», «cibler», «avoir l'intention de», «entendre», «pouvoir» ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Par nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'ils évaluent ces énoncés, les lecteurs devraient expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ainsi que les facteurs dont il est question à la rubrique «Gestion des risques» du présent rapport de gestion qui aborde le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique «Perspectives pour l'exercice 2013» du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Les lecteurs sont mis en garde contre le fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des «perspectives financières» au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier publiquement des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Exercice 2012 clos le 31 mars 2012 – document daté du 23 mai 2012.

Le rapport de gestion suivant de Financière Canaccord Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats opérationnels de l'exercice clos le 31 mars 2012 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la «Société» s'entend de Financière Canaccord Inc. et «Canaccord» désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. «Canaccord Genuity» désigne le secteur des marchés des capitaux de la Société. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2012, à partir de la page 69 du présent rapport. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. La Société a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) à compter de l'exercice 2012; par conséquent, l'information financière présentée dans le présent document, y compris l'information comparative, est préparée selon les IFRS à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2012 sont préparés selon les IFRS.

Présentation de l'information financière et des mesures non conformes aux IFRS

PASSAGE AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Conformément à la décision prise par le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada, la Société a adopté les IFRS en date du 1^{er} avril 2011. Les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2012 ont été dressés selon les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Auparavant, la Société dressait ses états financiers annuels consolidés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada).

La Société a préparé ses états financiers consolidés audités au 31 mars 2012 conformément aux dispositions de l'IFRS 1, *Première application des IFRS*. Les états financiers consolidés audités au 31 mars 2012 contiennent de l'information comparative au 1^{er} avril 2010 (notre date de transition aux IFRS) et au 31 mars 2011. La note 4 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2012 fournit des explications sur le passage aux IFRS, notamment sur les choix initiaux à faire à la première application des IFRS et les modifications des méthodes comptables, et présente un rapprochement des montants antérieurement présentés selon les PCGR du Canada avec les montants présentés selon les IFRS à des fins de comparaison.

ADOPTION DES IFRS

Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés audités au 31 mars 2012 pour obtenir une description détaillée des principales méthodes comptables adoptées par la Société au moment du passage aux IFRS. En outre, la rubrique «Passage aux Normes internationales d'information financière» du rapport de gestion du trimestre clos le 30 juin 2011 comprend une description visant à fournir un aperçu général de l'incidence de l'adoption des IFRS. Cette description n'est pas une liste exhaustive de toutes les différences relevées entre les PCGR du Canada et les IFRS.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par Canaccord comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada ou les ASG – Royaume-Uni et Europe représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par Canaccord qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés Programme de conseils en placement CC et Compte géré CC. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA – Canada ou les ASG – Royaume-Uni et Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord, qui comprend maintenant Collins Stewart Wealth Management. Les ASG – Canada sont également administrés par Canaccord et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants pour ces fins sont définis comme comprenant les frais de restructuration et les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui englobent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non. Se reporter au tableau «Principales informations financières compte non tenu des éléments importants» à la page 32.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats opérationnels de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque la comptabilisation de ces éléments selon les IFRS reflète effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures de la performance financière de Canaccord conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Financière Canaccord Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : les marchés des capitaux mondiaux et la gestion de patrimoine. Depuis sa création en 1950, Canaccord est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Canaccord exploite plus de 60 bureaux dans 12 pays à l'échelle mondiale, dont plus de 40 bureaux de Gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Irlande, en Italie, en Chine, à Hong Kong, à Singapour, en Australie et à la Barbade.

ACTIVITÉS DE CANACCORD

Les activités de Financière Canaccord Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placements, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord. Le secteur administratif de Canaccord est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis, en Chine, à Singapour, en Australie et à la Barbade. Le secteur d'activité Canaccord Genuity comprend les activités menées sous la bannière Canaccord Genuity, ainsi que les activités de Canaccord Genuity Hawkpoint, Canaccord BGF et Canaccord Genuity Asia.

Gestion de patrimoine Canaccord

Gestion de patrimoine Canaccord offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, organismes de bienfaisance et intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun des marchés où la division mène ses activités. La division de gestion de patrimoine en pleine croissance de Canaccord a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Genève et outre-mer (les Îles de la Manche et l'île de Man). Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord comprend les activités menées sous la bannière Gestion de patrimoine Canaccord et les activités offertes sous la bannière Collins Stewart Wealth Management (qui seront renommées Canaccord Gestion de patrimoine au cours de l'exercice 2013).

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Canaccord, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

ACTIVITÉS COMMERCIALES

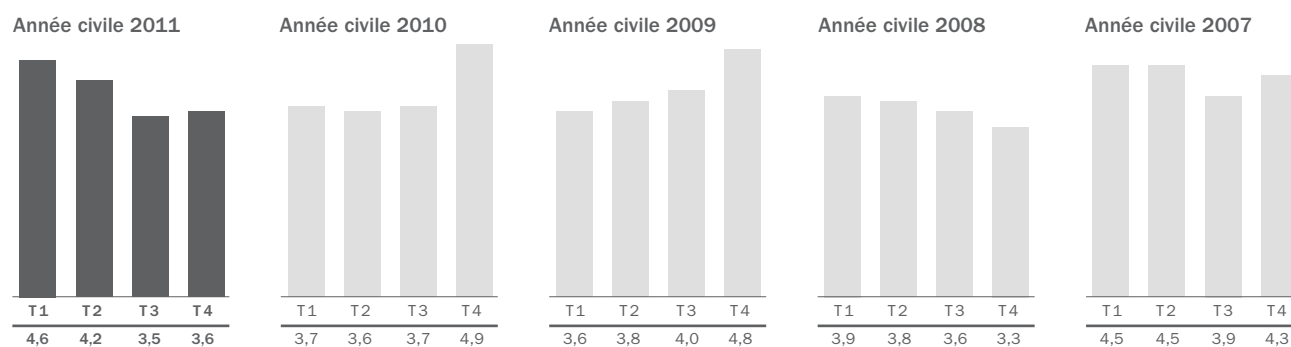
Nos activités sont directement liées à la situation générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux, y compris les variations saisonnières. De façon générale, les marchés des capitaux nord-américains sont moins actifs au cours de la première moitié de l'exercice de Canaccord, période au cours de laquelle nous générons habituellement moins de 50 % de nos produits des activités ordinaires annuels. À l'exercice 2012, la saisonnalité a été conforme à celle des exercices passés, 54 % des produits des activités ordinaires annuels ayant été générés dans la seconde moitié de l'exercice.

La date de comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. Les produits des activités ordinaires tirés des transactions de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de nos activités sur les marchés des capitaux.

Les tableaux ci-dessous illustrent les variations saisonnières des produits des activités ordinaires dans le secteur du courtage au Canada au cours des cinq dernières années.

TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DU SECTEUR CANADIEN DES COURTIER EN VALEURS

(en milliards \$ CA, trimestres civils)



Source : Association canadienne du commerce des valeurs mobilières. Statistiques trimestrielles sur le secteur des valeurs mobilières publiées par l'ACCVM. Le 30 mars 2012.

Canaccord vise à réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et les économies locales en diversifiant non seulement sa couverture sectorielle, mais également sa présence à l'échelle internationale. Grâce à sa diversification dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions.

Données sur le marché

VALEUR TOTALE DU FINANCEMENT PAR BOURSE

	T1/12	T2/12	T3/12	T4/12	Exercice 2012	Exercice 2011	Variation 2012/2011
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards \$ CA)	15,1	10,4	11,2	17,9	54,6	57,4	(4,9) %
AIM (en milliards £)	1,1	0,7	0,8	1,0	3,6	7,5	(52,0) %
NASDAQ (en milliards \$ US)	15,2	5,0	9,8	14,2	44,2	46,0	(3,9) %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equideck

VALEUR DE FINANCEMENT DANS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ PERTINENTS SUR L'AIM

(en millions £, sauf les pourcentages)	T1/12	T2/12	T3/12	T4/12	Exercice 2012	Exercice 2011	Variation 2012/2011
Pétrole et gaz	335,9	262,2	283,2	184,9	1 066,2	2 248,5	(52,6) %
Mines	280,5	132,1	154,0	262,2	828,8	2 165,9	(61,7) %
Soins de santé	60,5	7,4	96,8	8,6	173,3	125,3	38,3 %
Médias	14,6	4,6	38,2	85,0	142,4	58,1	145,1 %
Technologie	13,7	53,1	121,3	80,0	268,1	222,6	20,4 %

Source : Statistiques LSE AIM

VALEUR DE FINANCEMENT DANS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ PERTINENTS À LA BOURSE DE TORONTO ET À LA BOURSE DE CROISSANCE TSX

(en millions \$, sauf les pourcentages)	T1/12	T2/12	T3/12	T4/12	Exercice 2012	Exercice 2011	Variation 2012/2011
Pétrole et gaz	4 223,9	1 091,3	3 409,9	8 074,9	16 800,0	13 508,7	24,4 %
Mines	1 427,8	1 378,1	1 197,9	1 676,9	5 680,7	11 088,2	(48,8) %
Biotechnologie	61,2	105,9	25,3	106,7	299,1	298,9	0,07 %
Médias	4,0	—	—	25,5	29,5	262,8	(88,8) %
Immobilier	1 385,4	1 360,0	1 549,9	1 402,2	5 697,5	4 538,1	25,6 %
Technologie	78,3	230,0	4,0	34,4	346,7	967,1	(64,2) %

Source : FP Infomart

Données sur le marché

Le total des valeurs de financement à la Bourse de Toronto, à la Bourse de croissance TSX et sur le NASDAQ a connu de légères baisses par rapport à l'exercice précédent, tandis qu'à l'AIM, il a reculé de 52 % en raison de la conjoncture difficile du marché dans cette région.

À l'AIM, les valeurs de financement pour les secteurs des soins de santé, des médias et de la technologie ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, tandis que dans le secteur pétrolier et gazier et le secteur des mines, elles ont affiché une baisse. À la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX, la plupart des secteurs cibles de Canaccord ont connu une baisse par rapport à l'exercice précédent; cependant, le secteur pétrolier et gazier a connu une augmentation de 24 %.

INCIDENCE DES SOUBRESAUTS DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, Canaccord tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, surtout en Amérique du Nord et en Europe. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Canaccord menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires.

Grâce à son excellent capital, Canaccord demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constant mouvement et peut poursuivre sa croissance en maintenant des normes élevées en matière de services clients, en améliorant ses relations, en recrutant sans relâche des professionnels chevronnés et en faisant des acquisitions stratégiques lorsque les occasions se présentent.

Au cours de l'exercice 2012, les activités sur les marchés des capitaux de Canaccord ont été axées sur les secteurs de la Société, soit : mines et métaux, énergie, technologie, soins de santé et sciences de la vie, agriculture et fertilisants, médias et télécommunications, produits financiers, produits de consommation et de détail, immobilier et hôtellerie, infrastructures, transport et produits industriels, papier et produits forestiers, technologies propres et développement durable, services de soutien, aérospatiale et matériel de défense, loisirs et placements privés. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

Événements importants au cours de l'exercice 2012

NON SECTORIEL ET AUTRES

- Le 15 avril 2011, les actionnaires de Financière Canaccord Inc. ont approuvé les modifications aux statuts de la Société, autorisant l'émission d'actions privilégiées.
- Le 6 juin 2011, Financière Canaccord Inc. a annoncé l'émission d'actions privilégiées de série A à taux rajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) au prix de 25,00 \$ l'action afin de mobiliser des capitaux destinés aux fins générales de l'entreprise.
 - Le 23 juin 2011, l'émission d'actions privilégiées de série A a été conclue avec l'inscription à la Bourse de Toronto de 4 000 000 d'actions privilégiées de série A, négociées sous le symbole CF.PR.A.
 - Le 7 juillet 2011, le syndicat de courtiers a exercé une option de surallocation, et la Société a émis 540 000 autres actions privilégiées de série A.
 - Au total, l'émission de 4 540 000 actions privilégiées de série A a permis de mobiliser un produit brut de 113,5 millions \$.
- Le 9 juin 2011, Financière Canaccord Inc. a annoncé le dépôt d'un avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA), qui permet d'acheter jusqu'à 2 000 000 d'actions ordinaires aux fins d'annulation sur une période d'un an prenant fin le 12 juin 2012.
 - Au cours de l'exercice 2012, Financière Canaccord Inc. a procédé au rachat et à l'annulation de 700 500 de ses actions ordinaires dans le cadre de son OPRCNA.
 - Au 23 mai 2012, 1 299 500 actions demeurent disponibles à des fins de rachat dans le cadre de l'OPRCNA.

- Le 31 juillet 2011, Canaccord a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Capital Group Pty Ltd. (BGF), communément appelée BGF Equities.
- Le 1^{er} novembre 2011, Financière Canaccord Inc. a clôturé l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Equities. La contrepartie globale versée par Canaccord dans le cadre de cette acquisition a totalisé 40,2 millions \$ AU (42,2 millions \$ CA). Par suite de la clôture de la transaction, BGF a été renommée Canaccord BGF. La participation de 50 % a été acquise par l'achat d'actions auprès de certains actionnaires existants et par la souscription d'actions sur le capital autorisé, comme suit :
 - acquisition de 14,7 millions \$ AU d'actions existantes de BGF principalement auprès d'actionnaires passifs qui ne sont pas des dirigeants;
 - acquisition de 5,5 millions \$ AU d'actions ordinaires de Canaccord détenues par des principaux dirigeants de BGF;
 - souscription de 20,0 millions \$ AU d'actions sur le capital autorisé de BGF.
- Le 15 décembre 2011, Financière Canaccord Inc. a annoncé avoir fait une offre officielle visant l'acquisition de la totalité des actions de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) pour un prix de 0,96 £ par action ordinaire de CSHP-LN.
- Le 9 février 2012, Canaccord et l'Export-Import Bank of China ont annoncé leur intention d'établir un Fonds de ressources naturelles de 1 milliard \$ US.
 - Le fonds compte mobiliser environ 1 milliard \$ US auprès d'investisseurs en Chine et à l'étranger, et sera structuré et exploité par une équipe de direction indépendante de ses copropriétaires qui aura pour mandat de maximiser le rendement des commanditaires.
 - Une première clôture pourrait avoir lieu dès la première moitié de l'année civile 2012.
- Le 21 mars 2012, Canaccord a conclu l'acquisition de CSHP.
- Le 22 mars 2012, des compressions de personnel liées à l'acquisition de CSHP ont été annoncées au personnel du Royaume-Uni et des États-Unis.
- Le 22 mars 2012, Financière Canaccord Inc. a annoncé le placement de 4 000 000 d'actions privilégiées de série C à taux rajustable (actions privilégiées de série C) au prix de 25,00 \$ l'action en vue de mobiliser des capitaux pour réduire l'encours des emprunts sur la facilité de crédit garantie de premier rang de 150 millions \$ conclue par la Société pour financer une partie de la contrepartie au comptant de l'acquisition de CSHP.
 - Après la fin de l'exercice, le 10 avril 2012, le placement a été conclu et les actions privilégiées de série C ont commencé à être négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.C.
 - Au total, l'émission des actions privilégiées de série C à taux rajustable a permis de mobiliser un produit brut de 100,0 millions \$.
- Le 26 mars 2012, toutes les activités de CSHP ont été intégrées à celles de Canaccord.
- Le 28 mars 2012, une restructuration des activités de négociation de Canaccord Genuity au Canada a été entreprise.

CANACCORD GENUITY

En faisant l'acquisition de CSHP, Canaccord a étendu ses activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis et à Singapour. Les résultats de ces activités depuis le 22 mars 2012 sont reflétés dans les données d'exploitation ci-dessous :

- Canaccord Genuity a dirigé 106 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$, pour mobiliser un produit total de 2,7 milliards \$ au cours de l'exercice 2012. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a été chef de file pour 82 transactions qui ont recueilli 1,5 milliard \$;
 - le secteur du Royaume-Uni a été chef de file pour 10 transactions qui ont totalisé 630 millions \$;
 - le secteur des États-Unis a été chef de file pour 14 transactions, qui ont récolté 590 millions \$.
- Au cours de l'exercice 2012, Canaccord Genuity a participé à un total de 323 transactions dans le monde, chacune dépassant 1,5 million \$, mobilisant ainsi un produit brut de 6,8 milliards \$. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a participé à 274 transactions qui ont recueilli 2,4 milliards \$;
 - le secteur du Royaume-Uni a participé à 11 transactions qui ont totalisé 723 millions \$;
 - le secteur des États-Unis a participé à 38 transactions qui ont récolté 3,7 milliards \$.
- Au cours de l'exercice 2012, Canaccord Genuity a été chef de file ou co-chef de file pour les transactions sur actions suivantes :
 - une transaction de 550,0 millions \$ US pour Manabi Holdings S.A. (non inscrite en Bourse);
 - quatre transactions mobilisant un total de 381,7 millions \$ CA pour Artis Real Estate Investment Trust à la Bourse de Toronto;
 - une transaction de 250,0 millions £ pour HICL Infrastructure Company Ltd. à la Bourse de Londres;
 - un placement de 230,0 millions \$ CA pour Wi-LAN Inc. à la Bourse de Toronto;
 - une transaction de 230,0 millions \$ US pour Neo Material Technologies Inc. à la Bourse de Toronto;
 - trois transactions récoltant un total de 129,3 millions \$ CA pour Pure Industrial Real Estate Trust à la Bourse de croissance TSX;
 - une transaction de 125,0 millions \$ CA pour Griffiths Energy International Inc. (non inscrite en Bourse);
 - deux transactions dégageant un total de 120,1 millions \$ CA pour Pincrest Energy Inc. à la Bourse de croissance TSX;
 - une transaction de 113,5 millions \$ CA pour Financière Canaccord Inc. à la Bourse de Toronto;
 - une transaction de 100,6 millions \$ US pour Aveo Pharmaceuticals Inc. sur le NASDAQ;
 - un placement de 103,1 millions \$ CA pour EcoSynthetix Inc. à la Bourse de Toronto;
 - deux transactions générant un total de 85,4 millions \$ CA pour New Zealand Energy Corp. à la Bourse de croissance TSX;
 - une transaction de 74,0 millions \$ US pour Dexcom Inc. sur le NASDAQ;
 - un placement de 65,1 millions \$ CA pour Nevada Copper Corp. à la Bourse de Toronto.

- Au cours de l'exercice 2012, Canaccord Genuity a été chef de file ou co-chef de file pour cinq transactions sur titres à revenu fixe au Canada qui ont permis de mobiliser 327,5 millions \$ pour des clients.
- Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires record de 107,3 millions \$ des activités de consultation au cours de l'exercice 2012, en hausse de 27,0 % par rapport au record enregistré à l'exercice précédent.
- Au cours de l'exercice 2012, Canaccord Genuity a agi comme conseiller dans le cadre de 30 transactions, y compris les suivantes :
 - conseiller de Daylight Energy dans le cadre de son acquisition par Sinopec International Petroleum Exploration and Production Corporation;
 - conseiller auprès des porteurs de billets de deuxième rang d'Opti Canada Inc. dans le cadre d'une restructuration de la dette et de la vente de la société;
 - conseiller de Viterria Inc. dans le cadre de son acquisition par Glencore International plc (en cours);
 - conseiller de Hathor Exploration Ltd. dans le cadre de son acquisition par Rio Tinto plc;
 - conseiller de Kruger Products LP dans le cadre d'un placement privé de 211 millions \$ US de titres de créance;
 - conseiller de Canadian Satellite Radio Holdings Inc. dans le cadre de sa fusion avec Sirius Canada Inc.;
 - conseiller de Canmarc Real Estate Investment Trust dans le cadre de son acquisition par Cominar Real Estate Investment Trust;
 - conseiller de ChemGenex Pharmaceuticals Limited dans le cadre de son acquisition par Cephalon, Inc.;
 - conseiller d'Alteris Renewables Inc. dans le cadre de son acquisition par Real Goods Solar;
 - conseiller de Gennum Corp. dans le cadre de son acquisition par Semtech Corp.

Gestion de patrimoine (mondial)

En faisant l'acquisition de CSHP, Canaccord a étendu ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe (Collins Stewart Wealth Management). Cette unité opérationnelle sera dorénavant présentée comme faisant partie de la division Gestion de patrimoine Canaccord. Les résultats de ces activités depuis le 22 mars 2012 sont reflétés dans les données opérationnelles ci-dessous :

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord a tiré des produits des activités ordinaires de 201,3 millions \$ et, compte non tenu des éléments importants, a comptabilisé un résultat net de 4,1 millions \$ avant impôts pour l'exercice 2012.
- Les actifs sous administration au Canada et les actifs sous gestion au Royaume-Uni et en Europe ont totalisé 27,9 milliards \$ au 31 mars 2012.
- Au 31 mars 2012, Gestion de patrimoine Canaccord comptait 41 bureaux à l'échelle mondiale.

Gestion de patrimoine (Canada et États-Unis)

- Gestion de patrimoine Canaccord a généré des produits des activités ordinaires de 199,3 millions \$ et sur une base opérationnelle, compte non tenu des éléments importants, a comptabilisé un résultat net de 3,7 millions \$ avant impôts pour l'exercice 2012.
- Les actifs sous administration s'établissaient à 14,8 milliards \$ au 31 mars 2012, en baisse de 13 % par rapport à 17,0 milliards \$ à la fin de l'exercice 2011.
- Les actifs sous gestion ont atteint 677 millions \$, en hausse de 24 % par rapport à 546 millions \$ à la fin de l'exercice 2011.
- Au 31 mars 2012, Gestion de patrimoine Canaccord avait 280 équipes de conseillers¹, soit neuf de plus qu'au 31 mars 2011 et deux de plus qu'au 31 décembre 2011.
- Au cours de l'exercice 2012, Canaccord a ouvert cinq nouvelles succursales de Gestion de patrimoine Canaccord utilisant la plateforme de gestion de patrimoine indépendante (GPI) et en a fermé trois.
 - Deux succursales de la Société ont été converties à la plateforme de GPI au cours de l'exercice 2012.
- Au 31 mars 2012, Gestion de patrimoine Canaccord comptait 35 bureaux à l'échelle du Canada, dont 23 convertis à la plateforme de GPI.

Gestion de patrimoine (Royaume-Uni et Europe)

- Dans les sept jours ouvrables suivant la clôture de l'acquisition de CSHP par Canaccord, Collins Stewart Wealth Management a généré des produits des activités ordinaires de 2,0 millions \$ et, compte non tenu des éléments importants, a comptabilisé un résultat net de 0,3 million \$ avant impôts, attribuable aux résultats de l'exercice 2012 de Canaccord.
- Au 31 mars 2012, les actifs sous gestion s'établissaient à 13,1 milliards \$ (8,2 milliards £).

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

- Le 10 avril 2012, un montant de 97 millions \$ du produit net tiré du placement des actions privilégiées de série C de Canaccord a été affecté au remboursement partiel de la facilité de crédit à court terme de 150 millions \$ que la Société a obtenue à titre de crédit-relais dans le cadre de l'acquisition de CSHP.
- Le solde de la facilité de crédit à court terme a été remboursé en totalité le 22 mai 2012.

¹) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

Conjoncture du marché à l'exercice 2012

L'exercice 2012 a été marqué par une grande instabilité économique, la crise de la dette souveraine en Europe ayant ravivé les craintes d'une autre récession économique mondiale. Malgré un défaut de paiement technique en Grèce, les décideurs politiques européens ont injecté autant de liquidités que nécessaire pour éviter une autre crise bancaire du type de celle qui a suivi la faillite de Lehman et d'autres défauts de paiement dans les pays de l'Europe périphérique. La Réserve fédérale américaine a également contribué à l'augmentation des liquidités mondiales en mettant sur pied des programmes de relance et en s'engageant à maintenir les taux d'intérêt bas jusqu'en 2014. Il en est résulté une reprise notable des marchés mondiaux des actions dans la seconde moitié de l'exercice 2012.

L'exercice 2012 a débuté dans des conditions macroéconomiques fragiles. Malgré plusieurs dégradations de notations de dette souveraine et d'importants progrès des rendements obligataires partout en Europe, les décideurs chinois et européens ont haussé les taux d'intérêt au printemps de 2011, ce qui a fait craindre une surchauffe de leur économie. Toutefois, lorsqu'un défaut de paiement en Grèce est devenu imminent au début de l'été, les craintes d'une contagion se sont rapidement étendues aux pays périphériques et les marchés des capitaux ont été paralysés. La croissance économique mondiale a commencé à s'essouffler et les craintes d'une récession à double creux ont commencé à apparaître. C'est ainsi que les marchés des actions ont subi leur première correction de plus de 20 % depuis 2008 et que le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans a chuté sous les 2 % pour la première fois depuis mars 1946. Au Canada, la correction sur les marchés des actions de sociétés à faible capitalisation a été décourageante, l'indice S&P/TSX croissance ayant subi un écart de 40 % entre le sommet et le creux.

L'effondrement de divers marchés des actions a forcé les décideurs mondiaux à prendre certaines mesures. Au début de septembre 2011, les grandes banques centrales ont inondé les marchés financiers de dollars américains, cherchant ainsi à renforcer la confiance des marchés. Plus tard le même mois, la Réserve fédérale américaine a mis sur pied un programme visant à maintenir les coûts d'emprunt au niveau le plus bas possible afin de stimuler l'économie américaine en rapide perte de vitesse. Une solution concrète au problème de la dette souveraine en Europe n'est apparue qu'en octobre lorsque des dirigeants européens ont accru leurs engagements souverains auprès du Fonds européen de stabilité financière, un fonds de sauvetage pour les pays en difficulté. Cela a eu pour effet que l'aversion pour le risque des participants au marché a commencé à s'atténuer, entraînant une forte hausse des actifs à risque. Malgré une rechute en novembre, en raison de conflits politiques relatifs aux propositions de plan de sauvetage en Grèce et en Italie, les marchés des capitaux ont pu bénéficier de mesures de stimulation budgétaire en décembre lorsque la Banque centrale européenne a mis de l'avant son opération de refinancement à long terme, assurant aux banques et pays européens en difficulté un accès à des options de financement illimitées.

D'octobre 2011 à mars 2012, l'indice S&P500 a affiché une augmentation de 27 % et le S&P/TSX, une hausse plus modérée de 11 %, reflet des préoccupations face à un ralentissement économique en Chine. Bien que l'activité sur les marchés des capitaux ait repris dans la seconde moitié de l'exercice, les volumes de négociation et les financements par capitaux sont demeurés bien en deçà des niveaux de 2011. Malgré les importants avoirs en espèces des sociétés et les bas niveaux des cours des actions, les activités de fusions et acquisitions ont été faibles pendant la majeure partie de l'exercice. Cependant, la confiance des investisseurs s'est améliorée, les autorités monétaires mondiales ayant apaisé les préoccupations économiques en adoptant des politiques monétaires très souples.

Perspectives pour l'exercice 2013

En ce qui concerne l'avenir, des taux d'intérêt anormalement bas à l'échelle mondiale pourraient soutenir une accélération modeste de l'économie mondiale et maintenir un environnement favorable pour les activités sur les marchés des capitaux. Toutefois, des périodes de haute volatilité des marchés persisteront vraisemblablement, les investisseurs commençant à évaluer l'incidence des politiques budgétaires plus rigoureuses et des programmes d'austérité mis en œuvre dans des pays développés. Le climat politique en Europe, où le scepticisme croît à l'égard de la zone euro, est une autre source d'instabilité. Les marchés des capitaux demeureront à l'affût de toute action de la part du gouvernement nouvellement élu en France visant à rétablir les importantes relations franco-allemandes. La Grèce constitue un autre risque non négligeable, mais le marché a déjà eu sa «panique grecque» en 2011 et il comprend l'influence économique limitée sur l'ensemble de la zone euro. Globalement, nous avons bon espoir que l'engagement politique face à l'intégration de la zone euro demeurera. Des rechutes économiques sporadiques pourraient survenir si des conflits politiques concernant les négociations budgétaires aux États-Unis pour l'année 2013 retranchent plus de 2 % du PIB. Toutefois, la Réserve fédérale américaine a indiqué à plusieurs reprises qu'elle était prête à intervenir si l'économie devait stagner à nouveau. La plupart des banques centrales des économies en développement ont abandonné leur politique monétaire rigoureuse et ont, dans certains cas, mis en œuvre des politiques de relance. Ainsi, les banques centrales devraient protéger en cas de baisse la croissance économique et les marchés des capitaux, ce qui contribuerait vraisemblablement à une activité sur les marchés des capitaux plus saine qu'à l'exercice 2012.

Avec des dépenses des sociétés se situant près des creux historiques en pourcentage du PIB et des profits des sociétés, les entreprises devraient accroître leurs dépenses en capital lorsque la confiance dans l'économie mondiale sera rétablie. Toutefois, aux États-Unis, le gouvernement élu pourrait bien devoir fournir davantage d'éclaircissements sur l'imposition des sociétés pour que les entreprises commencent à dépenser leur capital accumulé. Cela dit, sans égard aux fluctuations cycliques à plus court terme, le rythme et la durée de l'industrialisation en Chine devraient continuer d'avoir une grande incidence sur l'économie mondiale. Cela est apparu clairement ces dernières années avec les investissements dans les infrastructures et la dynamique de la demande sur les marchés des produits de base. Bien que la demande de produits industriels pourrait diminuer pendant le passage de la Chine à une économie davantage axée sur la consommation, la demande de produits sensibles au comportement des consommateurs, comme l'énergie et les produits agricoles, continuera d'augmenter en raison du profil démographique changeant en Chine.

Avec les marges des sociétés à l'échelle mondiale qui affichent des sommets inégalés et le nombre croissant de sociétés actives dans des secteurs en pleine maturité, les activités de fusions et acquisitions devraient s'accélérer à nouveau à l'exercice 2013. Cela est particulièrement vrai dans le secteur canadien des ressources en raison de multiples d'évaluation des actions en baisse. De plus, compte tenu des nombreux pays et sociétés étrangères qui cherchent à garantir l'approvisionnement de marchandises particulières au moyen d'une participation dans des sociétés ouvertes, les activités de consultation devraient demeurer vigoureuses. Dans l'ensemble, en supposant que les décideurs mondiaux trouvent un bon équilibre entre les politiques favorables à la croissance et l'austérité, nous demeurons relativement confiants que les perspectives économiques mondiales en 2013 demeureront favorables aux activités sur les marchés des capitaux.

Aperçu des exercices précédents – exercice 2011 par rapport à l'exercice 2010

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011 (exercice 2011), les produits des activités ordinaires ont totalisé 803,6 millions \$, soit 226,1 millions \$, ou 39,1 %, de plus qu'à l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement le fait de l'amélioration de la conjoncture économique et du contexte commercial ainsi que de l'accroissement de la demande de sociétés voulant restructurer leur capital au cours de l'exercice 2011. La plupart des indices importants ont également mieux fait à l'exercice 2011, la Bourse de Toronto ayant progressé de 17 %; la Bourse de croissance TSX, de 46 %; le NASDAQ, de 16 %; et la Bourse de Londres, de 5 %.

Canaccord a présenté un résultat net de 99,7 millions \$ à l'exercice 2011, lequel comprenait des charges de 17,9 millions \$ liées à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity et The Balloch Group Limited. Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions, le résultat net de l'exercice 2011 s'est inscrit à 114,1 millions \$. À l'exercice 2011, le rendement de Canaccord s'est considérablement amélioré par rapport à l'exercice 2010, alors que la Société avait comptabilisé un résultat net de 38,5 millions \$, ou 42,0 millions \$ compte non tenu des éléments importants.

Aperçu financier

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES ^{1, 2, 3}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)

	2012	2011	2010	Variation 2012/2011	
	IFRS	IFRS	PCGR du Canada		
Financière Canaccord Inc.					
Produits des activités ordinaires					
Commissions	252 877 \$	294 650 \$	235 606 \$	(41 773) \$	(14,2)%
Financement de sociétés	175 225	327 499	215 237	(152 274)	(46,5)%
Honoraires de consultation	107 370	84 914	39 200	22 456	26,4 %
Négociation à titre de contrepartiste	10 647	43 644	45 982	(32 997)	(75,6)%
Intérêts	31 799	24 040	12 965	7 759	32,3 %
Divers	26 946	28 884	28 547	(1 938)	(6,7)%
Total des produits des activités ordinaires	604 864	803 631	577 537	(198 767)	(24,7)%
Charges					
Rémunération au rendement	304 908	389 046	299 084	(84 138)	(21,6)%
Charges salariales	63 924	64 420	59 415	(496)	(0,8)%
Autres charges indirectes ⁴	200 842	194 953	162 397	5 889	3,0 %
Frais connexes aux acquisitions	16 056	12 740	5 000	3 316	26,0 %
Frais de restructuration ⁵	35 253	—	—	35 253	négl.
Total des charges	620 983	661 159	525 896	(40 176)	(6,1)%
(Perte) résultat avant impôts sur le résultat	(16 119)	142 472	51 641	(158 591)	(111,3)%
(Perte) résultat net	(21 346) \$	99 743 \$	38 497 \$	(121 089) \$	(121,4)%
Résultat net attribuable aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.					
	(20 307) \$	99 743 \$	38 497 \$	(120 050) \$	(120,4)%
Participations ne donnant pas le contrôle	(1 039) \$	— \$	— \$	(1 039) \$	négl.
Résultat par action ordinaire (RPA) – de base	(0,33) \$	1,37 \$	0,79 \$	(1,70) \$	(124,1)%
Résultat par action ordinaire (RPA) – dilué	(0,33) \$	1,22 \$	0,69 \$	(1,55) \$	(127,0)%
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(3,1)%	14,2 %	9,8 %	(17,3) p.p.	
Dividendes par action	0,40 \$	0,275 \$	0,15 \$	0,125 \$	45,5 %
Valeur comptable par action ordinaire diluée ⁶	8,26 \$	8,79 \$	6,96 \$	(0,53) \$	(6,0)%
Compte non tenu des éléments importants ⁷					
Total des charges	564 182 \$	643 293 \$	520 896 \$	(79 111) \$	(12,3)%
Résultat avant impôts sur le résultat	40 682 \$	160 338 \$	56 641 \$	(119 656) \$	(74,6)%
Résultat net	25 193 \$	114 126 \$	42 043 \$	(88 933) \$	(77,9)%
Résultat net attribuable aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.	25 591 \$	114 126 \$	42 043 \$	(88 535) \$	(77,6)%
RPA – de base	0,28 \$	1,56 \$	0,86 \$	(1,28) \$	(82,1)%
RPA – dilué	0,25 \$	1,40 \$	0,76 \$	(1,15) \$	(82,1)%
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	5 762 723 \$	5 097 500 \$	3 123 848 \$	665 223 \$	13,0 %
Total du passif	4 753 144	4 340 608	2 722 103	412 536	9,5 %
Participations ne donnant pas le contrôle	17 454	—	—	17 454	négl.
Total des capitaux propres	992 125	756 892	401 745	235 233	31,1 %
Nombre d'employés	2 428	1 684	1 549	744	44,2 %

¹) La Société a adopté les IFRS en date du 1^{er} avril 2011. Par conséquent, les données de l'exercice clos le 31 mars 2012 et de la période comparative close le 31 mars 2011 sont conformes aux IFRS, sauf comme il est indiqué à la note 2. Les chiffres de l'exercice clos le 31 mars 2010 sont conformes aux PCGR du Canada, sauf comme il est indiqué à la note 2. Voir la rubrique «Passage aux Normes internationales d'information financière» à la page 23.

²) Les données sont conformes aux IFRS/PCGR du Canada, sauf en ce qui concerne le RCP la valeur comptable par action ordinaire diluée, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, et le nombre d'employés.

³) Les données comprennent les résultats de Genuity depuis le 23 avril 2010, date de clôture de l'acquisition. Elles comprennent également les résultats de Canaccord Genuity Asia depuis la date de clôture du 17 janvier 2011, et ceux de Canaccord BGF depuis la date de clôture du 1^{er} novembre 2011. Les résultats opérationnels de Canaccord BGF ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de CSHP depuis le 22 mars 2012 sont également compris.

⁴) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

⁵) Comprennent les frais de restructuration liés au personnel et les charges de restructuration liées à l'acquisition de CSHP ainsi que les frais de restructuration liés à la restructuration de certaines activités de négociation et autres au Canada.

⁶) La valeur comptable par action ordinaire diluée correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation.

⁷) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte de l'incidence des impôts sur les ajustements découlant de ces éléments. Se reporter au tableau «Principales informations financières compte non tenu des éléments importants» à la page suivante.

p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2012	2011	2010	Variation 2012/2011	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS/PCGR du Canada ²	604 864 \$	803 631 \$	577 537 \$	(198 767) \$	(24,7) %
Total des charges selon les IFRS/PCGR du Canada ²	620 983	661 159	525 896	(40 176)	(6,1) %
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>					
<i>Canaccord Genuity</i>					
Frais connexes aux acquisitions – CSHP	(9 023)	—	—	(9 023)	négl.
Frais connexes aux acquisitions – BGF	(1 443)	—	—	(1 443)	négl.
Frais connexes aux acquisitions – The Balloch Group Limited (TBG)	—	(1 750)	—	1 750	100,0 %
Frais connexes aux acquisitions – Marchés des capitaux Genuity (Genuity)	—	(10 990)	(5 000)	10 990	100,0 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	(5 492)	(5 126)	—	(366)	(7,1) %
Frais de restructuration	(29 078)	—	—	(29 078)	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>					
<i>Gestion de patrimoine Canaccord</i>					
Frais connexes aux acquisitions – CSHP	(4 077)	—	—	(4 077)	négl.
Frais de restructuration	(900)	—	—	(900)	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur</i>					
<i>Non sectoriel et autres</i>					
Frais connexes aux acquisitions – projets d'acquisitions abandonnés	(1 513)	—	—	(1 513)	négl.
Frais de restructuration	(5 275)	—	—	(5 275)	négl.
Total des éléments importants	(56 801)	(17 866)	(5 000)	(38 935)	(217,9) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	564 182	643 293	520 896	(79 111)	(12,3) %
Résultat avant impôts sur le résultat – ajusté	40 682	160 338	56 641	(119 656)	(74,6) %
Impôts sur le résultat – ajusté	15 489	46 212	14 598	(30 723)	(66,5) %
Résultat net – ajusté	25 193 \$	114 126 \$	42 043 \$	(88 933) \$	(77,9) %
Résultat par action (RPA) – de base, ajusté	0,28 \$	1,56 \$	0,86 \$	(1,28) \$	(82,1) %
Résultat par action (RPA) – dilué, ajusté	0,25 \$	1,40 \$	0,76 \$	(1,15) \$	(82,1) %

¹ Les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS/PCGR du Canada. Se reporter à la rubrique «Mesures non conformes aux IFRS» à la page 23.

² La Société a adopté les IFRS en date du 1^{er} avril 2011. Par conséquent, les données de l'exercice clos le 31 mars 2012 et de la période comparative close le 31 mars 2011 sont conformes aux IFRS. Les chiffres de l'exercice clos le 31 mars 2010 sont conformes aux PCGR du Canada. Voir la rubrique «Passage aux Normes internationales d'information financière» à la page 23.

négl. : négligeable

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés à l'activité de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et diverses sources.

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice 2012 se sont établis à 604,9 millions \$, en baisse de 198,8 millions \$, ou 24,7 %, par rapport à l'exercice 2011. Dans l'ensemble, cette baisse des produits des activités ordinaires pour l'exercice clos le 31 mars 2012 est surtout attribuable aux incertitudes économiques mondiales et aux conditions de marché difficiles qui ont prévalu tout au long de l'exercice.

Les produits tirés des commissions proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes institutionnelles et activités de négociation. Les produits tirés des commissions ont chuté de 41,8 millions \$, ou 14,2 %, par rapport à l'exercice 2011 pour s'établir à 252,9 millions \$ à l'exercice 2012. L'apport de notre secteur Gestion de patrimoine Canaccord a été de 141,8 millions \$ et celui de notre secteur Canaccord Genuity, de 111,1 millions \$.

Les produits tirés du financement de sociétés ont été de 175,2 millions \$ à l'exercice 2012, en baisse de 152,3 millions \$, ou 46,5 % en regard de l'exercice 2011. Les produits générés par les activités de financement de sociétés ont diminué en raison du rythme modéré des activités de financement sur les marchés boursiers au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, et aux États-Unis.

La force de notre équipe de fusions et acquisitions a fait en sorte que la Société a dégagé des produits des activités de consultation record de 107,4 millions \$, soit 22,5 millions \$ de plus qu'à l'exercice 2011, en dépit du contexte de marché difficile.

La détérioration de la confiance des investisseurs et une crise persistante de la dette souveraine en Europe ont entraîné une baisse de 33,0 millions \$ des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, qui se sont établis à 10,6 millions \$ à l'exercice 2012. Affichant des baisses de respectivement 17,9 millions \$ et 14,9 millions \$ des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, les activités au Royaume-Uni et en Europe et au Canada ont particulièrement souffert de l'instabilité du contexte économique.

Les produits d'intérêts correspondent aux intérêts réalisés sur les instruments financiers et les titres à revenu fixe détenus par Canaccord, aux intérêts gagnés sur les soldes de trésorerie détenus en banque, de même qu'aux intérêts payés par les clients sur les comptes sur marge. Des fluctuations de taux d'intérêt et des produits d'intérêts additionnels réalisés par le groupe Revenu fixe ont donné lieu à une augmentation des produits d'intérêts de 7,8 millions \$, ou 32,3 %, par rapport à l'exercice 2011, qui ont atteint 31,8 millions \$ à l'exercice 2012.

Les produits divers, qui se sont établis à 26,9 millions \$, ont reculé de 1,9 million \$, ou 6,7 %, par rapport à l'exercice précédent, sous l'effet surtout de profits de change moins importants, conséquence de la fluctuation du dollar canadien.

CHARGES

Pourcentage des charges par rapport aux produits des activités ordinaires¹

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2012	2011	Variation 2012/2011
Rémunération au rendement	50,4 %	48,4 %	2,0 p.p.
Charges salariales	10,6 %	8,0 %	2,6 p.p.
Autres charges indirectes ²	33,2 %	24,4 %	8,8 p.p.
Frais connexes aux acquisitions ³	2,7 %	1,5 %	1,2 p.p.
Frais de restructuration ^{3,4}	5,8 %	—	5,8 p.p.
Total	102,7 %	82,3 %	20,4 p.p.

¹⁾ Les données comprennent les résultats de Genuity depuis le 23 avril 2010, date de clôture de l'acquisition. Elles comprennent également les résultats de Canaccord Genuity Asia depuis la date de clôture du 17 janvier 2011, et ceux de Canaccord BGF depuis la date de clôture du 1^{er} novembre 2011. Les résultats opérationnels de Canaccord BGF ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de CSHP depuis le 22 mars 2012 sont également compris.

²⁾ Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

³⁾ Se reporter au tableau intitulé «Principales informations financières compte non tenu des éléments importants» à la page 32.

⁴⁾ Comprendent les frais de restructuration liés au personnel et les charges de restructuration liées à l'acquisition de CSHP, ainsi que les frais de restructuration liés à la restructuration de certaines activités de négociation et autres au Canada.

p.p. : points de pourcentage

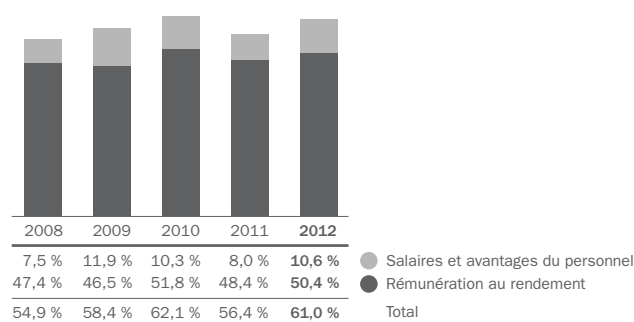
Les charges pour l'exercice 2012 ont totalisé 621,0 millions \$, en baisse de 40,2 millions \$, ou 6,1 %, en regard de l'exercice précédent. Toutefois, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a grimpé de 20,4 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires s'explique surtout par la comptabilisation par la Société de 56,8 millions \$ dans les éléments importants engagés pour soutenir sa restructuration et sa stratégie d'expansion mondiale. Les éléments importants comptabilisés comprennent des frais de restructuration liés au personnel et des charges de restructuration liées à l'acquisition de CSH, ainsi que des frais de restructuration liés à la restructuration de certaines activités de négociation au Canada totalisant 35,3 millions \$; des frais connexes aux acquisitions de 16,1 millions \$ liés à des projets d'acquisition réalisés ou non; et l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de divers regroupements d'entreprises de 5,5 millions \$. Compte non tenu des éléments importants, le total des charges s'est établi à 564,2 millions \$, en baisse de 79,1 millions \$, ou 12,3 %, par rapport à l'exercice 2011.

Charge de rémunération

La charge de rémunération au rendement s'est établie à 304,9 millions \$, en baisse de 84,1 millions \$, ou 21,6 %, ce qui reflète la diminution des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. En pourcentage du total des produits des activités ordinaires, la charge de rémunération au rendement a été de 50,4 %, en hausse de 1,9 point de pourcentage, en raison principalement de l'augmentation de la charge au titre du régime d'intéressement à long terme (RILT) liée à l'amortissement des attributions octroyées au cours des périodes précédentes. Les charges salariales ont été de 63,9 millions \$, en baisse de 0,8 % par rapport à l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les charges salariales ont été de 10,6 % à l'exercice 2012 comparativement à 8,0 % à l'exercice 2011.

La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires et avantages du personnel) en pourcentage des produits des activités ordinaires consolidés a été de 61,0 %, soit 4,6 points de pourcentage de plus qu'à l'exercice 2011, alors qu'elle était de 56,4%. Comme il est mentionné ci-dessus, cette progression découle surtout de la hausse de la charge au titre du RILT comptabilisée à l'exercice considéré.

RÉMUNÉRATION TOTALE EN % DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES



Autres charges indirectes

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2012	2011	Variation 2012/2011
Frais de négociation	30 313 \$	31 507 \$	(3,8) %
Locaux et matériel	27 546	27 158	1,4 %
Communications et technologie	28 343	25 466	11,3 %
Intérêts	9 816	7 811	25,7 %
Frais d'administration	69 523	67 882	2,4 %
Amortissement ¹	14 108	12 742	10,7 %
Frais de développement	21 193	22 387	(5,3) %
Total des autres charges indirectes	200 842 \$	194 953 \$	3,0 %

¹⁾ Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles d'un montant de 5,5 millions \$ et de 5,1 millions \$ respectivement pour les exercices clos les 31 mars 2012 et 2011. Se reporter au tableau intitulé «Principales informations financières compte non tenu des éléments importants» à la page 32.

Les autres charges indirectes ont augmenté de 5,9 millions \$, ou 3,0 %, à l'exercice 2012, ce qui, en pourcentage des produits des activités ordinaires, a représenté 8,9 points de pourcentage de plus qu'à l'exercice 2011.

L'augmentation globale des autres charges indirectes est attribuable à la hausse de 2,9 millions \$ des frais liés aux communications et à la technologie, de 2,0 millions \$ de la charge d'intérêts, de 1,6 million \$ des frais d'administration et de 1,4 million \$ de la dotation aux amortissements.

Les frais liés aux communications et à la technologie se sont accrus de 2,9 millions \$ par rapport à l'exercice précédent en raison des investissements effectués pour améliorer notre plateforme technologique. De plus, certains frais qui étaient auparavant inclus dans les frais de négociation ont été reclassés dans les frais liés aux communications et à la technologie à l'exercice 2012. Le montant reclassé a été d'environ 0,6 million \$. Les frais correspondants inscrits à l'exercice précédent n'ont pas été reclassés, car le montant n'était pas considéré comme important.

Une croissance de la charge d'intérêts de 2,0 millions \$, ou 25,7 %, est le résultat direct des activités du groupe Revenu fixe.

Des frais d'administration supplémentaires ont été engagés surtout en raison des frais de promotion et de déplacement additionnels engagés relativement aux nouvelles filiales acquises en Australie, en Chine et au Royaume-Uni et en Europe. Il y a eu aussi augmentation des honoraires professionnels engagés relativement aux règlements avec les clients au cours de l'exercice. Les frais de bureau ont reculé par rapport à l'exercice précédent, contrebalançant en partie les hausses susmentionnées.

La dotation aux amortissements a monté de 1,4 million de dollars du fait de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF à l'exercice 2012.

Les augmentations ci-dessus des charges indirectes ont été contrebalancées en partie par la baisse de 1,2 million \$ des frais de négociation et une diminution de 1,2 million \$ des frais de développement. La baisse des frais de négociation est attribuable au recul des volumes de négociation ainsi qu'au reclassement de certains frais liés aux communications et à la technologie dont il est question ci-dessus. Les frais de développement ont été moins élevés qu'à l'exercice 2011, surtout en raison de primes à l'embauche moins élevées dans notre secteur Gestion de patrimoine Canaccord et dans nos activités Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe, bien que ces baisses aient été en partie contrebalancées par l'accroissement des frais de maintien des effectifs comptabilisés dans le secteur des autres établissements à l'étranger.

Compte tenu des éléments importants, les charges autres que de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires ont atteint 41,7 % pour l'exercice 2012, en hausse de 15,8 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants, les charges autres que de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires ont augmenté de 8,7 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent pour se fixer à 32,3 % à l'exercice 2012.

RÉSULTAT NET

Pour l'exercice 2012, la perte nette s'est inscrite à 21,3 millions \$ comparativement à un résultat net de 99,7 millions \$ à l'exercice 2011. La perte diluée par action s'est établie à 0,33 \$ à l'exercice 2012 par rapport à un résultat dilué par action de 1,22 \$ à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants, le résultat net pour l'exercice 2012 s'est établi à 25,2 millions \$ contre un résultat net de 114,1 millions \$ à l'exercice 2011, et le résultat dilué par action s'est élevé à 0,25 \$ par rapport à un résultat dilué par action de 1,40 \$ à l'exercice 2011.

Les impôts sur le résultat se sont fixés à 5,2 millions \$ pour l'exercice 2012, reflet d'un taux d'impôt effectif de (32,4 %) comparativement à 30,0 % à l'exercice précédent. La variation du taux d'imposition effectif est principalement attribuable à des différences temporelles non comptabilisées par les filiales à l'extérieur du Canada, des frais connexes aux acquisitions non déductibles et d'autres éléments permanents. La rubrique «Méthodes comptables critiques et estimations», à la page 58 du présent rapport de gestion, contient une analyse plus détaillée de nos impôts.

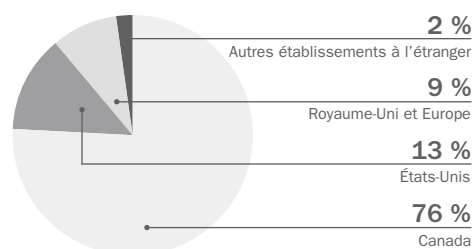
Résultats par région géographique

Cette section est une analyse des résultats de Canaccord par région géographique. Les activités commerciales de Canaccord sont divisées en quatre régions géographiques : le Canada, le Royaume-Uni et l'Europe, les États-Unis et les autres établissements à l'étranger. Les produits des activités ordinaires au Canada sont tirés des secteurs Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord et Non sectoriel et autres. Les produits des activités ordinaires provenant du Royaume-Uni et de l'Europe ont surtout été générés du secteur Canaccord Genuity au cours de l'exercice 2012. Toutefois, à compter du 22 mars 2012, après l'acquisition de CSHP, nos activités au Royaume-Uni et en Europe comprennent également les produits des activités de gestion de patrimoine. Aux États-Unis, les produits des activités ordinaires sont principalement tirés du secteur Canaccord Genuity, et environ 4,3 % ont été attribuables aux activités du secteur Gestion de patrimoine Canaccord au cours de l'exercice 2012. Les produits des activités ordinaires tirés des autres établissements à l'étranger proviennent entièrement des activités de Canaccord Genuity.

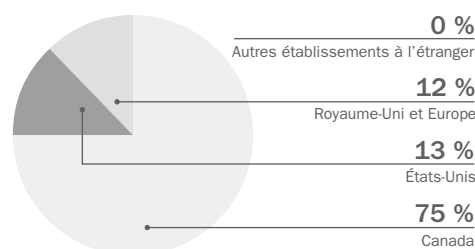
RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

(Pour les exercices clos les 31 mars)

2012



2011



Pour les exercices clos les 31 mars ¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	2012					2011				
	Canada	Royaume-Uni et Europe ²	États-Unis	Autres établissements à l'étranger ³	Total	Canada	Royaume-Uni et Europe ²	États-Unis	Autres établissements à l'étranger ³	Total
Produits des activités ordinaires	458 131 \$	53 180 \$	83 061 \$	10 492 \$	604 864 \$	598 556 \$	92 677 \$	111 170 \$	1 228 \$	803 631 \$
Charges	418 692	94 382	90 594	17 315	620 983	486 651	78 548	94 415	1 545	661 159
Résultat avant impôts sur le résultat	39 439 \$	(41 202) \$	(7 533) \$	(6 823) \$	(16 119) \$	111 905 \$	14 129 \$	16 755 \$	(317) \$	142 472 \$
Compte non tenu des éléments importants ⁴										
Total des charges	395 689	65 959	86 991	15 543	564 182	468 785	78 548	94 415	1 545	643 293
Résultat avant impôts sur le résultat	62 442 \$	(12 779) \$	(3 930) \$	(5 051) \$	40 682 \$	129 771 \$	14 129 \$	16 755 \$	(317) \$	160 338 \$
Nombre d'employés	1 309	737	302	80	2 428	1 325	143	175	41	1 684

¹ Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres compte non tenu des éléments importants et le nombre d'employés.

² Les activités de Canaccord au Royaume-Uni et en Europe ont tiré la majeure partie de leurs produits des activités sur les marchés des capitaux à l'exercice 2012. Les résultats des anciennes entités de CSHP depuis le 22 mars 2012 sont également compris.

³ Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, du Royaume-Uni et de l'Europe et des États-Unis sont présentés au poste Autres établissements à l'étranger, qui comprend les activités de Canaccord International Ltd., de Canaccord Genuity Asia, de Canaccord BGF et de Canaccord Genuity Singapore. Les données des autres établissements à l'étranger comprennent les résultats de Canaccord Genuity Asia depuis la date d'acquisition du 17 janvier 2011, les résultats de Canaccord BGF depuis la date de clôture du 1^{er} novembre 2011 et les résultats de Canaccord Genuity Singapore depuis le 22 mars 2012.

⁴ Se reporter au tableau intitulé «Principales informations financières compte non tenu des éléments importants» à la page 32.

L'instabilité des marchés et la baisse de confiance des investisseurs ont fait reculer les produits des activités ordinaires de nos principales régions géographiques. Les produits des activités ordinaires au Canada se sont élevés à 458,1 millions \$, en baisse de 140,4 millions \$, ou 23,5 %. Au Royaume-Uni et en Europe, les produits des activités ordinaires ont été de 53,2 millions \$, en baisse de 41,5 millions \$, ou 44,8 %, et les produits des activités ordinaires aux États-Unis se sont fixés à 83,1 millions \$, un recul de 28,1 millions \$, ou 25,3%, par rapport à l'exercice précédent. Toutefois, en dépit de telles conditions de marché, nous avons étendu nos activités en Asie et en Australie, et les produits des activités ordinaires de nos autres établissements à l'étranger ont ainsi augmenté de 9,3 millions \$ pour s'établir à 10,5 millions \$ à l'exercice 2012.

Charges liées aux activités au Canada

Au Canada, les charges pour l'exercice 2012 ont baissé de 68,0 millions \$, ou 14,0 %. Une réduction de la charge de rémunération au rendement de 64,4 millions \$, ou 22,9 %, reflet de la baisse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement, a été le principal inducteur du recul global des charges. Les charges salariales ont reculé de 2,4 millions \$ en raison des charges engagées à l'exercice précédent relativement aux réductions des effectifs dans notre groupe Gestion de patrimoine Canaccord. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a été de 58,6 % à l'exercice 2012, soit 2,6 points de pourcentage de plus qu'à l'exercice 2011, attribuable surtout à l'accroissement de la charge au titre du RILT liée à l'amortissement des attributions octroyées au cours des périodes précédentes.

Compte non tenu des éléments importants, les charges autres que de rémunération se sont établies à 127,3 millions \$ à l'exercice 2012 par rapport à 133,6 millions \$ à l'exercice 2011, en baisse de 6,3 millions \$. Le principal facteur ayant contribué à cette baisse des charges est une réduction de 3,5 millions \$ des frais de développement, de 3,4 millions \$ des frais d'administration, de 1,3 million \$ des frais liés aux locaux et au matériel et de 1,9 million \$ des frais de négociation.

Les frais de développement ont diminué de 3,5 millions \$ en raison d'une réduction des primes de recrutement dans notre secteur Gestion de patrimoine Canaccord et d'une baisse de la dotation aux amortissements liée aux prêts-subventions pour l'achat d'actions ordinaires accordés au cours des périodes précédentes dans notre secteur Canaccord Genuity. La diminution de la charge liée aux règlements avec les clients à l'exercice 2012 a en partie entraîné un recul des frais d'administration par rapport à l'exercice précédent. Les frais liés aux locaux et au matériel ont aussi diminué en raison d'un ralentissement des travaux de réparation et d'entretien, et des frais liés à la location de mobilier et de matériel.

Les frais de négociation ont chuté de 8,0 %, ou 1,9 million \$, par rapport à l'exercice précédent, reflet de la baisse du volume de négociation, et en raison aussi du reclassement de certaines charges auparavant incluses à titre de frais de négociation dans les frais liés aux communications et à la technologie. Ce reclassement a également contribué à la hausse de 1,6 million \$ des frais liés aux communications et à la technologie.

La diminution globale des charges a été annulée par une augmentation de 1,9 million \$ de la charge d'intérêts attribuable à une hausse des activités dans notre groupe Revenu fixe au cours de l'exercice considéré.

À l'exercice 2012, des éléments importants d'un montant de 23,0 millions \$ ont été comptabilisés dans nos activités au Canada. Les éléments importants comprenaient des frais de restructuration de 13,6 millions \$ et des éléments de la charge liée aux acquisitions totalisant 9,4 millions \$. Compte non tenu des éléments importants, le total des charges au Canada s'est élevé à 395,7 millions \$ en regard de 468,8 millions \$ à l'exercice précédent. Le total des charges autres que de rémunération, compte non tenu des éléments importants en pourcentage des produits des activités ordinaires, a augmenté pour passer de 22,3 % à l'exercice 2011 à 27,8 % à l'exercice 2012.

Charges liées aux activités au Royaume-Uni et en Europe

Les charges au Royaume-Uni et en Europe se sont établies à 94,4 millions \$, en hausse de 15,8 millions \$, ou 20,2 %, par rapport à l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement a diminué de 13,5 millions \$ du fait d'une baisse des produits des activités ordinaires. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté pour passer de 57,2 % à 75,4 % à l'exercice 2012 en raison d'un fléchissement marqué des produits des activités ordinaires.

Conformément à la politique de la Société en matière de constitution de réserves à l'égard des soldes non garantis, une charge de 0,9 million \$ liée aux réserves pour les soldes non garantis a été comptabilisée au cours de l'exercice 2012, ce qui explique en partie la progression de 1,8 million \$ des frais d'administration. Une réduction des primes de recrutement dans le cadre des activités au Royaume-Uni et en Europe a entraîné une baisse des frais de développement de 2,9 millions \$ pour l'exercice 2012 par rapport à l'exercice précédent.

Des frais de restructuration de 18,5 millions \$ et des frais connexes aux acquisitions de 10,0 millions \$ ont été comptabilisés à l'exercice 2012 relativement à l'acquisition de CSHP. Compte non tenu des éléments importants, le total des charges au Royaume-Uni et en Europe a diminué de 12,6 millions \$, ou 16,0 %, pour s'établir à 66,0 millions \$.

Charges liées aux activités aux États-Unis

Pour l'exercice, les charges aux États-Unis se sont établies à 90,6 millions \$, un recul de 3,8 millions \$. La charge de rémunération au rendement a diminué de 11,6 millions \$, ou 19,5 %, ce qui reflète la baisse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. En pourcentage des produits des activités ordinaires, la charge de rémunération totale s'est accrue de 5,2 points de pourcentage pour s'établir à 63,3 % à l'exercice 2012.

Compte non tenu des éléments importants, les charges autres que de rémunération ont atteint 34,4 millions \$ à l'exercice 2012. Les principaux facteurs responsables de cette hausse de 4,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent sont une augmentation de 1,5 million \$ des frais d'administration et de 1,5 million \$ des frais de développement. La progression de 1,5 million \$ des frais d'administration par rapport à l'exercice précédent est attribuable en partie à une montée des frais de promotion et de déplacement. La charge liée aux primes de recrutement additionnelles comptabilisée à l'exercice 2012 a donné lieu à une hausse de 1,5 million \$ des frais de développement par rapport à l'exercice précédent.

Les éléments importants engagés comprenaient des frais de restructuration de 3,2 millions \$ et des frais connexes aux acquisitions de 0,4 million \$. Les frais de restructuration se rapportaient à l'acquisition de CSHP et à la restructuration des activités existantes aux États-Unis.

Charges liées aux activités des autres établissements à l'étranger

Pour l'exercice, les charges dans les autres établissements à l'étranger se sont élevées à 17,3 millions \$, en hausse de 15,8 millions \$, en raison surtout de l'expansion de nos activités en Chine, en Australie et à Singapour au cours du dernier exercice. Les principales charges engagées comprennent une charge de rémunération au rendement de 5,4 millions \$, une dotation aux amortissements de 2,0 millions \$ et des frais de développement de 3,8 millions \$. L'augmentation de 5,4 millions \$ de la charge de rémunération au rendement était liée à la hausse des produits des activités ordinaires de 9,3 millions \$. L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises relativement à l'acquisition de BGF s'est établi à 1,8 million \$. Notre établissement en Chine a également comptabilisé une charge de 2,3 millions \$ au titre des paiements fondés sur des actions relativement à son programme d'actions liées au maintien en fonction qui était incluse dans les frais de développement.

Informations financières trimestrielles^{1,2}

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2012. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2012				Exercice 2011			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions	74 170 \$	57 380 \$	60 299 \$	61 028 \$	81 959 \$	87 433 \$	63 002 \$	62 256 \$
Financement de sociétés	53 553	32 015	29 799	59 858	103 646	116 716	51 236	55 901
Honoraires de consultation	24 634	38 541	21 664	22 531	25 702	25 276	13 215	20 721
Négociation à titre de contrepartiste	6 769	3 304	(1 379)	1 953	17 431	10 658	9 597	5 958
Intérêts	8 205	8 147	7 590	7 857	7 707	7 753	5 436	3 144
Divers	10 361	8 502	1 527	6 556	11 150	6 998	6 799	3 937
Total des produits des activités ordinaires	177 692	147 889	119 500	159 783	247 595	254 834	149 285	151 917
Total des charges	207 731	142 822	126 396	144 034	189 279	192 918	134 676	144 286
(Perte) résultat avant impôts sur le résultat	(30 039)	5 067	(6 896)	15 749	58 316	61 916	14 609	7 631
Résultat net	(31 794) \$	2 531 \$	(5 278) \$	13 195 \$	41 323 \$	42 997 \$	10 251 \$	5 172 \$
Résultat par action – de base	(0,42) \$	0,02 \$	(0,09) \$	0,17 \$	0,55 \$	0,57 \$	0,14 \$	0,08 \$
Résultat par action – dilué	(0,42) \$	0,01 \$	(0,09) \$	0,16 \$	0,49 \$	0,51 \$	0,12 \$	0,07 \$
Compte non tenu des éléments importants³								
Résultat net	2 089 \$	10 644 \$	(1 665) \$	14 125 \$	42 253 \$	45 604 \$	12 078 \$	14 191 \$
Résultat par action – de base	0,02 \$	0,12 \$	(0,05) \$	0,19 \$	0,56 \$	0,61 \$	0,16 \$	0,21 \$
Résultat par action – dilué	0,02 \$	0,11 \$	(0,05) \$	0,17 \$	0,50 \$	0,55 \$	0,15 \$	0,19 \$

¹⁾ Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants.

²⁾ Les données comprennent les résultats de Genuity depuis le 23 avril 2010, date de clôture de l'acquisition. Elles comprennent également les résultats de Canaccord Genuity Asia depuis la date de clôture du 17 janvier 2011, et ceux de Canaccord BGF depuis la date de clôture du 1^{er} novembre 2011. Les résultats opérationnels de Canaccord BGF ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de CSHP depuis le 22 mars 2012 sont également compris.

³⁾ Les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter au tableau «Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants» à la page suivante.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS ^{1,2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2012				Exercice 2011			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	177 692 \$	147 889 \$	119 500 \$	159 783 \$	247 595 \$	254 834 \$	149 285 \$	151 917 \$
Total des charges selon les IFRS	207 731	142 822	126 396	144 034	189 279	192 918	134 676	144 286
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>								
Frais connexes aux acquisitions – CSHP	(6 323)	(2 700)	—	—	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions – BGF	—	—	(1 443)	—	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions – TBG	—	—	—	—	—	(1 750)	—	—
Frais connexes aux acquisitions – Genuity	—	—	—	—	—	—	—	(10 990)
Amortissement des immobilisations incorporelles	(1 865)	(1 767)	(930)	(930)	(930)	(930)	(1 827)	(1 439)
Frais de restructuration	(27 786)	(1 292)	—	—	—	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord</i>								
Frais connexes aux acquisitions – CSHP	(4 077)	—	—	—	—	—	—	—
Frais de restructuration	(900)	—	—	—	—	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Frais connexes aux acquisitions – projets d'acquisitions abandonnés	—	—	(1 513)	—	—	—	—	—
Frais de restructuration	(275)	(5 000)	—	—	—	—	—	—
Total des éléments importants	(41 226)	(10 759)	(3 886)	(930)	(930)	(2 680)	(1 827)	(12 429)
Total des charges compte non tenu des éléments importants	166 505	132 063	122 510	143 104	188 349	190 238	132 849	131 857
Résultat avant impôts sur le résultat – ajusté	11 187	15 826	(3 010)	16 679	59 246	64 596	16 436	20 060
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat – ajusté	9 098	5 182	(1 345)	2 554	16 993	18 992	4 358	5 869
Résultat net – ajusté	2 089 \$	10 644 \$	(1 665) \$	14 125 \$	42 253 \$	45 604 \$	12 078 \$	14 191 \$
RPA – de base – ajusté	0,02 \$	0,12 \$	(0,05) \$	0,19 \$	0,56 \$	0,61 \$	0,16 \$	0,21 \$
RPA – dilué – ajusté	0,02 \$	0,11 \$	(0,05) \$	0,17 \$	0,50 \$	0,55 \$	0,15 \$	0,19 \$

¹⁾ Les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS.

²⁾ Les données comprennent les résultats de Genuity depuis le 23 avril 2010, date de clôture de l'acquisition. Elles comprennent également les résultats de Canaccord Genuity Asia depuis la date de clôture du 17 janvier 2011, et ceux de Canaccord BGF depuis la date de clôture du 1^{er} novembre 2011. Les résultats opérationnels de Canaccord BGF ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de CSHP depuis le 22 mars 2012 sont également compris.

Tendances et risques du trimestre

Les activités de Canaccord sont cycliques et peuvent connaître d'importantes variations des produits des activités ordinaires et du résultat d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs indépendants de la volonté de Canaccord, et, par conséquent, les produits des activités ordinaires et le résultat net devraient fluctuer comme ils l'ont toujours fait. Nos activités sont assujetties à la situation générale sur les marchés des obligations et des actions à l'échelle mondiale, y compris les variations saisonnières sur ces marchés. De façon générale, les marchés des capitaux nord-américains sont moins actifs dans la première moitié de notre exercice, période au cours de laquelle nous générons habituellement de 40 % à 50 % de nos produits des activités ordinaires annuels. Au cours du deuxième semestre de l'exercice, alors que l'activité reprend généralement sur les marchés, la Société génère généralement plus de la moitié de ses produits des activités ordinaires pour l'exercice.

La date de comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. Les produits tirés des transactions de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de nos activités sur les marchés des capitaux.

Malgré la vigueur des marchés qui a marqué le second semestre de l'exercice 2011, les marchés des capitaux ont encore une fois enregistré une volatilité accrue et un brusque retour de l'aversion pour le risque dans les portefeuilles des clients au cours du premier trimestre de 2012. Cela s'est traduit par une diminution de 35,5 % des produits des activités ordinaires entre le T4/11 et le T1/12. Les produits des activités ordinaires du T1/12 ont monté légèrement de 5,2 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011.

En général, Canaccord enregistre une baisse de l'activité au deuxième trimestre, et le T2/12 a été une période difficile pour le contexte économique, les incertitudes s'étant accrues en raison de la situation financière aux États-Unis et de la crise de la dette souveraine non résolue en Europe. Le T2/12 a suivi ce modèle, les produits des activités ordinaires ayant baissé d'environ 25,2 % par rapport au T1/12.

Le troisième trimestre a été caractérisé par une reprise modérée des actifs à risque, les actions mondiales ayant réagi à l'estompement de la crise financière en Europe par suite de la mise en œuvre d'une transaction de financement à long terme par la banque centrale européenne, aux statistiques économiques plus solides que prévu aux États-Unis ainsi qu'aux attentes croissantes d'un atterrissage en douceur en Chine. S'établissant à 147,9 millions \$, les produits des activités ordinaires ont donc été 23,8 % plus élevés au T3/12 qu'au T2/12, mais 42 % moins élevés qu'au T3/11, alors qu'un sommet avait été atteint, du fait des conditions de marché incertaines.

Le trimestre le plus solide de l'exercice 2012 pour Canaccord a été le quatrième trimestre, les statistiques économiques positives ayant redonné de la vigueur aux marchés des capitaux. Au cours de cette période, Canaccord a comptabilisé des produits des activités ordinaires de 177,7 millions \$, une augmentation de 20,2 % par rapport au trimestre précédent, mais un recul de 28,2 % par rapport au T4/11. Le recul par rapport au T4/11 est surtout attribuable à une baisse de 50,1 millions \$ des produits tirés du financement de sociétés et à une baisse de 10,7 millions \$ des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste.

Rendement du quatrième trimestre de 2012

Les produits des activités ordinaires pour le quatrième trimestre ont été de 177,7 millions \$, en baisse de 69,9 millions \$, ou 28,2 %, en regard de la même période de l'exercice précédent, du fait d'un recul des produits tirés du financement de sociétés, de la négociation à titre de contrepartiste et des commissions. Les produits tirés du financement de sociétés ont diminué de 50,1 millions \$ par rapport au T4/11, et les produits tirés des commissions, de 7,8 millions \$. Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont chuté de 61,2 % par rapport au T4/11 pour s'établir à 6,8 millions \$ au T4/12. Nos deux secteurs opérationnels, Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord, ont vu leurs produits des activités ordinaires diminuer respectivement de 50,7 millions \$ et 18,2 millions \$ par rapport au T4/11. Si les produits des activités ordinaires ont reculé considérablement par rapport au solide rendement du T4/11, c'est qu'il est devenu difficile, compte tenu de la conjoncture à l'exercice 2012, d'atteindre les mêmes niveaux de rendement qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cependant, la Société a constaté des améliorations, ses produits des activités ordinaires augmentant au cours du second semestre de l'exercice.

Les charges se sont établies à 207,7 millions \$, en hausse de 18,5 millions \$, ou 9,7 %, par rapport au T4/11. Cette hausse est surtout imputable aux frais de restructuration de 29,0 millions \$ et aux frais connexes aux acquisitions de 10,4 millions \$ comptabilisés au cours du T4/12. Le total des charges compte non tenu des éléments importants a été de 166,5 millions \$, soit 21,8 millions \$, ou 11,6 %, de moins qu'au T4/11.

La charge de rémunération au rendement a diminué de 23,7 millions \$ par rapport au T4/11, ce qui reflète la baisse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 8,4 points de pourcentage pour s'établir à 63,7 % au T4/12, du fait de l'accroissement de la charge au titre du RILT comptabilisée au trimestre considéré, ainsi que de la hausse des charges salariales liées à l'expansion de nos activités dans nos différentes régions géographiques. Les frais de négociation ont également fléchi de 2,4 millions \$ en raison d'une baisse du volume de négociation et du reclassement de certains frais dans les charges liés aux communications et à la technologie.

La diminution de la charge de rémunération au rendement et des frais de négociation a été annulée par une hausse de 2,2 millions \$ des charges liées aux communications et à la technologie, une augmentation de 1,7 million \$ des frais d'administration et une hausse de 1,4 million \$ de la dotation aux amortissements.

La dotation aux amortissements a augmenté de 1,4 million \$, ou 46,7 %, la Société ayant commencé à amortir les immobilisations incorporelles acquises en rapport avec son achat d'une participation de 50 % dans BGF au T3/12. Les charges liées aux communications et à la technologie se sont accrues de 2,2 millions \$ en raison des dépenses additionnelles engagées pour étendre notre infrastructure mondiale de technologie de l'information, et du reclassement mentionné ci-dessus. Les frais d'administration ont augmenté de 1,7 million \$ sous l'effet de l'augmentation des frais de promotion et de déplacement, contrebalancée par une baisse des frais de bureau.

La perte nette pour le quatrième trimestre de 2012 a été de 31,8 millions \$, comparativement à un résultat net de 41,3 millions \$ au T4/11. La perte par action diluée pour le trimestre considéré a été de 0,42 \$ comparativement à un résultat par action dilué de 0,49 \$ au T4/11. La valeur comptable par action ordinaire diluée a diminué de 6,0 %, passant de 8,79 \$ au T4/11 à 8,26 \$ au T4/12, en raison surtout d'une augmentation du nombre dilué d'actions ordinaires du fait des actions émises dans le cadre de l'acquisition de CSHP.

Les éléments importants totalisaient respectivement 41,2 millions \$ et 0,9 million \$ aux quatrième trimestres de 2012 et 2011. Compte non tenu des éléments importants, le résultat net pour le T4/12 s'est établi à 2,1 millions \$ par rapport à un résultat net de 42,3 millions \$ au T4/11, et le résultat net dilué par action a été de 0,02 \$ comparativement à un résultat net dilué par action de 0,50 \$ au T4/11.

Résultats des secteurs d'activité^{1,2}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2012				2011			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	232 306 \$	195 728 \$	30 097 \$	458 131 \$	338 520 \$	228 098 \$	31 938 \$	598 556 \$
Royaume-Uni et Europe	51 193	1 987	—	53 180	92 677	—	—	92 677
États-Unis	79 486	3 575	—	83 061	106 219	4 951	—	111 170
Autres établissements à l'étranger	10 492	—	—	10 492	1 228	—	—	1 228
Total des produits des activités ordinaires	373 477	201 290	30 097	604 864	538 644	233 049	31 938	803 631
Charges	375 144	166 465	79 374	620 983	391 082	184 313	85 764	661 159
Résultat avant impôts sur le résultat	(1 667) \$	34 825 \$	(49 277) \$	(16 119) \$	147 562 \$	48 736 \$	(53 826) \$	142 472 \$
Compte non tenu des éléments importants ³								
Charges	330 108	161 488	72 586	564 182	373 216	184 313	85 764	643 293
Résultat avant impôts sur le résultat	43 369 \$	39 802 \$	(42 489) \$	40 682 \$	165 428 \$	48 736 \$	(53 826) \$	160 338 \$
Nombre d'employés	1 090	960	378	2 428	627	684	373	1 684

¹⁾ Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres compte non tenu des éléments importants et le nombre d'employés. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 20 des états financiers consolidés audités, page 113.

²⁾ Les données sur Canaccord Genuity comprennent les résultats de Genuity depuis le 23 avril 2010, date de clôture de l'acquisition. Elles comprennent également les résultats de Canaccord Genuity Asia depuis la date de clôture du 17 janvier 2011, et ceux de Canaccord BGF depuis la date de clôture du 1^{er} novembre 2011. Les résultats opérationnels de Canaccord BGF ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de CSHP depuis le 22 mars 2012 sont également compris.

³⁾ Se reporter au tableau intitulé «Principales informations financières compte non tenu des éléments importants» à la page 32.

Les activités de Canaccord sont divisées en trois secteurs : Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord sont les principaux secteurs opérationnels, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

Le secteur Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, des services de recherche et des services de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans d'autres établissements à l'étranger. Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity proviennent des commissions et des honoraires tirés des transactions de financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des profits et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités de négociation internationales de Canaccord. Pour l'exercice 2012, le total des produits des activités ordinaires a atteint 373,5 millions \$, en baisse de 165,2 millions \$, ou 30,7 %, par rapport à l'exercice record que nous avons connu en 2011. À l'exercice 2012, les charges de Canaccord Genuity ont atteint 375,1 millions \$, en baisse de 15,9 millions \$, ou 4,1 %, par rapport à l'exercice 2011. Compte non tenu des éléments importants, les charges ont été de 330,1 millions \$, en baisse de 43,1 millions \$, ou 11,6 %, par rapport à l'exercice 2011.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord offre des services de courtage et des conseils en placement aux particuliers surtout au Canada et, dans une moindre mesure, aux États-Unis. Par suite de l'acquisition de CSHP, nos activités de Gestion de patrimoine Canaccord ont commencé à s'étendre au Royaume-Uni et en Europe le 22 mars 2012. Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers pour des transactions de financement de sociétés et des transactions mettant en jeu du capital de risque de particuliers. Pour l'exercice 2012, le total des produits

des activités ordinaires a atteint 201,3 millions \$, en baisse de 13,6 % par rapport à l'exercice précédent. Le total des charges de Gestion de patrimoine Canaccord pour l'exercice 2012 s'est élevé à 166,5 millions \$, en baisse de 9,7 % par rapport à l'exercice 2011.

Le secteur Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables aux divisions Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de Canaccord, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives. Pour l'exercice 2012, les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres se sont élevés à 30,1 millions \$, en baisse de 5,8 %. Les charges ont également diminué de 7,5 % pour s'établir à 79,4 millions \$ pour l'exercice considéré par rapport à l'exercice 2011.

CANACCORD GENUITY

Vue d'ensemble

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity proviennent des commissions et des honoraires tirés des transactions de financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation ainsi que des profits et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités de négociation internationales de Canaccord. Par conséquent, ces produits des activités ordinaires sont directement touchés par le niveau des activités des entreprises et des institutions, la situation économique générale, la conjoncture du marché et le contexte commercial au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis et à l'échelle internationale.

Les produits des activités ordinaires de ce secteur proviennent de quatre régions géographiques : le Canada, le Royaume-Uni et l'Europe, les États-Unis et d'autres établissements à l'étranger. Canaccord Genuity possède 24 établissements dans le monde entier, dont 20 établissements à l'extérieur du Canada. L'expansion des activités de Canaccord Genuity au Royaume-Uni grâce à l'acquisition de CSHP a établi solidement la Société parmi les premières banques d'investissement indépendantes dans ce marché. Au 31 mars 2012, Canaccord Genuity se classait au deuxième rang des banques d'investissement au Royaume-Uni quant au nombre de clients de courtage¹. De plus, Canaccord Genuity a établi au Royaume-Uni et en Europe un groupe de consultation très apprécié, qui exerce maintenant sous le nom de Canaccord Genuity Hawkpoint et compte des bureaux à Londres, Paris et Francfort. Au cours de l'exercice 2012, Canaccord a également développé ses activités mondiales en ouvrant de nouveaux bureaux à Singapour (en faisant l'acquisition de CSHP), et à Hong Kong, Melbourne et Sydney (en acquérant une participation de 50 % dans Canaccord BGF).

L'activité sur les marchés des capitaux a considérablement diminué à l'exercice 2012 par rapport à l'exercice 2011, en raison notamment des conditions macroéconomiques difficiles et de la volatilité des marchés des capitaux. Malgré ce contexte difficile, Canaccord Genuity a participé à 362 transactions à l'échelle mondiale pour des clients, qui lui ont permis de mobiliser un produit brut de 7,6 milliards \$. Sur ce nombre, Canaccord Genuity a été chef de file ou co-chef de file de 107 transactions à l'échelle mondiale, mobilisant un produit total 3,2 milliards \$.

La diversification sectorielle de Canaccord Genuity demeure une partie intégrante de la stratégie de la Société. Les produits tirés des ressources ont représenté 50 % du total des produits tirés du financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2012 contre 72 % à l'exercice 2011. À des fins de comparaison, les transactions liées aux ressources ont représenté 30 % du total des transactions de financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2012, contre 47 % à l'exercice 2011. Canaccord a amélioré sa diversification sectorielle en faisant l'acquisition de CSHP, apportant ainsi une force additionnelle dans des secteurs autres que de ressources.

Au cours de l'exercice 2012, Canaccord Genuity a étendu sa couverture de recherche et accru ses activités de financement de sociétés afin d'y inclure un plus grand nombre de sociétés dans les secteurs suivants :

- Mines et métaux
- Énergie
- Agriculture
- Technologie
- Technologies propres et développement durable
- Transport et produits industriels
- Produits financiers
- Soins de santé et sciences de la vie
- Immobilier et hôtellerie
- Produits de consommation et de détail
- Services de soutien
- Médias et communications
- Papier et produits forestiers
- Infrastructures
- Fiducies de placement
- Aérospatiale et matériel de défense
- Loisirs
- Placement privé

¹) Source : Hemscott

Profil de l'industrie

Canaccord Genuity est active dans les actions inscrites ou cotées sur dix Bourses à l'échelle internationale – la Bourse de Toronto (TSX), la Bourse de croissance TSX, la Bourse de Londres (LSE), l'AIM, le NASDAQ, la Bourse de New York (NYSE), l'AMEX, l'ASX, la SGX et la SGX Catalyst. Notre expertise sur ces marchés nous permet de baisser les coûts des capitaux, d'augmenter le nombre d'actionnaires et d'offrir une meilleure exécution et une plus grande liquidité à nos clients. Pour l'exercice 2012, les valeurs de financement ont diminué à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX, sur le NASDAQ et à l'AIM par rapport à l'exercice précédent.

Le regroupement continue d'être un thème dominant du secteur des services financiers, qui connaît une activité soutenue des fusions et acquisitions. Les banques d'investissement mondiales et indépendantes de grande envergure ont mis l'accent sur les activités internationales et l'expansion sur de nouveaux marchés, car elles ont trouvé des possibilités d'expansion à des prix raisonnables du fait de la perturbation continue des marchés et de la pression que cela a créée sur les petites sociétés de courtage spécialisées. De nombreuses petites sociétés offrant des services de financement de sociétés spécialisés ont adopté la stratégie opposée (défensive), choisissant de recentrer leurs efforts sur les activités de base en fermant ou en vendant des activités en marge de leur principale offre de services et de leur marché cible.

Perspectives

Canaccord Genuity demeure très bien positionnée dans bon nombre des principaux marchés de la Société. L'acquisition de CSHP a permis à Canaccord Genuity d'étendre considérablement la portée de ses activités au Royaume-Uni et aux États-Unis et d'ouvrir de nouveaux bureaux à Singapour et en Europe continentale. Au cours de l'exercice à venir, la direction veillera principalement à s'assurer du succès des nouvelles activités de Canaccord Genuity et à tirer parti de l'accroissement des capacités transfrontalières et des relations clients attribuable à notre nouvelle portée géographique. Au cours de l'exercice 2013, la Société pourrait être à l'affût d'occasions d'ajouter de petites équipes dans des marchés verticaux précis ou des gammes de services clés afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

Selon nous, il existe des possibilités exceptionnelles d'augmenter les produits tirés de nos activités de consultation grâce à nos capacités de services-conseils élargies. La Société est extrêmement bien capitalisée. Lorsque l'économie mondiale et, en particulier, celle de la zone euro retrouveront une stabilité relative, nous prévoyons que l'activité de fusions et acquisitions et de développement commercial reprendra.

Si les activités mondiales de mobilisation de capitaux continuent de tourner au ralenti, nous nous attendons à ce que les plus grandes banques d'investissement continuent de s'intéresser au marché intermédiaire, de sorte que le secteur fera face à une intensification de la concurrence à l'égard des sociétés de ce marché pendant le ralentissement du marché. Selon nous, la plateforme mondiale de Canaccord Genuity et sa capacité d'inscrire des sociétés à la cote de dix Bourses dans six pays procureront un avantage concurrentiel à l'entreprise par rapport à quantité de sociétés axées sur le marché national auxquelles nous livrons concurrence.

Le virage persistant vers les systèmes de négociation électroniques et l'accroissement des activités de négociation sur des plateformes parallèles devraient permettre de soutirer une certaine part du marché des activités de négociation aux principales Bourses. Canaccord Genuity offre activement des services de négociation sur de nombreux systèmes de négociation parallèles et a récemment accru ses capacités de vente et de négociation grâce à l'acquisition de CSHP et à l'ajout du groupe des actions internationales, une équipe expérimentée qui offre des services de négociation d'actions internationales et de CAAÉ aux institutions et aux intermédiaires.

Canaccord ne s'attend pas à ce que l'une des réformes de la réglementation proposées par les organismes de réglementation des États-Unis et du Royaume-Uni ait une incidence importante sur ses activités sur les marchés des capitaux, puisque la majorité des réformes proposées visent des activités de négociation auxquelles Canaccord ne se livre pas. La Société continuera de surveiller étroitement l'évolution du contexte réglementaire des marchés des capitaux.

Canaccord Genuity est toujours déterminée à exercer ses activités aussi efficacement que possible pour soutenir sa plateforme mondiale pendant les périodes de ralentissement de l'activité sur les marchés des capitaux. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette dernière continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts opérationnels à long terme.

L'équipe de direction croit que les investissements réalisés par Canaccord au cours des deux derniers exercices pour étendre la présence de la Société dans le monde et élargir son offre de services l'ont très bien positionnée en vue d'une éventuelle reprise du marché.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2012					2011				
	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établisse- ments à l'étranger	Total	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établisse- ments à l'étranger	Total
Produits des activités ordinaires	232 306 \$	51 193 \$	79 486 \$	10 492 \$	373 477 \$	338 520 \$	92 677 \$	106 219 \$	1 228 \$	538 644 \$
Charges										
Rémunération au rendement	109 180	33 481	46 319	5 425	194 405	145 955	47 917	57 339	109	251 320
Charges salariales	5 465	5 471	4 572	2 308	17 816	5 760	5 048	4 921	653	16 382
Autres charges indirectes	54 567	25 358	33 872	9 582	123 379	54 699	25 583	29 575	783	110 640
Frais connexes aux acquisitions	4 143	5 886	437	—	10 466	12 740	—	—	—	12 740
Frais de restructuration	7 452	18 460	3 166	—	29 078	—	—	—	—	—
Total des charges	180 807	88 656	88 366	17 315	375 144	219 154	78 548	91 835	1 545	391 082
(Perte) résultat avant impôts sur le résultat ³	51 499 \$	(37 463) \$	(8 880) \$	(6 823) \$	(1 667) \$	119 366 \$	14 129 \$	14 384 \$	(317) \$	147 562 \$
Compte non tenu des éléments importants⁴										
Total des charges	165 492	64 310	84 763	15 543	330 108	201 288	78 548	91 835	1 545	373 216
(Perte) résultat avant impôts sur le résultat (recouvrement)	66 814 \$	(13 117) \$	(5 277) \$	(5 051) \$	43 369 \$	137 232 \$	14 129 \$	14 384 \$	(317) \$	165 428 \$
Nombre d'employés	247	461	302	80	1 090	268	143	175	41	627

¹⁾ Les données sont considérées comme étant conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants et du nombre d'employés.

²⁾ Les données du Canada incluent les résultats de Genuity depuis le 23 avril 2010, date de clôture de l'acquisition. Les résultats de TBG depuis la date de clôture de l'acquisition du 17 janvier 2011 sont inclus dans les autres établissements à l'étranger. Les résultats opérationnels de Canaccord BGF ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de CSHP depuis le 22 mars 2012 sont également inclus.

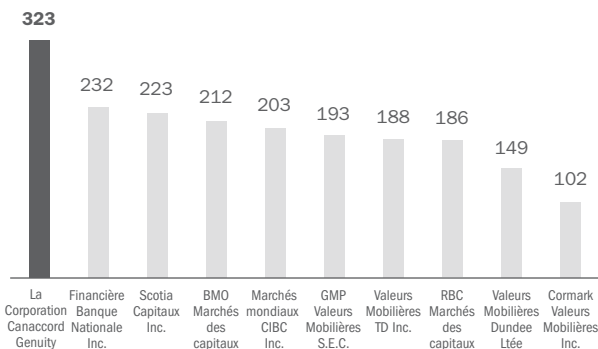
³⁾ Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés» à la page 52.

⁴⁾ Se reporter au tableau intitulé «Principales informations financières compte non tenu des éléments importants» à la page 32.

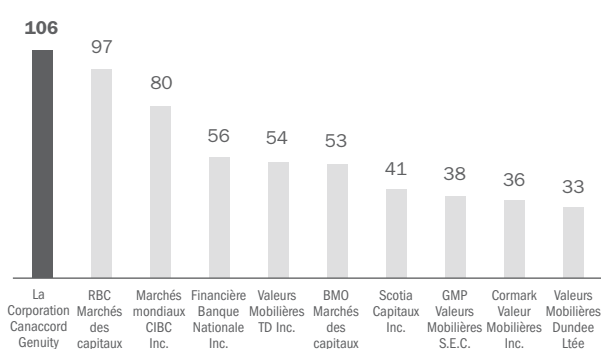
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les marchés des capitaux ont souffert des incertitudes qui ont plané sur l'économie mondiale au cours de l'exercice 2012. Cela a entraîné une diminution globale des produits des activités ordinaires dans notre secteur Canaccord Genuity. Pour l'exercice 2012, les produits des activités ordinaires se sont établis à 373,5 millions \$, soit 165,2 millions \$, ou 30,7 %, de moins qu'en 2011, exercice record.

PARTICIPATION EN NOMBRE DE TRANSACTIONS – PLACEMENTS D’ACTIONS DE 1,5 MILLION \$ ET PLUS AU COURS DE L’EXERCICE 2012¹



NOMBRE DE TRANSACTIONS EN TANT QUE CHEF DE FILE – PLACEMENTS D’ACTIONS DE 1,5 MILLION \$ ET PLUS AU COURS DE L’EXERCICE 2012¹



¹⁾ Les transactions de Canaccord incluent les transactions exécutées dans le cadre de ses activités aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans d’autres établissements à l’étranger.
Source : FP Infomart au 31 mars 2012 et données de la Société

Les activités sur les marchés des capitaux ont fléchi de façon importante dans nos activités au Canada au cours de l’exercice 2012, en raison surtout du rythme modéré des activités de prise ferme attribuable à la volatilité des marchés, ce qui a entraîné une baisse des produits des activités ordinaires de 31,4 %. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités au Royaume-Uni et en Europe et aux États-Unis ont chuté respectivement de 44,8 % et 25,2 %, en raison des grandes incertitudes économiques soulevées notamment par la dette souveraine, dans ces régions géographiques. Les produits des activités ordinaires tirés des autres établissements à l’étranger ont représenté 2,8 % ou 10,5 millions \$ du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity, en hausse de 2,6 points de pourcentage par rapport à 0,2 % ou 1,2 million \$ à l’exercice 2011 grâce à l’expansion mondiale de la Société en Asie et en Australie.

Activités de financement de sociétés

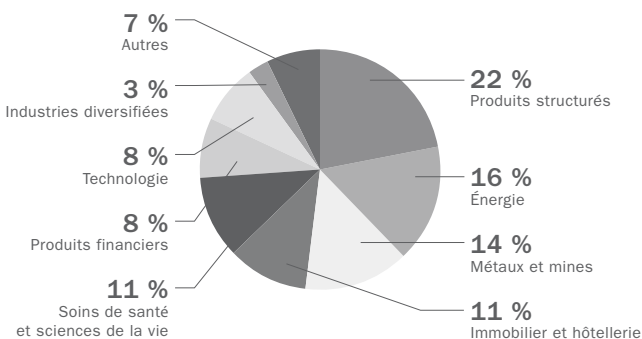
Au cours de l’exercice 2012, Canaccord a participé à un total de 323 placements en actions de 1,5 million \$ et plus, exclusion faite du capital de risque, représentant un capital de 6,8 milliards \$. Au cours de l’exercice 2012, Canaccord Genuity a davantage diversifié ses secteurs, plus de 50 % des transactions se produisant dans les secteurs des produits structurés, de la technologie, des sciences de la vie, des produits financiers, de l’immobilier, des industries diversifiées et d’autres secteurs. Les secteurs des métaux et mines et de l’énergie, traditionnellement les plus solides de Canaccord, ont constitué près de 30 % des transactions de financement de sociétés auxquelles la Société a participé, et ont généré près de 50 % des produits tirés du financement de sociétés.

Tout au long de l’exercice 2012, Canaccord a considérablement élargi son groupe d’activités de financement en étendant ses activités au Royaume-Uni et aux États-Unis, et en ouvrant de nouveaux établissements en Europe, à Hong Kong, en Australie et à Singapour. Le groupe de financement de sociétés de Canaccord Genuity mène maintenant des activités de mobilisation de capitaux dans 19 villes de par le monde et a diversifié ses secteurs cibles pour y inclure l’aérospatiale et le matériel de défense, les loisirs et les placements privés.

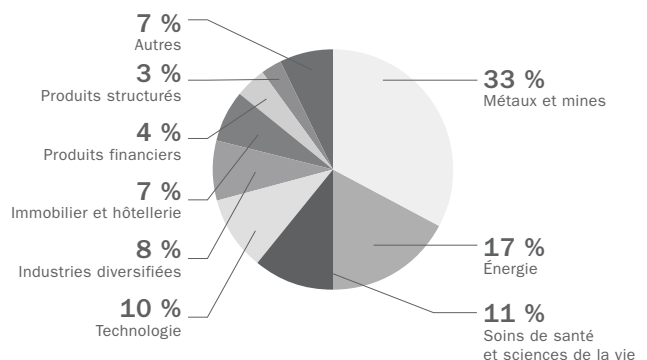
CANACCORD GENUITY – VUE D’ENSEMBLE

(Note : Les autres secteurs comprennent les infrastructures, les produits de consommation et de détail, les technologies propres et le développement durable, les médias et les communications, les fiducies de placement, les services de soutien, l’agriculture et le transport et les produits industriels)

Transactions de financement de sociétés par secteur



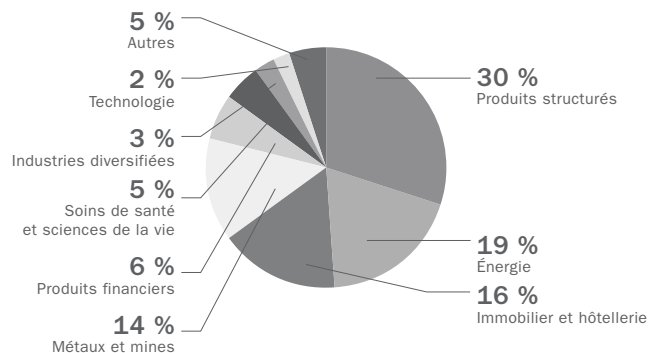
Produits tirés du financement de sociétés par secteur



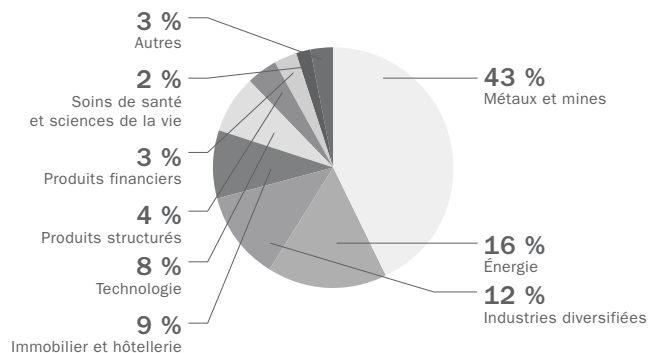
CANACCORD GENUITY – CANADA

(Note : Les autres secteurs comprennent les médias et les communications, les services de soutien, les produits de consommation et de détail, l'agriculture, le transport et les produits industriels, les fiducies de placement, les infrastructures et les technologies propres et le développement durable)

Transactions de financement de sociétés par secteur



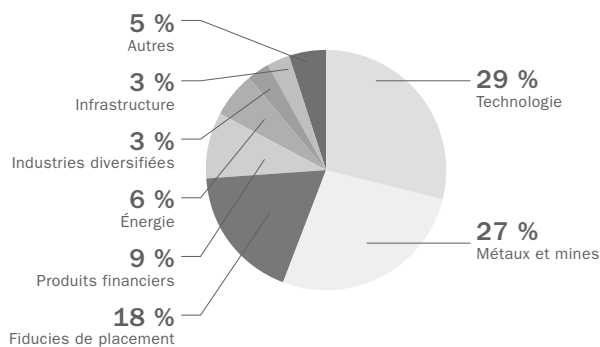
Produits tirés du financement de sociétés par secteur



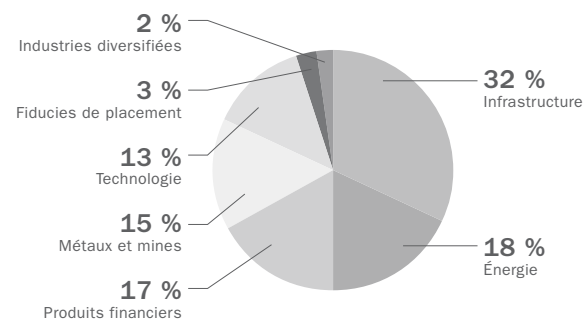
CANACCORD GENUITY – ROYAUME-UNI ET EUROPE

(Note : Les autres secteurs comprennent les services de soutien, les soins de santé et les sciences de la vie et les infrastructures)

Transactions de financement de sociétés par secteur

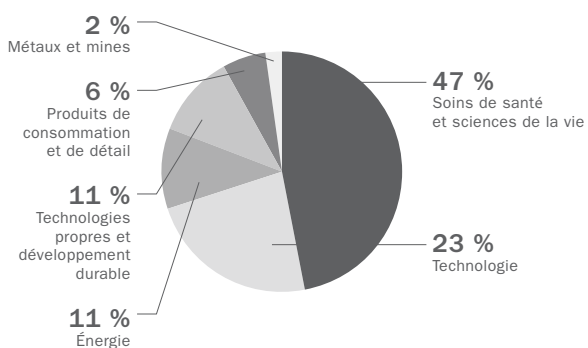


Produits tirés du financement de sociétés par secteur

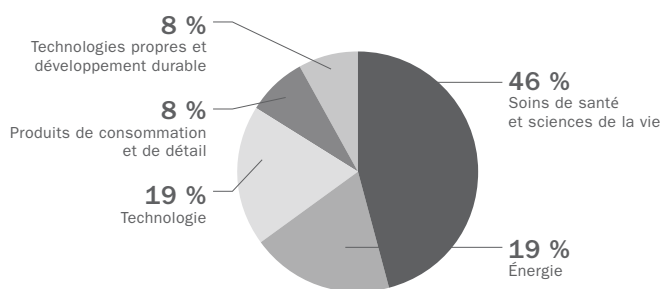


CANACCORD GENUITY – ÉTATS-UNIS

Transactions de financement de sociétés par secteur



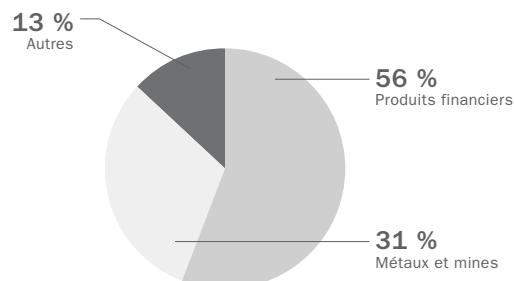
Produits tirés du financement de sociétés par secteur



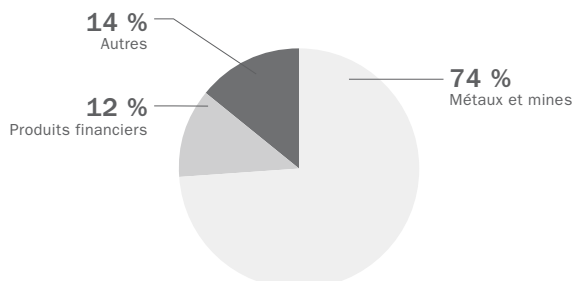
CANACCORD GENUITY – AUTRES ÉTABLISSEMENTS À L'ÉTRANGER

(Note : Les autres secteurs comprennent les soins de santé et les sciences de la vie, l'énergie, les produits de consommation et de détail et les industries diversifiées)

Transactions de financement de sociétés par secteur



Produits tirés du financement de sociétés par secteur



PLACEMENTS EN ACTIONS DE 1,5 MILLION \$ ET PLUS AUXQUELS CANACCORD A PARTICIPÉ

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliards \$ CA, sauf le nombre de transactions)

Marché	2012		2011	
	Nombre de transactions	Valeur totale des transactions	Nombre de transactions	Valeur totale des transactions
Canada	274	2,4 \$	352	3,4 \$
Royaume-Uni et Europe	11	0,7	13	1,7
États-Unis	38	3,7	61	6,0
Total	323	6,8 \$	426	11,1 \$

Sources : Financial Post Data Group et sources de la Société

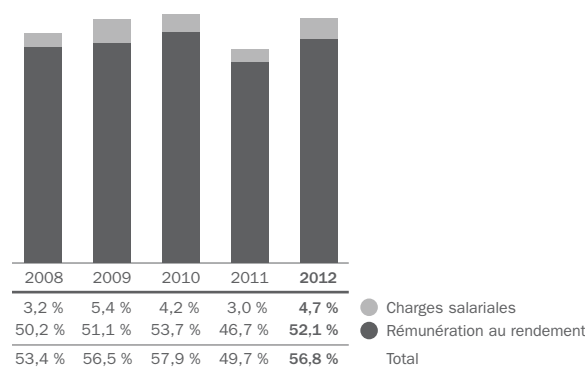
CHARGES

Les charges pour l'exercice 2012 se sont élevées à 375,1 millions \$, en baisse de 4,1 % par rapport à l'exercice précédent. Le secteur Canaccord Genuity a comptabilisé des éléments importants totalisant 45,0 millions \$, comprenant des frais de restructuration et des éléments de la charge liée aux acquisitions relativement à son acquisition de CSHP et d'une participation de 50 % dans BGF. À l'exercice précédent, Canaccord Genuity a comptabilisé un montant de 17,9 millions \$ d'éléments importants liés à l'acquisition de Genuity et de TBG et à l'amortissement d'immobilisations incorporelles. Compte non tenu des éléments importants, le total des charges s'est établi à 330,1 millions \$ à l'exercice 2012, en baisse de 43,1 millions \$, ou 11,6 %, par rapport à l'exercice 2011.

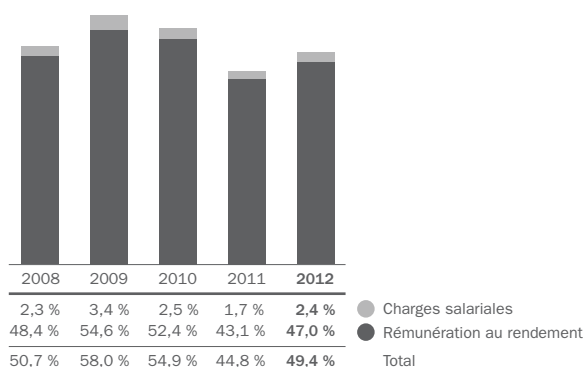
Rémunération au rendement et charges salariales

À l'exercice 2012, la charge de rémunération au rendement a diminué de 56,9 millions \$, ou 22,6 %, par rapport à l'exercice 2011, conséquence de la baisse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement, en pourcentage des produits des activités ordinaires, a été de 52,1 %, soit une hausse de 5,4 points de pourcentage par rapport à l'exercice 2011, attribuable à l'augmentation de la charge au titre du RILT engagée au cours de l'exercice considéré, liée à l'amortissement des attributions octroyées au cours des périodes précédentes. Les charges salariales pour l'exercice 2012 ont augmenté de 1,4 million \$, ou 8,8 %, par rapport à l'exercice 2011 en raison de notre expansion mondiale en Asie et en Australie. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 7,1 points de pourcentage pour s'établir à 56,8 %.

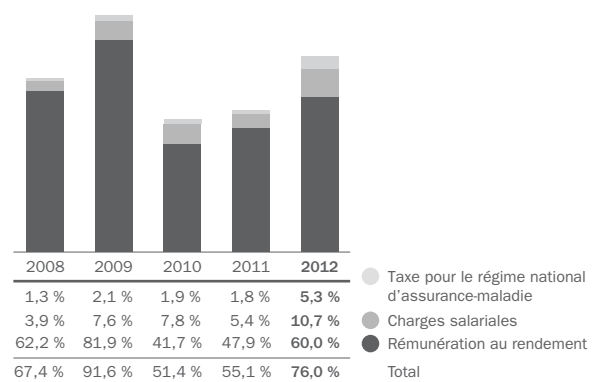
RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE



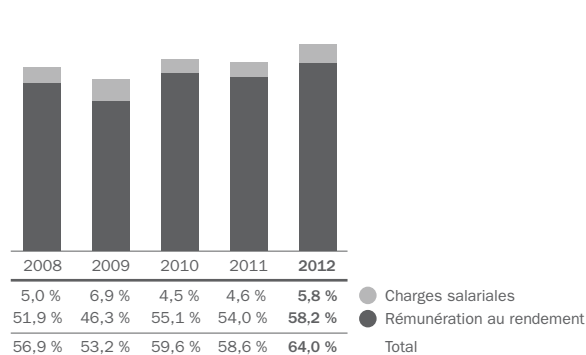
RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – CANADA



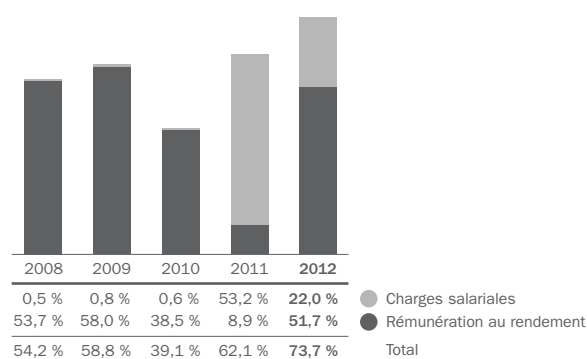
RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – ROYAUME-UNI ET EUROPE



RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – ÉTATS-UNIS



RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – AUTRES ÉTABLISSEMENTS À L'ÉTRANGER



Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes compte non tenu des éléments importants ont été de 117,9 millions \$, en hausse de 12,4 millions \$. La plus grande fluctuation des autres charges indirectes est attribuable à une augmentation des frais d'administration de 4,6 millions \$. Les éléments suivants sont responsables en grande partie de la variation des autres charges indirectes : une augmentation de 2,3 millions \$ des frais liés aux locaux et au matériel, une hausse de 2,0 millions \$ des frais liés aux communications et à la technologie et un accroissement de 2,0 millions \$ de la charge d'intérêts.

Les frais d'administration ont augmenté de 4,6 millions \$, ou 13,1 %, au cours de l'exercice 2012. Cette augmentation est en partie imputable à une hausse de 1,8 million \$ dans nos autres établissements à l'étranger, résultat de l'expansion de nos activités en Asie et en Australie, ainsi qu'à l'accroissement des frais d'administration engagés dans nos entités CSHP nouvellement acquises. La charge liée aux réserves pour les soldes non garantis a également augmenté de 0,9 million \$ dans nos activités au Royaume-Uni et en Europe. Enfin, les frais de promotion et de déplacement ont augmenté de 0,7 million \$ dans notre secteur d'activité Canaccord Genuity aux États-Unis.

Comme il fallait des locaux pour bureaux additionnels pour soutenir la croissance du secteur Canaccord Genuity, nous avons attribué des locaux existants du secteur Non sectoriel et fait l'acquisition de nouveaux locaux pour nos activités au Canada et aux États-Unis, entraînant une hausse de 2,3 millions \$ des frais liés aux locaux et au matériel. Les frais liés aux communications et à la technologie ont augmenté de 2,0 millions \$ par rapport à l'exercice précédent en raison du reclassement de certaines charges auparavant incluses dans les frais de négociation, ainsi que des dépenses accrues pour étendre notre plateforme mondiale. La recrudescence des activités du groupe Revenu fixe a entraîné une hausse de la charge d'intérêts de 2,0 millions \$, qui s'est établie à 8,0 millions \$ à l'exercice 2012 par rapport à l'exercice précédent, compensée par l'augmentation des produits d'intérêts.

Les éléments importants comprennent les frais de restructuration, les frais connexes aux acquisitions et l'amortissement des immobilisations incorporelles lié aux acquisitions de Genuity et d'une participation de 50 % dans BGF. À l'exercice 2012, la Société a engagé des frais de restructuration de 29,1 millions \$ liés à l'acquisition de CSHP et à la restructuration des activités de négociation et autres activités au Canada. Des frais connexes aux acquisitions de 10,5 millions \$ ont également été comptabilisés relativement à l'acquisition de CSHP et d'une participation de 50 % dans BGF. De plus, la Société a comptabilisé 5,5 millions \$ au titre de l'amortissement d'immobilisations incorporelles.

RÉSULTAT AVANT IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT ET FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

À l'exercice 2012, la perte avant impôts sur le résultat et frais intersectoriels imputés s'est élevée à 1,7 million \$ par rapport à un résultat avant impôts sur le résultat et frais intersectoriels imputés de 147,6 millions \$ à l'exercice 2011. Compte non tenu des éléments importants, le résultat avant impôts sur le résultat et frais intersectoriels imputés a été de 43,4 millions \$ comparativement à 165,4 millions \$ à l'exercice 2011. Les conditions de marché difficiles à l'exercice 2012, conjuguées aux éléments importants qui comprennent les frais de restructuration et la charge liée aux acquisitions, ont donné lieu à une perte nette à l'exercice 2012.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD

Vue d'ensemble

La division de gestion de patrimoine Canaccord offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement pour des transactions de financement de sociétés et des transactions mettant en jeu du capital de risque. Canaccord a maintenant des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe.

Au cours des deux derniers exercices, la Société a mis en œuvre plusieurs initiatives dans le cadre de son plan stratégique quinquennal visant à mieux faire correspondre les solutions et les services de placement offerts par son secteur Gestion de patrimoine au Canada aux besoins et préférences en constante évolution des investisseurs canadiens. Ces initiatives comprenaient le lancement des portefeuilles FNB, la poursuite des programmes de formation des conseillers en placement et l'amélioration de bon nombre de nos solutions de courtage de détail. La Société est déterminée à consacrer les fonds nécessaires pour attirer et maintenir en poste des conseillers en placement chevronnés qui offriront des solutions financières complètes aux investisseurs canadiens. La Société investit également dans la formation de nouveaux conseillers grâce au programme de formation de nouveaux conseillers.

Au Canada, Gestion de patrimoine Canaccord a réussi à étendre ses activités au moyen de la plateforme de GPI. Cette plateforme permet aux conseillers en placement de mener leurs activités sous la bannière Gestion de patrimoine Canaccord et d'avoir pleinement accès au soutien d'arrière-guichet, aux services de soutien à la conformité et aux produits et services de Canaccord, tout en conservant leur statut de mandataires indépendants de la Société. Grâce à ce modèle d'affaires, les conseillers en placement peuvent gérer leurs affaires courantes plus librement et transférer les dépenses courantes, les risques et la gestion d'une succursale en exploitation à l'équipe de conseillers de la plateforme de GPI. Au cours de l'exercice 2012, la Société a ajouté cinq nouvelles succursales à la plateforme de GPI, a fermé trois bureaux utilisant cette plateforme et a converti deux succursales de la Société à cette plateforme. Gestion de patrimoine Canaccord compte maintenant 36 succursales au Canada, dont 23 sont converties à la plateforme de GPI.

Canaccord a étendu ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe (Collins Stewart Wealth Management, aussi connue sous le nom CSWM) en faisant l'acquisition de CSHP, qui compte cinq bureaux situés au Royaume-Uni, aux Îles de la Manche, à l'île de Man et en Suisse. Collins Stewart Wealth Management devrait être renommée Gestion de patrimoine Canaccord au cours de l'exercice 2013. Les produits des activités ordinaires générés par Collins Stewart Wealth Management proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille. L'entreprise a une proportion plus élevée de produits tirés des honoraires que les activités de gestion de patrimoine de Canaccord au Canada, et dessert des clients au Royaume-Uni et hors du Royaume-Uni. Collins Stewart Wealth Management offre à ses clients des options de placement, qu'il s'agisse de produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris 12 fonds gérés par les gestionnaires de portefeuille Collins Stewart.

Profil de l'industrie

Des préoccupations macroéconomiques persistantes ont miné la confiance des épargnants durant l'exercice financier de Canaccord. La reprise des marchés au début de 2011 a suscité une chute abrupte des volumes et du rendement des marchés à l'été de 2012. Les activités de détail sont demeurées au ralenti pendant le reste de l'année civile 2011 et au début de 2012.

Au Canada, le contexte de recrutement de conseillers en placement chevronnés demeure très concurrentiel, certains participants aux marchés proposant aux candidats des offres historiquement élevées pour prendre de l'envergure ou étendre leurs canaux de distribution de fonds exclusifs. Les marges des sociétés de gestion de patrimoine au Canada continuent de se resserrer, les volumes demeurant bas par rapport aux exercices précédents. Par conséquent, le regroupement est demeuré un thème dominant au cours de 2011, deux concurrents en gestion de patrimoine ayant été acquis par d'autres participants au marché.

La croissance des comptes assortis d'honoraires se poursuit partout dans le secteur, les clients choisissant de tirer parti des comptes à frais fixes et les sociétés préférant produire des sources de revenus plus constantes. Au Canada, les produits tirés des honoraires ont dépassé les 3,3 milliards \$ pendant l'année civile 2011, une hausse de 14 % par rapport au sommet record de l'année précédente.

Au Royaume-Uni, on prévoit que le fardeau réglementaire de plus en plus lourd fera en sorte que de nombreuses sociétés de gestion de patrimoine plus petites fusionneront ou se feront acheter par des sociétés plus grandes. Une vague de regroupements est attendue au cours des prochaines années dans le secteur de la gestion de patrimoine au Royaume-Uni. Ce secteur très fragmenté vise le regroupement pour assurer sa réussite face aux nouvelles exigences en matière de conformité.

Perspectives

La division de gestion de patrimoine de Canaccord s'est considérablement élargie par suite de l'acquisition de CSHP, grâce à l'ajout d'une société britannique de gestion de patrimoine solide et toujours rentable (CSWM). Les activités tarifées récurrentes représentant plus de 50 % des produits des activités ordinaires, les sources de revenus générées par les activités de gestion de patrimoine de Canaccord au Royaume-Uni et en Europe devraient contribuer à améliorer la stabilité du rendement global de la division.

Les priorités de la direction à l'égard de la division de gestion de patrimoine seront de poursuivre l'intégration des plateformes des entreprises canadienne et britannique de gestion de patrimoine afin de tirer parti des synergies relatives aux coûts et aux produits des activités ordinaires, d'investir dans l'infrastructure de TI de la division afin de soutenir la croissance prévue des actifs et des comptes de clients, ainsi que d'affermir le rendement de l'entreprise canadienne.

Canaccord prévoit que des occasions de croissance des actifs et de la clientèle de CSWM se présenteront au cours des prochaines années, car les exigences réglementaires de plus en plus lourdes dans le secteur de la gestion de patrimoine au Royaume-Uni deviendront économiquement intenable pour les plus petits participants. On s'attend à une consolidation globale du secteur, par suite de laquelle des sociétés de gestion de patrimoine moins nombreuses mais de plus grande envergure se livreront concurrence pour la prestation de services dans ce marché.

Au Canada, la priorité de Canaccord demeurera l'exploitation d'une plateforme de gestion de patrimoine rentable et de haute qualité, plutôt que l'expansion massive de l'entreprise. Nous nous attendons à ce que le recrutement demeure très difficile dans le marché canadien; c'est pourquoi nous recentrons nos efforts sur la formation de conseillers compétents en interne grâce au lancement du programme de formation de nouveaux conseillers amélioré. Ce programme vise à former de nouveaux conseillers en placement qui souhaitent vivement participer au secteur de la gestion de patrimoine et qui ont des compétences complémentaires, mais qui proviennent d'autres champs d'expertise.

La technologie jouant un rôle de plus en plus important dans ce secteur, nous nous employons aussi à activement revoir et élargir la stratégie numérique de Canaccord afin de mieux communiquer avec nos clients de gestion de patrimoine. Des investissements et initiatives visant à fournir plus de renseignements aux investisseurs en ligne, de même qu'à améliorer les moyens d'interaction entre nos conseillers et leurs clients, sont actuellement en cours.

En plus de ses activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, la Société prévoit aussi étendre considérablement Canaccord BGF, entreprise de gestion de patrimoine spécialisée qui exerce ses activités en Australie et à Hong Kong, au moyen du recrutement ciblé et de l'accroissement des produits et services en matière de gestion de patrimoine dans ce marché.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG – Canada et Royaume-Uni et Europe, qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'équipes de conseillers, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)

	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2012	2011	Variation 2012/2011	
Produits des activités ordinaires	201 290 \$	233 049 \$	(31 759) \$	(13,6) %
Charges				
Rémunération au rendement	101 364	116 264	(14 900)	(12,8) %
Charges salariales	15 437	17 865	(2 428)	(13,6) %
Autres charges indirectes	44 687	50 184	(5 497)	(11,0) %
Frais de restructuration	900	—	900	négl.
Frais connexes aux acquisitions	4 077	—	4 077	négl.
Total des charges	166 465	184 313	(17 848)	(9,7) %
Résultat avant impôts sur le résultat ³	34 825 \$	48 736 \$	(13 911) \$	(28,5) %
ASG – Canada (discrétionnaires) ⁴	677	546	131	24,0 %
ASA – Canada ⁵	14 828	16 985	(2 157)	(12,7) %
ASG – Royaume-Uni et Europe ⁶	13 087	—	13 087	négl.
Total	27 915	16 985	10 930	64,4 %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	280	271	9	3,3 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds –				
Royaume-Uni et Europe	106	—	106	négl.
Nombre d'employés	960	684	276	40,4 %
Compte non tenu des éléments importants				
Total des charges	161 488	184 313	(22 825)	(12,4) %
Résultat avant impôts sur le résultat	39 802	48 736	(8 934)	(18,3) %

¹⁾ Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASA, des ASG, du nombre d'équipes de conseillers, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et du nombre d'employés.

²⁾ Comprend les activités de Gestion de patrimoine Canaccord au Canada et au Royaume-Uni et en Europe. Les résultats opérationnels des anciennes activités de Collins Stewart Wealth Management depuis le 22 mars 2012 sont également compris.

³⁾ Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés» à la page 52.

⁴⁾ Les ASG au Canada sont les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CC et Compte géré CC.

⁵⁾ Les ASA au Canada représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont administrés par Canaccord et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires.

⁶⁾ Les ASA au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par Canaccord qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

négl. : négligeable

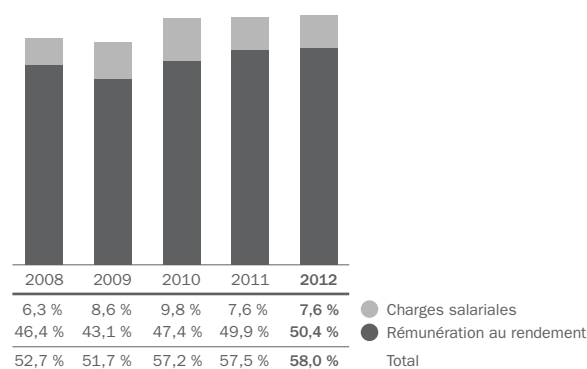
À l'exercice 2012, les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord se sont établis à 201,3 millions \$, en baisse de 13,6 % ou 31,8 millions \$ par rapport à l'exercice 2011. Cette baisse est attribuable à des diminutions des produits tirés des commissions de 18,8 millions \$ et des produits tirés du financement de sociétés de 16,1 millions \$, le tout contrebalancé par une augmentation des produits d'intérêts de 2,4 millions \$ et des produits divers de 2,3 millions \$.

Au 31 mars 2012, les ASA au Canada ont reculé de 12,7 % pour s'établir à 14,8 milliards \$, en raison essentiellement du piètre rendement du marché. Les ASG au Canada se sont accrues de 24,0 % par rapport à l'exercice 2011 grâce à l'accroissement du nombre de comptes gérés. Il y avait 280 équipes de conseillers au Canada, soit neuf de plus qu'il y a un an.

En faisant l'acquisition de CSHP, Gestion de patrimoine Canaccord a étendu son secteur de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Au 31 mars 2012, les ASA au Royaume-Uni et en Europe s'établissaient à 13,1 milliards \$.

Les charges pour l'exercice 2012 se sont établies à 166,5 millions \$, en baisse de 17,8 millions \$, ou 9,7 %, par rapport à l'exercice 2011. La charge de rémunération totale a diminué sous l'effet d'une baisse de la charge de rémunération au rendement de 14,9 millions \$ attribuable à des produits des activités ordinaires moins élevés, ainsi que du recul des charges salariales de 2,4 millions \$ imputable aux charges relatives aux réductions des effectifs comptabilisées à l'exercice précédent.

RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD



Compte non tenu des éléments importants, les charges autres que de rémunération se sont établies à 44,7 millions \$, en baisse de 5,5 millions \$ en regard de 50,2 millions \$ à l'exercice précédent. Cette baisse est surtout attribuable à une diminution de 3,3 millions \$ des frais d'administration liée à des provisions moins élevées pour les règlements avec les clients. Les frais de développement ont également diminué de 1,0 million \$, les primes de recrutement ayant été moins élevées. Les éléments importants engagés au cours de l'exercice 2012 comprennent des frais connexes aux acquisitions de 4,1 millions \$ liés à l'acquisition de CSHP et des frais de restructuration de 0,9 million \$ comptabilisés relativement à la restructuration du groupe Gestion de patrimoine Canaccord au Canada.

Le résultat avant impôts sur le résultat et frais intersectoriels imputés de Gestion de patrimoine Canaccord pour les exercices 2012 et 2011 se sont établis respectivement à 34,8 millions \$ et 48,7 millions \$. La baisse des produits des activités ordinaires dans ce secteur conjuguée aux frais connexes aux acquisitions et aux frais de restructuration a été le principal facteur responsable de la diminution du résultat avant impôts sur le résultat et frais intersectoriels imputés pour l'exercice 2012.

NON SECTORIEL ET AUTRES

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Pinnacle Correspondent Services (division des services de courtage de correspondance de Canaccord), les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord. Pinnacle offre des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que de guichet et d'arrière-guichet à des remisiers. La division Pinnacle a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que Canaccord a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et des autres fonctions administratives. Canaccord compte environ 378 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de Canaccord sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Le groupe de l'exploitation est responsable de toutes les activités liées au traitement des transactions sur titres, dont l'exécution des ordres d'achat et de vente, le règlement des transactions sur titres ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il est responsable de la surveillance de la solvabilité et des comptes de la clientèle conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de Canaccord incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de Canaccord à tout moment.

RENDEMENT FINANCIER ¹

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	2012	2011	Variation 2012/2011	
Produits des activités ordinaires	30 097 \$	31 938 \$	(1 841) \$	(5,8) %
Charges				
Rémunération au rendement	9 139	21 462	(12 323)	(57,4) %
Charges salariales	30 671	30 173	498	1,7 %
Autres charges indirectes	32 776	34 129	(1 353)	(4,0) %
Frais de restructuration	5 275	—	5 275	négl.
Frais connexes aux acquisitions	1 513	—	1 513	négl.
Total des charges	79 374	85 764	(6 390)	(7,5) %
Perte avant impôts sur le résultat ²	(49 277) \$	(53 826) \$	4 549 \$	8,5 %
Nombre d'employés	378	373	5	1,3 %
Compte non tenu des éléments importants				
Total des charges	72 586	85 764	(13 178)	(15,4) %
Perte avant impôts sur le résultat	(42 489) \$	(53 826) \$	11 337 \$	21,1 %

¹⁾ Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et du nombre d'employés.

²⁾ Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés».
négl. : négligeable

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice 2012 se sont établis à 30,1 millions \$, en baisse de 1,8 million \$, ou 5,8 %, par rapport à l'exercice 2011. La variation est principalement attribuable à une diminution de 4,6 millions \$ des autres produits, compensée par une augmentation de 3,1 millions \$ des intérêts créditeurs. Les autres produits ont diminué en raison d'une réduction des profits de change liée aux fluctuations du dollar canadien, et les produits d'intérêts ont augmenté sous l'effet des taux d'intérêt plus élevés et des soldes accrus détenus dans les comptes productifs d'intérêts.

Les charges de l'exercice 2012 se sont établies à 79,4 millions \$, en baisse de 6,4 millions \$, ou 7,5 %. La diminution de 12,3 millions \$ de la charge de rémunération au rendement est liée à la baisse de la rentabilité du groupe consolidé de sociétés. Les frais liés aux locaux et au matériel ont reculé de 1,4 million \$, ou 20,1 %, en raison des efforts de compression des coûts dans ce secteur ainsi que de la réaffectation de certains frais au secteur Canaccord Genuity. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a engagé des frais de restructuration de 5,3 millions \$ relativement aux réductions des effectifs dans ce secteur, ainsi que des frais connexes aux acquisitions de 1,5 million \$ relativement aux projets d'acquisition abandonnés.

La perte avant impôts sur le résultat et frais intersectoriels imputés s'est établie à 49,3 millions \$ pour l'exercice 2012 en regard de 53,8 millions \$ à l'exercice précédent.

FAITS SAILLANTS OPÉRATIONNELS

La force de l'équipe d'arrière-guichet de Canaccord a été évidente au cours de l'intégration de CSHP et de Canaccord BGF à l'exercice 2012. La transition de ces deux activités vers la plateforme de Canaccord a permis à la Société de se concentrer sur la création de valeur pour les clients et les actionnaires au moyen des acquisitions. Toute l'intégration a été gérée en interne, et son succès est entièrement attribuable aux compétences et à l'engagement de l'équipe de soutien et d'arrière-guichet de Canaccord.

Les résultats de la division Pinnacle Correspondent Services de Canaccord sont aussi présentés dans le secteur Non sectoriel et autres. Cette division nous permet d'optimiser nos investissements dans l'infrastructure et nos capacités technologiques. Grâce à son propre portail Web, Pinnacle donne accès à des services de guichet et d'arrière-guichet de pointe à ses clients du courtage de correspondance. Canaccord a pris un engagement à long terme important envers cette gamme de services et continue de la considérer comme une composante importante de nos services interentreprises.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur administratif Non sectoriel et autres comprend certains frais de traitement de transactions, de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord. Compte non tenu de la rémunération au rendement des hauts dirigeants et de certains frais de soutien administratif, des profits et pertes de change et de l'intérêt net, la direction a établi que, pour l'exercice clos le 31 mars 2012, les frais imputables par le secteur Non sectoriel et autres ont été de 35,7 millions \$ pour Gestion de patrimoine Canaccord et de 11,9 millions \$ pour Canaccord Genuity.

Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous. ¹

(en milliers \$ CA)	Données du bilan aux 31 mars				
	2012	2011	2010	2009	2008
	IFRS	IFRS	PCGR du Canada	PCGR du Canada	PCGR du Canada
Actif					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	814 238 \$	954 068 \$	731 852 \$	701 173 \$	435 649 \$
Titres détenus	1 171 988	947 185	362 755	133 691	92 796
Créances clients	3 081 640	2 828 812	1 972 924	1 061 161	1 422 917
Impôts sur le résultat à recouvrer	8 301	—	—	23 771	11 083
Actifs d'impôt différé	3 959	1 503	13 190	15 680	28 207
Placements	9 493	5 934	5 000	5 000	5 000
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs (PCAA)	—	—	—	35 312	29 860
Matériel et aménagements des locaux loués	51 084	40 818	38 127	46 311	40 686
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	622 020	319 180	—	—	32 520
Total de l'actif	5 762 723 \$	5 097 500 \$	3 123 848 \$	2 022 099 \$	2 098 718 \$
Passif et capitaux propres					
Dette bancaire	75 141 \$	13 580 \$	29 435 \$	75 600 \$	15 038 \$
Facilité de crédit à court terme	150 000	—	—	—	—
Titres vendus à découvert	914 649	722 613	364 137	79 426	13 757
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 590 266	3 557 275	2 308 146	1 469 369	1 687 479
Impôts sur le résultat à payer	—	23 977	5 385	—	—
Passif d'impôt différé	8 088	8 163	—	—	—
Dette subordonnée	15 000	15 000	15 000	25 000	25 000
Capitaux propres	992 125	756 892	401 745	372 704	357 444
Participations ne donnant pas le contrôle	17 454	—	—	—	—
Total du passif et des capitaux propres	5 762 723 \$	5 097 500 \$	3 123 848 \$	2 022 099 \$	2 098 718 \$

¹) La Société a adopté les IFRS en date du 1^{er} avril 2011. Par conséquent, les données de l'exercice clos le 31 mars 2012 et de la période comparative close le 31 mars 2011 sont conformes aux IFRS. Les chiffres des périodes précédant l'exercice clos le 31 mars 2011 sont conformes aux PCGR du Canada.

ACTIF

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élevaient à 814,2 millions \$ au 31 mars 2012, contre 954,1 millions \$ au 31 mars 2011. Pour plus de renseignements, se reporter à la section «Situation de trésorerie et sources de financement».

Les titres détenus totalisaient 1,2 milliard \$ en regard de 947,2 millions \$ le 31 mars 2011, surtout en raison d'une augmentation des titres de créances de sociétés et de gouvernements ainsi que des actions et débetures convertibles.

Les créances clients s'élevaient à 3,1 milliards \$ au 31 mars 2012, comparativement à 2,8 milliards \$ au 31 mars 2011, hausse attribuable à une augmentation des montants à recevoir de courtiers. Le goodwill et les immobilisations incorporelles se sont établis respectivement à 472,5 millions \$ et 149,5 millions \$, ce qui représente le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity, de TBG, de la participation de 50 % dans BGF et de CSHP.

Les autres actifs totalisaient 72,8 millions \$ au 31 mars 2012 comparativement à 48,3 millions \$ au 31 mars 2011. La hausse est principalement attribuable à une augmentation de l'actif d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués, des impôts sur le résultat à recouvrer et des placements. Le matériel et les aménagements des locaux loués ont augmenté surtout en raison de notre acquisition de CSHP. L'actif d'impôt différé a augmenté du fait des soldes acquis auprès de CSHP et de BGF.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux transactions sur titres. Le 31 mars 2012, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada, au Royaume-Uni et en Europe d'un montant total de 650,4 millions \$ (434,6 millions \$ au 31 mars 2011). Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Le 31 mars 2012, la dette bancaire de la Société s'établissait à 75,1 millions \$, comparativement à 13,6 millions \$ le 31 mars 2011.

Outre les facilités de crédit dont il est question ci-dessus, la Société a conclu une convention de crédit garantie de premier rang d'un montant de 150,0 millions \$ afin de financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de CSHP. Au 31 mars 2012, la Société avait un solde impayé de 150,0 millions de dollars.

Les dettes fournisseurs et les provisions ont atteint 3,6 milliards \$, affichant une légère variation par rapport au 31 mars 2011.

Les titres vendus à découvert se sont établis à 914,6 millions \$, une hausse de 192,0 millions \$ par rapport à 722,6 millions \$ au 31 mars 2011, en raison d'une augmentation des titres de créances de sociétés et de gouvernements ainsi que des actions et débentures convertibles.

Les passifs d'impôt différé de 8,1 millions \$ sont demeurés relativement stables par rapport à l'exercice 2011.

Les autres passifs s'élevaient à 15,0 millions \$ au 31 mars 2012 et à 39,0 millions \$ au 31 mars 2011. La diminution s'explique principalement par la baisse des impôts sur le résultat à payer.

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a fourni des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties d'une institution financière totalisant 1,9 million \$ (1,9 million \$ US) (2,2 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2011) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston et New York.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Canaccord au 31 mars 2012.

(en milliers \$ CA)	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période				
	Total	Exercice 2013	Exercice 2014– Exercice 2015	Exercice 2016– Exercice 2017	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	263 226 \$	33 300 \$	65 956 \$	53 714 \$	110 256 \$

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de Canaccord englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global (AERG), auxquels vient s'ajouter la dette subordonnée.

Au 31 mars 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 814,2 millions \$, en baisse de 139,8 millions \$ par rapport à 954,1 millions \$ au 31 mars 2011. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, les activités de financement ont généré des flux de trésorerie de 232,0 millions \$, essentiellement liés aux emprunts sur la facilité de crédit à court terme de 150 millions \$ et au produit net de 110,8 millions \$ provenant de l'émission d'actions privilégiées de série A, compensés par le paiement de dividendes sur les actions privilégiées et ordinaires. Un montant de 196,7 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement par suite de l'acquisition de CSHP et d'une participation de 50 % dans BGF. Un montant de 177,3 millions \$ a été affecté aux activités opérationnelles, du fait d'une perte nette comptabilisée au cours de l'exercice et des variations du fonds de roulement. Une hausse de la trésorerie de 2,1 millions \$ est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. La majeure partie des actifs courants figurant à l'état de la situation financière de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans la conjoncture du marché, la conjoncture économique et les perspectives de l'investisseur influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et à des soldes pour le compte de remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Données sur les actions ordinaires en circulation

	Actions ordinaires en circulation aux 31 mars	
	2012	2011
Nombre d'actions émises et en circulation, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	94 025 877	75 403 640
Nombre d'actions émises et en circulation ²	101 688 721	82 809 623
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué ³	106 883 242	85 655 328
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	76 715 248	72 989 655
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué ⁴	84 682 497	81 716 618

¹⁾ Exclut 3 209 336 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions à des fins de recrutement et 4 453 508 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

²⁾ Inclut 3 209 336 actions dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions à des fins de recrutement et 4 453 508 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

³⁾ Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 5 194 521 actions.

⁴⁾ S'entend du nombre dilué d'actions utilisé pour calculer le RPA dilué.

La Société a déposé un avis d'OPRCNA afin de permettre l'achat d'un maximum de 2 000 000 de ses actions ordinaires par l'entremise du TSX du 13 juin 2011 au 12 juin 2012. L'achat d'actions ordinaires dans le cadre de l'OPRCNA permettra à la Société d'acquérir des actions aux fins d'annulation. Les actions qui peuvent être rachetées représentent 2,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société au 31 mars 2012. Dans le cadre de l'OPRCNA, la Société a racheté 700 500 actions entre le 13 juin 2011 et le 31 mars 2012, lesquelles ont été annulées par la suite.

Au 23 mai 2012, 101 722 220 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D'ACTION ORDINAIRE

	Exercice 2012
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2011	82 809 623
Actions émises dans le cadre de l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF	623 796
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de CSHP	18 273 812
Actions émises dans le cadre des régimes de paiement fondé sur des actions	841 113
Actions annulées dans le cadre d'une OPRCNA	(700 500)
Actions annulées dans le cadre des régimes de paiement fondé sur des actions	(100 075)
Actions annulées en raison d'actions placées en main tierce auxquelles il a été renoncé	(59 048)
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2012	101 688 721

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Le 23 juin 2011, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série A à taux rajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100 millions \$.

Le 7 juillet 2011, la Société a clôturé l'option de surallocation et a émis 540 000 actions privilégiées de série A supplémentaires au prix de 25,00 \$ par action pour un produit brut de 13,5 millions \$.

Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net des impôts différés de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera ajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans majoré de 3,21 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série A ont le droit, à leur gré, de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (les «actions privilégiées de série B»), sous réserve de certaines conditions, le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Les porteurs des actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série A le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série B sont rachetables au gré de la Société le 30 septembre 2021 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Le 22 mars 2012, la Société a annoncé qu'elle avait convenu d'émettre 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux rajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100 millions \$. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans majoré de 4,03 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série C ont le droit, à leur gré, de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (les «actions privilégiées de série D»), sous réserve de certaines conditions, le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série C auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série C le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série D sont rachetables au gré de la Société le 30 juin 2021 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

Le placement a été clôturé après la fin de l'exercice, le 10 avril 2012. Le montant net comptabilisé après déduction des frais d'émission, net des impôts différés de 1,0 million \$, s'est établi à 97,3 millions \$.

Données sur les actions privilégiées en circulation

ÉMISSION D'ACTIONNARIÉS PRIVILÉGIÉS

Exercice 2012

Total des actions privilégiées de série A émises et en circulation au 31 mars 2011	—
Actions privilégiées de série A émises	4 000 000
Surallocation d'actions privilégiées de série A émises	540 000
Total des actions privilégiées émises et en circulation au 31 mars 2012	4 540 000

Régimes de paiement fondé sur des actions

OPTIONS SUR ACTIONS

La Société attribue des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les administrateurs indépendants et les hauts dirigeants se sont vu attribuer des options visant l'achat d'un maximum de 2 482 675 actions ordinaires de la Société. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquiescent sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 9,83 \$ l'action ordinaire.

RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du RILT, des unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages du personnel (la «fiducie») a été constituée et : a) la Société y versera des fonds que le fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

En date du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants peuvent choisir que les honoraires qui leur sont dus leur soient versés sous forme d'UAD ou de trésorerie. Les administrateurs doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération leur soit ainsi versée, et peuvent préciser le pourcentage de leur rémunération qui sera versé sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

PRÊTS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Ces prêts sont annulés sur une période d'acquisition des droits. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions. Les prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires comprennent le régime d'intéressement des employés, le régime de rémunération discrétionnaire et le programme de partenariat.

PROGRAMME DE MAINTIEN EN FONCTION

Par suite de l'acquisition de TBG, la Société a mis sur pied un programme de maintien en fonction qui prévoit l'émission d'un maximum d'environ 1 187 800 actions ordinaires de la Société sur une période d'acquisition des droits graduelle sur cinq ans à l'intention des principaux membres du personnel de Canaccord Genuity Asia, en fonction des produits des activités ordinaires générés en Asie dans l'avenir. En outre, le nombre applicable d'actions liées au maintien en fonction est inclus dans le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation.

RÉGIMES DE REMPLACEMENT

Par suite de l'acquisition de CSHP, la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existants à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient au régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des droits en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. De plus, la Société a mis sur pied le régime d'intéressement à long terme (RILT) de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP pour les employés admissibles à compter de la date d'acquisition.

RÉGIME D' ACTIONNARIAT DE CORAZON CAPITAL GROUP LIMITED

Dans le cadre de l'acquisition de CSHP, la Société a pris en charge l'obligation en cours au titre du régime d'actionnariat de Corazon Capital Group Limited Share Plan (le «régime d'actionnariat de Corazon»). Le régime d'actionnariat de Corazon a été conclu par CSHP dans le cadre de son acquisition de Corazon Capital Group Limited, société de gestion de placement indépendante située à Guernesey. L'obligation sera payée moyennant 170 562 actions ordinaires de Canaccord, dont les droits s'acquerront en mars 2013, et une contrepartie au comptant de 2,2 millions \$ (1,4 million £).

AUTRE PROGRAMME DE MAINTIEN EN POSTE ET RÉGIME D'INTÉRESSEMENT

Au cours de l'exercice, la Société peut avoir offert un autre programme de maintien en poste ou régime d'intéressement, y compris le régime d'actionnariat des employés, à certains employés, dont le coût total n'était pas important.

Centre financier international

Canaccord est membre de l'AdvantageBC International Business Centre Society (anciennement connu sous le nom de International Financial Centre British Columbia Society) et du Centre financier international de Montréal, deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la loi *International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'impôt global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

Change

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en attente par l'achat de monnaies étrangères. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Le 31 mars 2012, les contrats à terme de gré à gré en cours visant la vente des dollars américains avaient un notionnel de 13,3 millions \$ US, une hausse de 8,3 millions \$ US par rapport à il y a un an. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 9,3 millions \$ US, une diminution de 15,8 millions \$ US par rapport à il y a un an. Les activités de Canaccord aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces transactions est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous forte influence de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société et les membres de la direction, qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit de commissions sur l'ensemble de ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

La Société offre divers régimes de paiement fondé sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, et des options sur actions. Les administrateurs ont également reçu des options sur actions et peuvent acheter des UAD. Se reporter à la note 19 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2012 pour plus d'information sur la rémunération des principaux dirigeants et les transactions avec ceux-ci. La note 19 des états financiers consolidés au 31 mars 2012 comprend aussi le solde des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer avec les principaux dirigeants.

Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Canaccord. Les méthodes comptables de Canaccord sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

La préparation des états financiers consolidés au 31 mars 2012 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les estimations significatives touchent les paiements fondés sur des actions, les impôts sur le résultat, les pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, la perte de valeur du goodwill, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et des autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers et les provisions. Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les regroupements d'entreprises ont été comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition correspond au total de la juste valeur des actifs remis, des passifs contractés ou repris et des instruments de capitaux propres émis par la Société, évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et le montant de toute participation ne donnant pas le contrôle de l'entreprise acquise. Pour tout regroupement d'entreprises, la Société détermine si elle évalue la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise à la juste valeur ou selon la quote-part de la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. La méthode de la quote-part a été adoptée pour l'acquisition de la participation de 50 % dans Canaccord BGF. Les coûts d'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation selon l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3), sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition, à l'exception des actifs non courants (ou des groupes destinés à être cédés) classés comme étant détenus en vue de la vente selon l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, qui sont comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Toute contrepartie éventuelle qui sera transférée par l'acquéreur est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition à la meilleure estimation de ce montant. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle qui sont réputées être une charge seront comptabilisées à l'état du résultat.

Le goodwill découlant de l'acquisition est comptabilisé à titre d'actif et initialement évalué au coût, soit l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables qui ont été acquis et des passifs qui ont été repris. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur de l'actif net de la filiale acquise, la différence est comptabilisée à l'état du résultat consolidé.

Par suite de la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation le goodwill acquis dans chacun des regroupements d'entreprises est, à partir de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société qui devraient bénéficier des regroupements correspondants, que d'autres actifs ou passifs de la société acquise soient ou non affectés à ces unités.

GOODWILL

Le goodwill représente l'excédent du prix d'achat payé pour l'acquisition des filiales sur la juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles identifiables acquises. Par suite de la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable doivent être réexaminés au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

PERTE DE VALEUR DU GOODWILL ET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Par suite de la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société qui devraient bénéficier de l'acquisition. Le goodwill est soumis annuellement à un test de dépréciation ou plus fréquemment si des événements, ou des circonstances, indiquent que le goodwill pourrait s'être déprécié. Une réduction de valeur est comptabilisée si le montant recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie, qui correspond au montant le plus élevé de la juste valeur estimée diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité, est inférieur à la valeur comptable. La perte de valeur du goodwill est considérée comme une charge de la période au cours de laquelle la perte de valeur est identifiée. Les pertes de valeur liées au goodwill ne sont pas reprises si la valeur de l'unité génératrice de trésorerie est recouvrée ultérieurement.

Les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ne sont pas amorties, mais sont plutôt soumises à un test de dépréciation une fois l'an ou plus fréquemment lorsque des événements ou changements de circonstances indiquent que l'immobilisation pourrait avoir subi une dépréciation. Les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumises à un test de dépréciation en comparant la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie auxquelles elles ont été attribuées à la valeur comptable de ces unités génératrices de trésorerie. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable excède la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie. Pour estimer la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, la Société suit une méthode axée sur la valeur d'utilité qui repose sur les flux de trésorerie actualisés projetés devant être tirés des immobilisations en cause.

Chaque date de clôture, les immobilisations incorporelles sont évaluées pour déceler s'il existe un indice qu'elles se sont dépréciées. Si un tel indice existe, ces immobilisations sont soumises à un test de dépréciation. Toute perte de valeur des immobilisations incorporelles est considérée comme une charge de la période au cours de laquelle la perte de valeur est identifiée. Une perte de valeur peut ultérieurement faire l'objet d'une reprise d'un montant ne dépassant pas la valeur comptable qui aurait été obtenue en l'absence d'une perte de valeur.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société et que l'on peut évaluer ces avantages de façon fiable. La Société évalue ses ententes génératrices de produits pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire.

Les produits tirés des commissions comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services tarifés, qui sont comptabilisés selon la comptabilisé d'engagement. Les gains et les pertes réalisés et latents sur les valeurs achetées aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés comme une réduction des produits des commissions.

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes et des autres transactions de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement terminée aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement terminée aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste consistent en des produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont constatés selon la date de transaction.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés de nos services de courtage de correspondance et les produits tirés des frais d'administration.

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Actifs d'impôts exigibles

Les actifs et les passifs d'impôts pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un bénéfice fiscal.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporelles à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, sauf dans la mesure où elles sont générées par des participations dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et des pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable auquel ces différences temporelles déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et les pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de chaque période de présentation de l'information financière et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé qui n'ont pas été comptabilisés jusque-là sont évalués à la date de chaque période de présentation de l'information financière et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les états du résultat sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction et les administrateurs) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en rémunération d'instruments de capitaux propres (transaction réglée en instruments de capitaux propres). Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des UAD qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). L'effet dilutif des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat dilué par action ordinaire.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Le coût est comptabilisé graduellement.

La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres qui seront finalement acquis lorsqu'elle calcule les dotations aux amortissements. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres qui finalement ne sont pas acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Les transactions réglées en trésorerie sont évaluées initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur à chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les états du résultat.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les états du résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôts reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge financière.

Modifications futures aux méthodes comptables et aux estimations

INSTRUMENTS FINANCIERS

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). L'intention de l'IASB est que l'IFRS 9 remplace définitivement tout l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). Toutefois, l'IASB a divisé son projet de remplacer l'IAS 39 en trois grandes étapes. Au fur et à mesure que l'IASB franchira chaque étape, il éliminera les sections pertinentes de l'IAS 39 et créera des ajouts à l'IFRS 9 pour remplacer les exigences dans l'IAS 39. Les trois grandes étapes du projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39 sont les suivantes :

- a) Étape 1 : Classement et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers
- b) Étape 2 : Méthode de dépréciation
- c) Étape 3 : Comptabilité de couverture

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, qui prescrivait une seule approche pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, en lieu et place des nombreuses règles de l'IAS 39. L'approche de l'IFRS 9 est fondée sur le modèle économique que suit l'entité pour la gestion de ses instruments financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.

En octobre 2010, l'IASB a publié des ajouts à l'IFRS 9 qui fournissent des directives sur le classement et l'évaluation des passifs financiers. La plupart des exigences contenues dans l'IAS 39 pour le classement et l'évaluation des passifs financiers ont été reportées sans modification dans l'IFRS 9.

Après la décision de l'IASB en décembre 2011 de reporter la date de prise d'effet, la norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, et l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés. L'IASB poursuit ses délibérations à l'égard des deuxième et troisième étapes de ce projet portant sur les instruments financiers.

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

L'IAS 1, *Présentation des états financiers* (IAS 1), a été modifiée par l'IASB en juin 2011. Certains AERG devront être regroupés dans deux catégories, selon qu'ils sont susceptibles ou non d'être reclassés ultérieurement en résultat net. La possibilité de présenter un seul état du résultat global, ou encore un état du résultat net et un état du résultat global demeure. Les modifications à l'IAS 1 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012.

AUTRES NORMES

L'IASB a publié les normes suivantes en mai 2011. Ces normes s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence qu'auront ces normes nouvelles et modifiées sur ses états financiers consolidés.

IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10)

L'IFRS 10 remplace l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (IAS 27), et l'Interprétation SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. Cette norme présente un modèle unique de consolidation pour l'ensemble des entités fondé sur le contrôle, qui est défini selon que l'investisseur a 1) un pouvoir sur l'autre entité, 2) une exposition, ou des droits, à des rendements variables de cette autre entité, et 3) la capacité d'utiliser son pouvoir afin d'influencer les rendements de l'entité.

IFRS 11, *Partenariats* (IFRS 11)

L'IFRS 11 remplace l'IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et l'Interprétation SIC-13, *Entités contrôlées conjointement*. Cette norme distingue les partenariats selon qu'ils répondent à la définition d'entreprise commune ou de coentreprise. Une entreprise commune est un accord conjoint selon lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs. Dans ce type d'entreprise, le coentrepreneur comptabilise sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges de l'entreprise. Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur les actifs nets de celle-ci. Les intérêts dans l'entreprise sont comptabilisés en appliquant la méthode de la mise en équivalence.

IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* (IFRS 12)

L'IFRS 12 établit les informations à fournir relativement aux intérêts détenus dans d'autres entités, comme des partenariats, des entreprises associées, des entités ad hoc et des entités non consolidées.

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (IFRS 13)

L'IFRS 13 est une norme complète qui définit la juste valeur, établit un cadre unique selon les IFRS pour l'évaluation de la juste valeur et détermine les informations à fournir au sujet des évaluations de la juste valeur. Cette nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une transaction volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation.

IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées* (IAS 28)

L'IASB a aussi modifié des normes existantes, notamment l'IAS 27 et l'IAS 28. L'IAS 27 porte sur la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. L'IAS 28 a été modifiée pour inclure les coentreprises dans son champ d'application et pour tenir compte des modifications apportées aux normes IFRS 10 à IFRS 13.

Regroupements d'entreprises

[i] BGF Capital Group Pty Ltd

Le 31 juillet 2011, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Capital Group Pty Ltd, société indépendante offrant des services de financement de sociétés située en Australie et comptant des bureaux à Melbourne, à Sydney et à Hong Kong. La transaction a été réalisée le 1^{er} novembre 2011 moyennant une contrepartie composée de 623 796 actions ordinaires de Canaccord d'une valeur de 5,7 millions \$ (5,5 millions \$ AU) et d'un montant en trésorerie de 36,5 millions \$ (34,7 millions \$ AU). Les actions émises ont une valeur de 9,20 \$ l'action ordinaire selon le cours de clôture au 1^{er} novembre 2011, soit la date de clôture de la transaction, conformément à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises en contrepartie partielle du prix d'achat ont été placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans. Par suite de la réalisation de la transaction, BGF a été renommée Canaccord BGF.

La convention d'achat octroie à la Société une option d'achat de la participation de 50 % restante dans BGF. L'option peut être exercée par la Société sur une période de trois mois débutant le 1^{er} novembre 2016 à un prix devant être fixé à ce moment-là, selon les profits réalisés par Canaccord BGF. Le prix de l'option étant prévu se rapprocher de la juste valeur de marché lorsqu'elle peut être exercée, la valeur de cette option d'achat est négligeable.

Selon l'IAS 27, la Société a consolidé les résultats opérationnels de Canaccord BGF et a inscrit une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % représentant, à la date d'acquisition, la partie de l'actif net identifiable de Canaccord BGF qui n'est pas contrôlée par la Société.

La Société a déterminé la répartition du prix d'acquisition à l'égard de cette acquisition, et celle-ci est présentée dans les états financiers consolidés audités au 31 mars 2012. Se reporter à la note 11 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2012 pour de plus amples renseignements.

[ii] Collins Stewart Hawkpoint plc

Le 15 décembre 2011, la Société a annoncé son offre visant l'acquisition de la totalité de CSHP, société indépendante de financement de sociétés dont le siège social se trouve au Royaume-Uni et qui exerce des activités en Europe, aux États-Unis et à Singapour. La clôture de la transaction a eu lieu le 21 mars 2012. Le total du prix d'acquisition de 400,1 millions \$ (254,2 millions £) a été versé au comptant et en actions ordinaires de Canaccord.

La contrepartie au comptant à payer a été financée au moyen d'emprunts sur une facilité de crédit à court terme consentie en vertu d'une convention de crédit garantie de premier rang d'un montant de 150 millions \$ et des ressources de trésorerie disponibles de la Société. Le produit net de l'émission d'actions privilégiées de série C, qui s'est clôturée le 10 avril 2012, a été affecté à la réduction de l'encours des emprunts sur la facilité de crédit à court terme.

La juste valeur des immobilisations corporelles nettes de CSHP s'est inscrite à 141,9 millions \$, y compris des créances clients de 908 millions \$. Des immobilisations incorporelles identifiables de 64,2 millions \$, comprenant des marques, des relations clients, un carnet de commandes et des technologies, ont été comptabilisées (se reporter à la note 12 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2012). Le goodwill de 201,9 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

Les montants ci-dessus sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés et qui reposent sur les renseignements qui sont à sa disposition. Ces montants peuvent être modifiés à mesure que les valeurs faisant l'objet d'estimations sont établies de manière définitive pour une période pouvant atteindre douze mois suivant la clôture de l'acquisition.

Les frais connexes aux l'acquisitions engagés par la Société dans le cadre de l'acquisition de CSHP ont totalisé 13,1 millions \$. Ils comprennent essentiellement des honoraires professionnels et de consultation. En plus des frais connexes aux acquisitions engagés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a également engagé des frais de restructuration de 20,8 millions \$ dans le cadre de la clôture de l'acquisition ainsi que d'autres dépenses liées à l'intégration des activités des divisions que la Société et CSHP ont en commun.

La Société prévoit mettre en place un programme de maintien en fonction de 15 millions £ pour les membres du personnel clés de CSHP par l'attribution d'un nombre maximal de 2 036 785 unités d'actions temporairement incessibles en vertu d'un «régime incitatif à l'intention des employés de CSHP», dont les droits s'acquerraient aux troisième, quatrième et cinquième anniversaires de la clôture de l'acquisition. Les droits du solde du programme attribué sous forme d'unités d'actions temporairement incessibles en vertu du RILT existant s'acquerraient aux premier et deuxième anniversaires de la clôture de l'acquisition.

Contrôles et procédures sur l'information à fournir et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES SUR L'INFORMATION À FOURNIR

En date du 31 mars 2012, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2012 et pendant l'exercice clos à cette date, à l'exception de la limitation de l'étendue indiquée ci-dessous, par suite de l'acquisition de CSHP.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2012 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait aucune lacune importante au niveau du contrôle interne à l'égard de l'information financière, à l'exception de la limitation de l'étendue indiquée ci-dessous, par suite de l'acquisition de CSHP.

Le Règlement 52-109 permet que l'étendue soit limitée à l'égard de la conception des contrôles et procédures sur l'information à fournir et du contrôle interne à l'égard de l'information financière afin d'exclure les contrôles, politiques et procédures relatifs à toute entreprise acquise au plus 365 jours avant la fin de la période financière pertinente.

L'acquisition de CSHP qui a été conclue le 21 mars 2012 a donc été exclue de l'évaluation des contrôles et procédures sur l'information à fournir de la Société, les activités des anciennes entités de CSHP n'ayant pas encore été intégrées dans les contrôles internes, politiques et procédures de la Société. La direction révisé actuellement la structure des contrôles internes de la Société afin d'intégrer les activités nouvellement acquises. Le tableau suivant présente un résumé de l'information financière relative aux activités exclues des anciennes entités de CSHP :

Principales données financières

Au 31 mars 2012 et pour la période allant du 22 mars 2012 au 31 mars 2012
(en millions \$)

Total de l'actif	1 407,6 \$
Total du passif	840,8
Produits des activités ordinaires	12,0
Perte nette de la période	(7,4) \$

CHANGEMENTS DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012 qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Canaccord.

Gestion des risques

VUE D'ENSEMBLE

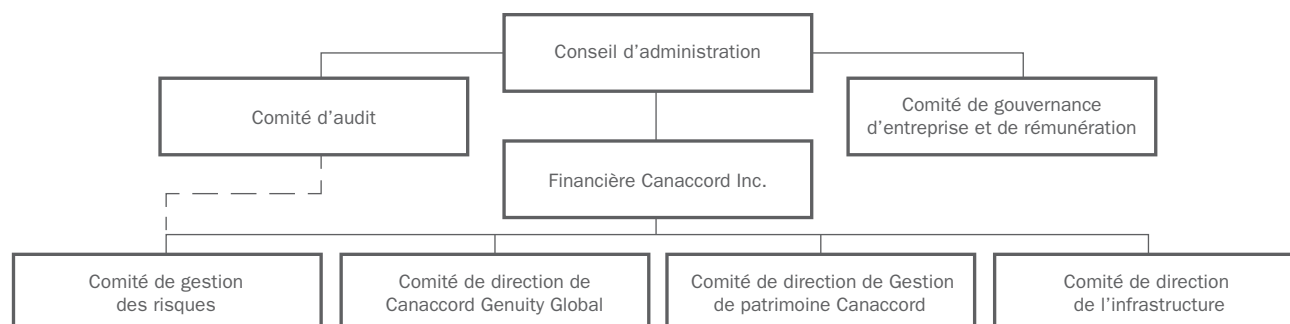
L'incertitude et le risque sont inhérents à toute activité sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, Canaccord s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de Canaccord sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de Canaccord. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Canaccord.

STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de Canaccord s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques et des rapports pour lesquels il faut appliquer des procédures et des mesures administratives précises afin d'évaluer et de maîtriser certains risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de Canaccord en matière de risque, le prolongement de la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, au chef de service et aux directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de Canaccord sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de Canaccord comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration (le conseil) a surveillé le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité incombe aux comités d'audit et de gestion des risques.

Le comité d'audit aide le conseil d'administration à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. Également, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef des finances, et les membres du comité comprennent le chef de la direction et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de Canaccord. Le comité identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de Canaccord, de même que les politiques, procédures et limites/seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du processus de gestion des risques de Canaccord. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, les contrôles internes et l'analyse financière, la trésorerie, les finances de même que les questions juridiques.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que ses positions sont prudentes par rapport au risque de marché. En outre, Canaccord a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

Canaccord est exposée à un risque lié aux cours boursiers, à un risque de liquidité et à un risque de fluctuation du fait de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste. Elle est également exposée à un risque de taux d'intérêt, à un risque d'écart de taux et à un risque de liquidité précis à l'égard de ses transactions de négociation à titre de contrepartiste sur des titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Canaccord atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites quant aux concentrations de contrôle, à la répartition et à l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. Canaccord gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation et par négociateur. Canaccord exploite un système de mesure de la valeur à risque (VaR) à l'échelle de l'entreprise pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe. De plus, la direction examine et surveille le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, l'âge des comptes et les niveaux de concentration. Par conséquent, Canaccord s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction. Pour une description détaillée de la méthodologie de la VaR de Canaccord, se reporter à la rubrique « Risque de marché » de la notice annuelle 2012 de Canaccord.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients du secteur Gestion de patrimoine Canaccord et des secteurs d'activité sur marge de particuliers sont la principale source de risque de crédit pour Canaccord. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, Canaccord applique certaines normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

Canaccord fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'une transaction sur marge, Canaccord consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande d'une transaction sur titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Le prêt sur marge est garanti par les titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, Canaccord est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si Canaccord est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, Canaccord a établi des plafonds qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables.

Canaccord court aussi un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. Canaccord a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

Canaccord se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, Canaccord court un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie et/ou de l'émetteur de l'instrument. Canaccord gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

Canaccord comptabilise une provision pour créances douteuses dans le calcul des frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes inadéquats ou ayant échoué, de fraudes, de gens et de systèmes, ou d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de Canaccord, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché ou de crédit.

Canaccord exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés et à ses systèmes pour traiter un nombre élevé de transactions. Pour atténuer ce risque, Canaccord a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement de même que des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, Canaccord a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique «Contrôle et autoévaluation des risques») qui aide la Société à mesurer, gérer, signaler et surveiller les questions concernant le risque opérationnel. Canaccord a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, Canaccord conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Contrôle et autoévaluation des risques

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but de :

- recenser et évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise;
- évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;
- atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- fournir à la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

Canaccord a établi un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, évaluer et quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour Canaccord au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions géographiques. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante néfaste sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. Canaccord a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, les conflits d'intérêt et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre Canaccord qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. Canaccord compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour la défendre dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans le calcul des frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de Canaccord.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant un ralentissement des affaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements ou de l'entrée en bourse d'une société inapte à exercer ses activités. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, Canaccord s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

FACTEURS DE RISQUE

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de Canaccord et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique «Facteurs de risque» de la notice annuelle 2012 de Canaccord. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que Canaccord juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

RISQUE DE CONTRÔLE

En date du 31 mars 2012, des cadres supérieurs et des administrateurs de Canaccord étaient propriétaires, dans l'ensemble, d'environ 24 % des actions ordinaires émises et en circulation de Financière Canaccord Inc. Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions et la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Canaccord de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société. En outre, au 31 mars 2012, l'actionnaire le plus important que connaissait la direction était Franklin Templeton Investments Corp., par l'entremise d'un ou plusieurs de ses fonds communs de placement ou autres comptes de gestion. À la date de son dernier dépôt public relatif à sa participation dans Financière Canaccord Inc. (daté du 15 décembre 2011), Franklin Templeton Investment Corp. détenait 5 464 873 actions ordinaires de Financière Canaccord Inc., soit 5,37 % des actions ordinaires en circulation au 31 mars 2012. Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres, des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de Canaccord.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Canaccord pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Politique en matière de dividendes

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats opérationnels et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividendes

Le 22 mai 2012, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 15 juin 2012 aux actionnaires inscrits le 1^{er} juin 2012. Le conseil d'administration a également approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 3 juillet 2012 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2012 et un dividende en espèces de 0,3190 \$ par action privilégiée de série C payable le 3 juillet 2012 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2012.

Renseignements supplémentaires

Des informations additionnelles sur Canaccord, y compris la notice annuelle de Canaccord, ont été déposées sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Rapport des auditeurs indépendants

Aux actionnaires de
Financière Canaccord Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Financière Canaccord Inc., qui comprennent les états de la situation financière consolidés aux 31 mars 2012 et 2011 et au 1^{er} avril 2010, et les états du résultat consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos les 31 mars 2012 et 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nos audits ont été effectués conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Financière Canaccord Inc. aux 31 mars 2012 et 2011 et au 1^{er} avril 2010, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2012 et 2011 conformément aux Normes internationales d'information financière.

Ernst + Young S.R.L./S.E.V.C.R.L.

Vancouver, Canada
Le 22 mai 2012
Comptables agréés

États de la situation financière consolidés

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
ACTIFS				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		814 238 \$	954 068 \$	731 852 \$
Titres détenus	6	1 171 988	947 185	362 755
Créances clients	8, 19	3 081 640	2 828 812	1 972 924
Impôts sur le résultat à recevoir		8 301	—	—
Total des actifs courants		5 076 167	4 730 065	3 067 531
Actifs d'impôt différé	13	3 959	1 503	12 946
Placements	9	9 493	5 934	6 732
Matériel et aménagements des locaux loués	10	51 084	40 818	38 127
Immobilisations incorporelles	12	149 510	73 923	—
Goodwill	12	472 510	245 257	—
		5 762 723 \$	5 097 500 \$	3 125 336 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES				
Passifs courants				
Dettes bancaires	7	75 141 \$	13 580 \$	29 435 \$
Facilité de crédit à court terme	7	150 000	—	—
Titres vendus à découvert	6	914 649	722 613	364 137
Dettes fournisseurs et charges à payer	8, 19	3 550 600	3 551 124	2 303 155
Provisions	23	39 666	6 151	4 991
Impôts sur le résultat à payer		—	23 977	5 385
Dettes subordonnées	14	15 000	15 000	15 000
Total des passifs courants		4 745 056	4 332 445	2 722 103
Passifs d'impôt différé	13	8 088	8 163	—
		4 753 144	4 340 608	2 722 103
Capitaux propres				
Actions privilégiées	15	110 818	—	—
Actions ordinaires	16	623 739	467 050	185 691
Surplus d'apport		68 336	52 167	58 103
Résultats non distribués		180 748	238 647	158 138
Cumul des autres éléments du résultat global (AERG)		8 484	(972)	1 301
Total des capitaux propres		992 125	756 892	403 233
Participations ne donnant pas le contrôle		17 454	—	—
Total des capitaux propres		1 009 579	756 892	403 233
		5 762 723 \$	5 097 500 \$	3 125 336 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration,



PAUL D. REYNOLDS
Administrateur



TERRENCE A. LYONS
Administrateur

États du résultat consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	31 mars 2012	31 mars 2011
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES			
Commissions		252 877 \$	294 650 \$
Financement de sociétés		175 225	327 499
Honoraires de consultation		107 370	84 914
Négociation à titre de contrepartiste		10 647	43 644
Intérêts		31 799	24 040
Divers		26 946	28 884
		604 864	803 631
CHARGES			
Rémunération au rendement		304 908	389 046
Charges salariales		63 924	64 420
Frais de négociation		30 313	31 507
Locaux et matériel		27 546	27 158
Communications et technologie		28 343	25 466
Intérêts		9 816	7 811
Frais d'administration		69 523	67 882
Amortissement		14 108	12 742
Frais de développement		21 193	22 387
Frais connexes aux acquisitions	11	16 056	12 740
Frais de restructuration	11, 23	35 253	—
		620 983	661 159
(Perte) résultat avant impôts sur le résultat		(16 119)	142 472
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	13		
Exigibles		11 043	42 278
Différés		(5 816)	451
		5 227	42 729
Résultat net de l'exercice		(21 346) \$	99 743 \$
Résultat net attribuable aux :			
Actionnaires de Financière Canaccord Inc.		(20 307) \$	99 743 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		(1 039) \$	— \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
De base		76 715	72 990
Dilué		84 682	81 717
Résultat net par action ordinaire			
De base	16iv)	(0,33) \$	1,37 \$
Dilué	16iv)	(0,33) \$	1,22 \$
Dividendes par action ordinaire		0,40 \$	0,275 \$

Voir les notes ci-jointes.

États du résultat global consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	31 mars 2012	31 mars 2011
Résultat net de l'exercice	(21 346) \$	99 743 \$
AERG		
Variation nette de la valeur des placements disponibles à la vente, nette des impôts et taxes	—	(602)
Variation nette des profits latents (pertes latentes) à la conversion des établissements à l'étranger	9 205	(1 671)
Résultat global de l'exercice	(12 141) \$	97 470 \$
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires de Financière Canaccord Inc.	(10 851) \$	97 470 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(1 290) \$	— \$

Voir les notes ci-jointes.

États des variations des capitaux propres consolidés

Aux et pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2012	31 mars 2011
Actions privilégiées au début de l'exercice		— \$	— \$
Actions privilégiées de série A émises, nettes des frais d'émission	15	110 818	—
Actions privilégiées à la fin de l'exercice		110 818	—
Actions ordinaires au début de l'exercice		467 050	185 691
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP)	11	164 462	—
Actions émises dans le cadre de l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Capital Group Pty Ltd (BGF)	11	5 739	—
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity (Genuity)		—	271 900
Actions émises en relation avec les paiements fondés sur des actions		7 081	7 969
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(35 857)	(17 979)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par la fiducie pour les avantages du personnel		18 263	20 752
Actions annulées		(5 259)	(546)
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		2 866	(737)
Actions annulées dans le cadre de l'acquisition de Genuity		(606)	—
Actions ordinaires à la fin de l'exercice		623 739	467 050
Surplus d'apport au début de l'exercice		52 167	58 103
Attributions du régime d'actions de remplacement lié à l'acquisition de CSHP		6 456	—
Paiements fondés sur des actions		10 876	(6 478)
Actions annulées dans le cadre de l'acquisition de Genuity		606	—
Prime à l'annulation d'actions ordinaires		(1 414)	(638)
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		(355)	1 180
Surplus d'apport à la fin de l'exercice		68 336	52 167
Résultats non distribués au début de l'exercice		238 647	158 138
Résultat net attribuable aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.		(20 307)	99 743
Dividendes sur actions ordinaires	17	(32 778)	(19 234)
Dividendes sur actions privilégiées	17	(4 814)	—
Résultats non distribués à la fin de l'exercice		180 748	238 647
Cumul des AERG au début de l'exercice		(972)	1 301
AERG attribuables aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.		9 456	(2 273)
Cumul des AERG à la fin de l'exercice		8 484	(972)
Total des capitaux propres		992 125	756 892
Participations ne donnant pas le contrôle au début de l'exercice		—	—
Participations ne donnant pas le contrôle résultant de l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF	11	19 019	—
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		(275)	—
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		(1 290)	—
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de l'exercice		17 454	—
Total des capitaux propres		1 009 579 \$	756 892 \$

Voir les notes ci-jointes.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés

Notes	31 mars 2012	31 mars 2011
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)		
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
	(21 346) \$	99 743 \$
Résultat net de l'exercice		
Éléments sans effet de trésorerie		
	14 108	12 742
	(5 816)	451
18	51 124	40 352
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement		
	(62 053)	(579 283)
	675 358	(844 557)
	(26 218)	18 104
	93 787	358 425
	(896 194)	1 217 745
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
	(177 250)	323 722
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
	150 000	—
	110 818	—
	(35 857)	(17 979)
	(31 980)	(17 943)
	(4 814)	—
	555	555
	(12 579)	443
	(5 673)	—
	61 561	(15 855)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
	232 031	(50 779)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
	(10 610)	(8 109)
11	(176 289)	—
11	(9 848)	—
	—	(37 997)
	—	(2 472)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
	(196 747)	(48 578)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		
	2 136	(2 149)
(Diminution) augmentation de la situation de trésorerie		
	(139 830)	222 216
	954 068	731 852
Situation de trésorerie à la fin de l'exercice		
	814 238 \$	954 068 \$
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie		
	28 805 \$	18 613 \$
	9 280 \$	8 337 \$
	51 036 \$	27 699 \$

Voir les notes ci-jointes.

Notes des états financiers consolidés

Aux 31 mars 2012, 31 mars 2011 et 1^{er} avril 2010
Et pour les exercices clos les 31 mars 2012 et 2011
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

NOTE

1

Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Financière Canaccord Inc. (la Société), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine, à Singapour et à la Barbade. Avec l'acquisition de CSHF, la Société a aussi accru ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Financière Canaccord Inc. a été constituée le 14 février 1997 lorsqu'elle a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); elle est maintenue sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 1000 – 840 Howe Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 2M1.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. à l'AIM, branche de la Bourse de Londres. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. Les actions privilégiées de série C de la Société, qui ont été émises après la clôture de l'exercice, sont cotées sous le symbole CF.PR.C (note 25) à la Bourse de Toronto.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits des activités ordinaires et le résultat connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions et des obligations mondiaux, y compris les variations saisonnières.

NOTE

2

Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les informations à fournir au sujet de la transition des principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada aux IFRS figurent à la note 4. Auparavant, la Société dressait ses états financiers annuels consolidés selon les PCGR du Canada.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la comptabilité d'engagement et sont fondés sur le coût historique, sauf pour certains actifs courants et non courants et instruments financiers qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens et toutes les valeurs le sont en milliers de dollars, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés audités le 22 mai 2012.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société, de ses filiales et des entités ad hoc lorsque la Société contrôle ces entités. Les filiales sont toutes les entités à l'égard desquelles l'entité consolidée a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir qui s'accompagne généralement d'un actionnariat constituant plus de la moitié des droits de vote.

La Société a appliqué l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (IAS 27), à son acquisition de la participation de 50 % dans BGF, comme il est indiqué ci-dessous et à la note 11. Selon l'IAS 27, les résultats opérationnels d'une filiale doivent être consolidés si la Société acquiert le contrôle de la filiale. Le contrôle est présumé exister lorsqu'une entité détient plus de la moitié des actions avec droit de vote. Dans une situation où la société mère ne détient pas une majorité des droits de vote, le contrôle existe encore lorsque celle-ci dispose du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs, du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat, du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration, ou du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration.

Bien qu'elle ne détienne pas plus de la moitié des actions avec droit de vote, la Société a évalué sa relation avec les autres actionnaires et le pouvoir qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de BGF et elle a déterminé qu'elle devrait procéder à la consolidation en vertu de l'IAS 27. La situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de BGF ont donc été consolidés. La Société a aussi comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % représentant la portion de l'actif net identifiable de Canaccord BGF qui n'appartient pas à la Société. À la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été établie au moyen de la méthode de la consolidation proportionnelle. Le résultat net et chaque composante des AERG sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société consolide les entités ad hoc conformément aux lignes directrices de l'Interprétation SIC-12, *Consolidation – entités ad hoc* (SIC 12) du Comité permanent d'interprétation. Une entité ad hoc est consolidée lorsque la substance de la relation entre l'entité et l'entité ad hoc indique que la société ad hoc est contrôlée par cette entité.

La Société a constitué une fiducie pour les avantages du personnel (note 18) afin de remplir ses obligations envers ses employés, qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions. La fiducie pour les avantages du personnel a été consolidée conformément à la SIC 12 étant donné que ses activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à cette fiducie.

Les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans les états du résultat à compter de la date réelle de l'acquisition ou jusqu'à la date réelle de la cession, selon le cas.

Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés importants ont été éliminés. Dans les cas où les méthodes comptables des filiales diffèrent de celles de la Société, la Société a effectué les ajustements appropriés pour assurer leur conformité aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés. Aux fins des états financiers consolidés, les états financiers de toutes les filiales importantes sont dressés pour la même période de présentation de l'information financière que ceux de la société mère.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers consolidés selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les estimations significatives touchent les paiements fondés sur des actions, les impôts sur le résultat, la perte de valeur du goodwill, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, et les provisions.

Paiements fondés sur des actions

La Société détermine le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres et des transactions réglées en trésorerie conclues avec des employés et des administrateurs selon la juste valeur des attributions. La juste valeur est calculée d'après les cours du marché observables ou au moyen d'un modèle d'évaluation approprié. Le recours à des modèles d'évaluation des options aux fins de la détermination de la juste valeur exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, notamment la volatilité attendue des cours, la durée de vie attendue de l'attribution et le taux de dividende attendu. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Les hypothèses et modèles utilisés pour l'estimation de la juste valeur des paiements fondés sur des actions figurent à la note 18.

Impôts sur le résultat

La comptabilisation des passifs d'impôts sur le résultat exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle porte des jugements à l'égard du résultat ultime des déclarations et des cotisations fiscales. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des cotisations individuelles par ces juridictions. Les déclarations fiscales peuvent faire intervenir des questions complexes, dont la résolution peut se prolonger considérablement en cas d'un litige ou d'une nouvelle cotisation par les administrations fiscales. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels ces pertes fiscales pourront être imputées. La direction doit faire preuve de beaucoup de jugement pour déterminer le montant de l'actif d'impôt différé qui peut être comptabilisé en fonction du moment où les bénéfices imposables futurs seront réalisés et de leur montant.

L'interprétation de règlements fiscaux complexes, la modification de la législation fiscale et le montant des bénéfices imposables futurs, ainsi que le moment où ils seront réalisés, comportent de nombreuses incertitudes. La Société établit des provisions d'après des estimations raisonnables à l'égard des conséquences possibles des contrôles par l'administration fiscale respective des pays dans lesquels elle exerce ses activités. Le montant de ces provisions est fondé sur divers facteurs, comme l'expérience de contrôles fiscaux précédents de la Société.

Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an ou lorsqu'un événement ou un changement de circonstances indique qu'une dépréciation a pu se produire, afin d'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont attribués est supérieure ou égale à leur valeur comptable.

Pour déterminer la valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité, la direction a recours à des modèles d'évaluation qui prennent en compte des facteurs comme le résultat projeté, le multiple cours-bénéfice et les taux d'actualisation. La direction doit faire preuve de jugement pour choisir l'approche de détermination de la valeur recouvrable et formuler les hypothèses requises. Ce jugement peut influencer sur la valeur recouvrable et sur toute réduction de valeur pour dépréciation. Les hypothèses clés utilisées pour déterminer les valeurs recouvrables des diverses unités génératrices de trésorerie sont présentées à la note 12.

Dépréciation des autres actifs à long terme

La Société évalue ses actifs à long terme à la date de clôture pour déterminer s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif au moyen des meilleures estimations de la direction et de l'information disponible.

Provision pour pertes sur créances

La Société comptabilise des provisions pour créances douteuses associées aux créances clients, prêts, avances et autres créances. La Société constitue une provision pour pertes sur créances en fonction de l'estimation faite par la direction des valeurs non recouvrables probables. Il faut faire preuve de jugement à l'égard du moment où il faut constituer une provision pour pertes sur créances et du montant des provisions spécifiques requises, en tenant compte de la solvabilité de la contrepartie, des tendances économiques actuelles et de l'expérience. Les soldes des créances clients sont en général garantis par des titres; par conséquent, la provision est habituellement établie après avoir tenu compte de la valeur de marché de la garantie, le cas échéant.

Évaluation des instruments financiers

La Société évalue ses instruments financiers à la juste valeur ou au coût amorti. La juste valeur est calculée d'après les cours de marché fournis par des sources indépendantes, s'ils sont disponibles. Si aucun cours de marché n'est disponible, la juste valeur est calculée au moyen de modèles d'évaluation. Les données utilisées dans ces modèles, comme la volatilité attendue et les décotes de liquidité, proviennent de données de marché observables, si possible, mais si aucune donnée observable n'est disponible, le jugement est requis pour déterminer la juste valeur.

L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la juste valeur et l'estimation des justes valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision, surtout lorsqu'aucune donnée observable n'est disponible. Toute modification des hypothèses et des données utilisées pour évaluer les instruments financiers pourrait avoir une incidence sur les justes valeurs présentées.

Provisions

La Société comptabilise une provision pour les questions juridiques en suspens ou en cours et les enquêtes réglementaires. La détermination des provisions liées aux questions juridiques fait appel au jugement de la direction après consultation d'un conseiller juridique, qui prend en compte des facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité d'une action fautive d'un employé de la Société et les précédents. Des provisions pour litiges éventuels sont comptabilisées par la Société lorsqu'il est probable que celle-ci subira une perte par suite d'un événement passé et que le montant de celle-ci peut être estimé de manière fiable. La Société comptabilise également les provisions liées aux frais de restructuration lorsque les critères de comptabilisation s'appliquant aux provisions sont respectés.

NOTE 3

Adoption de nouvelles normes et interprétations et de normes et interprétations révisées

INSTRUMENTS FINANCIERS

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). L'intention de l'IASB est que l'IFRS 9 remplace définitivement tout l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). Toutefois, l'IASB a divisé son projet de remplacer l'IAS 39 en trois grandes étapes. Au fur et à mesure que l'IASB franchira chaque étape, il éliminera les sections pertinentes de l'IAS 39 et créera des ajouts à l'IFRS 9 pour remplacer les exigences dans l'IAS 39. Les trois grandes étapes du projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39 sont les suivantes :

- a) Étape 1 : Classement et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers
- b) Étape 2 : Méthode de dépréciation
- c) Étape 3 : Comptabilité de couverture

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, qui prescrivait une seule approche pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, en lieu et place des nombreuses règles de l'IAS 39. L'approche de l'IFRS 9 est fondée sur le modèle économique que suit l'entité pour la gestion de ses instruments financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.

En octobre 2010, l'IASB a publié des ajouts à l'IFRS 9 qui fournissent des directives sur le classement et l'évaluation des passifs financiers. La plupart des exigences contenues dans l'IAS 39 pour le classement et l'évaluation des passifs financiers ont été reportées sans modification dans l'IFRS 9.

Après la décision de l'IASB en décembre 2011 de reporter la date de prise d'effet, la norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, et l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés. L'IASB poursuit ses délibérations à l'égard des deuxième et troisième étapes de ce projet portant sur les instruments financiers.

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

L'IAS 1, *Présentation des états financiers* (IAS 1), a été modifiée par l'IASB en juin 2011. Les éléments des AERG devront être regroupés dans deux catégories, selon qu'ils sont susceptibles ou non d'être reclassés ultérieurement en résultat net. La possibilité de présenter un seul état du résultat global, ou encore deux états distincts du résultat net et du résultat global demeure. Les modifications à l'IAS 1 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence des modifications sur ses états financiers consolidés.

AUTRES NORMES

L'IASB a publié les normes suivantes en mai 2011. Ces normes s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence qu'auront ces normes nouvelles et modifiées sur ses états financiers consolidés.

IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10)

L'IFRS 10 remplace l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (IAS 27), et l'Interprétation SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. Cette norme présente un modèle unique de consolidation pour l'ensemble des entités fondé sur le contrôle, qui est défini selon que l'investisseur a 1) un pouvoir sur l'autre entité, 2) une exposition, ou des droits, à des rendements variables de cette autre entité, et 3) la capacité d'utiliser son pouvoir afin d'influencer les rendements de l'entité.

IFRS 11, *Partenariats* (IFRS 11)

L'IFRS 11 remplace l'IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et l'Interprétation SIC-13, *Entités contrôlées conjointement*. Cette norme distingue les partenariats selon qu'ils répondent à la définition d'entreprise commune ou de coentreprise. Une entreprise commune est un accord conjoint par lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs. Dans le cadre d'une coentreprise, un coentrepreneur comptabilise sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges de la coentreprise. Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur les actifs nets de celle-ci. Les intérêts dans l'entreprise sont comptabilisés en appliquant la méthode de la mise en équivalence.

IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* (IFRS 12)

L'IFRS 12 établit les informations à fournir relativement aux intérêts détenus dans d'autres entités, comme des partenariats, des entreprises associées, des entités ad hoc et des entités non consolidées.

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (IFRS 13)

L'IFRS 13 est une norme complète qui définit la juste valeur, établit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur et détermine les informations à fournir au sujet des évaluations de la juste valeur. Cette nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une transaction volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation.

IAS 27, États financiers consolidés et individuels et IAS 28, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises (IAS 28)

L'IASB a aussi modifié des normes existantes, notamment l'IAS 27 et l'IAS 28. L'IAS 27 porte sur la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. L'IAS 28 a été modifiée pour inclure les coentreprises dans son champ d'application et pour tenir compte des modifications apportées aux normes IFRS 10 à IFRS 13.

NOTE 4**Première application des IFRS**

Tel qu'il est exigé par le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada, la Société a adopté les IFRS en date du 1^{er} avril 2011. La Société a choisi comme date de transition le 1^{er} avril 2010 et elle a préparé son état de la situation financière consolidé d'ouverture en IFRS à cette date. Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux méthodes comptables décrites à la note 5.

Pour toutes les périodes jusqu'à l'exercice clos le 31 mars 2011 inclusivement, les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux PCGR du Canada. Par conséquent, la Société a préparé pour la première fois selon les IFRS ses états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 mars 2012.

La Société a préparé son état de la situation financière d'ouverture consolidé en IFRS à la date de transition conformément aux dispositions de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (IFRS 1). Il existe certaines différences entre les PCGR du Canada et les IFRS en ce qui a trait à la comptabilisation de transactions ou d'événements avant la date de transition aux IFRS, ce qui donne lieu à des ajustements qui peuvent avoir une incidence sur l'état de la situation financière d'ouverture en IFRS. Comme le prescrit l'IFRS 1, ces ajustements sont comptabilisés directement dans les résultats non distribués au 1^{er} avril 2010. De façon générale, les IFRS doivent être appliquées de manière rétrospective, mais l'IFRS 1 prévoit certaines exceptions obligatoires et autres exemptions.

Les notes complémentaires fournissent des détails sur les principaux ajustements effectués par la Société lors du redressement de ses états de la situation financière selon les PCGR du Canada aux 1^{er} avril 2010 et 31 mars 2011 et de son état du résultat et du résultat étendu pour l'exercice clos le 31 mars 2011.

EXEMPTIONS APPLIQUÉES

L'IFRS 1 permet aux sociétés qui appliquent les IFRS pour la première fois de se prévaloir de certaines exemptions à l'application rétrospective de certaines IFRS, pour l'exercice clos le 31 mars 2012. La Société s'est prévaluée des exemptions suivantes pour son état de la situation financière consolidé d'ouverture en date du 1^{er} avril 2010 :

- Regroupements d'entreprises – L'IFRS 1 prévoit qu'à la première application des IFRS, une société peut décider de ne pas appliquer l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3), de manière rétrospective aux regroupements survenus avant la date de transition. La Société a appliqué l'IFRS 3 pour l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity (Genuity) et de The Balloch Group Limited (TBG) qui ont eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011. Par conséquent, la Société a appliqué l'IFRS 3 pour tous les regroupements d'entreprises survenus après le 1^{er} avril 2010. La Société s'est prévaluée de cette exemption pour toutes les acquisitions qui sont survenues avant le 1^{er} avril 2010.
- Montant cumulé des différences de conversion – L'IFRS 1 permet à une société qui applique les IFRS pour la première fois de ne pas se conformer aux dispositions de l'IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères* (IAS 21), pour ce qui est du montant cumulé des différences de conversion qui existaient à la date de transition aux IFRS. La Société a choisi de se prévaloir de cette exemption et a ramené à zéro le montant cumulé des différences de conversion et a ajusté les résultats non distribués du même montant à la date de la transition aux IFRS.
- Paiement fondé sur des actions – L'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions* (IFRS 2), n'a pas été appliquée aux paiements fondés sur des actions consentis avant le 7 novembre 2002, ni à ceux consentis après cette date et dont les droits ont été acquis avant le 1^{er} avril 2010.
- Contrats de location – L'IFRS 1 offre à une société qui applique les IFRS pour la première fois l'option de déterminer si un accord existant à la date de transition aux IFRS contient un contrat de location sur la base des faits et des circonstances existant à cette date. La Société a choisi d'utiliser l'information à la date de transition pour déterminer si un accord contient un contrat de location. Ce choix n'a pas eu d'incidence sur la comptabilisation des contrats de location de la Société.

ESTIMATIONS

Les estimations à la date de transition sont conformes à celles faites antérieurement conformément aux PCGR du Canada, sauf lorsque nécessaire pour refléter toute différence entre les méthodes comptables.

RAPPROCHEMENT DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ AU 1^{ER} AVRIL 2010

Notes	PCGR du Canada	Paiements fondés sur des actions	Change	Instruments financiers	Provisions	Impôts sur le résultat	IFRS
		A	B	C	D	E	
ACTIFS							
Actifs courants							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	731 852 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	731 852 \$
Titres détenus	362 755	—	—	—	—	—	362 755
Créances clients	1 972 924	—	—	—	—	—	1 972 924
Impôts futurs	13 190	—	—	—	—	(13 190)	—
Total des actifs courants	3 080 721	—	—	—	—	(13 190)	3 067 531
Actifs d'impôt différé	—	—	—	—	—	12 946	12 946
Placements	5 000	—	—	1 732	—	—	6 732
Matériel et aménagements des locaux loués	38 127	—	—	—	—	—	38 127
	3 123 848 \$	— \$	— \$	1 732 \$	— \$	(244) \$	3 125 336 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES							
Passifs courants							
Dette bancaire	29 435 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	29 435 \$
Titres vendus à découvert	364 137	—	—	—	—	—	364 137
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 308 146	—	—	—	(4 991)	—	2 303 155
Provisions	—	—	—	—	4 991	—	4 991
Impôts sur le résultat à payer	5 385	—	—	—	—	—	5 385
Dette subordonnée	15 000	—	—	—	—	—	15 000
Total des passifs courants	2 722 103	—	—	—	—	—	2 722 103
Capitaux propres							
Actions ordinaires	185 691	—	—	—	—	—	185 691
Surplus d'apport	57 351	752	—	—	—	—	58 103
Résultats non distribués	194 007	(752)	(35 304)	—	—	187	158 138
Cumul des AERG	(35 304)	—	35 304	1 732	—	(431)	1 301
Total des capitaux propres	401 745	—	—	1 732	—	(244)	403 233
	3 123 848 \$	— \$	— \$	1 732 \$	— \$	(244) \$	3 125 336 \$

RAPPROCHEMENT DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ AU 31 MARS 2011

Notes	PCGR du Canada	Paiements fondés sur des actions	Change	Instruments financiers	Provisions	Impôts sur le résultat	IFRS
		A	B	C	D	E	
ACTIFS							
Actifs courants							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	954 068 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	954 068 \$
Titres détenus	947 185	—	—	—	—	—	947 185
Créances clients	2 828 812	—	—	—	—	—	2 828 812
Impôts futurs	15 309	—	—	—	—	(15 309)	—
Total des actifs courants	4 745 374	—	—	—	—	(15 309)	4 730 065
Actifs d'impôt différé	—	—	—	—	—	1 503	1 503
Placements	5 000	—	—	934	—	—	5 934
Matériel et aménagements des locaux loués	40 818	—	—	—	—	—	40 818
Immobilisations incorporelles	73 923	—	—	—	—	—	73 923
Goodwill	245 257	—	—	—	—	—	245 257
	5 110 372 \$	— \$	— \$	934 \$	— \$	(13 806) \$	5 097 500 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES							
Passifs courants							
Dette bancaire	13 580 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	13 580 \$
Titres vendus à découvert	722 613	—	—	—	—	—	722 613
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 557 275	—	—	—	(6 151)	—	3 551 124
Provisions	—	—	—	—	6 151	—	6 151
Impôts sur le résultat à payer	23 977	—	—	—	—	—	23 977
Dette subordonnée	15 000	—	—	—	—	—	15 000
Total des passifs courants	4 332 445	—	—	—	—	—	4 332 445
Passifs d'impôt différé	21 404	—	—	—	—	(13 241)	8 163
	4 353 849	—	—	—	—	(13 241)	4 340 608
Capitaux propres							
Actions ordinaires	467 050	—	—	—	—	—	467 050
Surplus d'apport	53 441	(1 274)	—	—	—	—	52 167
Résultats non distribués	273 007	1 274	(35 304)	—	—	(330)	238 647
Cumul des AERG	(36 975)	—	35 304	934	—	(235)	(972)
Total des capitaux propres	756 523	—	—	934	—	(565)	756 892
	5 110 372 \$	— \$	— \$	934 \$	— \$	(13 806) \$	5 097 500 \$

RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT NET ET DU RÉSULTAT (ÉTENDU) GLOBAL PRÉSENTÉS SELON LES PCGR DU CANADA ET LES IFRS

Le tableau qui suit fait le rapprochement du résultat net et du résultat étendu de la Société présentés selon les PCGR du Canada avec son résultat net et son résultat global selon les IFRS pour l'exercice clos le 31 mars 2011.

	Notes	Exercice clos le 31 mars 2011		
		PCGR du Canada	Incidence de la transition	IFRS
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES				
Commissions		294 650 \$	— \$	294 650 \$
Financement de sociétés		327 499	—	327 499
Honoraires de consultation		84 914	—	84 914
Négociation à titre de contrepartiste		43 644	—	43 644
Intérêts		24 040	—	24 040
Divers		28 884	—	28 884
		803 631	—	803 631
CHARGES				
Rémunération au rendement	A	391 050	(2 004)	389 046
Charges salariales		64 420	—	64 420
Frais de négociation		31 507	—	31 507
Locaux et matériel		27 158	—	27 158
Communications et technologie		25 466	—	25 466
Intérêts		7 811	—	7 811
Frais d'administration		67 882	—	67 882
Amortissement		12 742	—	12 742
Frais de développement	A	22 409	(22)	22 387
Frais connexes aux acquisitions		12 740	—	12 740
		663 185	(2 026)	661 159
Résultat avant impôts sur le résultat		140 446	—	142 472
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat				
Exigibles		41 437	841	42 278
Différés	E	775	(324)	451
		42 212	517	42 729
Résultat net de l'exercice		98 234 \$	1 509 \$	99 743 \$
AERG net des impôts et des taxes		(1 671) \$	— \$	(1 671) \$
Pertes latentes nettes sur les actifs disponibles à la vente, avant impôts	C	—	(798)	(798)
Recouvrement d'impôts sur le résultat lié aux pertes latentes nettes sur les actifs disponibles à la vente	E	—	196	196
Résultat global		96 563 \$	907 \$	97 470 \$

Notes du rapprochement de la situation financière aux 1^{er} avril 2010 et 31 mars 2011 et des rapprochements du résultat net et du résultat global pour l'exercice clos le 31 mars 2011**A. Paiements fondés sur des actions**

En vertu des PCGR du Canada, la Société avait l'option de comptabiliser les déchéances de paiements fondés sur des actions lorsqu'elles se produisaient ou d'estimer un taux de déchéance à la comptabilisation initiale. Selon l'ancienne convention comptable, la Société comptabilisait les déchéances lorsqu'elles se produisaient. Selon les IFRS, un taux de déchéance doit être estimé à la comptabilisation initiale. Par suite de la transition, la Société a établi un taux de déchéance fondé sur des données historiques et a calculé l'incidence sur l'amortissement de tous les paiements fondés sur des actions.

Selon les PCGR du Canada, les paiements fondés sur des actions pouvaient être amortis selon une méthode d'amortissement linéaire ou graduelle dans le cas des attributions dont les droits sont acquis de façon graduelle. Selon les IFRS, ces attributions doivent être amorties selon la méthode d'amortissement graduel.

B. Change

La Société a choisi de se prévaloir de l'exemption de se conformer aux dispositions de l'IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*, pour ce qui est du montant cumulé des différences de conversion qui existaient à la date de transition aux IFRS. Par conséquent, la Société a éliminé le montant cumulé des différences de conversion de 35,3 millions de dollars et a ajusté les résultats non distribués du montant correspondant à la date de transition aux IFRS.

C. Instruments financiers

Les actifs financiers sans prix coté sur un marché qui sont classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés au coût selon les PCGR du Canada. Toutefois, selon les IFRS, les actifs financiers sans prix coté sur un marché qui sont classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur, à moins que celle-ci ne puisse être mesurée de façon fiable. Selon les PCGR du Canada, le placement de la Société dans le système de négociation parallèle Alpha est désigné disponible à la vente et est comptabilisé au coût. Selon les IFRS, le placement doit être comptabilisé à la juste valeur, à moins que celle-ci ne puisse être évaluée de façon fiable, et les profits et les pertes latents doivent être comptabilisés dans les AERG. La direction a établi qu'une évaluation fiable de la juste valeur pouvait être effectuée, et l'ajustement à la juste valeur a été comptabilisé en conséquence.

D. Provisions

Selon les PCGR du Canada, la Société comptabilisait les montants liés aux passifs éventuels, qui sont inclus dans les dettes fournisseurs et charges à payer, conformément aux critères de comptabilisation applicables. Ces montants seraient considérés comme des provisions selon les IFRS et doivent être présentés séparément aux états de la situation financière consolidés. Selon les IFRS, il faut également que la provision courante soit séparée de la provision non courante. Les critères de comptabilisation des PCGR du Canada diffèrent de ceux des IFRS. Selon les PCGR du Canada, une entité doit comptabiliser les passifs éventuels lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources économiques sera nécessaire pour régler l'obligation. Selon les IFRS, une provision doit aussi être comptabilisée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources économiques sera nécessaire pour régler l'obligation; cependant, en vertu des IFRS, le terme «probable» correspond à la définition de «plus probable qu'improbable», soit un seuil de comptabilisation moins élevé qu'en vertu des PCGR du Canada.

E. Impôts sur le résultat

Aucune différence importante n'a été relevée dans la méthode de calcul des provisions pour l'impôt exigible et l'impôt différé. Les divers ajustements transitionnels décrits ci-dessus entraînent des ajustements de la valeur comptable des comptes correspondants qui donnent lieu à des différences temporelles ajustées. Par suite du passage aux IFRS, la Société a recalculé le passif d'impôt différé à partir des soldes révisés à l'aide d'un taux d'impôt de 24,9 %. De plus, selon les IFRS, l'impôt différé doit être classé comme non exigible tandis qu'il était classé comme exigible ou non exigible selon la nature des différences temporelles selon les PCGR du Canada.

Selon les IFRS, les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

F. Ajustements importants au tableau des flux de trésorerie

Il n'y a pas eu d'incidence importante sur la présentation du tableau des flux de trésorerie consolidé de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Les ajustements comprennent les incidences sur le résultat global et les éléments opérationnels sans effet de trésorerie du fait des ajustements liés à la transition décrits ci-dessus.

NOTE 5

Résumé des principales méthodes comptables**REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES**

Les regroupements d'entreprises ont été comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition correspond au total de la juste valeur des actifs remis, des passifs contractés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par la Société, évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et le montant de toute participation ne donnant pas le contrôle de l'entreprise acquise. Pour tout regroupement d'entreprises, la Société détermine si elle évalue la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise à la juste valeur ou selon la quote-part de la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. La méthode fondée sur la quote-part a été adoptée pour l'acquisition de la participation de 50 % dans Canaccord BGF. Les coûts d'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation selon l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition, à l'exception des actifs non courants (ou des groupes destinés à être cédés) classés comme étant détenus en vue de la vente selon l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, qui sont comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Toute contrepartie éventuelle qui sera transférée par l'acquéreur est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition à la meilleure estimation de ce montant. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle qui sont réputées être une charge seront comptabilisées dans les états du résultat.

Le goodwill découlant de l'acquisition est comptabilisé à titre d'actif et initialement évalué au coût, soit l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables qui ont été acquis et des passifs qui ont été repris. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur de l'actif net de la filiale acquise, la différence est comptabilisée dans les états du résultat.

Par suite de la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans chacun des regroupements d'entreprises doit, à partir de la date d'acquisition, être affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société qui devraient bénéficier des regroupements correspondants, que d'autres actifs ou passifs de la société acquise soient ou non affectés à ces unités.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au taux de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au taux de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les états du résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux taux historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie de fonctionnement autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des AERG. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des AERG liée à cet établissement est comptabilisée dans les états du résultat consolidés.

GOODWILL

Le goodwill représente l'excédent du prix d'achat payé pour l'acquisition des filiales sur la juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles identifiables nettes acquises. Par suite de la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé aux états du résultat consolidés dans la dotation aux amortissements.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable doivent être réexaminés au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity, de la participation de 50 % dans BGF et de CSHP comprennent les marques, les relations clients, le carnet de commandes, la technologie, les permis de négociation et les ententes de non-concurrence qui ont une durée déterminée et qui sont amorties d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les périodes d'amortissement estimatives de ces immobilisations incorporelles amortissables sont comme suit :

	Genuity	BGF	CSHP
Marques	Durée indéterminée	1 an	1 an
Relations clients	11 ans	5 ans	8 à 24 ans
Carnet de commandes	0,4 an	1 an	1 an
Ententes de non-concurrence	5 ans	10 ans	s. o.
Permis de négociation	s. o.	Durée indéterminée	s. o.
Technologie	s. o.	s. o.	3 ans

Les permis de négociation acquis dans le cadre de l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF sont considérés comme ayant une durée de vie indéterminée du fait qu'ils devraient offrir à la Société des avantages sur une période continue. Les marques acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur une période continue.

Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

PERTE DE VALEUR DU GOODWILL ET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Par suite de la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans chacun des regroupements d'entreprises doit, à compter de la date d'acquisition, être affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société qui devraient bénéficier de l'acquisition. Le goodwill est soumis annuellement à un test de dépréciation ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent qu'il pourrait s'être déprécié. Une réduction est comptabilisée si le montant recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie, qui correspond au montant le plus élevé de la juste valeur estimée diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité, est inférieur à la valeur comptable. Toute perte de valeur du goodwill est passée en charges dans la période au cours de laquelle la perte de valeur est identifiée. Les pertes de valeur liées au goodwill ne sont pas reprises si la valeur de l'unité génératrice de trésorerie est recouvrée ultérieurement.

Les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ne sont pas amorties, mais sont plutôt soumises à un test de dépréciation une fois l'an ou plus fréquemment lorsque des événements ou changements de circonstances indiquent que l'immobilisation pourrait avoir subi une dépréciation. Les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumises à un test de dépréciation en comparant la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie auxquelles elles ont été attribuées à la valeur comptable de ces unités génératrices de trésorerie. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable excède la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie. Pour estimer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie, la Société suit une méthode axée sur la valeur d'utilité qui repose sur les flux de trésorerie actualisés projetés devant être tirés des immobilisations en cause.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les titres de papier commercial et les acceptations bancaires ayant une échéance de moins de trois mois à partir de la date d'achat.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société classe les instruments financiers selon l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39) dans l'une des catégories suivantes : juste valeur par le biais du résultat net, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, disponibles à la vente et autres passifs financiers. La Société détermine le classement des instruments financiers au moment de leur comptabilisation initiale.

i] Actifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

Les actifs financiers sont comptabilisés lorsque l'entité devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. En ce qui a trait aux actifs financiers, le principe de la comptabilisation à la date de transaction s'applique, la date de transaction étant la date à laquelle la société s'engage à acheter ou à vendre l'actif.

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués initialement à la juste valeur. Les coûts de transaction liés aux instruments financiers classés comme détenus à des fins de transaction sont comptabilisés en résultat net lorsqu'ils sont engagés. Les coûts de transaction engagés pour tous les instruments financiers autres que ceux classés comme détenus à des fins de transaction sont inclus dans le coût de l'actif.

Classement et évaluation ultérieure

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les actifs détenus à des fins de transaction et les actifs financiers désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les actifs financiers acquis aux fins des activités de négociation sont classés comme détenus à des fins de transaction et sont évalués à la juste valeur, les profits latents et pertes latentes en découlant étant comptabilisés en résultat net. En outre, l'IAS 39 permet à une entité de désigner un instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale ou de l'adoption de cette norme même si cet instrument ne répond pas à tous autres égards à la définition d'un instrument classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net tel qu'il est précisé dans l'IAS 39, dans la mesure où la juste valeur peut être déterminée de manière fiable. La Société n'a désigné aucun actif financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale. Les actifs financiers de la Société classés comme détenus à des fins de transaction comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les titres détenus, y compris les instruments financiers dérivés.

La Société évalue périodiquement le classement de ses actifs financiers comme détenus à des fins de transaction, si son intention de vendre les actifs financiers à court terme est toujours appropriée. Lorsque la Société est dans l'incapacité de négocier ces actifs financiers parce que les marchés sont inactifs ou que la direction modifie considérablement son intention de les vendre dans un avenir prévisible, la Société peut décider, dans des cas rares, de reclasser ces actifs financiers.

Actifs financiers classés comme disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont généralement évalués à la juste valeur, et les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées dans les AERG, nets des impôts et taxes, jusqu'à ce que les actifs soient vendus ou dépréciés, auquel moment la variation est comptabilisée dans le résultat net de l'exercice. Les placements en instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente pour lesquels on ne dispose pas de prix cotés sur un marché actif sont évalués à la juste valeur, sauf si la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable. Les investissements de la Société dans le système de négociation parallèle Alpha et dans Euroclear sont classés comme disponibles à la vente et évalués à leur juste valeur estimée.

Actifs financiers classés comme prêts et créances et comme détenus jusqu'à l'échéance

Les actifs financiers classés comme prêts et créances et comme détenus jusqu'à l'échéance sont évalués au coût amorti. Le coût amorti est le montant auquel est évalué l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale, diminué des remboursements en principal et des pertes de valeur et inclut l'amortissement de la surcote ou de la décote sur l'acquisition. La Société classe les créances clients comme prêts et créances.

Dépréciation d'actifs financiers

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers. Dans le cas des titres de créance ou des titres de capitaux propres classés comme disponibles à la vente ou comme détenus jusqu'à l'échéance, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur d'un titre en deçà de son coût est prise en considération pour déterminer si le titre s'est déprécié.

S'il existe une indication objective de dépréciation, le montant de la perte est comptabilisé dans les états du résultat et est évalué comme l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur.

ii] Passifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée, dans le cas des autres passifs financiers, des coûts de transaction directement attribuables, et sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ou comme autres passifs financiers.

Classement et évaluation ultérieure*Passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net*

Les passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net incluent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et les passifs financiers désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être vendus dans un proche avenir. Les profits ou les pertes sur les passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans les états du résultat. La Société n'a désigné aucun passif financier qui ne répondait pas à tous autres égards à la définition de passif à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale à titre de passif à la juste valeur par le biais du résultat net. La dette bancaire, les titres vendus à découvert et les instruments financiers dérivés sont classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur.

Passifs financiers classés comme autres passifs financiers

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers classés comme autres passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés dans les états du résultat au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les autres passifs financiers comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, la facilité de crédit à court terme, les provisions et la dette subordonnée. La valeur comptable des autres passifs financiers s'approche de leur juste valeur.

iii] Compensation des instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est comptabilisé dans les états de la situation financière consolidés si, et seulement si la Société a un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

iv] Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers qui sont négociés sur des marchés actifs à chaque date de clôture est déterminée en fonction des prix cotés sur un marché actif ou des cotations de courtiers (le cours acheteur pour les positions acheteur et le cours vendeur pour les positions vendeur), sans aucune déduction au titre des coûts de transaction.

Dans le cas des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation appropriées et fiables. Ces techniques peuvent comprendre l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles d'évaluation. Les techniques d'évaluation peuvent nécessiter l'utilisation d'estimations ou d'hypothèses posées par la direction s'il n'existe pas de données de marché observables. Si la technique d'évaluation est considérée comme non fiable, l'instrument financier est évalué au coût.

v] Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période visée.

La Société négocie des contrats à terme standardisés qui sont des contrats d'achat ou de vente de montants standardisés d'obligations gouvernementales, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque de courbe de rendement et le risque de liquidité.

TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont comptabilisés à la juste valeur d'après le prix coté sur un marché actif ou selon un modèle d'évaluation, s'il n'y a pas de prix de marché disponible. Les profits latents et les pertes latentes sont présentés en résultat. Certains titres détenus ont été donnés en garantie pour les transactions d'emprunt de titres. Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont classés comme instruments financiers détenus à des fins de transaction.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Les titres empruntés et les titres prêtés sont comptabilisés au montant des garanties en trésorerie livrées et reçues dans le cadre des transactions. Les transactions d'emprunt de titres exigent que la Société dépose un montant en trésorerie, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'un montant en trésorerie ou sous une autre forme qui est généralement supérieure à la valeur marchande

des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres prêtés et empruntés par rapport à la garantie en trésorerie et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre une partie de la garantie déposée pour s'assurer que ces transactions sont assorties d'une sûreté suffisante.

Les transactions de prise en pension et de mise en pension de titres représentent des transactions de financement garanties. La Société reçoit des titres pris en pension, assure la livraison des titres mis en pension, surveille chaque jour la valeur marchande de ces titres et donne ou reçoit une garantie additionnelle, s'il y a lieu.

La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces transactions et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable. Au 31 mars 2012, les taux variables des actions et des obligations s'établissaient dans une fourchette de 0,00 % à 0,68 % (0,00 % à 0,67 % au 31 mars 2011 et 0,00 % à 0,049 % au 1^{er} avril 2010).

COMPTABILISATION DES PRODUITS

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société et que l'on peut évaluer ces avantages de façon fiable. La Société évalue ses ententes génératrices de produits pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire.

Les produits tirés des commissions comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services tarifés, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les valeurs achetées aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés comme une réduction des produits des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2012 ont totalisé 28,1 millions \$ (28,3 millions \$ au 31 mars 2011).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes et des autres transactions de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement terminée aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement terminée aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste consistent en des produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont constatés selon la date de transaction.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés de nos services de courtage de correspondance et les produits tirés des frais d'administration.

MATÉRIEL ET AMÉNAGEMENTS DES LOCAUX LOUÉS

Le matériel, les immeubles et les aménagements des locaux loués sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

Matériel informatique	33 %, solde dégressif
Mobilier et matériel	10 % à 20 %, solde dégressif
Aménagements des locaux loués	Méthode linéaire, sur la durée des baux respectifs

Un élément d'immobilisation corporelle et toute partie spécifique initialement comptabilisée sont décomptabilisés lors de leur sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur utilisation ou de leur sortie. Le profit ou la perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé comme l'écart entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans les états du résultat consolidés au moment de la décomptabilisation de l'actif.

La valeur résiduelle de l'actif, sa durée d'utilité et la méthode d'amortissement utilisée sont examinées à chaque date de clôture et ajustés prospectivement, le cas échéant.

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Impôts exigibles

Les actifs et les passifs d'impôts exigibles pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat fiscal.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporelles à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, sauf dans le cas où le passif d'impôt différé est généré par des participations dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et des pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable qu'il existe un bénéfice imposable auquel ces différences temporelles déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et les pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé qui n'ont pas été comptabilisés jusque-là sont évalués à chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les états du résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concerne des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Taxes sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net des taxes sur les ventes recouvrables auprès de l'administration fiscale ou exigibles par celle-ci est inclus à titre de partie des créances clients ou des dettes fournisseurs dans les états de la situation financière.

ACTIONS AUTODÉTENUES

Les instruments de capitaux propres faisant partie du capital autorisé de la Société qui sont rachetés (actions autodétenues) sont comptabilisés au coût et déduits des capitaux propres. Cela comprend les actions détenues dans le cadre de notre régime d'intéressement à long terme et des prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis. Aucun profit ni aucune perte n'est comptabilisé dans les états du résultat au moment de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation des instruments de capitaux propres de la Société. Tout écart entre la valeur comptable et la contrepartie, en cas de réémission, est comptabilisé dans le surplus d'apport. Les droits de vote liés aux actions autodétenues sont annulés par la Société et aucun dividende ne leur est attribué.

RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat dilué par action ordinaire reflète l'effet dilutif des prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis, l'engagement à l'égard de l'émission d'actions en rapport avec les régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions, les actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages du personnel, et l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du régime d'intéressement à long terme basé sur la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction et les administrateurs) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (UAD) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). L'effet dilutif des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat dilué par action ordinaire.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Le coût est comptabilisé graduellement.

La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres, dont les droits seront finalement acquis lorsqu'elle calcule les dotations aux amortissements. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres qui finalement ne sont pas acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits (note 18). Le passif est réévalué à la juste valeur à chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les états du résultat.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les états du résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôts reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges sont comptabilisées lorsqu'il est probable que la Société sera responsable de l'obligation future par suite d'un événement passé lié aux règlements juridiques ou aux litiges.

Provisions pour frais de restructuration

Les provisions pour frais de restructuration ne sont comptabilisées que lorsque les critères de comptabilisation sont pleinement respectés. Afin que les critères de comptabilisation soient respectés, la Société doit avoir en place un plan officiel détaillé quant à l'entreprise ou une partie de l'entreprise concernée, à l'emplacement et au nombre d'employés touchés, une estimation détaillée des frais connexes et un calendrier approprié. En outre, les employés touchés doivent aussi s'attendre valablement à ce que la restructuration ait cours ou que sa mise en œuvre ait commencé. La provision pour frais de restructuration inclut les frais de restructuration du personnel, les charges de réorganisation et les provisions pour contrats de location déficitaires.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse sa valeur recouvrable. La Société évalue à chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable.

Pour les actifs autres que le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée, la Société détermine à chaque date de clôture s'il existe un quelconque indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement sont susceptibles de ne plus exister ou d'avoir diminué. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement peut être reprise jusqu'à concurrence du moins élevé de son montant recouvrable et de la valeur comptable qui aurait prévalu si la perte de valeur n'avait pas été comptabilisée aux périodes précédentes. Les reprises de pertes de valeur sont comptabilisées dans les états du résultat. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

CONTRATS DE LOCATION

La détermination qu'un accord constitue, ou contient, un contrat de location est fondée sur la substance de l'accord à la date de commencement, si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un actif donné ou de plusieurs actifs donnés, ou si l'accord confère un droit d'utiliser l'actif, même si ce droit n'est pas explicitement mentionné dans l'accord. La Société a évalué ses contrats de location et conclu qu'elle détient uniquement des contrats comportant des caractéristiques d'un contrat de location simple. Un contrat de location simple est un contrat qui ne transfère pas la quasi-totalité des risques et des avantages et la propriété d'un actif à un locataire. Les paiements au titre de la location simple sont comptabilisés à titre de charge dans les états du résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

COÛTS D'EMPRUNT

La Société engage des coûts d'emprunt liés à ses participations, aux soldes des créiteurs des courtiers en valeurs mobilières et des clients, à la facilité de crédit à court terme liée à l'acquisition de CSHP et à sa dette subordonnée. Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition d'un actif qui prend beaucoup de temps à préparer en vue de son utilisation sont comptabilisés comme élément du coût de l'actif.

FONDS DES CLIENTS

L'établissement de la Société au Royaume-Uni détient des fonds pour le compte de clients, conformément aux règles relatives aux fonds des clients de la Financial Services Authority du Royaume-Uni. Ces fonds et les passifs correspondants attribuables aux clients ne sont pas inclus dans les états de la situation financière, la Société n'étant pas leur détenteur réel. Les montants détenus pour le compte de clients à la date de clôture sont inclus à la note 22.

ÉTATS FINANCIERS COMPARATIFS

Certains éléments d'information des états financiers comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée à l'exercice considéré.

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de la Société est fondée sur les secteurs opérationnels suivants : Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord et Non sectoriel et autres. Les activités de la Société sont groupées dans les régions suivantes : Canada, Royaume-Uni et Europe, autres établissements à l'étranger, et États-Unis.

NOTE 6 Titres détenus et titres vendus à découvert

	31 mars 2012		31 mars 2011		1 ^{er} avril 2010	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	949 517 \$	824 466 \$	816 363 \$	689 509 \$	282 686 \$	342 916 \$
Actions et débetures convertibles	222 471	90 183	130 822	33 104	80 069	21 221
	1 171 988 \$	914 649 \$	947 185 \$	722 613 \$	362 755 \$	364 137 \$

Au 31 mars 2012, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2012 à 2096 (de 2011 à 2060 au 31 mars 2011; de 2010 à 2060 au 1^{er} avril 2010) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 13,00 % (de 0,50 % à 14,00 % au 31 mars 2011; de 0,50 % à 14,00 % au 1^{er} avril 2010).

Dans le cours normal des affaires, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, qui comprend le risque de juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Le risque de crédit est lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux montants nets à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières et aux créances clients. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit, compte non tenu de toute garantie détenue ou de tout rehaussement de crédit, correspond à la valeur comptable des instruments financiers présentée dans les états financiers consolidés aux 31 mars 2012 et 2011 et au 1^{er} avril 2010.

Le risque de crédit découle surtout des activités de négociation pour les particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de réduire au minimum son exposition, la Société applique certaines normes en matière de solvabilité et certaines limites quant aux transactions, et elle exige le règlement au comptant des transactions sur titres ou le règlement à la livraison. Les transactions sur marge sont garanties par les titres dans les comptes clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents et sont soumises aux procédés d'examen du crédit et de contrôle quotidien de la Société. La direction surveille la recouvrabilité des créances clients et évalue le montant de la provision pour créances douteuses. Les créances clients impayées devraient être recouvrables en l'espace d'un an. La Société a comptabilisé une provision pour créances douteuses de 13,4 millions \$ (12,0 millions \$ au 31 mars 2011; 11,6 millions \$ au 1^{er} avril 2010) (note 8).

La Société court aussi le risque que les contreparties aux transactions ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties sont composées surtout de courtiers en valeurs mobilières, d'agences de compensation, de banques et d'autres institutions financières. La Société ne se fie pas entièrement aux notes attribuées par les agences de notation de crédit pour évaluer les risques de contrepartie. La Société atténue le risque de crédit en effectuant ses propres évaluations diligentes des contreparties, en obtenant et en analysant l'information concernant la structure des instruments financiers, et en demeurant au fait des nouveautés dans le marché. La Société gère également ce risque en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines transactions et en agissant par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 31 mars 2012 et 2011 et au 1^{er} avril 2010, la concentration la plus importante de la Société par type de contrepartie était auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. La direction pense que les transactions se font dans le cours normal des affaires et ne prévoit aucune perte importante découlant de la non exécution.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidités afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités. En raison de ses activités, la Société est tenue de détenir des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. Les actifs à court terme figurant dans les états de la situation financière de la Société sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les créances clients sont généralement garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients. Des renseignements supplémentaires sur les objectifs de la Société en matière de structure du capital et de gestion du capital figurent à la note 21.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers détenus par la Société au 31 mars 2012 :

Passif financier	Valeur comptable	Échéance contractuelle
Dette bancaire	75 141 \$	Remboursable à vue
Facilité de crédit à court terme	150 000	Remboursable dans moins de six mois
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 550 600	Remboursable à moins d'un an
Provisions pour frais de restructuration	26 723	Remboursable à moins d'un an
Dette subordonnée	15 000	Remboursable à vue ¹

¹ Sous réserve de l'approbation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

La juste valeur pour les actifs et passifs financiers ci-dessus s'approche de leur valeur comptable et sera payée dans les douze mois.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des cours du marché. La Société répartit le risque de marché entre trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque lié à la juste valeur

Lorsqu'elle participe à des activités de prise ferme, la Société peut subir des pertes si elle ne réussit pas à revendre les titres qu'elle s'est engagée à acheter ou si elle est forcée de liquider son engagement en dessous du prix d'achat convenu. La Société est également exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation, de titres à revenu fixe et d'instruments financiers dérivés à titre de contrepartiste. Les titres à la juste valeur sont évalués aux cours du marché lorsque ceux-ci sont disponibles, et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur découle également de la possibilité que les fluctuations des prix du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation de stocks, ainsi que de procédés de contrôle des comptes sur marge.

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers sur le résultat net au 31 mars 2012. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2012			31 mars 2011		
	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net
Instruments financiers	Actif (passif)			Actif (passif)		
Actions et débetures convertibles détenues	222 471 \$	6 541 \$	(6 541) \$	130 822 \$	4 231 \$	(4 231) \$
Actions et débetures convertibles vendues à découvert	(90 183)	(2 651)	2 651	(33 104)	(1 071)	1 071

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers classés disponibles à la vente sur les AERG. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2012			31 mars 2011		
	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur les AERG	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur les AERG	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur les AERG	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur les AERG
Instruments financiers						
Placements	9 493 \$	507 \$	(507) \$	5 934 \$	317 \$	(317) \$

Une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur de divers instruments financiers est présentée ci-dessous. La hiérarchie renferme les niveaux suivants : le niveau 1 utilise les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, le niveau 2 a recours à d'autres techniques pour lesquelles toutes les données qui ont une incidence importante sur la juste valeur comptabilisée sont observables, directement ou indirectement, et le niveau 3 emploie des techniques qui utilisent des données ayant une incidence importante sur la juste valeur comptabilisée et qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

	31 mars 2012	Juste valeur estimée		
		Niveau 1	31 mars 2012 Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Obligations de sociétés et de gouvernements	949 517 \$	425 655 \$	520 070 \$	3 792 \$
Actions et débetures convertibles	222 471	206 584	6 107	9 780
Titres vendus à découvert				
Obligations de sociétés et de gouvernements	(824 466)	(535 117)	(289 349)	—
Actions et débetures convertibles	(90 183)	(89 135)	(1 048)	—
Placements	9 493	—	—	9 493

	31 mars 2011	Juste valeur estimée		
		Niveau 1	31 mars 2011 Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Obligations de sociétés et de gouvernements	816 363 \$	691 195 \$	125 168 \$	— \$
Actions et débetures convertibles	130 822	120 914	3 280	6 628
Titres vendus à découvert				
Obligations de sociétés et de gouvernements	(689 509)	(484 357)	(205 152)	—
Actions et débetures convertibles	(33 104)	(33 104)	—	—
Placements	5 934	—	—	5 934
	1 ^{er} avril 2010	Juste valeur estimée		
		Niveau 1	1 ^{er} avril 2010 Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Obligations de sociétés et de gouvernements	282 686 \$	218 831 \$	63 855 \$	— \$
Actions et débetures convertibles	80 069	76 060	674	3 335
Titres vendus à découvert				
Obligations de sociétés et de gouvernements	(342 916)	(298 567)	(44 349)	—
Actions et débetures convertibles	(21 221)	(21 221)	—	—
Placements	6 732	—	—	6 732

Au cours des exercices clos les 31 mars 2012 et 31 mars 2011, il n'y a eu aucun transfert entre les évaluations de la juste valeur des niveaux 1, 2 et 3.

Variations des actifs financiers de niveau 3

1 ^{er} avril 2010	10 067 \$
Transferts dans les actifs de niveau 3	3 473
Perte latente comptabilisée dans les AERG	(798)
Ventes	(180)
31 mars 2011	12 562
Achat de placement résultant de l'acquisition de CSHP	3 559
Transferts dans les actifs de niveau 3	7 218
Ventes	(274)
31 mars 2012	23 065 \$

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, à sa dette bancaire, à sa facilité de crédit à court terme, à la tranche à revenu fixe des valeurs mobilières détenues et aux valeurs mobilières vendues à découvert, au montant net des soldes de clients et aux montants nets des soldes des courtiers en valeurs mobilières, ainsi qu'à sa dette subordonnée. La Société tente de limiter et de surveiller son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes dans des titres à revenu fixe, des soldes de clients, des activités de prêt et d'emprunt de titres et des emprunts à court terme. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt. Les contrats à terme standardisés sont inclus dans les titres négociables détenus, nets des titres négociables vendus à découvert, aux fins du calcul de la sensibilité aux taux d'intérêt.

L'échéance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est inférieure à trois mois. Les soldes nets des débiteurs (crédeurs) des clients donnent lieu à un produit (une charge) au titre des intérêts fondé sur un taux d'intérêt variable. La dette subordonnée porte intérêt au taux préférentiel majoré de 4 %, payable mensuellement. La facilité de crédit à court terme porte intérêt à un taux lié au taux préférentiel payable mensuellement.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur les soldes aux 31 mars 2012 et 2011 aurait sur le résultat net pour les exercices clos à ces dates. Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur les AERG. Cette analyse de sensibilité suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux d'intérêt correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2012			31 mars 2011		
	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire	739 097 \$	3 953 \$	(4 038) \$	940 488 \$	5 529 \$	(5 538) \$
Valeurs mobilières négociables détenues, déduction faite des valeurs mobilières négociables vendues à découvert	257 339	(132)	691	224 572	746	(746)
Facilité de crédit à court terme	(150 000)	(401)	401	s. o.	s. o.	s. o.
Créditeurs des clients, montant net	(688 954)	(3 515)	(2 417)	(852 636)	(5 012)	(4 161)
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	535 486	2 864	(2 864)	553 802	3 256	(3 256)
Montant à payer aux courtiers en valeurs mobilières, montant net	(124 413)	(1 224)	7	(223 596)	(1 293)	65
Dette subordonnée	(15 000)	(80)	80	(15 000)	(88)	88

¹⁾ Sous réserve d'un plancher de zéro.

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation du cours des monnaies étrangères entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis, de l'Australie, et du Royaume-Uni et de l'Europe. Ces filiales sont converties en utilisant le taux de change à la date de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou au dollar australien entraînera une variation des profits latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements à l'étranger, comptabilisée dans le cumul des AERG.

L'ensemble des filiales peuvent aussi détenir des instruments financiers en monnaies autres que leur monnaie de fonctionnement, et, par conséquent, toute fluctuation des taux de change aura une incidence sur les profits et les pertes de change.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence qu'une variation de 10 % de la valeur des monnaies étrangères aurait sur le résultat net et sur les AERG, si l'exposition à ces monnaies étrangères était importante. L'analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux de change correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2012 :

Monnaie	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les AERG	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les AERG
Dollar américain	(1 199) \$	1 199 \$	4 229 \$	(4 229) \$
Livre sterling	(2 461)	2 461	33 310	(33 310)
Dollar australien	néant	néant	4 660	(4 660)

Au 31 mars 2011 :

Monnaie	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les AERG	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les AERG
Dollar américain	(1 584) \$	1 584 \$	4 249 \$	(4 249) \$
Livre sterling	(130)	130	3 567	(3 567)
Dollar australien	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change. Tous les instruments financiers dérivés devraient être réglés dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période visée.

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2012 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA / \$ US)	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	13,3 \$	1,00 \$	4 avril 2012	Néant
Pour acheter des dollars américains	9,3	1,00	4 avril 2012	Néant

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2011 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA / \$ US)	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	5,0 \$	0,98 \$	5 avril 2011	Néant
Pour acheter des dollars américains	25,1	0,97	5 avril 2011	Néant

Les contrats à terme en cours au 1^{er} avril 2010 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA / \$ US)	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	8,3 \$	1,02 \$	6 avril 2010	Néant
Pour acheter des dollars américains	17,0	1,02	6 avril 2010	Néant

Contrats à terme standardisés sur obligations

La Société est partie à la négociation de contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque de courbe de rendement et le risque de liquidité. Le notionnel des contrats à terme standardisés en cours au 31 mars 2012 s'élevait à 7,2 millions \$ (0,1 million \$ au 31 mars 2011; 96,9 millions \$ au 1^{er} avril 2010).

Le risque de crédit des contrats à terme standardisés sur obligations est minime, car la contrepartie de chaque contrat négocié est une chambre de compensation qui agit à titre de tiers qui apparie les transactions et recouvre et maintient la marge.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Ces transactions sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur marchande du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces transactions sont garanties par des espèces ou des titres, y compris des bons du Trésor et des obligations gouvernementales, et sont comptabilisées dans les créances clients et les dettes fournisseurs. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable. Au 31 mars 2012, les taux variables s'établissaient dans une fourchette de 0,00 % à 0,68 % (0,00 % à 0,67 % au 31 mars 2011 et 0,00 % à 0,049 % au 1^{er} avril 2010).

	Montants en trésorerie		Titres	
	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
31 mars 2012	120 781 \$	63 856 \$	66 102 \$	122 184 \$
31 mars 2011	117 187	51 364	52 075	119 295
1 ^{er} avril 2010	135 690	45 575	50 703	140 124

DETTE BANCAIRE

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2012, la Société avait un solde impayé de 75,1 millions \$ (13,6 millions \$ au 31 mars 2011; 29,4 millions \$ au 1^{er} avril 2010). Le taux d'intérêt sur la dette bancaire est à un taux variable de 0,64 % au 31 mars 2012 (0,88 % au 31 mars 2011; 1,70 % au 1^{er} avril 2010).

FACILITÉ DE CRÉDIT À COURT TERME

La Société a conclu une convention de crédit garantie de premier rang d'un montant de 150 millions \$ afin de financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de CSHP (note 11). Cette facilité de crédit est garantie par des sûretés, des contrats de nantissement de titres ou des hypothèques en equity au Royaume-Uni à l'égard des actions des filiales importantes de la Société. Au 31 mars 2012, la Société avait un solde impayé de 150,0 millions \$. La facilité de crédit à court terme porte un taux d'intérêt lié au taux préférentiel (jusqu'à + 75 points de base) par année et la facilité doit être réglée dans les 180 jours suivant l'utilisation initiale le 21 mars 2012.

AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT

Les filiales de la Société disposent également de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 650,4 millions \$. Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2012, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit.

Une filiale de la Société a également obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties d'une institution financière d'un total de 1,9 million \$ (1,9 million \$ US) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston et à New York. En date du 31 mars 2012, du 31 mars 2011 et du 1^{er} avril 2010, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

NOTE 8

Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer

CRÉANCES CLIENTS

	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Courtiers en valeurs mobilières	1 839 332 \$	1 426 005 \$	932 408 \$
Clients	616 300	789 896	503 733
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	535 486	553 802	475 220
Autres	90 522	59 109	61 563
	3 081 640 \$	2 828 812 \$	1 972 924 \$

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Courtiers en valeurs mobilières	1 963 745 \$	1 649 601 \$	949 595 \$
Clients	1 305 254	1 642 532	1 188 545
Autres	281 601	258 991	165 015
	3 550 600 \$	3 551 124 \$	2 303 155 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les sommes dues aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2012; respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2011; et respectivement de 5,25 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 1^{er} avril 2010).

Au 31 mars 2012, la provision pour créances douteuses était de 13,4 millions \$ (12,0 millions \$ au 31 mars 2011; 11,6 millions \$ au 1^{er} avril 2010). Voir ci-dessous pour les fluctuations de la provision pour créances douteuses :

	Total
Au 1 ^{er} avril 2010	11 557 \$
Charge pour l'exercice	3 854
Utilisée	(3 427)
Au 31 mars 2011	11 984
Charge pour l'exercice	10 036
Recouvrements	(6 169)
Utilisée	(2 416)
Au 31 mars 2012	13 435 \$

NOTE 9 Placements

	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Disponibles à la vente	9 493 \$	5 934 \$	6 732 \$

La Société a investi 5,0 millions \$ dans une société en commandite dans le cadre de son initiative visant la mise en place d'un système de négociation parallèle Alpha. Par suite de l'acquisition de CSHF la Société détient un placement dans Euroclear, l'une des principales chambres de compensation pour les titres négociés sur le marché européen. Ces placements sont comptabilisés à la juste valeur, calculée selon une approche axée sur le marché.

NOTE 10 Matériel et aménagements des locaux loués

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
31 mars 2012			
Matériel informatique	9 840 \$	3 855 \$	5 985 \$
Mobilier et matériel	28 506	16 813	11 693
Aménagements des locaux loués	68 322	34 916	33 406
	106 668 \$	55 584 \$	51 084 \$
31 mars 2011			
Matériel informatique	6 536 \$	5 335 \$	1 201 \$
Mobilier et matériel	27 038	16 516	10 522
Aménagements des locaux loués	61 684	32 589	29 095
	95 258 \$	54 440 \$	40 818 \$
1^{er} avril 2010			
Matériel informatique	5 550 \$	4 676 \$	874 \$
Mobilier et matériel	26 490	16 014	10 476
Aménagements des locaux loués	53 278	26 501	26 777
	85 318 \$	47 191 \$	38 127 \$

	Matériel informatique	Mobilier et matériel	Aménagements des locaux loués	Total
Coût				
Solde au 1 ^{er} avril 2010	5 550 \$	26 490 \$	53 278 \$	85 318 \$
Ajouts	650	367	6 041	7 058
Acquisition d'une filiale	330	312	2 614	3 256
Écart de conversion	6	(131)	(249)	(374)
Solde au 31 mars 2011	6 536	27 038	61 684	95 258
Ajouts	1 182	1 948	7 483	10 613
Acquisition d'une filiale	4 841	1 995	4 998	11 834
Cessions	(2 883)	(2 512)	(6 195)	(11 590)
Écart de conversion	164	37	352	553
Solde au 31 mars 2012	9 840 \$	28 506 \$	68 322 \$	106 668 \$

	Matériel informatique	Mobilier et matériel	Aménagements des locaux loués	Total
Amortissement cumulé				
Solde au 1 ^{er} avril 2010	4 676 \$	16 014 \$	26 501 \$	47 191 \$
Ajouts	623	323	6 243	7 189
Cessions	34	243	—	277
Écart de conversion	2	(64)	(155)	(217)
Solde au 31 mars 2011	5 335	16 516	32 589	54 440
Ajouts	617	2 288	5 325	8 230
Cessions	(2 146)	(2 026)	(3 087)	(7 259)
Écart de conversion	49	35	89	173
Solde au 31 mars 2012	3 855 \$	16 813 \$	34 916 \$	55 584 \$

Le montant des coûts d'emprunt comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012 a été de néant (néant au 31 mars 2011).

ij) BGF CAPITAL GROUP PTY LTD

Le 31 juillet 2011, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF, société indépendante offrant des services de financement de sociétés située en Australie et comptant des bureaux à Melbourne, à Sydney et à Hong Kong. La transaction a été réalisée le 1^{er} novembre 2011 moyennant une contrepartie composée de 623 796 actions ordinaires de Canaccord d'une valeur de 5,7 millions \$ (5,5 millions \$ AU) et d'un montant en trésorerie de 36,5 millions \$ (34,7 millions \$ AU). Les actions émises avaient une valeur de 9,20 \$ l'action ordinaire selon le cours de clôture au 1^{er} novembre 2011, soit la date de clôture de la transaction, conformément à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises en contrepartie partielle du prix d'acquisition ont été placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans. Par suite de la réalisation de la transaction, BGF a été renommée Canaccord BGF.

La convention d'achat octroie à la Société une option d'achat de la participation de 50 % restante dans BGF. L'option peut être exercée par la Société sur une période de trois mois débutant le 1^{er} novembre 2016 à un prix devant être fixé à ce moment-là selon les profits réalisés par Canaccord BGF, comme il est stipulé dans la convention d'achat. Le prix de l'option étant prévu se rapprocher de la juste valeur de marché au moment où l'option devient exerçable, la valeur de cette option d'achat est négligeable.

Les coûts liés à cette transaction ont totalisé 1,4 million \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Ils comprennent essentiellement des honoraires professionnels et de consultation.

Le prix d'acquisition, soit la juste valeur de la contrepartie versée à la date de l'acquisition, et la juste valeur de l'actif net acquis à la date de l'acquisition sont comme suit :

Contrepartie versée

Trésorerie	36 497 \$
Actions ordinaires émises (623 796 actions à 9,20 \$ l'action)	5 739
	42 236 \$

Actif net acquis

Juste valeur des immobilisations corporelles	26 798 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(19 019)
Immobilisations incorporelles identifiables	16 205
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(4 861)
Goodwill	23 113
	42 236 \$

La juste valeur des immobilisations corporelles nettes de BGF s'est inscrite à 26,8 millions \$, y compris la trésorerie de 26,6 millions \$ et des créances clients de 0,6 million \$. Des participations ne donnant pas le contrôle de 19,0 millions \$ ont aussi été comptabilisées, représentant 50 % de l'actif net identifiable de BGF à la date d'acquisition. Des immobilisations incorporelles identifiables de 16,2 millions \$, comprenant des marques, des relations clients, un carnet de commandes, des ententes de non-concurrence et des permis de négociation, ont été comptabilisées (note 12). Le goodwill de 23,1 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

Selon l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, la Société a consolidé les résultats opérationnels de Canaccord BGF et a inscrit une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % représentant, à la date d'acquisition, la partie de l'actif net identifiable de Canaccord BGF qui n'est pas contrôlée par la Société.

Les contributions de Canaccord BGF aux produits des activités ordinaires et au résultat net se sont établies à 3,8 millions \$ et 2,0 millions \$ depuis la date d'acquisition.

ii) COLLINS STEWART HAWKPOINT PLC

Le 15 décembre 2011, la Société a annoncé la soumission d'une offre visant l'acquisition de la totalité de CSHP, société indépendante de financement de sociétés dont le siège social se trouve au Royaume-Uni et qui exerce des activités en Europe, aux États-Unis et à Singapour. La transaction a été clôturée le 21 mars 2012. Le total du prix d'acquisition de 400,1 millions \$ a été versé au comptant et en actions ordinaires de Canaccord.

Le prix d'acquisition, soit la juste valeur de la contrepartie versée à la date de l'acquisition, et la juste valeur de l'actif net acquis à la date de l'acquisition sont comme suit :

Contrepartie versée

Trésorerie	230 797 \$
Actions ordinaires émises (18 273 812 actions à 9,01 \$ l'action)	164 462
Attributions du régime d'actions de remplacement et autres	4 836
	400 095 \$

Actif net acquis

Trésorerie	54 508 \$
Créances clients	907 702
Autres immobilisations corporelles	184 660
Passifs	(1 005 010)
Immobilisations incorporelles identifiables	64 183
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(7 834)
Goodwill	201 886
	400 095 \$

La contrepartie au comptant a été financée au moyen d'emprunts sur une facilité de crédit à court terme consentie en vertu d'une convention de crédit garantie de premier rang d'un montant de 150 millions \$ et des ressources de trésorerie disponibles de la Société (note 7). Le produit net de 97 millions \$ de l'émission d'actions privilégiées de série C (notes 15 et 25), qui s'est clôturée le 10 avril 2012, a été affecté à la réduction du solde impayé des emprunts sur la facilité de crédit à court terme.

La juste valeur des immobilisations corporelles nettes de CSHP s'est inscrite à 141,9 millions \$, y compris des créances clients de 908 millions \$. Des immobilisations incorporelles identifiables de 64,2 millions \$, comprenant des marques, des relations clients, un carnet de commandes et de la technologie, ont été comptabilisées (note 12). Le goodwill de 201,9 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

Les montants ci-dessus sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés et qui reposent sur les renseignements qui sont à sa disposition. Ces montants peuvent être modifiés à mesure que les valeurs faisant l'objet d'estimations sont établies de manière définitive pour une période allant jusqu'à douze mois suivant la clôture de l'acquisition. La répartition préliminaire du goodwill entre les diverses unités génératrices de trésorerie pourrait changer.

Les frais connexes aux acquisitions engagés par la Société dans le cadre de l'acquisition de CSHP ont totalisé 13,1 millions \$. Ils comprennent essentiellement des honoraires professionnels et de consultation. En plus des frais connexes aux acquisitions engagés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a engagé des frais de restructuration de 20,8 millions \$ dans le cadre de la clôture de l'acquisition ainsi que d'autres dépenses liées à l'intégration des activités des divisions communes de la Société et de CSHP.

La Société prévoit mettre en place un programme de maintien en fonction de 15 millions £ (24 millions \$) en titres de participation de Canaccord pour les membres du personnel clés de CSHP au moyen de l'attribution de jusqu'à concurrence de 2 036 785 unités d'actions temporairement incessibles en vertu d'un «régime incitatif à l'intention des employés de CSHP», dont les droits s'acquerraient aux troisième, quatrième et cinquième anniversaires de la clôture de l'acquisition. Les droits du solde du programme attribué sous forme d'unités d'actions temporairement incessibles en vertu du RILT existant s'acquerraient aux premier et deuxième anniversaires de la clôture de l'acquisition.

Les contributions de CSHP aux produits des activités ordinaires et au résultat net, y compris les frais de restructuration et les frais connexes aux acquisitions, se sont établies à 12,0 millions \$ et 7,4 millions \$ depuis la date d'acquisition.

Si CSHP et BGF avaient été consolidées à compter du 1^{er} avril 2011 à l'état du résultat consolidé, les produits des activités ordinaires consolidés et la perte nette consolidée auraient été de respectivement environ 922,7 millions \$ (non audité) et 33,1 millions \$ (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Ces chiffres représentent des résultats passés et ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

NOTE 12

Goodwill et autres immobilisations incorporelles

	Immobilisations incorporelles identifiables							Total
	Goodwill	Marques	Relations clients	Carnet de commandes	Technologie	Ententes de non-concurrence	Permis de négociation	
Montant brut								
Solde au 1 ^{er} avril 2010	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$
Ajouts – Genuity	242 074	44 930	25 450	1 633	—	7 037	—	79 050
Ajouts – TBG	3 183	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2011	245 257	44 930	25 450	1 633	—	7 037	—	79 050
Ajouts – BGF	23 113	494	7 009	994	—	7 508	200	16 205
Ajouts – CSHP	201 886	1 181	52 166	4 943	5 893	—	—	64 183
Change	2 254	13	626	54	82	(108)	(3)	664
Solde au 31 mars 2012	472 510	46 618	85 251	7 624	5 975	14 437	197	160 102
Amortissement cumulé								
Solde au 1 ^{er} avril 2010	—	—	—	—	—	—	—	—
Pour l'exercice clos								
le 31 mars 2011								
Amortissement	—	—	(2 172)	(1 633)	—	(1 322)	—	(5 127)
Solde au 31 mars 2011	—	—	(2 172)	(1 633)	—	(1 322)	—	(5 127)
Pour l'exercice clos								
le 31 mars 2012								
Amortissement	—	(206)	(2 875)	(292)	—	(2 118)	—	(5 491)
Change	—	1	8	4	—	13	—	26
Solde au 31 mars 2012	—	(205)	(5 039)	(1 921)	—	(3 427)	—	(10 592)
Valeur comptable nette								
31 mars 2011	245 257	44 930	23 278	—	—	5 715	—	73 923
31 mars 2012	472 510	46 413	80 212	5 703	5 975	11 010	197	149 510

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES IDENTIFIABLES À DURÉE INDÉTERMINÉE

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée par l'entremise des regroupements d'entreprises ont été affectées aux unités génératrices de trésorerie de la façon suivante :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	31 mars 2012	31 mars 2011	31 mars 2012	31 mars 2011	31 mars 2012	31 mars 2011
Canaccord Genuity						
Canada	44 930 \$	44 930 \$	242 074 \$	242 074 \$	287 004 \$	287 004 \$
Royaume-Uni et Europe	—	—	82 969	—	82 969	—
États-Unis	—	—	7 169	—	7 169	—
Autres établissements à l'étranger (Chine)	—	—	3 183	3 183	3 183	3 183
Autres établissements à l'étranger (Australie)	197	—	22 752	—	22 949	—
Autres établissements à l'étranger (Singapour)	—	—	28 288	—	28 288	—
Gestion de patrimoine Canaccord						
Royaume-Uni et Europe	—	—	86 075	—	86 075	—
	45 127 \$	44 930 \$	472 510 \$	245 257 \$	517 637 \$	290 187 \$

La valeur recouvrable des actifs des unités génératrices de trésorerie a été déterminée d'après les calculs de la valeur d'utilité, en utilisant les projections de flux de trésorerie fondées, en partie, sur les budgets financiers approuvés par la haute direction couvrant une période de un an. Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables des actifs des unités génératrices de trésorerie étant donné qu'ils entraînent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. D'après les meilleures estimations de la direction, le calcul de la valeur d'utilité fait appel aux projections des flux de trésorerie actualisés qui emploient les hypothèses clés sur les flux de trésorerie futurs, les projections en matière de croissance et le coût moyen pondéré du capital.

Les hypothèses clés sur les projections de flux de trésorerie sont fondées sur les prévisions financières de la Société qui couvrent une période de cinq ans. Les taux suivants sont utilisés par la Société pour chaque unité génératrice de trésorerie :

	Canaccord Genuity					
	Canada		Autres établissements à l'étranger (Australie)		Autres établissements à l'étranger (Chine)	
	31 mars 2012	31 mars 2011	31 mars 2012	31 mars 2011	31 mars 2012	31 mars 2011
Taux d'actualisation	12,5 %	12 %	14 %	s. o.	20 %	s. o.
Taux de croissance annuelle composé	15 %	19 %	32 %	s. o.	16 %	s. o.
Taux de croissance final	3 %	5,0 %	5 %	s. o.	5 %	s. o.

Afin de déterminer la valeur d'utilité de chaque unité génératrice de trésorerie, les flux de trésorerie projetés de chaque unité génératrice de trésorerie sont actualisés à leur valeur actuelle au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de la Société et de ses secteurs opérationnels et découle du coût moyen pondéré du capital de la Société. Le coût moyen pondéré du capital tient compte du coût de la dette et des capitaux propres. Il est ajusté pour tenir compte des risques particuliers associés à chacune des unités génératrices de trésorerie qui n'ont pas été pris en compte dans les prévisions de flux de trésorerie.

Le test de sensibilité a été effectué dans le cadre du test de dépréciation annuel de mars 2012 à l'égard du goodwill et des immobilisations corporelles à durée indéterminée. Le test de sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence sur le montant recouvrable des unités génératrices de trésorerie que pourraient avoir des diminutions raisonnablement possibles des taux de croissance projetés et des augmentations raisonnablement possibles du taux d'actualisation, toutes les autres hypothèses demeurant constantes.

Le test de dépréciation de la Société a établi que la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie Autres établissements à l'étranger (Australie) dépasse de 1,8 million \$ son montant recouvrable; par conséquent, une diminution raisonnablement possible du taux de croissance projeté ou une augmentation raisonnablement possible du taux d'actualisation pourrait donner lieu à une perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée attribués à cette unité génératrice de trésorerie. Une augmentation de 1 point de pourcentage du taux d'actualisation ou une diminution de 2,5 points de pourcentage du taux de croissance annuel composé peut entraîner une dépréciation partielle ou totale.

Pour toutes les autres unités génératrices de trésorerie, la Société croit qu'aucun changement raisonnablement possible apporté aux principales hypothèses susmentionnées ferait en sorte que la valeur comptable de l'unité dépasse son montant recouvrable.

Rien n'indiquait une dépréciation importante du goodwill lié à l'acquisition de CSHP entre la date de son acquisition, le 22 mars 2012, et le 31 mars 2012. Le test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée pour CSHP sera effectué d'ici le 31 mars 2013.

NOTE 13 Impôts sur le résultat

Les principales composantes de la charge d'impôts comprennent :

	31 mars 2012	31 mars 2011
États du résultat consolidés		
Charge d'impôts exigible		
Charge d'impôts exigible	9 607 \$	40 288 \$
Ajustements au titre de l'impôt exigible des exercices antérieurs	1 436	1 990
	11 043	42 278
Charge (recouvrement) d'impôt différé		
Charge afférente à la naissance et au renversement des différences temporelles	(6 176)	144
Incidence des variations des taux d'impôt	360	307
	(5 816)	451
Charge d'impôts sur le résultat comptabilisé dans les états du résultat	5 227 \$	42 729 \$

La charge d'impôts sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné du fait des éléments qui suivent :

	31 mars 2012	31 mars 2011
(Perte) résultat avant impôts sur le résultat	(16 119) \$	142 472 \$
Impôts sur le résultat au taux prévu par la loi estimé de 25,8 % (27,8 % en 2011)	(4 165)	39 639
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(1 944)	1 763
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	5 690	2 659
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	2 654	3 735
Variation de l'actif d'impôt différé – période de renversement des différences temporelles	(1 393)	(600)
Pertes fiscales et autres différences temporelles non comptabilisées (pertes des exercices précédents comptabilisées au moment de leur utilisation)	4 385	(4 467)
Charge d'impôts sur le résultat comptabilisée aux états du résultat	5 227 \$	42 729 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés par la Société et les variations survenues au cours de l'exercice sont présentés ci-après :

	États de la situation financière consolidés			États du résultat consolidés	
	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010	31 mars 2012	31 mars 2011
Profit latent sur les titres détenus	(1 150) \$	(2 654) \$	(857) \$	(1 727) \$	1 797 \$
Provisions pour litiges	1 585	1 488	1 239	(97)	(249)
Rémunération non versée	883	—	—	512	—
Fraction non amortie du coût en capital du matériel et des aménagements des locaux loués sur leur valeur comptable nette	997	48	35	(603)	(13)
Fraction non amortie des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires	3 362	3 305	3 215	(57)	(90)
Reports de pertes en avant	8 130	25	—	(3 921)	(25)
Frais d'émission d'actions ordinaires et privilégiées	1 039	116	8	49	173
Régime d'intéressement à long terme	9 486	8 148	8 991	1 945	843
Autres immobilisations incorporelles	(28 921)	(18 176)	(321)	(1 829)	(1 581)
Placement dans une société en commandite	(675)	(679)	(699)	(3)	(20)
Divers	1 135	1 719	1 335	(85)	(384)
	(4 129) \$	(6 660) \$	12 946 \$	(5 816) \$	451 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés dans les états de la situation financière consolidés sont comme suit :

	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Actifs d'impôt différé	3 959 \$	1 503 \$	12 946 \$
Passifs d'impôt différé	(8 088)	(8 163)	—
	(4 129) \$	(6 660) \$	12 946 \$

Les variations du montant net des actifs d'impôt différé survenues au cours de l'exercice se présentent comme suit :

	31 mars 2012	31 mars 2011
Solde d'ouverture au 1 ^{er} avril	(6 660) \$	12 946 \$
(Charge) recouvrement d'impôts de l'exercice comptabilisé(e) dans les états du résultat	5 816	(451)
Impôt différé acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises	(4 257)	(19 436)
(Charge) recouvrement d'impôts de l'exercice comptabilisé(e) dans les capitaux propres	972	281
	(4 129) \$	(6 660) \$

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et si l'actif et le passif d'impôt différé concerne des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Des pertes fiscales reportées en avant de 29,7 millions \$ au Royaume-Uni et en Europe, et de 1,9 million \$ dans les autres établissements à l'étranger (Australie) ont été comptabilisées à titre d'actif d'impôt différé. Les pertes dans les deux territoires peuvent être reportées en avant indéfiniment.

À la date de clôture, la Société a reporté en avant des pertes fiscales d'environ 27,1 millions \$ (0,6 million \$ en 2011) pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes sont liées à des filiales à l'extérieur du Canada qui ont subi des pertes par le passé et elles pourraient ne pas pouvoir être utilisées pour compenser le revenu imposable d'autres sociétés du groupe consolidé. Les filiales ne disposent pas de différences temporelles imposables ni d'opportunités sur le plan de la gestion fiscale qui pourraient, en partie, justifier la comptabilisation de ces pertes à titre d'actifs d'impôt différé puisqu'il n'est pas suffisamment probable qu'un avantage économique futur sera réalisé. Ces pertes arrivent à échéance en 2029.

Les autres différences temporelles non comptabilisées à titre d'actifs d'impôt différé liés aux filiales à l'extérieur du Canada s'établissaient à 20,5 millions \$ au 31 mars 2012 (6,1 millions \$ en 2011). Comme les filiales à l'extérieur du Canada ont subi des pertes par le passé et que les différences temporelles déductibles pourraient ne pas pouvoir être utilisées pour compenser le revenu imposable d'autres sociétés du groupe consolidé, aucun actif n'a été comptabilisé, étant donné qu'il n'est pas suffisamment probable qu'un avantage économique futur sera réalisé.

Au 31 mars 2012, aucun passif d'impôt différé n'était comptabilisé au titre des impôts qui seraient exigibles sur le résultat non rapatrié de certaines des filiales de la Société. La Société a déterminé que les résultats non distribués de ses filiales ne seront pas distribués dans un avenir prévisible. Les différences temporelles liées aux participations dans des filiales pour lesquelles un passif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé étaient de néant (néant en 2011).

NOTE 14 Dette subordonnée

	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 4 % par année, remboursable à vue	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM. Aux 31 mars 2012 et 2011 et au 1^{er} avril 2010, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient respectivement de 7,0 %, 7,0 % et 6,25 %.

NOTE 15 Actions privilégiées

	31 mars 2012		31 mars 2011		1 ^{er} avril 2010	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818 \$	4 540 000	— \$	—	— \$	—

Le 15 avril 2011, les actionnaires de la Société ont approuvé des modifications à ses statuts constitutifs afin de modifier le capital autorisé de la Société en créant une catégorie additionnelle d'actions privilégiées. La Société dispose d'un nombre illimité d'actions privilégiées autorisées sans valeur nominale.

i] ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Le 23 juin 2011, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série A à taux rajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100 millions \$. Le 7 juillet 2011, la Société a clôturé l'option de surallocation et a émis 540 000 actions privilégiées de série A supplémentaires au prix de 25,00 \$ par action pour un produit brut de 13,5 millions \$.

Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net des impôts différés de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si déclarés, seront payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série A ont le droit, à leur gré, de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (les «actions privilégiées de série B»), sous réserve de certaines conditions, le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si déclarés, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série A le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série B sont rachetables au gré de la Société le 30 septembre 2021 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

ii] ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Le 22 mars 2012, la Société a annoncé qu'elle avait convenu d'émettre 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux rajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100 millions \$. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si déclarés, seront payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série C ont le droit, à leur gré, de convertir la totalité ou une partie de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (les «actions privilégiées de série D»), sous réserve de certaines conditions, le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série C auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si déclarés, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série C le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série D sont rachetables au gré de la Société le 30 juin 2022 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

Le placement a été clôturé après la fin de l'exercice, le 10 avril 2012 (note 25). Le montant net comptabilisé après déduction des frais d'émission, net des impôts différés de 1,0 million \$, s'est établi à 97,3 millions \$.

NOTE 16 Actions ordinaires

	31 mars 2012		31 mars 2011		1 ^{er} avril 2010	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Émis et entièrement libéré	705 293 \$	101 688 721	533 876 \$	82 809 623	254 553 \$	55 571 133
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(33 152)	(3 209 336)	(36 018)	(4 501 992)	(35 280)	(4 475 468)
Actions détenues dans le cadre du RILT	(48 402)	(4 453 508)	(30 808)	(2 903 991)	(33 582)	(3 201 274)
	623 739 \$	94 025 877	467 050 \$	75 403 640	185 691 \$	47 894 391

i] AUTORISÉ

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

ii] ÉMIS ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉ

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 1 ^{er} avril 2010	55 571 133	254 553 \$
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Genuity	26 500 000	271 900
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions (note 18)	823 144	7 969
Actions annulées en relation avec les régimes de paiements fondés sur des actions	(84 654)	(546)
Solde au 31 mars 2011	82 809 623	533 876
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions (note 18)	841 113	7 081
Actions émises dans le cadre de l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF (note 11)	623 796	5 739
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de CSHP (note 11)	18 273 812	164 462
Actions annulées en raison d'actions placées en main tierce auxquelles il a été renoncé	(59 048)	(606)
Actions annulées en relation avec les régimes de paiements fondés sur des actions	(100 075)	(694)
Actions annulées dans le cadre d'une OPRCNA	(700 500)	(4 565)
Solde au 31 mars 2012	101 688 721	705 293 \$

La Société a déposé un avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) afin de permettre l'achat de jusqu'à concurrence de 2 000 000 de ses actions ordinaires par l'entremise du TSX du 13 juin 2011 au 12 juin 2012. L'achat d'actions ordinaires dans le cadre de l'OPRCNA permettra à la Société d'acquiescer des actions aux fins d'annulation. Les actions qui peuvent être rachetées représentent 2,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société au 31 mars 2012. Dans le cadre de l'OPRCNA, la Société a racheté 700 500 actions, pour une contrepartie au comptant de 5,7 millions \$, entre le 13 juin 2011 et le 31 mars 2012, lesquelles ont été annulées par la suite.

iii] PRÊTS DESTINÉS À L'ACHAT D'ACTION ORDINAIRE

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires sont amortis sur la durée d'acquisition des droits. La différence entre les valeurs non acquises et non amorties est incluse dans le capital apporté.

iv] PERTE PAR ACTION ORDINAIRE

Pour les exercices clos les	31 mars 2012	31 mars 2011
Résultat de base par action ordinaire		
Résultat net attribuable aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.	(20 307) \$	99 743 \$
Dividendes sur les actions privilégiées	(4 815)	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(25 122)	99 743
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	76 715 248	72 989 655
Résultat de base par action	(0,33) \$	1,37 \$
Résultat dilué par action ordinaire		
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(25 122)	99 743
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	76 715 248	72 989 655
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	3 209 336	4 501 992
Effet dilutif des options sur actions (nombre)	253 075	481 855
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages du personnel (nombre) (note 18)	3 906 179	3 334 980
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du RILT (nombre) (note 18)	382 997	408 136
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre des régimes de remplacement (nombre) (note 18)	215 662	—
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	84 682 497	81 716 618
Résultat dilué par action ordinaire	(0,33) \$	1,22 \$

NOTE 17 Dividendes

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES

La Société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants pour l'exercice clos le 31 mars 2012 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividende
3 juin 2011	15 juin 2011	0,10 \$	8 416 \$
26 août 2011	15 septembre 2011	0,10 \$	8 332 \$
2 décembre 2011	15 décembre 2011	0,10 \$	8 406 \$
2 mars 2012	15 mars 2012	0,10 \$	8 356 \$

Le 22 mai 2012, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 15 juin 2012 aux actionnaires ordinaires inscrits le 1^{er} juin 2012 (note 25).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée	Montant total de dividende
16 septembre 2011	30 septembre 2011	0,37295 \$	1 693 \$
16 décembre 2011	3 janvier 2012	0,34375 \$	1 561 \$
16 mars 2012	2 avril 2012	0,34375 \$	1 561 \$

Le 22 mai 2012, le conseil a également approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 3 juillet 2012 aux actionnaires privilégiés de série A inscrits le 15 juin 2012 (note 25).

Le 22 mai 2012, le conseil a aussi approuvé un dividende en espèces de 0,3190 \$ par action privilégiée de série C payable le 3 juillet 2012 aux actionnaires privilégiés de série C inscrits le 15 juin 2012 (note 25).

NOTE 18 Régimes de paiements fondés sur des actions

i] OPTIONS SUR ACTIONS

La Société attribue des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs et à des hauts dirigeants. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des administrateurs indépendants s'acquièrent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des hauts dirigeants s'acquièrent sur une période de cinq ans et arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : a) sept ans à partir de la date d'attribution; b) trois ans après le décès du porteur de l'option ou de tout autre événement mettant fin à son emploi; c) après l'annulation des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis, quelle qu'en soit la raison (à l'exception d'une retraite anticipée, mais y compris une démission sans qu'une entente de sortie officielle ne soit conclue ainsi qu'un licenciement motivé); ou d) en cas de retraite anticipée, après qu'il a été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgateion. Le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur du marché des actions ordinaires à la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions était de 9,83 \$ au 31 mars 2012.

Le tableau qui suit présente un sommaire des options sur actions de la Société au 31 mars 2012, et des variations survenues au cours des périodes closes à ces dates :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
Solde au 1 ^{er} avril 2010	2 449 993	9,91 \$
Attribuées	150 000	8,39
Exercées	(58 659)	9,47
Solde au 31 mars 2011	2 541 334	9,82
Attribuées	—	—
Exercées	(58 659)	(9,47)
Solde au 31 mars 2012	2 482 675	9,83 \$

Le tableau suivant présente le sommaire des options sur actions en cours au 31 mars 2012 :

Fourchette du prix d'exercice (\$)	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions ordinaires	Durée contractuelle restante moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
23,13	100 000	2,12 ans	23,13 \$	100 000	23,13 \$
7,21-9,48	2 382 675	4,39 ans	9,27	501 011	8,81
7,21-23,13	2 482 675	4,30 ans	9,83 \$	601 011	11,19 \$

Le modèle d'évaluation des options exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. La volatilité se fonde sur la tendance historique des cours de l'action de la Société. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

ii) RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du RILT, des unités d'actions temporairement incessibles dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages du personnel (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds que le fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants suivant l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

Il y a eu 4 275 476 UATI (2 713 726 UATI pour l'exercice clos le 31 mars 2011) attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012. La fiducie a acquis 3 168 265 (1 695 553 pour l'exercice clos le 31 mars 2011) actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012.

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur le cours moyen pondéré selon le volume à la date d'attribution et est amortie selon le calendrier d'acquisition graduelle sur la période d'acquisition des droits de trois ans. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012 s'est établie à 11,07 \$ (9,77 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2011).

	Nombre
Attributions en cours au 1 ^{er} avril 2010	5 317 945
Attributions	2 713 726
Actions dont les droits sont acquis	(2 680 631)
Actions auxquelles il a été renoncé	(95 212)
Attributions en cours au 31 mars 2011	5 255 828
Attributions	4 275 476
Actions dont les droits sont acquis	(2 401 202)
Actions auxquelles il a été renoncé	(61 785)
Attributions en cours au 31 mars 2012	7 068 317

	Nombre
Actions ordinaires détenues par la fiducie au 1 ^{er} avril 2010	3 201 274
Actions acquises	1 695 553
Actions libérées à l'acquisition des droits	(1 992 836)
Actions ordinaires détenues par la fiducie au 31 mars 2011	2 903 991
Actions acquises	3 168 265
Actions libérées à l'acquisition des droits	(1 618 748)
Actions ordinaires détenues par la fiducie au 31 mars 2012	4 453 508

iii] PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre des prêts à certains employés visant à financer partiellement l'achat d'actions de la Société et à accroître l'actionnariat des employés. Ces prêts font généralement l'objet d'une renonciation sur une période de trois à cinq ans à compter de l'avance initiale du prêt ou à la fin de cette période de trois à cinq ans (note 16 iii)].

iv] UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'UAD pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération soit ainsi versée, et peuvent préciser la répartition de leur rémunération qui sera versée sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsque l'administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a attribué 33 769 UAD. La valeur comptable du passif lié aux UAD au 31 mars 2012 était de 0,3 million \$.

v] PROGRAMME DE MAINTIEN EN FONCTION

Par suite de l'acquisition de TBG, la Société a mis sur pied un programme de maintien en fonction qui prévoit l'émission de jusqu'à concurrence de 1 187 800 actions ordinaires de la Société assorties d'une période d'acquisition des droits graduelle sur cinq ans à l'intention des principaux membres du personnel de Canaccord Genuity Asia, en fonction des produits générés en Asie dans l'avenir. Au 31 mars 2012, un employé clé a renoncé à l'attribution de 87 989 actions au moment de son départ. Les paiements de maintien en fonction estimés sont amortis à titre de frais de développement sur une période graduelle tributaire des produits des activités ordinaires attendus de Canaccord Genuity Asia au cours de la période d'acquisition des droits. En outre, le nombre applicable d'actions liées au maintien en fonction est inclus dans le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation. Si l'ensemble des conditions relatives à l'acquisition des droits sont satisfaites, les paiements de maintien en fonction pourraient atteindre tout au plus 12,7 millions \$.

vi] RÉGIMES DE REMPLACEMENT

Par suite de l'acquisition de CSHP, les régimes de paiements fondés sur des actions suivants ont été mis sur pied en remplacement des régimes de paiements fondés sur des actions de CSHP existant à la date d'acquisition :

Régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de Collins Stewart Hawkpoint de remplacement mis en place par Financière Canaccord Inc.

Le 21 mars 2012, la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existant à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient aux régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des droits en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. Les droits attribués s'acquerraient sur une période allant de un an à trois ans depuis la date d'acquisition de CSHP. Selon l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, une partie des droits attribués est incluse dans le prix d'acquisition de CSHP et une autre partie sera différée et amortie dans la charge de rémunération au rendement sur la période d'acquisition des droits. Selon l'IFRS 3, la Société a comptabilisé un montant de 1,1 million \$ dans les frais connexes aux acquisitions pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Le nombre d'attributions en cours au 31 mars 2012 visait 573 538 actions de Canaccord.

Régime d'intéressement à long terme de Collins Stewart Hawkpoint de remplacement mis en place par Financière Canaccord Inc.

Le 21 mars 2012, la Société a mis sur pied le RILT de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP existant à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient aux RILT de CSHP se sont vu attribuer des droits en vertu du RILT de remplacement. Les droits attribués s'acquerraient graduellement chaque année sur une période de trois ans. Selon l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, une partie des droits attribués est incluse dans le prix d'acquisition de CSHP et une autre partie sera différée et amortie dans la charge de rémunération au rendement sur la période d'acquisition des droits. Le montant comptabilisé dans la charge de rémunération au rendement était négligeable à la date à laquelle l'acquisition a été conclue, le 21 mars 2012. Le nombre d'attributions en cours au 31 mars 2012 visait 842 036 actions de Canaccord.

vii] RÉGIME D'ACHAT D'ACTIONS DE CORAZON CAPITAL GROUP LIMITED

Dans le cadre de l'acquisition de CSHP, la Société a pris en charge l'obligation en cours en vertu du régime d'achat d'actions de Corazon Capital Group Limited («régime d'achat d'actions de Corazon»). Le régime d'achat d'actions de Corazon a été conclu par CSHP relativement à son acquisition de Corazon Capital Group Limited, firme indépendante de consultation en matière de placement établie à Guernsey.

L'obligation sera réglée sous la forme de 170 562 actions ordinaires de Canaccord, dont les droits seront acquis en mars 2013, et d'une contrepartie au comptant de 2,2 millions \$ (1,4 million £). Selon l'IFRS 3, une partie des droits attribués est incluse dans le prix d'acquisition de CSHP et une autre partie sera différée et amortie dans la charge de rémunération au rendement sur la période d'acquisition des droits. La contrepartie au comptant a été incluse dans l'établissement de la juste valeur de l'actif net de CSHP pour le calcul de la répartition du prix d'acquisition.

viii] CHARGE DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Pour les exercices clos les	31 mars 2012	31 mars 2011
Options sur actions	1 622 \$	2 097 \$
Régime d'intéressement à long terme	29 610	22 166
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	12 946	16 014
Unités d'actions différées	280	—
Actions liées au maintien en fonction	2 340	75
Charge au titre des paiements accélérés fondés sur des actions inclus dans les frais de restructuration	2 705	—
Charge au titre des paiements fondés sur des actions liée à l'acquisition de CSHP	1 621	—
Total de la charge de rémunération fondée sur des actions	51 124 \$	40 352 \$

NOTE 19 Transactions entre parties liées

i] FILIALES CONSOLIDÉES

Les états financiers comprennent les états financiers de la Société et des filiales agissant à titre de contrepartistes et des sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société qui figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %		
		31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities Limited (anciennement Canaccord Genuity Limited)	Royaume-Uni	100 %	100 %	100 %
Collins Stewart Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	s. o.	s. o.
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	s. o.	s. o.
Canaccord Genuity Hawkpoint SAS	France	100 %	s. o.	s. o.
Collins Stewart (CI) Ltd	Guernesey	100 %	s. o.	s. o.
Collins Stewart 360° Limited	Royaume-Uni	100 %	s. o.	s. o.
Canaccord Genuity Singapore Pte. Ltd	Singapour	100 %	s. o.	s. o.
Canaccord Genuity Limited (anciennement Collins Stewart Europe Ltd.)	Royaume-Uni	100 %	s. o.	s. o.
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	s. o.	s. o.
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	s. o.	s. o.
Canaccord Genuity Inc.	États-Unis	100 %	100 %	100 %
Canaccord Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %	100 %
Canaccord Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group ULC	Canada	100 %	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %	100 %
Canaccord BGF (Hong Kong) Limited	Hong Kong	50 %	s. o.	s. o.
Canaccord BGF Limited	Australie	50 %	s. o.	s. o.
Beijing Parkview Balloch Investment Advisory Limited (qui sera renommée Canaccord Genuity Asia)	Chine	100 %	100 %	s. o.
Canaccord International Ltd.	Barbade	100 %	100 %	100 %

ii] RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, au 31 mars 2012 pour les exercices clos les :

	31 mars 2012	31 mars 2011
Avantages du personnel à court terme	6 628 \$	13 456 \$
Paiements fondés sur des actions	2 113	1 286
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	8 741 \$	14 742 \$

iii] AUTRES TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants avec les principaux dirigeants :

	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Créances clients	— \$	29 \$	53 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 506	24 754	14 585

iv] MODALITÉS DES TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui tiré de l'ensemble des activités de Canaccord.

NOTE 20 Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, dans les autres établissements à l'étranger et aux États-Unis. Les autres établissements à l'étranger comprennent les activités de Canaccord International Ltd., Canaccord Genuity Asia et la participation de 50 % dans Canaccord BGF.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni et d'Europe et d'autres établissements à l'étranger.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats opérationnels, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, puisqu'il se rapporte à l'acquisition de Genuity et de la participation de 50 % dans BGF. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de CSHP est attribué aux secteurs Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord au Royaume-Uni et en Europe. Les méthodes comptables utilisées par les secteurs sont les mêmes méthodes que celles qui sont décrites à la note 5. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. Les impôts sur le résultat sont gérés au niveau de la Société et ne sont pas attribués aux secteurs opérationnels. Tous les produits et le profit opérationnel sont tirés de clients externes.

Pour les exercices clos les

	31 mars 2012				31 mars 2011			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	365 123 \$	187 849 \$	20 093 \$	573 065 \$	532 563 \$	222 005 \$	25 023 \$	779 591 \$
Produits d'intérêts	8 354	13 441	10 004	31 799	6 081	11 044	6 915	24 040
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	306 362	150 752	67 443	524 557	352 826	172 325	80 328	605 479
Amortissement	10 264	2 221	1 623	14 108	8 738	2 422	1 582	12 742
Frais de développement	10 989	8 220	1 984	21 193	10 810	9 258	2 319	22 387
Charges d'intérêts	7 985	295	1 536	9 816	5 968	308	1 535	7 811
Frais connexes aux acquisitions	10 466	4 077	1 513	16 056	12 740	—	—	12 740
Frais de restructuration	29 078	900	5 275	35 253	—	—	—	—
(Perte) résultat avant impôts sur le résultat	(1 667) \$	34 825 \$	(49 277) \$	(16 119) \$	147 562 \$	48 736 \$	(53 826) \$	142 472 \$

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis et dans les autres établissements à l'étranger. Le tableau suivant présente les produits de la Société par secteur géographique.

Pour les exercices clos les	31 mars 2012	31 mars 2011
Canada	458 131 \$	598 556 \$
Royaume-Uni et Europe	53 180	92 677
États-Unis	83 061	111 170
Autres établissements à l'étranger	10 492	1 228
	604 864 \$	803 631 \$

Le tableau suivant présente les principales informations ayant trait à la situation financière de chaque secteur géographique.

	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établissements à l'étranger	Total
Au 31 mars 2012					
Matériel et aménagements des locaux loués	28 627 \$	10 249 \$	10 018 \$	2 190 \$	51 084 \$
Goodwill	242 074	169 044	7 169	54 223	472 510
Immobilisations incorporelles	70 205	61 117	80	18 108	149 510
Actifs non courants	348 793	242 876	16 737	78 150	686 556
Au 31 mars 2011					
Matériel et aménagements des locaux loués	30 596	4 079	5 896	247	40 818
Goodwill	242 074	—	—	3 183	245 257
Immobilisations incorporelles	73 923	—	—	—	73 923
Actifs non courants	353 755	5 052	5 166	3 462	367 435
Au 1^{er} avril 2010					
Matériel et aménagements des locaux loués	27 712	4 936	5 479	—	38 127
Actifs non courants	38 316	6 333	13 098	58	57 805

NOTE 21

Gestion du capital

La Société a besoin de capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués, le cumul des AERG ainsi que la dette subordonnée. Le tableau ci-après présente le sommaire de notre capital aux 31 mars 2012 et 2011 et au 1^{er} avril 2010.

Type de capital	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Actions privilégiées	110 818 \$	— \$	— \$
Actions ordinaires	623 739	467 050	185 691
Surplus d'apport	68 336	52 167	58 103
Résultats non distribués	180 748	238 647	158 138
Cumul des AERG	8 484	(972)	1 301
Capitaux propres	992 125	756 892	403 233
Dette subordonnée	15 000	15 000	15 000
	1 007 125 \$	771 892 \$	418 233 \$

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par leurs organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités actuelles et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance;
- favorise la création de valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Genuity est assujettie à la réglementation canadienne, principalement celle de l'OCRCVM.
- Canaccord Genuity Limited, Canaccord Genuity Securities Limited, Collins Stewart 360° Limited et Canaccord Genuity Hawkpoint Limited sont réglementées au Royaume-Uni par la Financial Services Authority et sont membres de la Bourse de Londres.
- Collins Stewart (CI) Ltd. détient un permis octroyé par la Guernsey Financial Services Commission, la Isle of Man Financial Supervision Commission et la Jersey Financial Services Commission et est réglementée par ces dernières.
- Canaccord Genuity Singapore Pte. Ltd est assujettie à la réglementation de l'Autorité monétaire de Singapour.
- Canaccord BGF Limited est réglementée par la Australian Securities and Investments Commission, et Canaccord BGF (Hong Kong) Limited, par la Securities and Futures Commission.
- Canaccord Genuity Inc. et Canaccord Genuity Securities LLC sont des courtiers en valeurs mobilières inscrits aux États-Unis et sont assujetties principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority.
- Canaccord Wealth Management (USA), Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority.
- Canaccord International Ltd. est assujettie à la réglementation de la Banque centrale de la Barbade.

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des transactions en cours et des exigences en matière de prise ferme ou de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir les liquidités et les autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Au cours de l'exercice considéré, il n'y a eu aucun changement notable apporté à la politique de gestion du capital de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

NOTE 22

Fonds des clients

Les fonds des clients, qui sont détenus dans des comptes distincts par les activités au Royaume-Uni et en Europe, s'élevaient à 1 221,4 millions \$ (765,3 millions £) au 31 mars 2012. Ce montant comprenait des soldes de 9,9 millions \$ (6,2 millions £) détenus par les activités au Royaume-Uni et en Europe au nom de clients aux fins du règlement de transactions en cours et des dépôts distincts de 1 211,5 millions \$ (759,1 millions £), détenus au nom de clients, qui ne figurent pas dans les états de la situation financière. Les variations des soldes de règlement sont prises en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

NOTE 23 Provisions et éventualités

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour frais de restructuration constituées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012 ont surtout trait aux indemnités de fin de contrat de travail et comprennent également l'accélération des paiements fondés sur des actions et les contrats déficitaires engagés dans le cadre de la restructuration de la Société. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions préexistantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours des exercices clos les 31 mars 2012 et 2011 :

	Provisions pour litiges	Provisions pour frais de restructuration	Total des provisions
Solde au 1 ^{er} avril 2010	4 991 \$	— \$	4 991 \$
Ajouts	6 239	—	6 239
Utilisée	(5 079)	—	(5 079)
Solde au 31 mars 2011	6 151	—	6 151
Ajouts	3 862	35 253	39 115
Provision découlant de l'acquisition de CSHP	6 000	—	6 000
Utilisée	(1 702)	(8 530)	(10 232)
Recouvrements	(1 368)	—	(1 368)
Solde au 31 mars 2012	12 943 \$	26 723 \$	39 666 \$

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Dans le cours normal des activités, la Société, à titre de maison de courtage, est partie à des litiges et, au 31 mars 2012, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a inscrit des charges à payer pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société. Les poursuites décrites ci-dessous ont été intentées contre la Société et, bien que celle-ci ait nié les allégations et ait l'intention de se défendre avec vigueur dans chaque cas, l'issue de chaque poursuite ne peut être prédite avec certitude. Les sommes réclamées à l'égard des poursuites, ou qui pourraient être réclamées, sont importantes et, par conséquent, ces poursuites sont décrites dans les présents états financiers consolidés.

- i) En 2002, deux poursuites ont été intentées devant la Cour supérieure du Québec contre La Corporation Canaccord Genuity et d'autres défenderesses, y compris un autre courtier en valeurs mobilières. Dans les deux cas, il s'agit de recours collectifs qui comportent des allégations de pratiques illicites de négociation et de déclaration par la Société et un autre défendeur et des allégations que la Société a fait preuve de négligence dans le cadre d'un placement privé en 2000. Les enquêtes préalables sont terminées et les parties procèdent actuellement à l'échange de rapports d'experts. Canaccord entend contester vigoureusement ces allégations.
- ii) Genuity a été désignée à titre de codéfenderesse dans le cadre d'un recours collectif présenté à la Cour supérieure de justice de l'Ontario par Marchés mondiaux CIBC Inc. en 2005, alléguant la sollicitation inappropriée auprès d'employés de la demanderesse, le complot, l'incitation à la rupture de contrat, l'ingérence dans des relations commerciales, le manquement à des obligations fiduciaires, l'utilisation inappropriée de renseignements confidentiels et l'appropriation indue de possibilités favorables pour l'entreprise. La demanderesse réclame à Genuity des dommages-intérêts généraux devant être déterminés par la cour ainsi qu'un compte rendu des avantages reçus par l'ensemble des partis dans le cadre de ces activités alléguées. Une poursuite a également été intentée contre l'ensemble des parties à l'égard de dommages-intérêts punitifs d'un montant de 10,0 millions \$. La direction croit pouvoir opposer une défense à ces poursuites et qu'aucun passif n'en résultera pour Genuity. Comme la Corporation Canaccord Genuity a pris en charge la totalité des actifs et des passifs de Genuity, elle peut être assujettie à toute décision qui pourrait être défavorable pour Genuity relativement à ce litige.
- iii) La Société et CSHP ainsi que sa filiale américaine, Collins Stewart LLC, entre autres, sont codéfenderesses dans le cadre d'une poursuite intentée par Morgan Joseph TriArtisan Group Inc. et Morgan Joseph TriArtisan LLC devant le tribunal étatique de New York, alléguant qu'un projet de coentreprise entre Collins Stewart LLC et Morgan Joseph TriArtisan LLC à New York est fondamentalement incompatible avec l'acquisition de CSHP par la Société. La Société fait l'objet d'allégations portant sur l'atteinte délictuelle à des contrats, l'atteinte délictuelle à des avantages tirés d'un projet d'entreprise et la complicité dans la violation du devoir de fiduciaire. En guise de mesures de réparation, la demanderesse réclame à la Société des dommages-intérêts compensatoires d'au moins 35 millions \$ et des dommages-intérêts punitifs équivalant à trois fois les dommages-intérêts compensatoires, ou environ 100 millions \$. Les arguments de défense opposables à ces allégations et la détermination du montant des dommages-intérêts restent à établir. La Société considère que ces allégations sont fallacieuses et totalement infondées, et elle entend les contester vigoureusement.

NOTE 24 Engagements

Les filiales de la Société se sont engagées à verser les loyers minimaux approximatifs suivants pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

2013	33 300 \$
2014	33 778
2015	32 178
2016	29 033
2017	24 681
Par la suite	110 256
	263 226 \$

NOTE 25 Événements postérieurs à la date de clôture

i] ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C ET FACILITÉ DE CRÉDIT À COURT TERME

Le 22 mars 2012, la Société a annoncé qu'elle avait convenu d'émettre 4 000 000 d'actions privilégiées de série C. Le placement a été clôturé après la fin de l'exercice, le 10 avril 2012. Le montant net comptabilisé après déduction des frais d'émission, net des impôts différés de 1,0 million \$, s'est établi à 97,3 millions \$. Le produit net du placement a été affecté au remboursement partiel d'un montant de 97,0 millions \$ de la facilité de crédit à court terme de 150,0 millions \$ que la Société a obtenue à titre de crédit-relais dans le cadre de l'acquisition de CSHP (note 7). Le solde de la facilité de crédit à court terme a été remboursé en totalité le 22 mai 2012.

ii] DIVIDENDES

Le 22 mai 2012, le conseil d'administration a approuvé les dividendes en espèces suivants : dividende de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 15 juin 2012 aux actionnaires ordinaires inscrits le 1^{er} juin 2012; dividende de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 3 juillet 2012 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2012; dividende de 0,3190 \$ par action privilégiée de série C payable le 3 juillet 2012 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2012.

Informations supplémentaires

Nota : Les présentes informations supplémentaires ne sont pas auditées et doivent être lues avec les états financiers audités contenus dans le présent rapport. La Société a adopté les IFRS en date du 1^{er} avril 2011. Par conséquent, les données de l'exercice clos le 31 mars 2012 et de l'exercice comparatif clos le 31 mars 2011 sont conformes aux IFRS. Les chiffres des périodes précédant l'exercice clos le 31 mars 2011 sont conformes aux PCGR du Canada. Voir la rubrique «Passage aux Normes internationales d'information financière» à la page 23.

Faits saillants financiers¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et les mesures financières)	Aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates				
	2012	2011	2010	2009	2008
	IFRS	IFRS	PCGR du Canada	PCGR du Canada	PCGR du Canada
Résultats financiers					
Produits des activités ordinaires	604 864 \$	803 631 \$	577 537 \$	477 721 \$	731 539 \$
Charges	620 983	661 159	525 896	524 920	680 008
Impôts sur le résultat	5 227	42 729	13 144	452	20 197
Résultat net	(21 346)	99 743	38 497	(47 651)	31 334
Résultat net attribuable aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.	(20 307)	99 743	38 497	(47 651)	31 334
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(25 122)	99 743	38 497	(47 651)	31 334
Secteur d'activité					
Résultat avant frais intersectoriels imputés et impôts sur le résultat					
Canaccord Genuity ²	(1 667) \$	147 562 \$	70 962 \$	(21 129) \$	88 575 \$
Gestion de patrimoine Canaccord	34 825	48 736	27 783	22 707	1 205
Non sectoriel et autres	(49 277)	(53 826)	(47 104)	(48 777)	(38 249)
Région géographique					
Résultat avant impôts sur le résultat					
Canada ³	39 439 \$	111 905 \$	30 036 \$	(9 799) \$	24 846 \$
Royaume-Uni et Europe ⁴	(41 202)	14 129	9 533	2 031	29 613
États-Unis ⁵	(7 533)	16 755	8 631	(42 000)	(7 359)
Autres établissements à l'étranger ⁶	(6 823)	(317)	3 441	2 569	4 431
Information sur les actifs des clients (en millions \$)					
ASG – Canada (discrétionnaires)	677 \$	546 \$	445 \$	393 \$	730 \$
ASA – Canada	14 828	16 985	12 922	9 184	14 295
ASG – Royaume-Uni et Europe	13 087	—	—	—	—
Total	27 915	16 985	12 922	9 184	14 295
Information sur les actions ordinaires					
Par action ordinaire (\$)					
Résultat de base	(0,33) \$	1,37 \$	0,79 \$	(0,97) \$	0,70 \$
Résultat dilué	(0,33)	1,22	0,69	(0,97)	0,64
Valeur comptable par action ordinaire diluée ⁷	8,26	8,79	6,96	6,51	7,21
Cours de l'action ordinaire (en \$)					
Haut	15,31 \$	16,41 \$	11,87 \$	11,75 \$	25,92 \$
Bas	6,94	7,95	5,30	2,87	8,60
Clôture	8,30	14,00	11,10	5,40	9,80
Actions ordinaires en circulation (en milliers)					
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	94 026	75 404	48 868	49 343	43 873
Nombre d'actions émises et en circulation	101 689	82 810	55 571	55 093	47 835
Actions diluées	106 883	85 655	57 767	57 251	49 556
Nombre moyen de base	76 715	72 990	48 698	48 929	44 778
Nombre moyen dilué	84 682	81 717	55 662	54 189	48 727
Capitalisation boursière (en milliers)	887 131	1 199 170	640 259	309 155	485 649
Information sur les actions privilégiées					
Nombre d'actions émises et en circulation (en milliers)	4 540	—	—	—	—
Mesures financières					
Dividendes par action ordinaire	0,40 \$	0,275 \$	0,15 \$	0,125 \$	0,50 \$
Rendement des actions ordinaires (cours de clôture des actions ordinaires)	4,8 %	2,0 %	0,3 %	2,3 %	5,1 %
Ratio de distribution sur les actions ordinaires	(139,9)%	22,8 %	22,4 %	(15,1) %	78,3 %
Rendement total des capitaux propres ⁸	(37,9)%	28,6 %	108,3 %	(44,2) %	(55,5) %
RCP ⁹	(3,1)%	14,2 %	9,8 %	(12,4) %	7,9 %
Ratio cours/bénéfice ¹⁰	(24,4)	11,8	16,1	5,7	15,8
Ratio cours/valeur comptable ¹¹	1,0	1,6	1,6	0,8	1,4

¹ Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux IFRS, mentionnons le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP), la valeur comptable par action diluée, le rendement des actions, le ratio de distribution, le rendement total des capitaux propres, le ratio cours/bénéfice, le ratio cours/valeur comptable, les actifs sous gestion (ASG) et les actifs sous administration (ASA).

² Inclut la division internationale des marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine, à la Barbade et à Singapour.

³ La région géographique du Canada de Canaccord inclut les activités de Canaccord Genuity et des secteurs Gestion de patrimoine Canaccord et Non sectoriel et autres.

⁴ La région géographique du Royaume-Uni et de l'Europe de Canaccord œuvre sur les marchés des capitaux et exerce des activités de gestion de patrimoine. Les résultats des anciennes entités de CSHP situées au Royaume-Uni et en Europe sont inclus depuis le 22 mars 2012.

⁵ La région géographique des États-Unis de Canaccord inclut les activités des marchés des capitaux aux États-Unis et les activités de gestion de patrimoine. Les résultats des anciennes entités de CSHP situées aux États-Unis sont inclus depuis le 22 mars 2012.

⁶ Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni et de l'Europe sont présentés dans le segment Autres établissements à l'étranger, qui comprend les activités en Australie, en Chine, à la Barbade et à Singapour. Les résultats opérationnels de l'Australie sont inclus depuis le 1^{er} novembre 2011, et ceux de Singapour depuis le 22 mars 2012.

⁷ La valeur comptable par action diluée, mesure non conforme aux IFRS, correspond au total des capitaux propres divisé par le nombre d'actions ordinaires diluées en circulation à la fin de l'exercice.

⁸ Le rendement total des capitaux propres correspond à la variation du cours de l'action majorée des dividendes versés sur les actions ordinaires et des distributions spéciales versées au cours de la période considérée, exprimée en pourcentage du cours de clôture de l'action ordinaire de la période précédente, en supposant le réinvestissement de tous les dividendes.

⁹ Le RCP est calculé en divisant le résultat net annualisé disponible pour les actionnaires ordinaires par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

¹⁰ Le ratio cours/bénéfice est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de la période et du résultat dilué par action des 12 derniers mois.

¹¹ Le ratio cours/valeur comptable est calculé en tenant compte du cours de l'action ordinaire à la fin de la période et de la valeur comptable par action ordinaire diluée.

États du résultat et des résultats non distribués consolidés résumés¹

(en milliers \$ CA sauf les montants par action et les mesures financières)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2012	2011	2010	2009	2008
	IFRS	IFRS	PCGR du Canada	PCGR du Canada	PCGR du Canada
Produits des activités ordinaires					
Commissions	252 877 \$	294 650 \$	235 606 \$	233 104 \$	296 047 \$
Financement de sociétés	175 225	327 499	215 237	117 916	295 787
Honoraires de consultation	107 370	84 914	39 200	51 453	41 087
Négociation à titre de contrepartiste	10 647	43 644	45 982	18 319	7 443
Intérêts	31 799	24 040	12 965	38 287	63 168
Divers	26 946	28 884	28 547	18 642	28 007
	604 864	803 631	577 537	477 721	731 539
Charges					
Rémunération au rendement ²	304 908	389 046	299 084	222 006	347 079
Charges salariales	63 924	64 420	59 415	56 771	54 294
Frais de négociation	30 313	31 507	28 884	26 311	27 090
Locaux et matériel	27 546	27 158	24 402	24 695	22 745
Communications et technologie	28 343	25 466	21 868	25 228	23 228
Intérêts	9 816	7 811	2 581	11 220	24 527
Frais d'administration	69 523	67 882	52 153	69 689	69 463
Amortissement	14 108	12 742	7 609	8 994	8 536
Frais de développement	21 193	22 387	24 900	28 773	32 049
Frais de restructuration	35 253	—	—	7 662	4 000
Frais connexes aux acquisitions	16 056	12 740	5 000	—	—
Ajustement à la juste valeur des titres de PCAA	—	—	—	6 700	12 797
Programme de secours de Canaccord	—	—	—	5 347	54 200
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	—	—	—	31 524	—
	620 983	661 159	525 896	524 920	680 008
Résultat avant impôts sur le résultat	(16 119)	142 472	51 641	(47 199)	51 531
Impôts sur le résultat	5 227	42 729	13 144	452	20 197
Résultat net de l'exercice	(21 346) \$	99 743 \$	38 497 \$	(47 651) \$	31 334 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(1 039)	—	—	—	—
Résultat net attribuable aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.	(20 307)	99 743	38 497	(47 651)	31 334
Résultats non distribués au début de l'exercice	238 647	194 007	160 868	222 597	213 659
Ajustements d'ouverture selon les IFRS	—	(35 869)	—	—	—
Dividendes sur actions ordinaires	(32 778)	(19 234)	(5 358)	(14 078)	(22 396)
Dividendes sur actions privilégiées	(4 814)	—	—	—	—
Résultats non distribués à la fin de l'exercice	180 748 \$	238 647 \$	194 007 \$	160 868 \$	222 597 \$
Charges de la rémunération au rendement en % des produits des activités ordinaires	50,4 %	48,4 %	51,8 %	46,5 %	47,4 %
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires ³	61,0 %	56,4 %	62,1 %	58,4 %	54,9 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	41,7 %	25,8 %	29,0 %	51,5 %	38,1 %
Charges totales en % des produits des activités ordinaires	102,7 %	82,3 %	91,1 %	109,9 %	93,0 %
Marge bénéficiaire avant impôts	(2,7)%	17,7 %	8,9 %	(9,9)%	7,0 %
Taux d'impôt effectif	(32,4)%	30,0 %	25,5 %	(1,0)%	39,2 %
Marge bénéficiaire nette	(3,5)%	12,4 %	6,7 %	(10,0)%	4,3 %
Résultat de base par action	(0,33) \$	1,37 \$	0,79 \$	(0,97) \$	0,70 \$
Résultat dilué par action	(0,33) \$	1,22 \$	0,69 \$	(0,97) \$	0,64 \$
Valeur comptable par action ordinaire diluée ⁴	8,26 \$	8,79 \$	6,96 \$	6,51 \$	7,21 \$
Informations sectorielles supplémentaires					
Canaccord Genuity	373 477 \$	538 644 \$	363 558 \$	277 351 \$	431 642 \$
Gestion de patrimoine Canaccord	201 290	233 049	187 046	172 484	249 127
Non sectoriel et autres	30 097	31 938	26 933	27 886	50 770
	604 864 \$	803 631 \$	577 537 \$	477 721 \$	731 539 \$

¹⁾ Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS comprennent les charges de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges autres que de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires et la valeur comptable par action ordinaire diluée.

²⁾ La charge de rémunération au rendement comprend la taxe pour le régime national d'assurance-maladie applicable au Royaume-Uni et à l'Europe.

³⁾ Le total des charges de rémunération comprend la rémunération au rendement et les charges salariales, à l'exception des primes à l'embauche, qui sont incluses dans les frais de développement. À compter de l'exercice 2011, les charges salariales liées au groupe de développement ont été incluses à titre de charge de rémunération, alors qu'elles étaient classées comme frais de développement avant l'exercice 2011.

⁴⁾ La valeur comptable par action ordinaire diluée, mesure non conforme aux IFRS, correspond au total des capitaux propres divisé par le nombre d'actions ordinaires diluées en circulation à la fin de la période.

États de la situation financière consolidés résumés

Aux 31 mars (en milliers \$ CA)	2012	2011	2010	2009	2008
	IFRS	IFRS	PCGR du Canada	PCGR du Canada	PCGR du Canada
Actif					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	814 238 \$	954 068 \$	731 852 \$	701 173 \$	435 649 \$
Titres détenus à la valeur du marché	1 171 988	947 185	362 755	133 691	92 796
Créances clients	3 081 640	2 828 812	1 972 924	1 061 161	1 422 917
Impôts sur le résultat recouvrables	8 301	—	—	23 771	11 083
Actifs d'impôt différé	3 959	1 503	13 190	15 680	28 207
Placements	9 493	5 934	5 000	5 000	5 000
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs	—	—	—	35 312	29 860
Matériel et aménagements de locaux loués	51 084	40 818	38 127	46 311	40 686
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	622 020	319 180	—	—	32 520
	5 762 723 \$	5 097 500 \$	3 123 848 \$	2 022 099 \$	2 098 718 \$
Passif et capitaux propres					
Dettes bancaires	75 141 \$	13 580 \$	29 435 \$	75 600 \$	15 038 \$
Facilité de crédit à court terme	150 000	—	—	—	—
Titres vendus à découvert à la valeur du marché	914 649	722 613	364 137	79 426	13 757
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 590 266	3 557 275	2 308 146	1 469 369	1 687 479
Impôts sur le résultat à payer	—	23 977	5 385	—	—
Passifs d'impôt différé	8 088	8 163	—	—	—
Dettes subordonnées	15 000	15 000	15 000	25 000	25 000
Participations ne donnant pas le contrôle	17 454	—	—	—	—
Capitaux propres	992 125	756 892	401 745	372 704	357 444
	5 762 723 \$	5 097 500 \$	3 123 848 \$	2 022 099 \$	2 098 718 \$

Statistiques opérationnelles diverses¹

Aux 31 mars	2012	2011	2010	2009	2008
Nombre d'employés au Canada					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	247	268	203	209	253
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord	684	684	680	700	762
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres	378	373	364	356	380
Total au Canada	1 309	1 325	1 247	1 265	1 395
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	461	143	138	105	112
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord	276	—	—	—	—
Nombre d'employés aux États-Unis					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	302	175	163	151	163
Nombre d'employés dans les autres établissements à l'étranger					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	80	41	1	9	13
Nombre d'employés dans l'ensemble de la société	2 428	1 684	1 549	1 530	1 683
Nombre d'équipes de conseillers en placement au Canada ²	280	271	303	338	354
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe ³	106	—	—	—	—
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	604	645	718	790	852
ASG – Canada (discrétionnaires) (en millions \$ CA)	677 \$	546 \$	445 \$	393 \$	730 \$
ASA – Canada (en millions \$ CA)	14 828 \$	16 985 \$	12 922 \$	9 184 \$	14 295 \$
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	13 087 \$	— \$	— \$	— \$	— \$
Total (en millions \$ CA)	27 915 \$	16 985 \$	12 922 \$	9 184 \$	14 295 \$
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme courtier					
London stock exchange (LSE)	52	26	23	9	5
Alternative Investment Market (AIM)	77	39	43	51	60
Total comme courtier	129	65	66	60	65
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme Nomad⁴					
LSE	—	1	1	—	1
AIM	62	30	35	42	51
Total comme Nomad	62	31	36	42	52

¹⁾ Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS.

²⁾ Les équipes de conseillers en placement au Canada comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers en placement, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

³⁾ Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants ayant un contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

⁴⁾ Une société inscrite à l'AIM est tenue de retenir les services d'un conseiller désigné (appelé communément «Nomad») durant la vie de la société sur le marché. Le Nomad a notamment pour tâche de garantir qu'une société répond aux critères d'admissibilité à l'AIM. Un Nomad est à l'AIM ce que le conseiller financier est à la LSE.

Faits saillants financiers trimestriels¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et les ratios financiers)

	Exercice 2012				Exercice 2011			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats financiers								
Produits des activités ordinaires	177 692 \$	147 889 \$	119 500 \$	159 783 \$	247 595 \$	254 834 \$	149 285 \$	151 917 \$
Charges	207 731	142 822	126 396	144 034	189 279	192 918	134 676	144 286
Impôts sur le résultat (recouvrement)	1 755	2 536	(1 618)	2 554	16 993	18 919	4 358	2 459
Résultat net	(31 794)	2 531	(5 278)	13 195	41 323	42 997	10 251	5 172
Résultat net attribuable aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.	(31 250)	3 026	(5 278)	13 195	41 323	42 997	10 251	5 172
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(32 357)	1 208	(7 078)	13 105	41 323	42 997	10 251	5 172
Secteur d'activité								
Résultat avant frais intersectoriels imputés et impôts sur le résultat								
Canaccord Genuity ²	(25 934) \$	10 421 \$	(2 560) \$	16 406 \$	55 164 \$	59 462 \$	19 349 \$	13 587 \$
Gestion de patrimoine Canaccord	6 147	7 327	10 085	11 266	18 504	16 587	5 938	7 707
Non sectoriel et autres	(10 252)	(12 681)	(14 421)	(11 923)	(15 352)	(14 133)	(10 678)	(13 663)
Région géographique								
Résultat avant impôts sur le résultat								
Canada ³	11 484 \$	8 169 \$	710 \$	19 076 \$	44 007 \$	52 275 \$	12 175 \$	3 448 \$
Royaume-Uni et Europe ⁴	(31 409)	(1 003)	(3 956)	(4 834)	9 340	2 955	1 443	391
États-Unis ⁵	(7 602)	(1 470)	(1 754)	3 293	5 683	6 421	664	3 987
Autres établissements à l'étranger ⁶	(2 512)	(629)	(1 896)	(1 786)	(714)	265	327	(195)
Actifs des clients (en millions \$)								
ASG – Canada (discretionnaires)	677 \$	607 \$	574 \$	575 \$	546 \$	514 \$	473 \$	431 \$
ASA – Canada	14 828	14 367	14 635	15 676	16 985	16 006	13 895	12 571
ASG – Royaume-Uni et Europe	13 087	—	—	—	—	—	—	—
Total	27 915	14 367	14 635	15 676	16 985	16 006	13 895	12 571
Information sur les actions ordinaires								
Par action ordinaire (en \$)								
Résultat de base	(0,42) \$	0,02 \$	(0,09) \$	0,17 \$	0,55 \$	0,57 \$	0,14 \$	0,08 \$
Résultat dilué	(0,42)	0,01	(0,09)	0,16	0,49	0,51	0,12	0,07
Valeur comptable par action ordinaire diluée ⁷	8,26	8,54	8,75	8,71	8,79	8,43	8,05	7,86
Cours de l'action ordinaire (en \$)								
Haut	9,44 \$	9,74 \$	13,05 \$	15,31 \$	16,41 \$	14,42 \$	10,89 \$	11,48 \$
Bas	7,61	6,94	9,32	11,65	13,03	10,09	8,77	7,95
Clôture	8,30	7,80	9,55	12,36	14,00	14,16	10,37	9,39
Actions ordinaires en circulation (en milliers)								
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	94 026	74 999	76 232	75 597	75 404	75 055	74 552	74 961
Nombre d'actions émises et en circulation	101 689	83 412	83 322	83 097	82 810	82 626	82 553	82 308
Actions diluées	106 656	86 787	85 979	86 236	86 080	85 938	84 565	85 357
Nombre moyen de base	77 830	75 221	76 073	75 087	75 194	74 947	74 235	67 931
Nombre moyen dilué	85 568	83 822	83 922	84 283	84 571	83 643	82 976	76 217
Capitalisation boursière (en milliers)	885 245	676 940	821 101	1 065 877	1 205 121	1 216 882	876 939	801 503
Actions privilégiées en circulation								
Nombre d'actions émises et en circulation (en milliers)	4 540	4 540	4 540	4 000	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Mesures financières								
Dividendes par action ordinaire	0,10 \$	0,10 \$	0,10 \$	0,10 \$	0,10 \$	0,075 \$	0,05 \$	0,05 \$
Rendement des actions ordinaires (cours de clôture)	4,8 %	5,1 %	4,2 %	3,2 %	2,9 %	2,1 %	1,9 %	2,1 %
Ratio de distribution sur les actions ordinaires	(31,4) %	690,5 %	(117,7) %	63,4 %	20,0 %	14,4 %	40,3 %	79,6 %
Rendement total des capitaux propres ⁸	7,7 %	(17,3) %	(21,9) %	(11,0) %	(0,4) %	37,3 %	11,0 %	(15,0) %
RCP annualisé ⁹	(16,2) %	0,6 %	(2,8) %	7,0 %	22,6 %	24,3 %	6,0 %	3,9 %
Ratio cours/bénéfice ¹⁰	(24,4)	13,7	8,9	9,7	11,8	16,9	17,3	15,7
Ratio cours/valeur comptable ¹¹	1,0	0,9	1,1	1,4	1,6	1,7	1,3	1,2

1) Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux IFRS, mentionnons le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP), la valeur comptable par action diluée, le rendement des actions, le ratio de distribution, le rendement total des capitaux propres, le ratio cours/bénéfice, le ratio cours/valeur comptable, les actifs sous gestion (ASG) et les actifs sous administration (ASA).

2) Inclut la division internationale des marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine, à la Barbade et à Singapour.

3) La région géographique du Canada de Canaccord inclut les activités de Canaccord Genuity et des secteurs Gestion de patrimoine Canaccord et Non sectoriel et autres.

4) La région géographique du Royaume-Uni et de l'Europe de Canaccord œuvre sur les marchés des capitaux et exerce des activités de gestion de patrimoine. Les résultats des anciennes entités de CSHP situées au Royaume-Uni et en Europe sont inclus depuis le 22 mars 2012.

5) La région géographique des États-Unis de Canaccord inclut les activités des marchés des capitaux aux États-Unis et les activités de gestion de patrimoine. Les résultats des anciennes entités de CSHP situées aux États-Unis sont inclus depuis le 22 mars 2012.

6) Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni et de l'Europe sont présentés dans le segment Autres établissements à l'étranger, qui comprend les activités en Australie, en Chine, à la Barbade et à Singapour. Les résultats opérationnels de l'Australie sont inclus depuis le 1^{er} novembre 2011, et ceux de Singapour depuis le 22 mars 2012.

7) La valeur comptable par action diluée, mesure non conforme aux IFRS, correspond au total des capitaux propres divisé par le nombre d'actions diluées en circulation à la fin de l'exercice.

8) Le rendement total des capitaux propres correspond à la variation du cours de l'action majorée des dividendes versés sur les actions ordinaires et des distributions spéciales versées au cours de la période considérée, exprimée en pourcentage du cours de clôture de l'action ordinaire de la période précédente, en supposant le réinvestissement de tous les dividendes.

9) Le RCP est présenté sur une base annualisée. Le RCP annualisé trimestriel est calculé en divisant le résultat net annualisé disponible pour les actionnaires ordinaires pour la période de trois mois par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

10) Le ratio cours/bénéfice est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de la période et du résultat dilué par action des 12 derniers mois.

11) Le ratio cours/valeur comptable est calculé en tenant compte du cours de l'action ordinaire à la fin de la période et de la valeur comptable par action ordinaire diluée.

États du résultat consolidés résumés¹

(en milliers \$ CA sauf les montants par action et les mesures financières)	Exercice 2012				Exercice 2011			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions	74 170 \$	57 380 \$	60 299 \$	61 028 \$	81 959 \$	87 433 \$	63 002 \$	62 256 \$
Financement de sociétés	53 553	32 015	29 799	59 858	103 646	116 716	51 236	55 901
Honoraires de consultation	24 634	38 541	21 664	22 531	25 702	25 276	13 215	20 721
Négociation à titre de contrepartiste	6 769	3 304	(1 379)	1 953	17 431	10 658	9 597	5 958
Intérêts	8 205	8 147	7 590	7 857	7 707	7 753	5 436	3 144
Divers	10 361	8 502	1 527	6 556	11 150	6 998	6 799	3 937
	177 692	147 889	119 500	159 783	247 595	254 834	149 285	151 917
Charges								
Rémunération au rendement ²	95 641	69 815	61 838	77 614	119 383	126 640	70 538	72 485
Salaires et avantages du personnel	17 635	15 009	14 163	17 117	17 543	14 739	16 322	15 816
Frais de négociation	6 190	7 416	7 742	8 965	8 624	7 937	7 241	7 705
Locaux et matériel	7 354	6 633	6 727	6 832	7 403	7 077	6 640	6 038
Communications et technologie	8 458	6 744	6 752	6 389	6 307	6 111	6 779	6 269
Intérêts	3 080	2 361	1 967	2 408	2 485	3 037	1 673	616
Frais d'administration	20 795	16 191	16 263	16 274	19 052	17 049	15 990	15 791
Amortissement	4 350	3 906	2 947	2 905	2 966	2 786	3 706	3 284
Frais de développement	4 867	5 755	5 041	5 530	5 516	5 792	5 787	5 292
Frais connexes aux acquisitions	10 400	2 700	2 956	—	—	1 750	—	10 990
Frais de restructuration	28 961	6 292	—	—	—	—	—	—
	207 731	142 822	126 396	144 034	189 279	192 918	134 676	144 286
Résultat avant impôts sur le résultat	(30 039)	5 067	(6 896)	15 749	58 316	61 916	14 609	7 631
Impôts sur le résultat (recouvrement)	1 755	2 536	(1 618)	2 554	16 993	18 919	4 358	2 459
Résultat net de la période	(31 794) \$	2 531 \$	(5 278) \$	13 195 \$	41 323 \$	42 997 \$	10 251 \$	5 172 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(544)	(495)	—	—	—	—	—	—
Résultat net attribuable aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.	(31 250)	3 026	(5 278)	13 195	41 323	42 997	10 251	5 172
Charges de la rémunération au rendement en % des produits des activités ordinaires	53,8 %	47,2 %	51,7 %	48,6 %	48,2 %	49,7 %	47,3 %	47,7 %
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires ³	63,7 %	57,4 %	63,6 %	59,3 %	55,3 %	55,5 %	58,2 %	58,1 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	53,2 %	39,2 %	42,2 %	30,9 %	21,1 %	20,2 %	32,0 %	36,9 %
Charges totales en % des produits des activités ordinaires	116,9 %	96,6 %	105,8 %	90,1 %	76,4 %	75,7 %	90,2 %	95,0 %
Marge bénéficiaire avant impôts	(16,9) %	3,4 %	(5,8) %	9,9 %	23,6 %	24,3 %	9,8 %	5,0 %
Taux d'imposition réel	(5,8) %	50,0 %	23,5 %	16,2 %	29,1 %	30,6 %	29,8 %	32,2 %
Marge bénéficiaire nette	(17,9) %	1,7 %	(4,4) %	8,3 %	16,7 %	16,9 %	6,9 %	3,4 %
Résultat de base par action	(0,42) \$	0,02 \$	(0,09) \$	0,17 \$	0,55 \$	0,57 \$	0,14 \$	0,08 \$
Résultat dilué par action	(0,42) \$	0,01 \$	(0,09) \$	0,16 \$	0,49 \$	0,51 \$	0,12 \$	0,07 \$
Valeur comptable par action ordinaire diluée ⁴	8,26 \$	8,54 \$	8,75 \$	8,71 \$	8,79 \$	8,43 \$	8,05 \$	7,86 \$
Informations sectorielles supplémentaires								
Canaccord Genuity	113 067 \$	93 581 \$	69 452 \$	97 377 \$	163 771 \$	177 758 \$	96 963 \$	100 152 \$
Gestion de patrimoine Canaccord	54 524	44 571	47 412	54 783	72 704	68 599	44 539	47 207
Non sectoriel et autres	10 101	9 737	2 636	7 623	11 120	8 477	7 783	4 558
	177 692 \$	147 889 \$	119 500 \$	159 783 \$	247 595 \$	254 834 \$	149 285 \$	151 917 \$

¹ Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS comprennent les charges de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges autres que de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires et la valeur comptable par action ordinaire diluée.

² La charge de rémunération au rendement comprend la taxe pour le régime national d'assurance-maladie applicable au Royaume-Uni.

³ Le total des charges de rémunération comprend la rémunération au rendement et les charges salariales, à l'exception des primes à l'embauche, qui sont incluses dans les frais de développement. À compter du T1/11, les charges salariales liées au groupe de développement ont été incluses à titre de charge de rémunération, alors qu'elles étaient classées comme frais de développement avant le T1/11.

⁴ La valeur comptable par action ordinaire diluée, mesure non conforme aux IFRS, correspond au total des capitaux propres divisé par le nombre d'actions diluées en circulation à la fin de l'exercice.

États de la situation financière consolidés résumés

(en milliers \$ CA)	Exercice 2012				Exercice 2011			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Actif								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	814 238	\$ 700 914	\$ 691 114	\$ 710 734	\$ 954 068	\$ 713 117	\$ 636 908	\$ 569 953
Titres détenus à la valeur du marché	1 171 988	1 100 470	1 316 755	849 679	947 185	1 098 154	1 268 897	835 261
Créances clients	3 081 640	2 215 448	3 270 356	2 488 826	2 828 812	2 383 057	2 987 415	2 185 305
Impôts sur le résultat recouvrables	8 301	15 565	18 776	10 317	—	—	5 567	5 287
Actifs d'impôt différé	3 959	2 419	1 791	2 076	1 503	1 036	1 076	680
Placements	9 493	5 934	5 934	5 934	5 934	6 732	6 732	6 732
Matériel et aménagements des locaux loués	51 084	44 550	43 120	43 289	40 818	36 860	37 463	39 001
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	622 020	354 577	317 320	318 250	319 180	316 928	317 858	319 685
	5 762 723	\$ 4 439 877	\$ 5 665 166	\$ 4 429 105	\$ 5 097 500	\$ 4 555 884	\$ 5 261 916	\$ 3 961 904
Passif et capitaux propres								
Dette bancaire	75 141	\$ —	\$ —	\$ 24 125	\$ 13 580	\$ 34 914	\$ 64 733	\$ 82 992
Facilité de crédit à court terme	150 000	—	—	—	—	—	—	—
Titres vendus à découvert à la valeur du marché	914 649	952 750	1 117 268	731 730	722 613	853 869	1 236 229	702 976
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 590 266	2 592 774	3 663 323	2 802 669	3 557 275	2 910 423	3 257 736	2 483 250
Impôts sur le résultat à payer	—	—	—	—	23 977	8 668	—	—
Passifs d'impôt différé	8 088	8 840	6 082	7 340	8 163	8 285	7 688	6 690
Dette subordonnée	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Participations ne donnant pas le contrôle	17 454	18 218	—	—	—	—	—	—
Capitaux propres	992 125	852 295	863 493	848 241	756 892	724 726	680 530	670 996
	5 762 723	\$ 4 439 877	\$ 5 665 166	\$ 4 429 105	\$ 5 097 500	\$ 4 555 884	\$ 5 261 916	\$ 3 961 904

Statistiques opérationnelles diverses ¹

	Exercice 2012				Exercice 2011			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Nombre d'employés au Canada								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	247	262	266	265	268	276	276	273
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord	684	699	686	666	684	671	665	689
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres	378	386	384	382	373	365	369	371
Total au Canada	1 309	1 347	1 336	1 313	1 325	1 312	1 310	1 333
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	461	143	152	155	143	140	142	137
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord	276	—	—	—	—	—	—	—
Nombre d'employés aux États-Unis								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	302	176	186	180	175	175	178	169
Nombre d'employés dans les autres établissements à l'étranger								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	80	69	36	36	41	1	1	1
Nombre d'employés dans l'ensemble de la société	2 428	1 735	1 710	1 684	1 684	1 628	1 631	1 640
Nombre d'équipes de conseillers en placement au Canada ²	280	278	271	263	271	272	280	290
Nombre de gestionnaires en placement et de gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe ³	106	—	—	—	—	—	—	—
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	604	631	626	628	645	653	712	684
ASG – Canada (discrétionnaires) (en millions \$ CA)	677	\$ 607	\$ 574	\$ 575	\$ 546	\$ 514	\$ 473	\$ 431
ASA – Canada (en millions \$ CA)	14 828	\$ 14 367	\$ 14 635	\$ 15 676	\$ 16 985	\$ 16 006	\$ 13 895	\$ 12 571
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	13 087	\$ —	\$ —	\$ —	\$ —	\$ —	\$ —	\$ —
Total (en millions \$ CA)	27 915	\$ 14 367	\$ 14 635	\$ 15 676	\$ 16 985	\$ 16 006	\$ 13 895	\$ 12 571
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme courtier								
London stock exchange (LSE)	52	31	29	29	26	24	20	23
Alternative Investment Market (AIM)	77	48	41	41	39	35	37	39
Total comme courtier	129	79	70	70	65	59	57	62
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme Nomad ⁴								
LSE	—	2	2	1	1	1	1	1
AIM	62	35	32	31	30	29	30	32
Total comme Nomad	62	37	34	32	31	30	31	33

¹) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS.

²) Les équipes de conseillers en placement comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers en placement, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

³) Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants ayant un contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

⁴) Une société inscrite à l'AIM est tenue de retenir les services d'un conseiller désigné (appelé communément « Nomad ») durant la vie de la société sur le marché. Le Nomad a notamment pour tâche de garantir qu'une société répond aux critères d'admissibilité à l'AIM. Un Nomad est à l'AIM ce que le conseiller financier est à la LSE.

Glossaire

Actifs sous administration (ASA) – Canada

Les ASA représentent la valeur de marché des biens du client qui sont administrés par Canaccord et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. La direction utilise cette mesure pour évaluer la performance opérationnelle du secteur Gestion de patrimoine Canaccord. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (ASG) – Canada

Les ASG englobent les actifs qui sont la propriété effective de clients et qui sont gérés de manière discrétionnaire par Canaccord, dans le cadre du *Programme de conseils en placement CC* et du programme *Compte géré CC*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont aussi administrés par Canaccord et sont donc inclus dans les ASA. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (ASG) – Royaume-Uni et Europe

Les ASG représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par Canaccord et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Action ordinaire

Type d'actions le plus couramment et généralement détenu dans une société. Les dividendes doivent être versés d'abord aux actionnaires privilégiés, puis aux actionnaires ordinaires.

Action privilégiée

Catégorie d'actions d'une société dont les droits sur les actifs et le résultat sont supérieurs à ceux des actions ordinaires. Les actions privilégiées ne comportent habituellement pas de droits de vote; cependant, leurs détenteurs reçoivent un dividende qui doit être payé avant celui des actionnaires ordinaires.

Activités exercées à l'étranger

Pour Canaccord, les activités exercées à l'étranger se rapportent aux bureaux de gestion de patrimoine situés aux îles de la Manche, à l'île de Man et en Suisse. Ces bureaux, qui sont actuellement les bureaux de Collins Stewart Wealth Management, seront renommés Gestion de patrimoine Canaccord au cours de l'exercice 2013.

Avantage BC International Business Centre Society (anciennement connu sous le nom International Financial Centre British Columbia Society)

Être membre offre certains avantages fiscaux et financiers, réduisant le taux global d'impôt des sociétés, en vertu de la loi de la Colombie-Britannique.

Alternative Investment Market (AIM)

Branche de la Bourse de Londres (LSE), l'AIM assure un marché mondial pour les petites sociétés émergentes.

Canaccord BGF

Canaccord BGF est la marque utilisée pour les activités de Canaccord Genuity en Australie et à Hong Kong.

Canaccord Genuity

La division des marchés des capitaux de Canaccord a changé de nom en mai 2010, passant de Canaccord Adams à Canaccord Genuity, par suite de l'acquisition de Marchés des Capitaux Genuity.

Canaccord Genuity Asia

Canaccord Genuity Asia est la marque utilisée pour les activités de Canaccord Genuity dans la région Asie-Pacifique.

Canaccord Genuity Hawkpoint

Canaccord Genuity Hawkpoint est la marque utilisée pour représenter une partie des activités de Canaccord Genuity offrant des services de consultation auprès d'entreprises mondiales à partir du Royaume-Uni et de l'Europe.

Centre financier international de Montréal

Être membre offre certains avantages fiscaux et financiers, réduisant le taux global d'impôt des sociétés, en vertu de la loi du Québec.

Charges hors caisse

Charges comptabilisées par une société qui n'ont pas d'incidence sur le solde de sa trésorerie ou son fonds de roulement.

Collins Stewart Hawkpoint plc (CHSP)

Canaccord a fait l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) le 21 mars 2012. CSHP était un groupe de conseils financiers indépendant de premier plan qui exerçait ses activités au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Europe et à Singapour. Par suite de l'acquisition, CHSP a été renommée Canaccord Genuity.

Collins Stewart Wealth Management (CSWM)

Collins Stewart Wealth Management est la division des clients privés de l'ancienne CSHP, qui offre des services à plus de 9 000 clients à partir de ses bureaux au Royaume-Uni, aux îles de la Manche, à l'île de Man et en Suisse. CSWM sera renommée Gestion de patrimoine Canaccord au cours de l'exercice 2013.

Comptes en gestion distincte (CGD)

Portefeuilles de placement offerts aux clients qui sont gérés par un gestionnaire de portefeuille principal. Les CGD permettent aux clients de détenir des titres individuels composant le portefeuille, plutôt qu'une partie d'un fonds commun.

Comptes intégrés

Type de compte de courtage dont les charges administratives, de recherche, de consultation et de gestion sont réglées par un montant forfaitaire.

Conseiller désigné (Nomad)

Société ayant obtenu l'autorisation de la LSE d'agir comme conseiller auprès d'entreprises qui désirent être admises à l'AIM. Un Nomad garantit à la LSE que l'entreprise répond aux critères d'admissibilité et, une fois qu'elle est admise, l'aide de façon permanente en ce qui a trait à la présentation de l'information et à d'autres questions touchant les marchés.

Dilution

Variation des résultats et de la valeur comptable par action résultant de l'exercice de tous les bons de souscription et options, et de la conversion des titres convertibles.

Éléments de la charge liée aux acquisitions

Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent les coûts d'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, de The Balloch Group Limited, d'une participation de 50 % dans BGF Capital Pty Ltd et de Collins Stewart Hawkpoint plc, ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à ces acquisitions. Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent également les coûts engagés à l'égard de projets d'acquisition abandonnés. Les chiffres qui excluent les éléments liés aux acquisitions sont des mesures non conformes aux IFRS.

Éléments importants

Charges qui ne sont pas considérées comme étant récurrentes ou représentatives du résultat opérationnel. Pour Canaccord, elles comprennent les éléments de la charge liée aux acquisitions, la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, les frais de restructuration, les rajustements de la juste valeur des PCAA et les charges pour le programme de secours à l'intention des clients de la Société. Les chiffres qui excluent les éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS.

Équipes de conseillers en placement

Les équipes de conseillers en placement comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers en placement, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne. Comme les succursales de gestion de patrimoine indépendante sont dirigées par un conseiller en placement (avec une équipe), chacune d'entre elles représente une seule équipe de conseillers en placement.

Experts en placement et gestionnaires de fonds

Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec la clientèle. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

Financement de sociétés

Aide fournie aux sociétés fermées et ouvertes et aux gouvernements en vue de l'obtention de financement sur les marchés des capitaux au moyen de l'émission de titres d'emprunt, de titres de participation et de titres dérivés, que ce soit par prise ferme ou par placement pour compte.

Gestion de patrimoine indépendante

Plateforme d'exploitation indépendante de Gestion de patrimoine Canaccord, selon laquelle les conseillers indépendants agissent à titre de mandataires indépendants de la Société. Chaque succursale de gestion de patrimoine indépendante est classée comme une équipe de conseillers comprenant un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients.

Honoraires de consultation

Les produits tirés des frais que Canaccord facture pour les services de consultation auprès d'entreprises, de fusions et acquisitions ou de restructuration d'entreprise sont inscrits comme honoraires de consultation.

Liquidité

Total des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie constituant les capitaux dont dispose la Société aux fins de l'exploitation et de la réglementation.

London Stock Exchange (LSE)

L'un des marchés boursiers les plus importants du monde, existant depuis plus de 300 ans et comptant plus de 3 000 sociétés inscrites. La LSE se divise en quatre principaux marchés, soit : le Main Market, l'AIM Market, le Professional Securities Market et le Specialist Fund Market.

Marchés des capitaux Genuity

Canaccord a acquis Marchés des capitaux Genuity et certaines de ses sociétés affiliées (également appelées «Genuity») le 23 avril 2010. Genuity était un courtier indépendant en valeurs mobilières canadien avec de solides compétences en fusions et acquisitions et services de consultation. Par suite de l'acquisition, Canaccord a renommé sa division des marchés des capitaux Canaccord Genuity.

Méthode de la valeur à risque

La méthode de la valeur à risque est un concept de mesure du risque généralement reconnu qui est défini comme la perte minimale prévue de la valeur marchande d'un portefeuille à un intervalle de confiance précis (p. ex., 95 %) au cours d'une période donnée (p. ex., quotidiennement).

Négociation à titre de contrepartiste

Négociation de titres de participation des comptes de capital et des comptes de stock. Les produits des activités ordinaires proviennent des profits et des pertes découlant de la négociation de stocks.

Négociation à titre de négociateur inscrit

Négociation de titres de participation des comptes de capital et des comptes de stock par l'intermédiaire de négociateurs inscrits qui consiste à prendre des positions sur des titres de participation, y compris des actions de sociétés de petite et moyenne capitalisation. Les produits des activités ordinaires proviennent des profits et des pertes découlant de la négociation de stocks.

Participation syndicaire

Groupe de maisons de financement de sociétés coordonnant la commercialisation, la distribution, l'établissement des prix et la stabilisation des transactions de financement en actions.

Preneur ferme – financement de sociétés

Achète des titres ou d'autres instruments auprès d'une société émettrice à des fins de revente aux épargnants.

Produits ouvrant droit à la rémunération au rendement

Un pourcentage des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement gagnés est directement versé à titre de rémunération au rendement. Chez Canaccord, cela comprend les commissions, les honoraires tirés du financement de sociétés, les honoraires de consultation et les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste.

Rajustement à la juste valeur

Estimation de la juste valeur d'un actif (ou d'un passif) dont le cours de marché ne peut être déterminé, habituellement en raison de l'absence d'un marché établi pour l'actif. Chez Canaccord, des rajustements ont été effectués pour refléter notre estimation de la valeur des billets de PCAA restructurés d'après l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistiques et selon les meilleures données disponibles au moment de l'évaluation.

Ratio d'efficience

Ratio financier visant à évaluer l'efficience, obtenu en divisant le total des charges par le total des produits des activités ordinaires.

Régime d'actionariat des employés

Régime facultatif qui offre aux employés admissibles la possibilité d'acheter des actions de la Société au moyen de déductions à la source, avec contribution additionnelle de la Société.

Régime d'intéressement à long terme (RILT)

Système de récompense conçu pour harmoniser les intérêts des employés et ceux des actionnaires externes. En vertu du RILT de Canaccord, une partie de la rémunération annuelle des employés admissibles est retenue pour l'achat d'unités d'actions temporairement incessibles de la Société. Les unités d'actions temporairement incessibles sont bonifiées par la Société, et leurs droits sont acquis sur trois ans.

Rendement de l'action

Ratio financier établi entre le montant des dividendes versés chaque année par la Société et le cours de l'action. Le rendement de l'action est égal au montant total annuel des dividendes par action divisé par le cours de l'action de la Société.

Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)

Résultat net exprimé en pourcentage de l'avois moyen en actions ordinaires. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Résultat par action (RPA) dilué

Résultat net divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation rajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des options sur actions et d'autres rémunérations à base d'actions.

Risque

Les institutions financières sont confrontées à divers risques qui peuvent les exposer à des pertes, y compris le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque réglementaire et le risque juridique.

Services de courtage de correspondance

La fourniture, en toute sécurité, de services administratifs, d'exécution d'ordres en Bourse et de recherche à d'autres entreprises de courtage à partir de l'infrastructure de technologie et d'exploitation existante de la Société (Pinnacle Correspondent Services).

Services de négociation

Services de cotation, de rapprochement des transactions et de gestion pour l'exécution des transactions, la gestion des registres des ordres et la communication de l'information sur les portefeuilles.

Taxe pour le régime national d'assurance-maladie (RNAM)

Charge sociale imposée aux employés du Royaume-Uni représentant un pourcentage de la rémunération au rendement.

The Balloch Group (TBG)

The Balloch Group était un petit courtier en valeurs mobilières de premier plan en Chine que Canaccord a acquis en janvier 2011. Les activités de Canaccord en Chine ont par la suite été renommées Canaccord Genuity Asia.

Titres bloqués

Actions ordinaires de la Société qui sont assujetties à des conditions de libération particulières.

Transactions internationales

Exécution d'ordres sur des titres canadiens pour le compte de maisons de courtage américaines.

Transactions sur titres à revenu fixe

Transactions visant de nouvelles émissions, des obligations d'État et de sociétés, des bons du Trésor, des effets de commerce, des obligations à coupons détachés, des titres d'emprunt à haut rendement et des débentures convertibles.

Valeur comptable par action ordinaire diluée

Mesure des capitaux propres par action calculés en soustrayant les passifs des actifs et en divisant le montant obtenu par le nombre d'actions diluées en circulation. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Ventes et transactions institutionnelles

Secteur d'activité du groupe Marchés des capitaux fournissant des services de recherche et d'information sur les marchés, de consultation et d'exécution d'ordres en Bourse aux clients institutionnels.

Gouvernance d'entreprise

Le conseil d'administration (conseil), dans son ensemble ou par l'intermédiaire de ses comités, assume la responsabilité de la gestion de la Société et a approuvé un manuel officiel sur la gouvernance à l'intention du conseil (mandat) renfermant un cadre de référence pour le conseil, énonçant ses responsabilités en matière de gestion ainsi que ses autres responsabilités et devoirs. Les responsabilités du conseil sont également régies par :

- la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique);
- les statuts constitutifs de la Société;
- la charte de ses comités;
- les autres politiques d'entreprise et lois applicables.

Communication avec les administrateurs indépendants

Terence Lyons a été nommé par le conseil de Financière Canaccord Inc. à titre d'administrateur principal. L'une de ses responsabilités est de recevoir les communications adressées par des parties intéressées aux administrateurs indépendants du conseil et de déterminer la suite appropriée à donner à ces communications. Ces communications peuvent être envoyées par écrit par la poste à M. Lyons à l'adresse 2039 West 35th Avenue, Vancouver (Colombie-Britannique), Canada, V6M 1J1.

Processus de planification stratégique

Le mandat du conseil prévoit que le conseil est responsable de veiller à ce que la Société soit dotée d'un processus de planification stratégique efficace. Ainsi, le conseil revoit et approuve le plan stratégique de la Société, en surveille l'application et émet des lignes directrices à cet égard.

Identification et gestion des risques

Le mandat du conseil comprend :

- l'assistance à la direction pour l'identification des principaux risques liés à l'entreprise de la Société;
- la prise de mesures raisonnables pour assurer la mise en œuvre de systèmes appropriés permettant la gestion et la surveillance de ces risques;
- l'examen des plans pour l'évaluation des contrôles financiers internes de la Société et les tests à leur égard;
- la supervision des auditeurs externes, y compris l'approbation de leur cadre de référence.

Planification et évaluation de la relève

Le mandat du conseil comprend le maintien de plans de relève adéquats et efficaces pour le chef de la direction ainsi que pour les membres de la haute direction.

- Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération (CGER) reçoit des mises à jour périodiques du plan de relève de la Société à l'échelon des hauts dirigeants, et assure le suivi du processus de planification de la relève.
- Le plan de relève est revu au moins annuellement par le CGER.
- Suivant la recommandation du président et chef de la direction, le conseil nomme les hauts dirigeants de la Société.

Communication et information publique

Les contrôles et politiques en matière de communication («CPC») de la Société portent sur la communication fidèle et en temps opportun de tous les renseignements importants se rapportant à la Société ainsi que sur l'interaction de la Société avec les actionnaires, les analystes en placements, les autres parties intéressées et le public en général.

- Les CPC sont revus annuellement par le conseil.
- Les CPC, les dépôts auprès d'autorités de réglementation en valeurs mobilières, les communiqués de presse et les présentations à l'intention des investisseurs sont affichés sur le site Web de la Société.
- Le conseil examine tous les états financiers consolidés trimestriels et annuels ainsi que les rapports de gestion s'y rapportant, les communiqués de presse sur les résultats de la Société, les circulaires d'information de la direction, les notices annuelles ainsi que les documents de financement.

Contrôles internes

Le conseil exige de la direction le maintien de systèmes de contrôle interne et d'information efficaces. Le conseil, assisté du comité d'audit, supervise l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

- Le comité d'audit se réunit au moins quatre fois par année avec le chef des finances et les cadres supérieurs des finances de la Société afin d'examiner les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les systèmes d'information connexes.
- Les auditeurs externes de la Société formulent chaque année au comité d'audit des recommandations relatives aux systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

En date du 31 mars 2012, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures répondaient aux normes d'efficacité en date du 31 mars 2012, sauf en ce qui a trait à la limitation de l'étendue des travaux découlant de l'acquisition de CSHP, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Selon le *Règlement 52-109*, il est possible de limiter l'étendue de la conception des contrôles et politiques en matière de communication et du contrôle interne à l'égard de l'information financière en excluant les contrôles, politiques et procédures relatifs à toute entreprise acquise au plus tôt 365 jours avant la date de clôture de la période considérée.

L'acquisition de CSHP qui a été conclue le 21 mars 2012 a donc été exclue de l'évaluation des contrôles et procédures sur l'information à fournir de la Société, les activités des anciennes entités de CSHP n'ayant pas encore été intégrées dans les contrôles internes, politiques et procédures de la Société. La direction révise actuellement la structure des contrôles internes de la Société afin d'intégrer les activités nouvellement acquises. Le tableau suivant présente un résumé de l'information financière relative aux activités exclues des anciennes entités de CSHP :

Principales données financières

Au 31 mars 2012 et pour la période du 22 mars 2012 au 31 mars 2012
en millions \$

Total de l'actif	1 407,6 \$
Total du passif	840,8
Produits des activités ordinaires	12,0
Perte nette de la période	(7,4) \$

Gouvernance

Le conseil reconnaît la tendance actuelle à nommer une majorité d'administrateurs indépendants. Comme la Société reste en grande partie détenue par les employés, le conseil est d'avis que le nombre de ses membres qui sont des administrateurs indépendants cadre adéquatement avec les perspectives et intérêts des actionnaires sans contrôle.

- Le conseil compte actuellement neuf membres, dont six sont des administrateurs indépendants de la direction au sens prévu par les lois applicables sur les valeurs mobilières.
- Le CGER est responsable de l'examen périodique de la composition du conseil et de ses comités.
- Une marche à suivre annuelle a été officiellement établie pour, entre autres, obtenir une rétroaction de tous les administrateurs à l'intention du conseil dans son ensemble, y compris un questionnaire confidentiel.
- Les nouveaux membres du conseil reçoivent des documents de référence volumineux au sujet de l'orientation stratégique de la Société, de son historique sur le plan des finances et de l'exploitation, des pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de la vision de l'entreprise.

Sommaire des chartes et des comités

Le conseil a délégué certaines de ses responsabilités à deux comités, chacun ayant des rôles et responsabilités particuliers définis par le conseil. Ces comités du conseil sont tous deux composés d'administrateurs indépendants.

COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit assiste le conseil d'administration dans l'accomplissement de ses fonctions de supervision en assurant la surveillance des pratiques de la Société en matière de présentation de l'information financière ainsi que des communications financières. Il est composé de trois administrateurs indépendants. Tous les membres du comité d'audit ont des compétences financières, ce qui signifie qu'ils ont la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Les membres du comité d'audit sont MM. Lyons (président), Eeuwes et Carello.

Le comité d'audit a adopté une charte qui définit expressément ses fonctions et responsabilités. La charte du comité d'audit peut être consultée dans la notice annuelle de la Société déposée sur SEDAR. Le comité d'audit dispose de voies de communication directe avec les auditeurs externes et le chef des finances ainsi que les cadres supérieurs des finances, avec lesquels il discute et examine certaines questions de façon régulière.

Le comité d'audit est chargé de s'assurer que la direction a conçu et mis en œuvre un système de contrôle interne efficace. Les auditeurs externes sont embauchés par le comité d'audit dont ils relèvent directement. Après consultation avec la direction, le comité d'audit est responsable de fixer la rémunération des auditeurs externes. Les auditeurs externes assistent à chaque réunion du comité d'audit, dont une partie est tenue hors la présence de la direction. Le comité d'audit revoit et approuve annuellement le plan d'audit des auditeurs externes. Il doit aussi approuver tous les travaux d'audit et autres que d'audit effectués par les auditeurs externes. Le chef des finances et les cadres supérieurs des finances assistent à chaque réunion du comité d'audit mise à part la partie qui se tient en l'absence des membres de la direction pour favoriser des échanges plus ouverts. Le comité d'audit revoit et approuve chaque année le plan d'audit interne.

COMITÉ DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET DE RÉMUNÉRATION

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération est chargé d'élaborer la démarche de la Société en ce qui concerne les questions de gouvernance d'entreprise, de revoir les principes généraux de la Société en matière de gouvernance d'entreprise et d'y recommander des changements à l'occasion. Il est composé de trois administrateurs non reliés, MM. Harris (président), Eeuwes et Lyons. Le comité a libre accès au personnel et aux ressources. Une partie de chacune des réunions régulières du comité au cours de l'année est tenue hors la présence des membres de la direction afin de favoriser des discussions plus ouvertes.

Conseil d'administration

Charles Bralver (2010)

Charles N. Bralver est administrateur de sociétés et conseiller. Il a été cofondateur et vice-président du conseil d'Oliver, Wyman & Co., où il a dirigé les groupes européen et nord-américain, ainsi que le groupe Marchés des capitaux. Il a aussi agi à titre d'associé de Massif Partners, firme de services de gestion et de consultation en matière de placement, de doyen associé principal de l'International Business and Finance à la Fletcher School de la Tufts University, et de conseiller stratégique pour Warburg Pincus LLC. M. Bralver agit à titre d'administrateur de Financière Canaccord et de Newstar Financial, où il est membre du comité des risques et membre du conseil consultatif principal d'Oliver Wyman, et siège au conseil d'administration de la Fletcher School de la Tufts University et du Dickey Center for International Understanding du Dartmouth College. M. Bralver est l'auteur de nombreux articles portant sur la structure et l'économie des marchés secondaires. Plus récemment, il a rédigé l'article « The CFO as the Agent of the Capital Markets », paru dans *The Known, the Unknown, and the Unknowable in Financial Risk Management*, publié par Diebold and Herring, Wharton Financial Institutions Center, Princeton University Press 2010. Il détient un baccalauréat du Dartmouth College, ainsi qu'une maîtrise ès arts (M.A.) et une maîtrise en droit et diplomatie de la Fletcher School.

Peter M. Brown, O.B.C., LL.D., D.es L. (1997)

Peter M. Brown est né en 1941 à Vancouver, ville où il réside toujours aujourd'hui. Il a fréquenté l'Université de Colombie-Britannique, puis il a fait son entrée dans le domaine des placements chez Greenshields Inc. en 1962. Il est le président honoraire de Financière Canaccord Inc., qu'il a fondée en 1968 et qui est le principal courtier en valeurs indépendant au Canada avec 64 bureaux dans le monde, incluant 37 bureaux de gestion de patrimoine au Canada et cinq au Royaume-Uni, aux Îles de la Manche, à l'Île de Man et en Suisse. Canaccord Genuity, division internationale des marchés des capitaux, mène des activités dans 11 pays, notamment au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Irlande, en Italie, en Chine, à Hong Kong, à Singapour, en Australie et à la Barbade.

M. Brown est actuellement président du conseil du Fraser Institute. Il est le représentant de la Colombie-Britannique du comité consultatif du Bureau de transition canadien en valeurs mobilières, qui vise la transition vers un organisme unique de réglementation des valeurs mobilières. Il est administrateur et membre du comité de direction de l'Association canadienne du commerce des valeurs mobilières, en plus d'être membre du conseil consultatif sur l'économie du ministre des Finances du Canada. M. Brown agit aussi actuellement à titre d'administrateur principal nommé par le gouvernement fédéral et de membre du comité financier des Jeux olympiques et paralympiques de 2010 à Vancouver, qui a permis la tenue des Jeux de 2010 au Canada. Récemment, il a été nommé au conseil des gouverneurs de la Business Council of British Columbia. M. Brown est le nouveau président du conseil de la Vancouver Police Foundation.

Au fil des ans, il a siégé au conseil de nombreuses sociétés du secteur privé et sociétés d'État. Il a déjà siégé au conseil de Vancouver Convention Center Expansion Project Limited et de Pavilion Corp. (deux sociétés d'État). Parmi les titres qu'il cumule, citons celui de président du conseil de l'Université de Colombie-Britannique, de la Bourse de Vancouver, de BC Place Corporation et de BC Enterprise Corporation (deux sociétés d'État). Il a aussi été vice-président du conseil d'administration d'Expo 86 Corporation.

En 2001, M. Brown a reçu le prix de l'homme d'affaires de l'année de la BC Chamber of Commerce, le BC & Yukon Chamber of Mines Financier Award et le Grand Prix de l'Entrepreneur dans la région du Pacifique. En 2002, il a reçu le Distinguished Service Award de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs, en janvier 2003, on lui a remis une Médaille commémorative du jubilé de Sa Majesté la reine Elizabeth II et en juin 2003, on lui a décerné l'Order of British Columbia. M. Brown a été nommé personnalité de l'année par la Brotherhood Inter-Faith Society en février 2004. Il a reçu au printemps de 2005 un doctorat honorifique en droit de l'Université de Colombie-Britannique. En 2007, on lui a décerné le Distinguished Graduate Award de St. George's School et le Ted Ticknor Award des Grands Frères de la grande région de Vancouver pour sa contribution exceptionnelle. M. Brown a reçu le T. Patrick Boyle Founder's Award de l'Institut Fraser en 2009. En 2010, il a été intronisé au Temple de la renommée du secteur minier canadien en reconnaissance de son esprit d'entreprise et de sa contribution au secteur minier canadien. Il est aussi devenu membre honorifique du Vancouver Police Pipe Band en 2009 et a été le premier citoyen à recevoir une citation à un civil de la police de la ville de Vancouver. Ernst & Young a remis à M. Brown un prix pour l'ensemble de ses réalisations en 2010, et, en mai 2011, il a été intronisé parmi les hommes d'affaires (Business Laureates) du Temple de la renommée de la Colombie-Britannique.

En 2012, M. Brown a reçu le Vancouver Board of Trade Rix Award, décerné aux citoyens engagés dans la collectivité, et un diplôme honorifique de l'Emily Carr University of Art & Design. M. Brown recevra en janvier 2013 un diplôme honorifique de l'Institut de la justice de la Colombie-Britannique.

Massimo Carello (2008)

Comité d'audit

M. Carello est administrateur de sociétés et investisseur privé dans des sociétés ouvertes. Il a été président du conseil et chef de la direction de Diners Club UK Ltd., de 2001 à 2004, et président du conseil et chef de la direction de Fiat UK Ltd., de 1990 à 2001. M. Carello a été membre du comité des présidents de la Confederation of British Industry (CBI) de 1998 à 2003 ainsi que membre du comité européen de CBI. Il a été vice-président de la chambre de commerce italienne au Royaume-Uni de 1998 à 2005. En plus de siéger au conseil de Financière Canaccord Inc., M. Carello est administrateur et membre du comité d'audit des sociétés ouvertes Canadian Overseas Petroleum Ltd. et Orsu Metals Corporation. Jusqu'en décembre 2010, il a également été administrateur et membre du comité d'audit d'Uranium One Inc.

William J. Euwes (2002)*Comité d'audit**Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération*

M. Euwes est premier vice-président et directeur général de Capital Manulife, division de La Compagnie d'Assurance-vie Manufacturers. En qualité de dirigeant, il a la responsabilité de quatre équipes d'actifs de placements alternatifs au Canada, soit Capital Manuvie (souscriptions privées et financement mezzanine), Financement de projets (énergie et infrastructures), Regional Power Inc. et NAL Resource Management Limited (pétrole et gaz). Avant de se joindre à Manuvie en 1999, M. Euwes a fait carrière dans les banques, comptant 25 ans d'expérience en prise ferme et en gestion de diverses activités de financement, notamment les acquisitions par emprunt, les prêts aux grandes entreprises et le financement de projet. M. Euwes est diplômé de la Richard Ivey School of Business de l'Université Western Ontario. En plus de siéger au conseil de Financière Canaccord Inc., il est administrateur de la société ouverte NAL Energy Corporation, cotée à la Bourse de Toronto.

Michael D. Harris, ICD.D. (2004)*Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération*

Michael Harris, IAS.A, est conseiller d'affaires principal au sein du cabinet d'avocats Cassels Brock & Blackwell LLP de Toronto et président de son propre cabinet de services-conseils, Steane Consulting Ltd., et, à ce titre, agit comme consultant auprès de diverses sociétés canadiennes. Avant de se joindre à Cassels Brock en mars 2010, il était conseiller d'affaires principal au sein du cabinet d'avocats Goodmans LLP à Toronto.

M. Harris est né à Toronto en 1945 et a grandi à Callander et à North Bay, en Ontario. Avant d'être élu à l'assemblée législative de l'Ontario en 1981, il a été enseignant, commissaire et président d'école et entrepreneur dans la région de Nipissing. Le 8 juin 1995, M. Harris est devenu le 22^e premier ministre de l'Ontario après une victoire écrasante. Il a été réélu en 1999, devenant ainsi le premier premier ministre de l'Ontario à former un deuxième gouvernement majoritaire de suite en plus de 30 ans.

En plus de siéger au conseil d'administration de plusieurs sociétés canadiennes, il est administrateur de la Fondation Tim Horton pour les enfants. Il est président honoraire des campagnes de sollicitation de fonds pour le centre hospitalier du district de North Bay, l'Université Nipissing et le Canadore College. M. Harris est également Senior Fellow de l'Institut Fraser. Il est titulaire d'une accréditation à titre d'IAS.A de l'Institut des administrateurs de sociétés.

En plus de siéger au conseil de Financière Canaccord Inc., M. Harris est administrateur des sociétés ouvertes suivantes : Chartwell Seniors Housing Real Estate Investment Trust (président), FirstService Corporation, Routel Inc. (président) et Element Financial.

David Kassie (2010)

David Kassie est devenu président du conseil du Groupe et administrateur de Financière Canaccord Inc. à la clôture de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, banque d'investissement canadienne, le 23 avril 2010, et est devenu président du conseil le 1^{er} avril 2012. Il a été directeur principal, président du conseil et chef de la direction de Marchés des capitaux Genuity, à partir de 2004 jusqu'au 9 mai 2010, date de l'intégration des activités de Marchés des capitaux Genuity et de Financière Canaccord Ltée sous le nom de Canaccord Genuity. Avant 2004, il était président du conseil et chef de la direction de Marchés mondiaux CIBC ainsi que vice-président du conseil de CIBC.

M. Kassie possède une vaste expérience à titre de conseiller, de preneur ferme et de contrepartiste, et il siège à de nombreux conseils d'administration. Il est activement engagé auprès d'organismes communautaires et caritatifs en plus de siéger au conseil d'administration de l'Ivey School of Business et du Groupe Festival international du film de Toronto et, anciennement, du Hospital for Sick Children.

M. Kassie détient un baccalauréat en commerce avec spécialisation en économie de l'Université McGill (1977), ainsi qu'un MBA de l'Université Western Ontario (1979).

Terrence A. Lyons (2004)*Comité d'audit**Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération*

Terry Lyons est l'ancien président du conseil de Northgate Minerals Corporation, qui a été récemment acquise par Aurico Gold pour former une nouvelle société aurifère à moyenne capitalisation d'une valeur de plus de trois milliards de dollars. Il est administrateur de plusieurs sociétés ouvertes et fermées, dont Sprott Resource Corp., Polaris Minerals Corporation, EACOM Timber Corporation et BC Pavilion Corporation (Pavco), et il agit actuellement à titre d'administrateur principal et de président du comité d'audit de Financière Canaccord Inc.

M. Lyons est ingénieur civil (Université de la Colombie-Britannique) et détient un MBA de l'Université Western Ontario. Il siège au conseil consultatif de la Richard Ivey School of Business et participe activement à des événements sportifs et caritatifs. Il a été gouverneur de la Fondation olympique canadienne et président du conseil de la Mining Association de la Colombie-Britannique. En 2007, il a reçu la médaille INCO de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole en reconnaissance de ses services exceptionnels au sein du secteur minier.

Paul D. Reynolds (2005)

Paul Reynolds a été nommé président de Financière Canaccord Inc. en août 2006, et chef de la direction en août 2007, et dirige la Société à partir des bureaux de Canaccord à Toronto. De 1999 à 2007, il a dirigé le bureau de Canaccord situé à Londres, en Angleterre, à titre de président et chef de l'exploitation des activités européennes, et a été nommé chef mondial de Canaccord Genuity en avril 2005.

M. Reynolds compte plus de 28 ans d'expérience dans le secteur des valeurs mobilières après avoir commencé comme négociateur d'actions. En 1985, il s'est joint à Financière Canaccord à titre de conseiller en placement avant d'accepter un poste de niveau plus élevé au sein de l'équipe des ventes institutionnelles. Vers la fin des années 1990, il a assumé un rôle de leadership en financement de sociétés, se spécialisant en financement de sociétés émergentes et en développement dans les secteurs des ressources, de la technologie et de la biotechnologie.

M. Reynolds est également membre du conseil d'administration de l'International Crisis Group et de l'Hospital for Sick Children à Toronto, et il siège au comité consultatif du commerce mondial pour Affaires étrangères et Commerce international Canada.

Michael A. Walker, LL.D., D.S.S. (2006)

Michael Walker, LL.D., D.S.S., est Senior Fellow de l'Institut Fraser et président de la Fraser Institute Foundation. Depuis la création de l'Institut Fraser en 1974 jusqu'en septembre 2005, Michael Walker en a dirigé les activités. Auparavant, il a enseigné à l'Université Western Ontario et à l'Université Carleton, et a été au service de la Banque du Canada et du ministère fédéral des Finances. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université Western Ontario et d'un baccalauréat de l'Université St. Francis Xavier.

À titre d'économiste, il a écrit ou publié 45 ouvrages sur des sujets économiques. Ses articles sur des sujets économiques techniques ont été publiés dans des revues professionnelles au Canada, aux États-Unis et en Europe, dont la *Revue canadienne d'économique*, l'*American Economic Review*, le *Journal of Finance*, la *Revue fiscale canadienne*, le *Health Management Quarterly*, le *Weltwirtschaftliches Archiv* et le *Health Affairs*. Il est cofondateur, avec Milton et Rose D. Friedman, du projet Economic Freedom of the World qui forme aujourd'hui une alliance de 70 pays et produit annuellement l'indice mondial de liberté économique.

À titre de journaliste, il a écrit plus de 700 articles, publiés dans quelque 60 journaux nord-américains, dont *The Globe and Mail*, le *Wall Street Journal*, le *National Post*, le *Vancouver Sun*, le *Chicago Tribune*, le *Reader's Digest*, le *Detroit News* et le *Western Star*. Il a été chroniqueur régulier au *Ottawa Citizen*, au *Financial Post* et au *Vancouver Province*. Il a prononcé des discours devant plus de 2 000 auditoires sur six continents, notamment dans des universités.

M. Walker n'est administrateur d'aucune société ouverte autre que Financière Canaccord Inc. Il siège au conseil d'administration de Mancal Corporation. Il est aussi administrateur d'un certain nombre de sociétés à but non lucratif, y compris The Milton and Rose D. Friedman Foundation.

Il a reçu le prix Service Above Self Award du club Rotary de Vancouver, la distinction Colin M. Brown Freedom Medal and Award de la National Citizens' Coalition, un doctorat honorifique en droit de l'Université Western Ontario, un doctorat honorifique en sciences sociales de l'Université Francisco Marroquín et le prix Thomas Jefferson Award de l'Association of Private Enterprise Education.

La date figurant après le nom de chaque administrateur indique l'année où il a joint les rangs du conseil d'administration. Le mandat des administrateurs sera soumis au vote à l'assemblée générale annuelle de 2012.

Bureaux

Marchés des capitaux

CANACCORD GENUITY

Canada

Toronto
Brookfield Place
161 Bay Street, Suite 3000
P.O. Box 516
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : 416-869-7368
Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280
Sans frais (É.-U.) : 1.800.896.1058

Vancouver
Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300
Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899
Sans frais (É.-U.) : 1.800.663.8061

Calgary
TransCanada Tower
450 1st Street SW, Suite 2200
Calgary (Alberta)
Canada T2P 5P8
Téléphone : 403.508.3800
Sans frais : 1.800.818.4119

Montréal
1250, boulevard René-Lévesque Ouest,
Bureau 2000
Montréal (Québec)
Canada H3B 4W8
Téléphone : 514.844.5443
Sans frais : 1.800.361.4805

Barbade

26 Cassia Heights
Royal Westmoreland
St. James, Barbade BB 24023
Téléphone : 246.419.0466

États-Unis

New York
535 Madison Avenue, 2nd Floor
New York, NY
USA 10022
Téléphone : 212.849.3900
Sans frais : 1.800.818.2196

New York
350 Madison Avenue
New York, NY
USA 10017
Téléphone : 212.389.8000
Sans frais : 1.800.538.7003

Boston
99 High Street, Suite 1200
Boston, MA
USA 02110
Téléphone : 617.371.3900
Sans frais : 1.800.225.6201

San Francisco
101 Montgomery Street, Suite 2000
San Francisco, CA
USA 94104
Téléphone : 415.229.7171
Sans frais : 1.800.225.6104

Houston
Wells Fargo Plaza
1000 Louisiana Street, 71st Floor
Houston, TX
USA 77002
Téléphone : 713.331.9901

Chicago
1880 Oak Avenue, Suite 135
Evanston, IL
USA 60201
Téléphone : 847.864.1137

Minneapolis
45 7th Street South, Suite 2640
Minneapolis, MN
USA 55402
Téléphone : 613.332.2208

Royaume-Uni et Europe

Londres
88 Wood Street
Londres (Royaume-Uni)
EC2V 7QR
Téléphone : 44 20 7523 8000

Édimbourg
29 Rutland Square
Édimbourg (Écosse)
EH1 2BW
Téléphone : 44 131 222 9400

Dublin
First Floor, South Dock House
Hanover Quay
Dublin 2
Irlande
Téléphone : 353 1 635 0210

Milan
Filiale Italiana
Galleria Passarella 1
20122 Milan
Italie
Téléphone : 39 02 062 1800

Asie

Beijing
Suite C700, 50 Liangmaqiao Rd.
Beijing 100125
Chine
Téléphone : 8610 8451 5559
Télécopieur : 8610 8454 0489

Shanghai
Suite 1205, Tower 1, Plaza 66
1266 Nanjing West Road, Jing'an District
Shanghai 200040, Chine
Téléphone : 86 21 6288 6895
Télécopieur : 86 21 6288 2636

Hangzhou
Suite 1001, Gongyuan North Building
8 Qiushi Road
Hangzhou, Zhejiang, Chine
Téléphone : 86 571 8992 2216
Télécopieur : 86 571 8992 2221

Singapour
77 Robinson Road
#21-02
Singapour 068896
Téléphone : 65 6854 6150

CANACCORD GENUITY HAWKPOINT

Royaume-Uni et Europe

Londres
41 Lothbury
Londres (Royaume-Uni)
EC2R 7AE
Téléphone : 44 20 7665 4500

Francfort
Operturm
Bockenheimer Landstrasse 2-4
60306 Frankfurt am Main
Allemagne
Téléphone : 49 69 67 776 5000

Paris
Washington Plaza
29 rue de Berri
75008 Paris
France
Téléphone : 33 1 56 69 66 66

CANACCORD BGF

Asie-Pacifique

Melbourne
Level 4, 60 Collins Street
Melbourne, VIC, 3000, Australie
Téléphone : 61 3 8688 9100

Sydney
Level 15, 9 Castlereagh Street
Sydney, NSW, 2000, Australie
Téléphone : 61 2 9263 2700

Hong Kong
8th Floor, VC House, 4-6 On Lan Street
Central, Hong Kong
Téléphone : 852 2110 3401

Gestion de patrimoine

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD

Succursales

Colombie-Britannique

Vancouver – siège social
Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300
Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899
Sans frais (É.-U.) : 1.800.663.8061

Abbotsford
32071 South Fraser Way, Suite 200
Abbotsford (Colombie-Britannique)
Canada V2T 1W3
Téléphone : 604.504.1504
Sans frais : 1.877.977.5677

Kelowna
1708 Dolphin Avenue, Suite 602
Kelowna (Colombie-Britannique)
Canada V1Y 9S4
Téléphone : 250.712.1100
Sans frais : 1.888.389.3331

Victoria
737 Yates Street, Suite 400
Victoria (Colombie-Britannique)
Canada V8W 1L6
Téléphone : 250.388.5354
Sans frais : 1.877.666.2288

White Rock
1688-152nd Street, Suite 305
Surrey (Colombie-Britannique)
Canada V4A 4N2
Téléphone : 604.538.8004
Sans frais : 1.800.665.2001

Ontario

Toronto
Brookfield Place
161 Bay Street, Suite 2900
P.O. Box 516
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : 416.869.7368
Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280
Sans frais (É.-U.) : 1.800.896.1058

London
One London Place, Suite 1600
255 Queens Avenue
London (Ontario)
Canada N6A 5R8
Téléphone : 519.434.6259
Sans frais : 1.866.739.3386

Waterloo
80 King Street South, Suite 101
Waterloo (Ontario)
Canada N2J 1P5
Téléphone : 519.886.1060
Sans frais : 1.800.495.8071

Alberta

Calgary
TransCanada Tower, Suite 2200
450-1st Street SW
Calgary (Alberta)
Canada T2P 5P8
Téléphone : 403.508.3800
Sans frais : 1.800.818.4119

Edmonton
Manulife Place, Suite 2700
10180-101st Street
Edmonton (Alberta)
Canada T5J 3S4
Téléphone : 780.408.1500
Sans frais : 1.877.313.3035

Québec

Montréal
1250, boulevard René-Lévesque Ouest,
Bureau 2000
Montréal (Québec)
Canada H3B 4W8
Téléphone : 514.844.5443
Sans frais : 1.800.361.4805

Nouvelle-Écosse

Halifax
Purdy's Wharf Tower II, Suite 2004
1969 Upper Water Street
Halifax (Nouvelle-Écosse)
Canada B3J 3R7
Téléphone : 902.442.3162
Sans frais : 1.866.371.2262

Canaccord Wealth Management (USA), Inc.

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.684.5992

Succursales de gestion de patrimoine indépendante**Ontario**

Toronto
20 Eglinton Avenue West, Suite 1500
P.O. Box 2039
Toronto (Ontario)
Canada M4R 1K8
Téléphone : 416.222.7003
Sans frais : 1.866.852.6740

Burlington
5500 North Service Road, Suite 805
Burlington (Ontario)
Canada L7L 6W6
Téléphone : 905.335.5223
Sans frais : 1.855.392.5626

Barrie
25 Berczy Street
Barrie (Ontario)
Canada L4M 3P6
Téléphone : 705.721.9594

Cobourg
7941 County Rd. #2
Cobourg (Ontario)
Canada K9A 4J7
Téléphone : 905.372.1300
Sans frais : 1.866.536.3702

Ottawa
1525 Carling Avenue, Suite 201
Ottawa (Ontario)
Canada K1Z 8R9
Téléphone : 613.233.3158
Sans frais : 1.888.899.9994

Ottawa
2 Gurdwara Road, Suite 510
Ottawa (Ontario)
Canada K2E 1A2
Téléphone : 613.274.2662
Sans frais : 1.877.721.1189

Brampton
21 Queen Street East, Suite 900
Brampton (Ontario)
Canada L6W 3P1
Téléphone : 905.450.6766
Sans frais : 1.800.450.4403

Simcoe
49 Robinson Street
Simcoe (Ontario)
Canada N3Y 1W5
Téléphone : 519.428.7525
Sans frais : 1.800.301.9379

Kitchener
4281 King Street East, Unit E
Kitchener (Ontario)
Canada N2P 2E9
Téléphone : 519.219.6611
Sans frais : 1.866.232.1894

Vaughan
8400 Jane Street, Suite 200
Vaughan (Ontario)
Canada L4K 4L8
Téléphone : 905.474.7740

Thunder Bay
1001 William Street, Suite 202
Thunder Bay (Ontario)
Canada P7B 6M1
Téléphone : 807.476.1750
Sans frais : 1.877.889.2233

Colombie-Britannique

Campbell River
1631 Island Hwy
Campbell River (Colombie-Britannique)
Canada V9W 2E6
Téléphone : 250.287.8807
Sans frais : 1.800.347.0270

Nanaimo
75 Commercial Street
Nanaimo (Colombie-Britannique)
Canada V9R 5G3
Téléphone : 250.754.1111
Sans frais : 1.800.754.1907

Prince George
1840 Third Avenue, Suite 101
Prince George (Colombie-Britannique)
Canada V2M 1G4
Téléphone : 250.614.0888
Sans frais : 1.866.614.0888

Prince George
1560 3rd Avenue
Prince George (Colombie-Britannique)
Canada V2L 3G4
Téléphone : 250.562.7255
Sans frais : 1.800.667.3205

Vernon
3108 30th Avenue
Vernon (Colombie-Britannique)
Canada V1T 2C2
Téléphone : 250.558.5431
Sans frais : 1.800.665.2505

Summerland
9523 Main Street, Suite 103
P.O. Box 840
Summerland (Colombie-Britannique)
Canada V0H 1Z0
Téléphone : 250.494.1130
Sans frais : 1.888.403.9392

Trail
1277 Cedar Avenue
Trail (Colombie-Britannique)
Canada V1R 4B9
Téléphone : 250.368.3838
Sans frais : 1.855.368.3838

Alberta

Calgary
322 11th Avenue SW, Suite 207
Calgary (Alberta)
Canada T2R 0C5
Téléphone : 403.531.2444
Sans frais : 1.866.531.2444

Bureaux

Calgary

2nd Street SW, Suite 1409
Calgary (Alberta)
Canada T2R 0W7
Téléphone : 403.263.7999
Sans frais : 1.877.263.7999

Québec

Québec

2590, boulevard Laurier, Bureau 860
Québec (Québec)
Canada G1V 4M6
Téléphone : 418.658.2924
Sans frais : 1.866.658.2924

Gatineau

12, rue Sainte-Marie
Gatineau (Québec)
Canada J8Y 2A3
Téléphone : 819.772.4737
Sans frais : 1.877.496.1685

Saskatchewan

Saskatoon

333 – 25th Street East, Suite 100
Saskatoon (Saskatchewan)
Canada S7K 0L4
Téléphone : 306.665.2133
Sans frais : 1.866.665.2121

COLLINS STEWART WEALTH MANAGEMENT

Londres

8th Floor
88 Wood Street
Londres (Royaume-Uni)
EC2V 7QR
Téléphone : 44 20 7523 4600

Jersey

38 The Esplanade
St Helier
Jersey JE4 0XQ
Téléphone : 44 1534 708090

Guernesey

Collins Stewart House
The Grange
St Peter Port
P.O. Box 45
Guernesey GY1 4AX
Téléphone : 44 1481 712889

Guernesey

Landes du Marche Chambers
Vale
P.O. Box 328
Guernesey GY1 3TY
Téléphone : 44 1481 251515

Île de Man

Anglo International House
Bank Hill
Douglas
Île de Man IM1 4LN
Téléphone : 44 1624 690100

Genève

7, Avenue Pictet-de-Rochemont
1207 Genève
Suisse
Téléphone : 41 22 707 0080

AUTRES BUREAUX

Pinnacle Correspondent Services

Vancouver

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300

Toronto

Brookfield Place
161 Bay Street, Suite 3000
P.O. Box 516
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : 416.869.7368

Renseignements à l'intention des actionnaires

Siège social :

ADRESSE DU BUREAU :

Financière Canaccord Inc.
609 Granville Street, Suite 2200
Vancouver (Colombie-Britannique) Canada

ADRESSE POSTALE :

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1H2 Canada

Inscription en bourse :

Bourse de Toronto : CF
AIM : CF.

Site Web de la Société :

www.canaccordfinancial.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires :

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

161 Bay Street, Suite 3000
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416.869.7293
Télécopieur : 416.947.8343
Courriel : investor.relations@canaccord.com

Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

Jamie Kokoska

Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications
Téléphone : 416.869.3891
Courriel : jamie.kokoska@canaccord.com

Le présent rapport annuel 2012 de Financière Canaccord est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccordfinancial.com. Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

Information sur la négociation des actions ordinaires (exercice 2012)

Bourse	Téléscripteur	Actions diluées en circulation au 31 mars 2012	Cours à la fin de l'exercice au 31 mars 2012	Haut	Bas	Total du volume des actions négociées
Toronto TSX	CF	106 656 028	8,30 \$	15,31 \$	6,94 \$	44 170 959
London AIM	CF.	106 656 028	5,05 £	9,25 £	5,00 £	2 752 671

Dates et montants concernant les dividendes sur actions privilégiées pour l'exercice 2012

Date de fin du trimestre	Date de clôture des registres pour les actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Dividendes sur actions privilégiées de série A	Dividendes sur actions privilégiées de série C	Total des dividendes sur actions privilégiées
30 juin 2011	16 septembre 2011	30 septembre 2011	0,37295 \$	s. o.	0,37295 \$
30 septembre 2011	16 décembre 2011	3 janvier 2012	0,34375 \$	s. o.	0,34375 \$
31 décembre 2011	16 mars 2012	2 avril 2012	0,34375 \$	s. o.	0,34375 \$
31 mars 2012	15 juin 2012	3 juillet 2012	0,34375 \$	0,31900 \$	0,66275 \$
			1,4042 \$	0,31900 \$	1,7232 \$

Dates et montants concernant les dividendes sur actions ordinaires pour l'exercice 2012

Date de fin du trimestre	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires	Dividendes sur actions ordinaires
30 juin 2011	26 août 2011	15 septembre 2011	0,10 \$
30 septembre 2011	2 décembre 2011	15 décembre 2011	0,10 \$
31 décembre 2011	2 mars 2012	15 mars 2012	0,10 \$
31 mars 2012	1 ^{er} juin 2012	15 juin 2012	0,10 \$
			0,40 \$

Date de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour l'exercice 2013

	Date de publication des résultats	Date de clôture des registres pour les actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T1/13	8 août 2012	14 septembre 2012	1 ^{er} octobre 2012	24 août 2012	10 septembre 2012
T2/13	7 novembre 2012	14 décembre 2012	31 décembre 2012	30 novembre 2012	10 décembre 2012
T3/13	6 février 2013	15 mars 2013	1 ^{er} avril 2013	1 ^{er} mars 2013	15 mars 2013
T4/13	21 mai 2013	21 juin 2013	2 juillet 2013	31 mai 2013	10 juin 2013

¹⁾ Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats opérationnels et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Désignation des dividendes admissibles (*Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)*)

Au Canada, la *Loi de l'impôt sur le revenu* et la plupart des lois provinciales de l'impôt sur le revenu prévoient des taux d'impôt plus faibles pour les particuliers canadiens qui reçoivent des dividendes admissibles. Tous les dividendes sur actions ordinaires payés par Financière Canaccord Inc. (ou son prédécesseur Canaccord Capital Inc.) depuis 2006 sont admissibles, ainsi que tous les dividendes sur actions ordinaires versés depuis, à moins d'indication contraire.

Ressources à l'intention des actionnaires

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) :
1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais
(Amérique du Nord) ou
numéro de télécopieur à l'international :
416.263.9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com
Possibilité pour les actionnaires inscrits
de s'inscrire au Centre des investisseurs
pour avoir accès à un outil de gestion de
compte libre-service.

Assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le jeudi 12 juillet 2012 à 10 h (heure de l'Est) au TMX Broadcast Centre
The Exchange Tower
130 King Street West
Toronto (Ontario) Canada

L'assemblée sera également diffusée en direct sur Internet. Pour plus d'information et un lien direct, consulter le site www.canaccordfinancial.com à la rubrique Webémissions.

Pour consulter les dépôts réglementaires de Canaccord sur SEDAR, visiter le site www.sedar.com.

Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordfinancial.com.

Auditeurs

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

Honoraires versés aux auditeurs désignés par les actionnaires

Pour connaître les honoraires versés aux auditeurs désignés par les actionnaires, consulter la page 55 de la notice annuelle 2012.

Société étrangère admissible

CFI est une société étrangère admissible aux fins de l'impôt des États-Unis en vertu de la loi *Jobs & Growth Tax Reconciliation Act of 2003*.

Services de rédaction et de conception

The Works Design Communications Ltd.

CANACCORD | Financière

Financière Canaccord Inc. est la société mère cotée en Bourse du groupe de sociétés de Canaccord. Financière Canaccord Inc. est cotée à la Bourse de Toronto (sous le symbole CF) et à l'AIM (sous le symbole CF).

CANACCORD | Genuity

Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, de fusions et acquisitions, de consultation, de recherche, de ventes et de négociation aux clients institutionnels et aux sociétés clientes de Canaccord partout dans le monde. Canaccord Genuity compte 24 bureaux de par le monde.

CANACCORD | Genuity Hawkpoint

Canaccord Genuity Hawkpoint, qui fait partie de Canaccord Genuity, offre des services de consultation stratégiques, et en matière de fusions et acquisitions et de restructuration financière à une clientèle constituée de sociétés, de gouvernements et de sociétés de financement par capitaux propres. Canaccord Genuity Hawkpoint a des bureaux à Londres, à Paris et à Francfort.

CANACCORD | Genuity 加通贝祥



Canaccord Genuity Asia offre des services de mobilisation de capitaux, de financement par emprunts et de consultation à des sociétés clientes dans la région Asie-Pacifique. Canaccord Genuity Asia a des bureaux à Beijing, à Shanghai et à Hangzhou.

CANACCORD | BGF

Canaccord BGF offre des services de recherche, de gestion de patrimoine, de vente et de négociation, et de marchés des capitaux à une clientèle constituée de sociétés, d'institutions et de particuliers. Canaccord BGF a des bureaux à Sydney, à Melbourne et à Hong Kong.

CANACCORD | Gestion de patrimoine

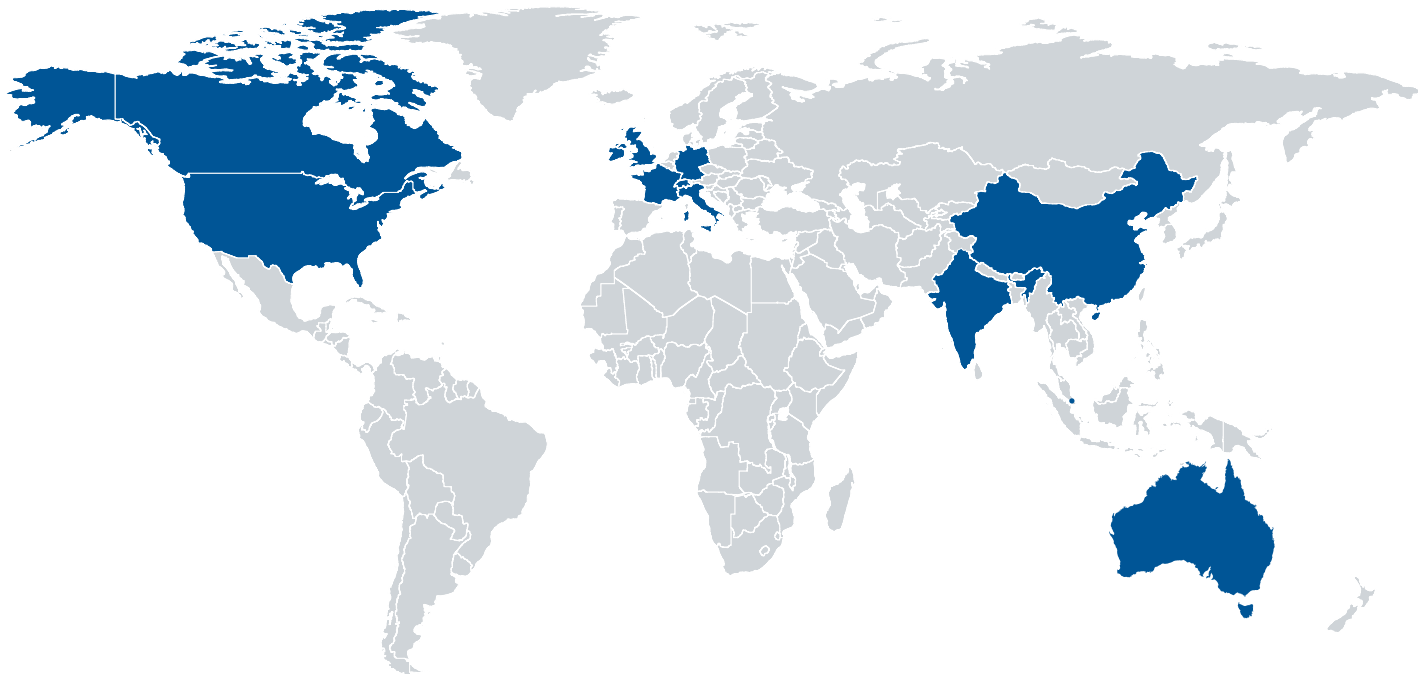
Les bureaux canadiens de Gestion de patrimoine Canaccord fournissent des services de gestion de patrimoine et de courtage sur mesure aux particuliers. Gestion de patrimoine Canaccord compte 35 bureaux au Canada.

Collins Stewart Wealth Management

Collins Stewart Wealth Management (CSWM) offre aux clients bien nantis, aux intermédiaires et aux institutions, et aux organismes de bienfaisance des services de gestion de patrimoine à partir de ses bureaux au Royaume-Uni, aux Îles de la Manche, à l'Île de Man et en Suisse. CSWM sera renommée Gestion de patrimoine Canaccord au cours de l'exercice 2013.

PINNACLE CORRESPONDENT SERVICES

Pinnacle fournit des services de correspondance (services administratifs et de compensation) au secteur canadien de la gestion de patrimoine en tirant parti de l'investissement de Canaccord dans une infrastructure et une technologie d'arrière-guichet.



Activités de Canaccord et alliances stratégiques.

CANADA

Toronto
Vancouver
Abbotsford
Barrie
Brampton
Burlington
Calgary
Campbell River
Cobourg
Edmonton

Gatineau
Halifax
Kelowna
Kitchener
London
Montréal
Nanaimo
Ottawa
Prince George
Québec

Saskatoon
Simcoe
Summerland
Thunder Bay
Trail
Vaughan
Vernon
Victoria
Waterloo
White Rock

ÉTATS-UNIS

New York
Boston
Chicago
Houston
Minneapolis
San Francisco

R.-U. ET EUROPE

Londres
Dublin
Édimbourg
Francfort
Genève
Guernesey
Île de Man
Jersey
Milan
Paris

ASIE-PACIFIQUE

Beijing
Hangzhou
Hong Kong
Melbourne
Shanghai
Singapour
Sydney